



## Ukraine : enquête sur l'ampleur des pertes russes

► Une base de données confidentielle à laquelle « Le Monde » a eu accès aide à mesurer en partie le nombre de blessés et de morts dans les rangs russes

► Ces éléments, recueillis auprès d'un déserteur, permettent notamment de recenser 166 000 soldats hospitalisés entre février 2022 et juin 2024

► Le déserteur, un ancien informaticien réfugié à Paris, dénonce le décalage entre la propagande du Kremlin et la réalité du terrain, dont il a été témoin

► Selon le ministère de la défense britannique, les pertes russes s'élèvent, depuis le début de la guerre, à plus de 700 000 blessés et 250 000 morts

► Deux autres jeunes ex-soldats ayant trouvé refuge en France témoignent, à visage découvert, de leur expérience

PAGES 15 À 18 ET NOS INFORMATIONS PAGE 4

### Procès Peine maximale requise contre Le Scouarnec

L'ex-chirurgien, qui a reconnu 111 viols et 188 agressions sexuelles, encourt jusqu'à vingt ans de réclusion, ainsi que des mesures de sûreté. La cour criminelle du Morbihan, à Vannes, rendra son verdict le 28 mai

PAGE 10

### Parlement Les commissions d'enquête à l'avant-scène

Dans une Assemblée nationale sans majorité, où le travail législatif est parfois difficile, les députés voient dans ces enquêtes l'occasion de mettre en lumière certains sujets. Au risque, de temps à autre, d'empêtrer sur le terrain judiciaire

PAGE 7

### Economie Trump s'en prend de nouveau à l'UE sur les droits de douane

Le président américain a menacé, vendredi 23 mai, d'imposer des droits de douane de 50% sur les produits européens à partir du 1<sup>er</sup> juin. Les Vingt-Sept, dont l'unité est fragile, n'ont pas encore mis en œuvre de mesures de rétorsion

PAGE 13

**M**ÉDITORIAL  
**L'INQUIÉTANTE  
DÉRIVE BUDGÉTAIRE  
AMÉRICAINE**

PAGE 32

### DOCUMENT

# UN MOIS À GAZA, LE RÉCIT GLACANT D'UN HISTORIEN

► Dans un livre à paraître le 28 mai aux Arènes, Jean-Pierre Filiu, spécialiste du Proche-Orient, dépeint le quotidien de l'enclave palestinienne

► « Rien ne me prépare à ce que j'ai vu et vécu à Gaza », écrit-il au début de ce texte, dont « Le Monde » publie des extraits en avant-première

► Un témoignage rare, alors que les autorités israéliennes refusent à la presse étrangère l'accès au territoire

PAGES 20-21 ET  
NOS INFORMATIONS PAGES 2-3

### Climat Une sécheresse inédite dans le nord de l'Europe

PLUSIEURS PAYS du continent (Pays-Bas, Danemark, Pologne...) sont confrontés depuis des semaines à un épisode exceptionnel de sécheresse printanière.

Ce phénomène, qui touche aussi une partie du nord de la France, inquiète les agriculteurs. Depuis février, l'Europe météorologique est comme inversée : la sécheresse est au nord, les pluies – parfois violentes – au sud. Au Royaume-Uni, le mois de mars a été le plus sec depuis 1961. En Belgique, où pareille situation n'a pas été observée depuis près d'un siècle, la quasi-absence de précipitations a rendu inexploitables certaines nappes phréatiques. Aux Pays-Bas, le record de sécheresse enregistré en 1976 est en passe d'être battu.

PAGE 6

### Energie Le soutien contesté de l'Etat à la centrale de Gardanne

PAGE 12

### Disparition Sébastião Salgado, photographe humaniste



Politique  
Raphaël Glucksmann expose sa stratégie à gauche

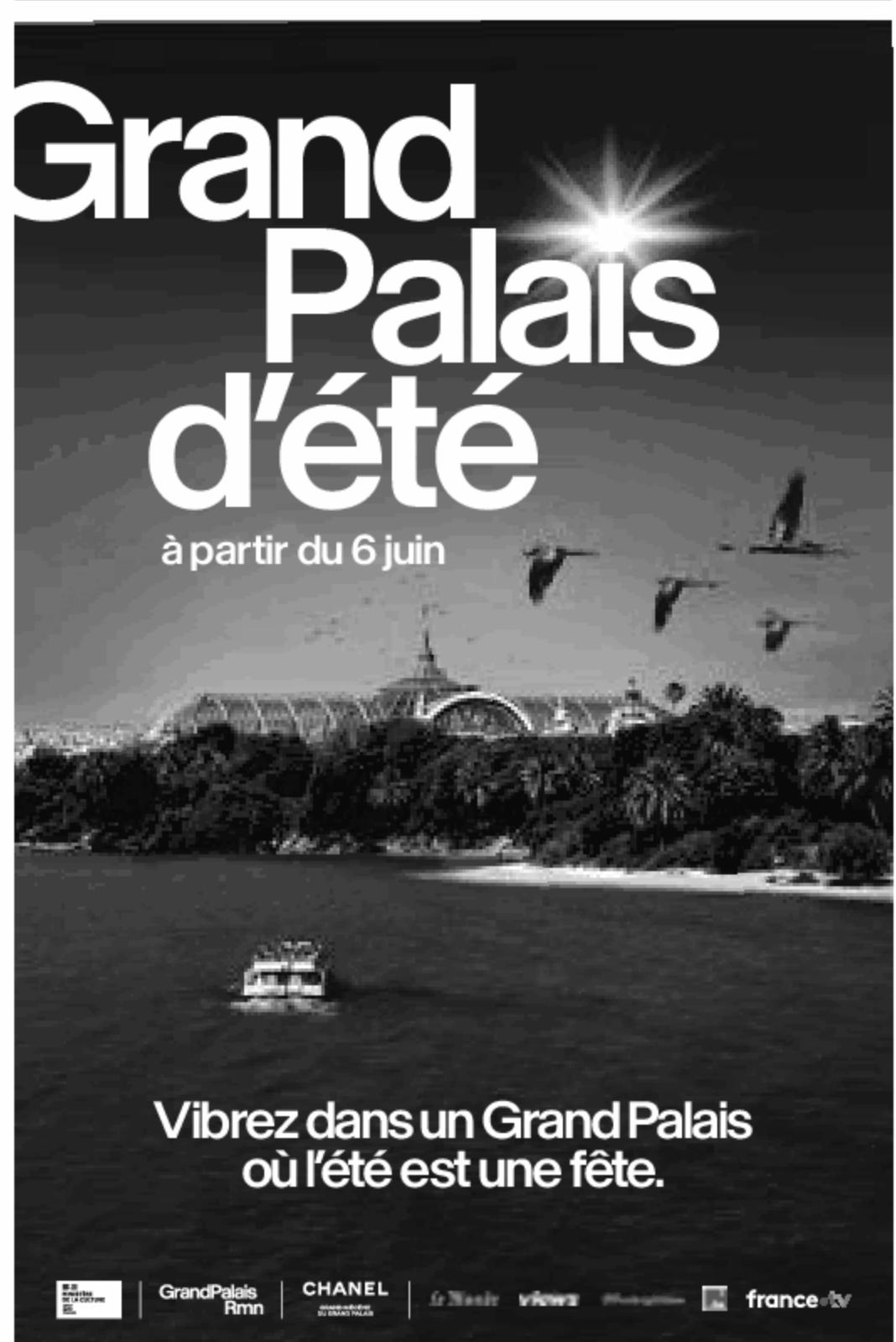
Justice  
Verdict mesuré pour les braqueurs de Kim Kardashian

Idées  
La santé mentale, grande cause économique

Rencontre  
Antoine de Caunes, l'inclassable enfant de la télé

# Grand Palais d'été

à partir du 6 juin



Vibrez dans un Grand Palais où l'été est une fête.

Grand Palais Rmn | CHANEL | Le Monde | franceinfo

A Paris, en 2019. CORENTIN FOHLEN/DIVERGENCE

LE PHOTOGRAPHE franco-brésilien, connu pour ses photos en noir et blanc de conflits ou de la forêt amazonienne, est mort vendredi 23 mai à Paris, à l'âge de 81 ans. Né le 8 février 1944 dans le Minas Gerais (Brésil), cet économiste de formation s'était exilé en France en 1969 pour fuir la dictature militaire avec sa future épouse, Lélia Wanick. Il avait

commencé sa carrière en autodidacte en 1973, intégrant diverses agences (Sygma, Gamma, Magnum) jusqu'en 1994. Il avait alors fondé avec sa femme une agence dévolue à son travail, Amazonas Images. Ses photos, publiées dans la presse internationale, ont fait l'objet d'innombrables livres et expositions.

PAGE 24

PAGES 30-31

PAGE 27

GUERRE À GAZA

# A Gaza, Israël en guerre contre l'avenir

En détruisant tout dans l'enclave, les Israéliens veulent contraindre les Gazaouis à quitter leur terre

JÉRUSALEM - correspondance

**L**e 20 janvier, Mohammed Al-Najjar est retourné chez lui à Rafah, à l'extrême sud de la bande de Gaza. L'avocat de 24 ans, déplacé par les bombardements israéliens à Deir Al-Balah, dans le centre de l'enclave, a profité de la trêve, entrée en vigueur la veille, pour aller inspecter la maison familiale, accompagné de son frère. Sur place, les deux hommes découvrent que le bâtiment de six étages est un tas de ruines où s'entremêlent ferraille, morceaux de meubles et bouts de plastique.

Mohammed, qui est aveugle, raconte la scène par téléphone, telle que son frère la lui a décrite, depuis le dernier étage d'un immeuble de Deir Al-Balah où il a trouvé une connexion. Les autorités israéliennes continuent d'interdire aux journalistes étrangers de pénétrer dans le territoire palestinien. La conversation est entrecoupée par le crépitement d'armes automatiques, tout proche. «*Dans notre quartier, il ne restait qu'un seul bâtiment debout : une bâtie incendiée, où personne ne peut vivre*, raconte Mohammed. *On n'arrivait pas à retrouver nos repères, où était notre rue, les maisons. Il n'y avait plus rien.*»

Le constat vaut pour la presque totalité de Rafah. La ville, qui comptait quelque 250 000 habitants avant le 7 octobre 2023, a été passée au marteau-pilon. Selon une analyse du service vidéo du *Monde*, réalisé à partir d'images satellite, 68 % du bâti a été rasé. Les constructions qui ont échappé au déluge de bombes et de missiles envoyés sur la ville ces dix-neuf derniers mois ont été détruites au bulldozer, quartier par quartier. Les rares bâtiments qui tiennent encore debout sont dévastés de l'intérieur.

Rafah, porte d'entrée du Levant, qui a vu passer Bonaparte et le général britannique Allenby, semble avoir été rayée de la carte du Proche-Orient, boute hors de l'histoire. Un sort emblématique de la notion de «futuricide», concept que la chercheuse Stéphanie Latte Abdallah, directrice de recherche au CNRS, utilise pour décrire le traitement infligé par Israël à l'ensemble de la bande de Gaza.

«*C'est une violence qui s'adresse à une population civile, avec une volonté d'arrachement à la terre, de déplacement forcé, de destruction de toute possibilité de se projeter dans l'avenir*, explique la politiste, qui a codirigé, avec l'anthropologue Véronique Bontemps, l'ouvrage *Gaza. Une guerre coloniale* (Actes Sud, 320 pages, 23 euros). *La notion de futuricide permet de rassembler plusieurs formes de destruction à l'œuvre*, poursuit Stéphanie Latte Abdallah. *Génocide, écocide, culturicide. Il s'agit d'une attaque contre le futur lui-même.*»

## 95 % DES ÉCOLES HORS D'USAGE

Le futuricide commence dans le présent, par la fragmentation, voire la destruction, d'une zone donnée et de sa population. Gaza en est l'exemple même, réduite à l'état de ruines dans une campagne de bombardements sans précédent au XXI<sup>e</sup> siècle. Depuis le début de la guerre déclenchée par le massacre du 7 octobre 2023 perpétré par le Hamas, plus de 90 % des habitations ont été détruites partiellement ou entièrement, selon l'ONU. L'armée israélienne a tué près de 53 000 Palestiniens, dont une majorité de femmes et d'enfants, selon le décompte des autorités de santé de l'enclave, jugé fiable par l'ONU.

Le système éducatif n'existe plus : 95 % des 564 écoles de la bande de Gaza sont hors d'usage, et ses douze universités ont été détruites. Un coup de massue pour une population qui s'enorgueillissait de compter quelque 4 % d'étudiants, une proportion comparable à celle de la France. Le système de santé survit à peine : entre sept et huit hôpitaux fonctionnent partiellement, sur les 36 que comptait l'enclave. Gaza a été brisée, asservie à son voisin israélien, réduite à mendier l'aide alimentaire des ONG internationales.

L'époque où les Gazaouis produisaient de façon autonome la majeure partie des fruits et légumes qu'ils consommaient est révolue. L'armée israélienne a étendu son contrôle sur tout le pourtour de la bande de Gaza, où se situent les cultures. Serres, arbres, tout ce qui pouvait boucher la vue ou offrir une cache a été méthodiquement détruit. La seule porte d'accès au reste du monde, le terminal de Rafah, donnant sur le



Après une frappe de drone israélienne, à Jabaliya, dans le nord de la bande de Gaza, le 23 mai. BASHAR TALEB/AFP

Sinaï égyptien, est verrouillée depuis que les blindés israéliens se sont déployés dans la ville, en mai 2024.

Après deux mois et demi de blocus qui ont placé la bande de Gaza au bord de la famine, l'Etat hébreu entend mettre en place un système de distribution de nourriture militarisé, confié à une nouvelle organisation, la Gaza Humanitarian Foundation. L'aide devrait être convoyée, sous l'escorte de sociétés de sécurité privées américaines, jusque dans des centres de distribution situés dans le sud de l'enclave palestinienne. Ce qui risque d'obliger les populations restées ou revenues dans le Nord à se déplacer si elles ne veulent pas mourir de faim, sans garantie de retour. Une seule personne par famille pourra accéder à ces zones dites «stériles» – c'est-à-dire purgées de toute présence politique palestinienne, qu'il s'agisse du Hamas ou de toute autre formation locale. L'entrée sera autorisée par un système de reconnaissance faciale.

«*L'armée israélienne rêve de parquer toute la population de Gaza dans des camps à Rafah*, dit Mohammed Al-Najjar. *La prochaine étape pour nous, c'est : tu bois, tu manges, tu te tais.*» Le «futuricide» à Gaza réduit des êtres humains encagés à leurs besoins essentiels : dormir, manger, se laver. «*Cela devient possible avec la mise en place d'une gouvernance algorithmique. Il ne s'agit plus de s'adresser à un sujet individualisé ou politique, ou à une société, mais de gérer une dangerosité supposée. L'intention est d'administrer un corps dans l'espace*», explique Stéphanie Latte Abdallah.

Contrôle des territoires et des corps, mais aussi des imaginaires. Les jeunes de 20 ans, à Gaza, n'ont connu que l'enfermement et

## «L'ENJEU, POUR LES PALESTINIENS, C'EST DE SE PROJETER DANS D'AUTRES POSSIBLES, DE NE PAS SE SOUMETTRE À CETTE "FUTURITÉ" COLONIALE IMPOSÉE»

STÉPHANIE LATTE  
ABDALLAH  
historienne

## A l'ONU, Paris et Riyad demandent des «actes» vers une solution à deux Etats

La France et l'Arabie saoudite, qui présideront en juin une conférence internationale sur la question palestinienne, ont plaidé, vendredi 23 mai, pour des «actes» concrets mettant en place un «plan» vers la solution à deux Etats, israélien et palestinien. Dans le contexte de la guerre à Gaza et l'*«aggravation de la colonisation en Cisjordanie»*, il y a *«urgence à remettre la recherche d'une solution politique au premier plan»*, a déclaré à l'ONU Anne-Claire Legendre, conseillère Moyen-Orient du président français, Emmanuel Macron, lors d'une réunion préparatoire à cette conférence prévue du 17 au 20 juin. Le résultat de cette conférence convoquée par l'Assemblée générale de l'ONU *«doit être plus qu'une déclaration, ce doit être un plan pour l'action»*, a renchéri Manal Radwan, conseillère du ministre saoudien des affaires étrangères, insistant sur le fait que la paix dans la région *«commence par la reconnaissance de la Palestine»*.

une litanie de guerres, toujours plus brutales. Ils n'ont jamais vu de villes sans ruines, de famille sans «martyrs», les victimes de l'armée israélienne, de ciel sans drones. «*L'un des objectifs des Israéliens est d'implanter l'idée de l'émigration dans l'esprit des gens*», analyse Amjad Shawa, directeur du PNGO, un réseau d'ONG palestiniennes, joint par téléphone dans la ville de Gaza. «*Je me rends compte que tout ce que l'on fait, tout ce que l'on vit aujourd'hui est en train de nous faire détester l'endroit où l'on vit, et c'est ce que veulent les Israéliens*», écrivait le journaliste gazaoui Rami Abou Jamous, dans un article paru en octobre 2024 sur le site d'information *Orient XXI*.

Les bombardements ont produit 50 millions de tonnes de gravats, qu'il faudra plus d'une décennie pour déblayer. Le sol est jonché de projectiles non explosés, qui constituent un cauchemar de démineur. Trois cent cinquante mille tonnes de déchets sont épargnées, qui empuantissent l'atmosphère et contaminent la nappe phréatique. La terre, l'eau et l'air, le substrat même de la vie, sont devenus suspects.

### RÉSISTER EN RESTANT

«*Ce qui est détruit ici, ce n'est pas seulement l'humain et la pierre, mais aussi les oiseaux, les terres agricoles, la nature*», témoigne Samir Zaqout, directeur adjoint de l'ONG de défense des droits humains Al Mezan, joint par téléphone à Deir Al-Balah. «*Même les chiens et les chats des rues endurent des conditions de vie insupportables, les gens n'ont plus rien à manger et donc eux non plus*», ajoute M. Zaqout qui, comme tous ses compatriotes ainsi qu'un grand nombre d'experts et d'ONG internationales, qualifie l'offensive israélienne de «génocide».

En mai 2024, en réponse aux pressions internationales et à celles de la hiérarchie de l'armée, le sommant de présenter son plan pour «le jour d'après», le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a dévoilé la vision «Gaza 2035». Un PowerPoint de neuf pages, généré par intelligence artificielle, appellant à transformer le territoire palestinien en un hub commercial, avec gratte-ciel à perte de vue, champs verdoyants et réseaux de transports rapides. Derrière l'imagerie typique de Dubaï, lointain écho du rêve de Shimon Peres, dans les années 1990, de faire de Gaza un «*Singapour du Moyen-Orient*», on retrouve un vieux projet israélien : diluer les Palestiniens et leur cause dans le libre-échange.

Le projet de «Riviera» que Donald Trump a présenté en février pousse cette logique à son paroxysme car il présume, ouvertement, de chasser les Gazaouis de leur terre. Depuis que ses déclarations ont suscité un tollé, le président américain entretient le flou sur ses intentions exactes. Mais le gouvernement israélien, lui, s'accroche à ce plan. Le 21 mai, Benyamin Nétanyahou l'a officiellement ajouté à ses buts de guerre, en plus du retour de tous les otages, de l'écrasement du Hamas et de la démilitarisation complète du territoire côtier. Et 82 % des juifs israéliens souhaitent un nettoyage ethnique de l'enclave, selon un sondage récemment publié par le quotidien *Haaretz*.

Des noms de pays susceptibles d'accueillir les expulsés surgissent régulièrement dans les médias israéliens : l'Egypte, la Jordanie, la Libye, le Soudan et le Somaliland... Peu importe la réalité de ces projets : l'une des composantes du «futuricide» est la fabrication de l'incertitude. Impossible de se projeter dans un avenir à court ou à moyen terme quand on craint d'être déplacé le lendemain. Dans cette perspective, la guerre devient un processus de dépossession existentielle. «*Le futuricide, c'est une intention*», souligne Stéphanie Latte Abdallah. «*Ce n'est pas un état réalisé, mais une dynamique. L'enjeu, pour les Palestiniens, c'est de se projeter dans d'autres possibles, de ne pas se soumettre à cette "futurité" coloniale imposée.*»

De fait, à leur manière opiniâtre, dans la tradition du *somoud* (persévérance) palestinien, les Gazaouis résistent. Quand l'armée israélienne a ordonné à la population de se déplacer vers le sud de l'enclave en octobre 2023, plus d'un million de Palestiniens ont fui. Mais quand le cessez-le-feu est entré en vigueur, le 19 janvier, quelque 400 000 personnes sont retournées au Nord. Peu leur importait que leur lieu de résidence ait été réduit en miettes, que les conditions de vie y soient plus précaires et plus dangereuses qu'au Sud. Il s'agissait de refaire société, de retisser ensemble la possibilité d'un avenir.

Samir Zaqout n'est pas retourné dans la ville de Gaza, où se trouve sa maison, encore debout mais dans un état insalubre. Il ne compte pas fuir le territoire côtier pour autant. Dépossédé de presque tout, il résiste en restant. «*Mon futur est dans la bande de Gaza, assure-t-il au téléphone. Je n'ai jamais pensé à la quitter. Beaucoup, ici, pensent comme moi.*» ■

SAMUEL FOREY  
ET CLOTHILDE MRAFFKO

## « Sur Gaza, on aurait pu faire plus, plus tôt »

Pour le ministre des affaires étrangères espagnol, José Manuel Albares Bueno, le seul avenir est celui de la solution à deux Etats

### ENTRETIEN

José Manuel Albares Bueno est le ministre des affaires étrangères de l'Espagne depuis 2021 dans le gouvernement de gauche de Pedro Sanchez.

#### Quel est votre sentiment sur la situation à Gaza ?

Nous faisons très clairement face à une catastrophe humanitaire et à une violation gravissime et quotidienne du droit international humanitaire. La situation est vraiment insoutenable et inhumaine. On ne voit plus quel est l'objectif militaire de cette guerre et des opérations qui ont lieu en ce moment même. L'aide humanitaire qui a commencé à entrer est très clairement insuffisante [après le blocus total instauré le 2 mars par Israël, quelques dizaines de camions sont entrés dans l'enclave ces derniers jours]. L'Espagne demande que l'on mobilise tous les outils nécessaires pour arrêter cette offensive militaire et rompre le blocus humanitaire. Israël ne peut pas être celui qui décide des quantités qui entrent, de la destination finale et des bénéficiaires de cette aide.

#### Quels sont les outils à votre disposition pour mettre fin à cette situation ?

L'Espagne procède de plusieurs manières, que ce soit seule ou avec d'autres Etats. Je pense au recours déposé par l'Afrique du Sud auprès de la Cour internationale de justice [au nom de la convention sur la prévention et la répression du génocide], auquel nous nous sommes associés.

Nous travaillons au sein de l'assemblée générale des Nations unies pour que tous les Etats se prononcent sur le blocus humanitaire, afin que celui-ci soit fermement condamné dans une résolution. Les voix des Européens et des Arabes doivent se faire entendre, comme nous allons le faire dimanche 25 mai, à Madrid, avec le groupe de contact arabo-islamique et de nombreux pays de l'Union européenne [UE] au nouveau ministériel. Nous appelons à arrêter la guerre, à faire entrer l'aide humanitaire massivement et sans entraves, et à mettre en place la solution à deux Etats.

#### Pour vous, la suspension de l'accord d'association entre Israël et l'UE, soutenue par dix-sept Etats membres sur vingt-sept le 20 mai, s'impose-t-elle ?

Le temps des discours est révolu face à cette catastrophe humanitaire. L'important est désormais de passer aux actes, et le premier doit être de suspendre cet accord.

#### Faut-il prendre des sanctions plus directes contre Israël ?

Nous sommes complètement ouverts à cela. Nous n'avons pas de leçons à donner à d'autres pays, mais, de notre côté, nous n'avons plus de licence d'exportation d'armes vers Israël. Nous avons pris des sanctions contre

« NOUS APPELONS À ARRÊTER LA GUERRE, À FAIRE ENTRER L'AIDE HUMANITAIRE MASSIVEMENT ET SANS ENTRAVES »

PROPOS RECUEILLIS PAR STÉPHANIE LE BARS ET PHILIPPE RICARD

## Géorgie : la presse indépendante dans le viseur du gouvernement

La journaliste Mzia Amaghlobeli encourt jusqu'à sept ans de prison pour avoir giflé un policier pendant les manifestations pro-européennes



Mzia Amaghlobeli, entre dans la salle d'audience du tribunal de Batoumi, en Géorgie, le 16 mai. INES VERHEYLEWEGHEN POUR « LE MONDE »

BATOUMI (GÉORGIE) - envoyée spéciale

Sur le balcon, les drapeaux géorgien, européen et ukrainien flottent au vent, face aux montagnes. A l'intérieur, une affiche clame «*Plus jamais !*», les symboles du nazisme et du communisme barrés d'un trait. Un chat noir se promène au milieu de la rédaction où, depuis les attentats du 11 janvier 2015, à Paris, trône un exemplaire encadré de *Charlie Hebdo*. C'est dans ces bureaux, installés dans un vieux immeuble de Batoumi, dans l'ouest de la Géorgie, que la journaliste Mzia Amaghlobeli, 50 ans, travaillait jusqu'à son arrestation, le 11 janvier.

La fondatrice et directrice des sites d'information indépendants *Batoumeli* et *Netgazeti* a été interpellée à Batoumi après avoir tenté d'apposer un autocollant annonçant une manifestation contre le gouvernement. Dans cette ancienne république soviétique, les protestations sont quotidiennes depuis que le gouvernement, dirigé dans l'ombre par l'oligarque Bidzina Ivanichvili, a annoncé, le 28 novembre 2024, la suspension du processus d'adhésion à l'Union européenne.

La journaliste a été relâchée deux heures plus tard, avant d'être de nouveau arrêtée : prise dans une confrontation entre policiers et manifestants à sa sortie, elle a giflé le chef de la police locale, Irakli Dgeboudzé. Des caméras ont enregistré la scène, diffusée en boucle par les médias proches du gouvernement. Selon des témoins de l'altercation, la gifle faisait suite à des insultes répétées du chef de la police envers la journaliste. Inculpée pour «réistance, menace ou usage de la violence contre un représentant des autorités» et placée en détention préventive depuis quatre mois, Mzia Amaghlobeli, figure respectée de la presse géorgienne, encourt jusqu'à sept ans de prison.

Ce matin de mai, la voici de retour au tribunal, à Batoumi, enfermée dans une cage de verre et sous étroite surveillance policière, pour la huitième audience du procès. La salle est comble. La journaliste, cheveux courts et chemise bleue, sourit en aperce-

vant sa famille, ses amis et ses soutiens, qui lui adressent des baisers et des poings levés. Les ambassadeurs d'Allemagne, d'Estonie et de Suède sont eux aussi dans la salle, ainsi que l'eurodéputée écologiste autrichienne Lena Schilling. Des cris résonnent de l'extérieur du bâtiment : «*Feu à l'oligarchie ! Liberté pour Mzia ! Pas de paix sans justice !*» L'accusée esquisse un sourire. Elle restera debout pendant les trois heures d'audience, silencieuse, calme et concentrée.

**Traitement «disproportionné»**  
Le cas de Mzia Amaghlobeli représente une attaque sans précédent contre la presse indépendante en Géorgie depuis la chute de l'URSS, en 1991. Son arrestation a soulevé l'indignation dans le pays, mais aussi à l'étranger. Des journalistes et des organisations de défense des droits humains ont dénoncé un traitement judiciaire «disproportionné» et ont appelé à libérer la journaliste. Quatorze ambassades, dont celle de France, ont fait part de leur «extrême inquiétude» et demandé sa libération. Fait rarissime, des représentants de pays européens assistent régulièrement aux audiences. Aux Etats-Unis, la Fondation pour la justice de l'acteur George Clooney et de sa femme, Amal, avocate, a annoncé surveiller le procès.

Lors de la première audience, le 14 janvier, Mzia Amaghlobeli était apparue en brandissant le livre *Résistez aux dictateurs*, de la journaliste philippine Maria Ressa, Prix Nobel de la paix. Devenue un symbole de la liberté d'expression face à la dérive autoritaire du pouvoir, la reporter géorgienne a mené une grève de la faim pendant trente-huit jours, avant de l'interrompre sous la pression de ses proches, alarmés par la détérioration de son état de santé. L'appel qu'elle a lancé à ses concitoyens est devenu, depuis, un cri de ralliement : «*La liberté vaut plus que la vie. N'importe quel citoyen peut se retrouver dans ma situation. Combattez avant qu'il ne soit trop tard.*»

Vingt-cinq ans plus tôt, ce bourreau de travail, sans mari ni enfants, avait cofondé le journal indépendant *Batoumeli* dans un contexte difficile. «*C'était déjà une*

**La reporter est devenue un symbole de la liberté d'expression face à la dérive autoritaire du pouvoir**

combattante, se souvient la fondatrice, Eter Turadze, 52 ans. *L'époque était très dure concernant la liberté d'expression, on avait subi beaucoup de pressions et d'attaques. Mais, aujourd'hui, c'est la première fois qu'une journaliste est une prisonnière politique, on n'a jamais vu ça depuis l'indépendance*», en 1991. Issue d'un milieu modeste, «*Mzia a consacré sa vie à son journal et à la liberté de la presse*», ajoute sa coéquipière. *Elle tire sa force des montagnes d'Adjarie, la région d'où elle vient*», dans le sud-ouest de la Géorgie.

Dans ce pays où la justice est aux mains du pouvoir, les audiences confinent souvent à l'absurde. «*J'ai assisté à tout depuis le début, c'est surréaliste*», affirme Buta Orjonikidze, journaliste indépendant venu au procès. *Il ne font même pas semblant de faire un procès normal, et amènent des témoins qui mentent. Après la chute de l'URSS, l'emprisonnement des journalistes représentait une ligne rouge. Le gouvernement l'a franchie. Il veut punir Mzia pour l'exemple, pour faire taire les médias indépendants.*»

Depuis plusieurs mois, le pouvoir multiplie les attaques envers la presse indépendante, ciblée par quatre lois différentes. La dernière, adoptée le 1<sup>er</sup> avril, interdit tout financement étranger des médias audiovisuels et élargit le pouvoir de censure de la commission de la communication (l'équivalent de l'Arcom). «*Ces outils réglementaires pourraient être utilisés comme armes pour réprimer les médias indépendants et étouffer les voix dissidentes*», a averti le Centre pour la justice sociale, une organisation de défense des droits humains géorgien.

Les journalistes subissent également des attaques physiques.

Plus de 70 ont été agressés en couvrant les manifestations pro-européennes, selon un rapport publié en décembre 2024 par Reporters sans frontières (RSF), qui a dénoncé une «*violence systématique et organisée de la part de la police*» et une «*impunité choquante*». En 2025, le pays a chuté de 11 points dans le classement annuel de RSF, pour s'établir à la 114 place sur 180.

Sollicitée par *Le Monde*, Mzia Amaghlobeli a répondu par une lettre manuscrite, de sa prison. «*Aucun gouvernement n'a jamais manifesté une telle hostilité et une telle haine envers les journalistes*», écrit-elle. *Aujourd'hui, le régime oligarchique a adopté des lois absurdes, caractéristiques d'une dictature. La vie de mes collègues est devenue synonyme de sacrifice. Je regrette de ne pas être avec eux dans cette période difficile.*»

Présentée par les autorités comme un «agent» qui aurait agi sur ordre de forces étrangères, la journaliste, qui assure être «*traitée correctement*», explique que la gifle qu'elle a administrée au chef de la police de Batoumi n'était «*ni réfléchie ni planifiée*». «*C'est un exemple de ce à quoi peut mener un régime hostile, irresponsable et violent*, poursuit-elle de son écriture appliquée. *J'essaie de prouver la vérité, mais je ne serai pas surprise si ce tribunal me condamne à sept ans de prison pour une gifle.*»

A titre de comparaison, a rappelé le site d'information *Netgazeti*, l'homme qui avait donné une claque au président français, Emmanuel Macron, en juin 2021, à Tain-l'Hermitage (Drôme), Damien Tarel, avait été condamné à quatre mois de prison ferme.

Comme les autres médias indépendants géorgiens, *Batoumeli* et *Netgazeti*, réputés pour leurs enquêtes sur la corruption et les dérives du pouvoir, sont aujourd'hui en sursis. Leurs finances sont déjà presque à sec. «*Dès que les lois seront appliquées, nous disparaîtrons*», dit en soupirant Eter Turadze. *Il ne nous reste que deux forces : la vérité et la solidarité.*» La détention provisoire de Mzia Amaghlobeli peut durer neuf mois au maximum, soit jusqu'en août. Le jugement devrait ensuite être rendu. ■

FAUSTINE VINCENT

## Instants d'espoir lors d'un échange de prisonniers russes et ukrainiens

Vendredi, la Russie et l'Ukraine ont chacune libéré près de 400 détenus

### REPORTAGE

RÉGION DE TCHERNIHIW (UKRAINE) - envoyé spécial

**L**a nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre à travers le pays. Seul succès tangible des pourparlers directs entre l'Ukraine et la Russie, le 16 mai à Istanbul, le début d'un vaste échange de prisonniers est venu apporter un moment de lumière à la population ukrainienne au milieu d'une période bien sombre. Vendredi 23 mai, les deux pays se sont chacun remis 390 militaires et civils.

*«La première partie de l'accord déchange de 1000 pour 1000 a été mise en œuvre», a annoncé le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, affirmant que les prisonniers non encore libérés seront échangés samedi 24 et dimanche 25 mai. «Le retour de notre peuple est exactement ce pour quoi nous travaillons. Chacun de nos citoyens, chaque militaire et civil ukrainien, tous les otages détenus en Russie, nous devons tous les libérer.»*

Les civils et militaires libérés étaient attendus par des centaines de proches de prisonniers de guerre à un point de rendez-vous situé dans la région ukrainienne de Tchernihiv, frontalière de la Biélorussie et de la Russie. Certains avaient fait le voyage en groupes, comme Inna et Lena (dont les noms de famille ne sont pas mentionnés, à l'instar de toutes les personnes ayant des proches toujours détenus), 48 et 50 ans, dont le fils adoptif, Ihor, et le mari, Serhiy, ont été faits prisonniers dans les premières semaines de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, en 2022, alors qu'ils défendaient la ville de Marioupol. A leurs côtés, Lioudmyla, 49 ans, arrivée d'Odessa, est également venue dans l'espérance de retrouver son fils, Volodymyr, bientôt 30 ans, fait prisonnier en avril 2022. Aucune d'elles ne sait si leurs proches seront libérés au cours de cet échange. «Nous prions toutes pour qu'ils en fassent partie, confie Lioudmyla. De toute façon, il est impossible de rester à la maison.»

Pour ces familles réunies à Tchernihiv, participer à de tels échanges représente aussi un moyen de trouver des informations. C'est en se rendant à ces libérations que Lena a par exemple appris où son mari était détenu en Russie, et ce grâce à un prisonnier libéré ce jour-là, codétenu de son époux pendant quelques mois. Certaines familles n'ont pas eu de nouvelles de leurs proches depuis le début de l'invasion. Des dizaines de milliers de personnes sont portées disparues, et la Russie ne communique que rarement l'identité de ceux qu'elle détient prisonniers.

«Nous espérons toujours qu'il y aura plus d'échanges», explique Lioudmyla, qui se dit extrêmement inquiète pour la santé de son fils. «Nous, nous pouvons les attendre ici. Mais est-ce qu'eux parviendront à attendre aussi longtemps?» Si les échanges de prisonniers de guerre déclenchent toujours une vague de joie dans le pays, ils s'accompagnent aussi d'un fort sentiment de colère. De nombreux rapports d'or-

**«J'ai dit à mon mari que je pleurais de joie et que je l'aimais de tout mon cœur», raconte Elmira Dyrekorenka**

ganisations internationales pointent en effet les mauvais traitements systémiques et les actes de torture que subissent les détenus ukrainiens dans les prisons russes. L'Ukraine n'est pas exempt de cas de violences contre ses prisonniers ennemis, mais leur ampleur est bien moindre qu'en Russie, comme le confirment plusieurs rapports d'ONG.

Cet échange de prisonniers, le plus important depuis le début de l'invasion, tombe à un moment difficile pour le pays, alors que les négociations pour obtenir un cessez-le-feu et trouver une issue à la guerre sont dans l'impasse. Le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a affirmé que Moscou fournirait à Kiev un document exposant ses conditions pour mettre fin à l'invasion au terme de l'échange de prisonniers. Ce que l'Ukraine devra également faire de son côté, conformément à ce qui a été convenu lors des pourparlers directs à Istanbul, les premiers depuis 2022. Mais une fin du conflit reste hypothétique, alors que la Russie maintient des demandes inacceptables, aux yeux de Kiev.

#### «Il ne m'a pas reconnue»

En fin d'après-midi, vendredi, plusieurs bus sont finalement arrivés sous les cris des familles de prisonniers de guerre hurlant des remerciements et saluant les soldats. Les hommes en sont sortis, recouverts du drapeau ukrainien, le visage pâle et le crâne rasé. Dans toute cette liesse, des familles et des hommes tendaient des pancartes dans l'espérance que ces anciens prisonniers reconnaissent un proche.

«Est-ce que vous l'avez rencontré?» demandait un père à tous ceux qu'il croisait.

Yana, 23 ans, une jeune femme dont le mari a été porté disparu dans les premières semaines de l'invasion, se réjouit de la libération de l'époux d'une de ses amies. La photo qu'elle a prise à ses côtés montre un homme au regard vide. «Il ne m'a pas reconnue», dit-elle... Une autre femme, Elmira Dyrekorenka, 38 ans, parle de ses futures retrouvailles avec son mari, Anton, après «trois ans, deux mois et onze jours» de détention. Ce sont les autorités ukrainiennes qui l'ont prévenue, quelques heures plus tôt. Les deux époux ont pu communiquer par un appel vidéo alors qu'Anton était encore à la frontière. «Il m'a demandé pourquoi je pleurais, raconte Elmira. Je lui ai dit que je pleurais de joie et que je l'aimais de tout mon cœur.»

Même émotion un peu plus loin chez Anton Koblynyk, 29 ans, visage fin, voix forte, fait prisonnier dès avril 2022. Lui qui n'a pu parler à sa famille qu'une seule fois au cours de sa détention se voit soudainement tendre un téléphone, avec sa copine au bout du fil. Il manque de fondre en larmes, ouvre la bouche de surprise. «Toi, mon amour, mon tout, finit-il par lâcher. Je suis tellement heureux. Tout est en train de tourner dans ma tête, mais je sais que jamais je ne te quitterai. Tu m'as attendu trente-sept mois, c'est la plus belle preuve d'amour que tu pouvais nous donner.» ■

**Assister à de tels échanges représente un moyen de trouver des informations pour les familles de disparus**

THOMAS D'ISTRIA

## Les «host clubs» dans le viseur du législateur japonais

Ces clubs de séducteurs professionnels encouragent fortement les clientes à s'endetter, au point de contraindre certaines à se prostituer

TOKYO - correspondance

**L**eur look soigné et leur petite gueule d'amour n'ont pas suffi pour amadouer le Parlement japonais. Décidé à sevrir contre les «hosts», qui abusent de leurs charmes pour ruiner des jeunes femmes, le législateur nippon leur a interdit, mardi 20 mai, de pousser les clientes à consommer à crédit des boissons et de la nourriture dans les «host clubs». La note s'allongeant, elles s'endettent. Pour rembourser, certaines doivent alors se prostituer ou jouer dans des films pornographiques.

Toute infraction peut désormais mener le «gigolo» coupable en prison pour six mois. Les gérants des clubs encourtent six ans de détention et les sociétés exploitantes jusqu'à 300 millions de yens (1,8 million d'euros) d'amende. Selon la chaîne publique NHK, la police a traité 2 776 affaires de prostitution liée aux «host clubs» en 2024, un chiffre en forte hausse et représentant 40 % des affaires de prostitution.

#### Affaires florissantes

Une cliente de Yasutoshi Kanai, alias «Ibuki Reno», star du club Top Dandy prétendant avoir «éternellement 16 ans», a dérobé 20 millions de yens à un homme pour rembourser ses dettes auprès de Top Dandy. Ibuki Reno, en réalité âgée de 35 ans, a été arrêté en mars. Il est accusé de complicité dans l'escroquerie de sa cliente, âgée d'une vingtaine d'années. En janvier 2023, la police avait arrêté Takuya Akiba, 27 ans, un hôte qui avait forcé une femme à travailler dans des bars pour lui rembourser 10 millions de yens.

Le concept de «host club» a été imaginé par Takeshi Aida, figure de Kabukicho, quartier chaud de Tokyo, célèbre pour sa Rolls Royce

blanche, sa fine moustache et ses cheveux gominés lui donnant l'allure d'un danseur pour dames des années 1950. S'inspirant des clubs de danse de salon où s'encanaillaient les femmes en quête de tendresse, il ouvre le premier «host club», Ai («amour»), en 1971. L'affaire est florissante et sa société, Group Dandy, compte aujourd'hui une quarantaine de clubs. M. Aida est décédé en 2018. La société est aujourd'hui gérée par sa belle-fille.

Le Japon abrite 925 de ces clubs – sans compter les établissements illégaux –, qui emploient 21 931 «hosts». Un tiers se trouve à Tokyo, selon l'Agence nationale de la police, principalement dans le quartier de Kabukicho.

Dans ces clubs où le clinquant s'épanouit autour de banquettes de cuir noir, les prestations sont onéreuses. Il faut débourser 20 000 yens pour s'installer. Certains services, comme le «champagne tower», du champagne versé dans une cascade de verres par un groupe de «hosts» pour le bon plaisir d'une cliente, coûtent 1 million de yens. Les clientes dépensent en moyenne 100 000 yens par soirée. La moitié des gains vont à l'établissement.

Afin d'attirer les clientes, d'immenses panneaux ornent les rues des quartiers chauds pour présenter les «hosts» les plus populaires. Le secteur assure sa promotion avec son site Internet, Host2.jp, qui recense l'ensemble des clubs et de leurs employés. Baku Mudarame, du club Charme, y est à l'honneur en ce printemps dans une série de photos prises dans le quartier de Nishi-Shinjuku. Le site révèle aussi les gains de chaque «host» – un critère important pour les clientes. Haruka Teno, du club iKON, photographié en chemise blanche à lavallière et bretet noir

**«C'est de l'escroquerie à la romance. Les «hosts» ont des tactiques de contrôle mental»**

AYAKA SHIOMURA  
député du Parti démocrate constitutionnel

sur cheveux blonds, a gagné plus de 10 millions de yens au cours du seul mois de décembre 2024.

Le site diffuse des débats pour savoir qui est le meilleur «host». Des vidéos montrent les plus connus dans leur quotidien. Mizuki Reito, du club AXEL by ACQUA, à Kabukicho, apparaît en balade sous les cerisiers en fleur à Nara.

*«Si les femmes étaient venues, ça serait incroyable», glisse la star vêtue de marques de luxe. Les hôtes, poussés à accumuler les clientes car ils ne gagnent de l'argent que sur les commissions, entretiennent aussi leur notoriété sur les réseaux sociaux.*

Les plus populaires peuvent avoir jusqu'à une centaine de clientes régulières. Les plus professionnels entretiennent des liens avec elles en communiquant par la messagerie Line, ou en leur offrant des fleurs pour leur anniversaire.

#### «Commerce de l'eau»

Parmi les clientes, figurent des femmes célibataires exerçant des postes à responsabilité, dont les plus riches peuvent offrir des voitures de luxe ou des voyages à leur hôte. Des jeunes femmes du mizu shobai, le «commerce de l'eau», terme englobant toutes les activités «nocturnes», hôtesses de cabaret ou de salons de mas-

sage, viennent aussi se détendre après leur service.

Mais les principales victimes sont celles qui tombent amoureuses, souvent des jeunes femmes arrivées de province, qui n'ont pas les moyens, se sentent seules et céder au charme de gigolos qui les séduisent hors du club avant de les forcer à s'y rendre pour consommer. Avec elles, ils ont recours à la technique dite de l'*urikakekin*, une sorte de crédit ouvert pour les boissons et les services vendus, qui encourage l'endettement. La cliente se retrouve à la merci du club débiteur, qui peut la pousser à la prostitution, illustrant la proximité des «host clubs» avec les yakuzas, le crime organisé, vrai ordonnateur des plaisirs tarifés qu'offrent les nuits nippones. Les cas les plus dramatiques se terminent par des suicides.

*«C'est de l'escroquerie à la romance. Les «hosts» ont des tactiques de contrôle mental. Ils sont littéralement formés par les gérants des clubs pour cela», explique Ayaka Shiomura, du Parti démocrate constitutionnel, qui a défendu l'adoption de la révision législative.*

La nouvelle législation vise l'*urikakekin*, mais, s'inquiète Takeoka Toru, de l'université Ritsumeikan, «les clientes pourraient se tourner vers d'autres moyens pour financer leurs dépenses, comme le crédit à la consommation et ses prêts à taux élevé. Elles pourraient même recourir à l'usure illégale». Et le sociologue de déplorer «l'absence d'évolution pour sortir les clientes de leur solitude, souvent causée par un réel isolement et un manque de communication. Résoudre ce problème nécessite plus qu'une réforme législative. Nous devons construire une société plus saine et plus équilibrée». ■

PHILIPPE MESMER

## Voter ou s'abstenir: le dilemme des opposants au président vénézuélien Maduro

Un proche de la cheffe de l'opposition a été arrêté à l'avant-veille des élections de dimanche

BOGOTA - correspondante

**D**ix mois après la réélection contestée du président Nicolas Maduro, les Vénézuéliens sont appelés aux urnes, dimanche 25 mai, pour élire 24 gouverneurs, 260 conseillers régionaux et 285 députés à l'Assemblée nationale. A en croire les sondages, moins d'un tiers des 21 millions d'électeurs envisagent de se déplacer. «Pourquoi voter, si cela ne sert à rien?», interroge Ariadna Camacho, 26 ans. C'est également l'avis de la cheffe de l'opposition, Maria Corina Machado, qui voit dans le scrutin une «farce», un «piège» tendu par un gouvernement en mal de légitimité démocratique. Mme Machado appelle à l'abstention. «Cela ne fait plus sens d'aller voter après que le président Nicolas Maduro a éhontamment volé la présidentielle du 28 juillet 2024», considère l'opposant Rafael Uzcategui.

Même émotion un peu plus loin chez Anton Koblynyk, 29 ans, visage fin, voix forte, fait prisonnier dès avril 2022. Lui qui n'a pu parler à sa famille qu'une seule fois au cours de sa détention se voit soudainement tendre un téléphone, avec sa copine au bout du fil. Il manque de fondre en larmes, ouvre la bouche de surprise. «Toi, mon amour, mon tout, finit-il par lâcher. Je suis tellement heureux. Tout est en train de tourner dans ma tête, mais je sais que jamais je ne te quitterai. Tu m'as attendu trente-sept mois, c'est la plus belle preuve d'amour que tu pouvais nous donner.» ■

Ariadna Camacho a voté ce jour-là pour le candidat d'opposition Edmundo Gonzalez, «comme l'immense majorité des Vénézuéliens». Mais le Conseil national électoral a proclamé la victoire de M. Maduro, sans fournir les chiffres détaillés du dépouille-

ment. La répression a eu raison du mécontentement qui a suivi. Plus de 2 000 manifestants et des dizaines d'observateurs électoraux ont été arrêtés. Fin août 2024, M. Gonzalez a pris le chemin de l'exil, Mme Machado, celle de la clandestinité, et la résignation s'est installée. Les salaires de misère et l'inflation accaparent désormais les conversations. Selon l'opposant Henrique Capriles, «nombre de Vénézuéliens ignorent même que des élections se tiendront dimanche».

#### Une main de fer

Ex-gouverneur, ex-candidat à la présidence et candidat à la députation, Henrique Capriles est convaincu que l'opposition doit participer, au risque de disparaître. «Nous n'avons jamais rien gagné en restant chez nous, explique-t-il. L'abstention ouvre un boulevard aux candidats de la majorité chaviste, et fait le jeu du pouvoir.»

C'est également l'avis de Juan Requesens, 36 ans, candidat au poste de gouverneur dans l'Etat de Miranda. «Rien ne nous garantit que le résultat du scrutin sera reconnu, admet-il, mais le vote est la seule arme citoyenne dont nous disposons, notre seul outil de lutte

et de résistance démocratique.» Plusieurs autres figures de l'opposition ont fait le choix de se présenter aux élections. Sur les réseaux sociaux, les abstentionnistes les accusent de s'être vendus au pouvoir et les traitent d'*«alacranes»* («scorpions»).

La plupart des opposants détenus en juillet 2024 ont été relâchés. Mais la main de fer du régime ne se desserre pas: vendredi, l'ex-député d'opposition Juan Pablo Guanipa a été arrêté à Caracas, accusé de diriger un «réseau terroriste» et de conspirer contre les élections. M. Guanipa est un proche de Maria Corina Machado, qui a dénoncé sur les réseaux sociaux un acte de «terroisme d'Etat pur et dur».

A l'occasion d'une conférence de presse, vendredi, le ministre de l'intérieur, de la justice et de la paix, Diosdado Cabello, a confirmé la détention, depuis une semaine, de 70 personnes, dont plusieurs étrangers. M. Cabello a évoqué des «menaces à la sécurité nationale», sans fournir plus de détails. Lundi 19 mai, Caracas avait décidé de suspendre tous les vols entre le Venezuela et la Colombie, invoquant l'arrivée de «mercenaires» en provenance du

pays voisin. Ce n'est pas la première fois que le pouvoir chaviste, à la veille d'une élection, évoque des tentatives de déstabilisation venues de l'étranger. La stratégie est payante. «Le gouvernement de Nicolas Maduro commet beaucoup d'erreurs, c'est vrai, ce n'est pas un très bon gouvernement, admet Franklin Chacon, 68 ans. Mais, cette fois encore, je vais voter pour lui, parce qu'il défend la souveraineté du pays.»

A la veille du scrutin, Nicolas Maduro a ravivé le conflit territorial avec le Guyana voisin, en annonçant son intention de faire élire un gouverneur et huit députés pour l'Essequibo. Le Venezuela réclame depuis plus d'un siècle cette région de 160 000 kilomètres carrés administrée par le Guyana. Les bureaux de vote seront installés sur le territoire vénézuélien et l'élection aura surtout une valeur symbolique. Mais le président du Guyana, Irfaan Ali, s'est inquiété de la «menace» qu'elle représente. La Cour internationale de justice a demandé à Caracas de «s'abstenir d'organiser des élections ou de se préparer à organiser des élections dans ce territoire contesté». Sans succès. ■

MARIE DELCAS

# Fraude suspectée dans un fief d'extrême droite belge

La justice soupçonne le maire de la ville flamande de Ninove d'avoir falsifié des procurations de vote

NINOVE (BELGIQUE) - envoyé spécial

**N**inove, en Flandre-Orientale, devait être un symbole. C'est peut-être aujourd'hui le théâtre d'une vaste fraude électorale qui a entraîné, mardi 20 mai, l'arrestation de huit personnes, toutes proches de l'extrême droite, au pouvoir dans cette ville située à 35 kilomètres de Bruxelles. La liste Forza Ninove, une émanation du parti xénophobe et séparatiste Vlaams Belang (VB), y a obtenu la majorité absolue en sièges, en octobre 2024.

Ninove est la première localité belge dont l'extrême droite ait conquise la mairie depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Fondé en 1979, le Vlaams Belang – qui s'appelait alors Vlaams Blok – a toujours été mis à distance par le « cordon sanitaire » décreté par les autres partis. Le 13 octobre 2024, Guy D'haeseleer, un député régional de 56 ans, n'a pas eu besoin de ces derniers : il a remporté les élections municipales avec 47,4 % des voix, assurant à sa liste 18 sièges sur 35. Il pouvait dès lors devenir bourgmestre (maire). « Guyken », comme l'appelle affectueusement Femke, 71 ans, l'une de ses soutiens, interrogée à la terrasse du bistrot De Nieuwe Klok, menait depuis des années un intense travail de terrain : « Ma maman a reçu un joli panier garni pour le réveillon de Noël, et mon petit-fils était toujours gâté à la rentrée des classes. »

« Guyken » n'aurait-il pas un peu triché ? « Vous êtes fou ! », s'offusque Femke. Le parquet de Flandre-Orientale a néanmoins saisi toutes les procurations de vote dès le soir des élections. Leur nombre était étrangement élevé (1618, soit 7 % du total des votes), bien plus que dans les arrondissements voisins. De quoi interroger sur la victoire de Forza Ninove, qui a obtenu la majorité absolue avec seulement 107 voix d'avance. Un président de bureau avait relevé qu'un certificat médical identique avait été joint à quatre procurations différentes. Sur d'autres certificats, le nom du patient n'était même pas mentionné. Pri-



Guy D'haeseleer, maire de Ninove, et Carina Van Cauter, gouverneure de la Flandre-Orientale, à Gand, le 26 mars. SHUTTERSTOCK/SIPA

## Ninove est la première localité belge dont l'extrême droite ait conquise la mairie depuis la fin de la seconde guerre mondiale

vée de ces documents, l'opposition n'a toutefois pas pu introduire de recours, et le résultat du scrutin a été validé, dans l'attente des suites de l'enquête.

Au petit matin du mardi 20 mai, celle-ci a rebondi quand des inspecteurs de la police judiciaire fédérale ont interpellé sept personnes. Parmi elles, Malika Sclac-

mender, belle-fille de M. D'haeseleer et adjointe au maire, chargée de la jeunesse et des sports. Plus tard, un autre proche du maire, Dany Goessens, adjoint à la mobilité, lui aussi, a été arrêté. Comme Mme Sclacmender, il a passé une nuit dans une cellule.

Depuis, les huit personnes interrogées ont été remises en liberté, mais « cela ne signifie pas que d'éventuelles poursuites ne pourront pas être lancées », indiquent les autorités, confirmant que « la responsabilité pénale de tous les intéressés continuera à être examinée ». Une fraude électorale peut entraîner une peine de détention de cinq ans. En revanche, un juge ne pourra plus invalider le résultat de l'élection.

Pour sa part, M. D'haeseleer risque d'avoir des difficultés à traduire en actes la « politique de bon sens » qu'il promettait. Il affirme

cent après une transplantation du foie, celui-ci a répondu qu'il se rendrait « dès que possible » chez les enquêteurs, niant toute irrégularité. Tom Van Grieken, le président du VB, a, de son côté, dénoncé un acte « lâche » de la justice, « orchestré en haut lieu » et visant un « homme entre la vie et la mort ».

### Lutte contre la « francisation »

Les soupçons qui pèsent sur la mairie sont embarrassants pour ce parti qui, même s'il a continué de progresser lors des législatives de juin 2024 (22 % des voix en Flandre, 20 sièges de députés sur 150 à la Chambre), a été devancé par sa rivale nationaliste, l'Alliance néoflamande (N-VA).

Pour sa part, M. D'haeseleer risque d'avoir des difficultés à traduire en actes la « politique de bon sens » qu'il promettait. Il affirme

ne pas être le « radical » dépeint par ses adversaires, même si, en octobre 2024, le site Het Observatorium, spécialiste de l'extrême droite, révélait que l'un des mots de passe qu'il utilisait était « dolfken » – ou petit Adolf, en néerlandais. Une référence à Adolf Hitler, selon ce site.

Les mesures de « bon sens » annoncées par Forza Ninove étaient, par exemple, la fin des repas halal dans les écoles, l'arrêt des subventions à des associations prônant le commerce équitable ou la protection de la nature, ainsi que la remise en question du projet Babbelonië visant à rapprocher les différentes communautés de la ville. A la bibliothèque municipale, la promesse était de faire de la place pour des ouvrages consacrés au mouvement nationaliste et à « la droite ». ■

Les nouveaux venus désireux de s'installer dans la ville et d'y obtenir un logement social doivent s'inscrire sur une liste d'attente et patienter quinze années, voire plus. En tout cas, les priorités semblent établies : Emmanuel Kaludu et son épouse vivent depuis des années dans un centre d'accueil avec leurs quatre enfants, dans l'attente d'un logement social. « Mais nous avons appris que nous devrions bientôt partir », affirme ce père de famille congolais. Faire barrage aux personnes, majoritairement d'origine étrangère, qui tentent de quitter Bruxelles et le Brabant wallon, où les loyers ont grimpé en flèche, est une priorité de Forza Ninove. Le fait – fermement contesté par l'ancienne maire libérale Tanja De Jonge – que « 80 % des aides sociales » iraient aux « étrangers » a été un thème clé lors de la campagne de 2024.

Lutter contre le sentiment d'insécurité est une autre priorité de l'administration municipale, même si une enquête réalisée en janvier 2024 par la Région flamande indiquait qu'il était en baisse : 9 % des habitants se disaient alors inquiets, contre 17 % quatre ans plus tôt. Le taux de criminalité à Ninove est, en tout cas, inférieur à la moyenne régionale.

Un autre axe majeur de la politique municipale est la lutte contre la « francisation » de la ville, qui compte 7 % d'étrangers, surtout des ressortissants d'Afrique subsaharienne. Au marché, un vendeur raconte que lui et ses collègues ont reçu un avertissement : « Plus question d'afficher des promotions ou des messages en français, ou alors je perdrai mon automobile », explique Hassan.

Jean-Pierre et son épouse, rencontrés au centre commercial de la ville, sont congolais, et leurs enfants, futurs universitaires, parlent couramment le néerlandais. Le couple s'étonne : depuis quelques mois, le guichetier de la gare et leur médecin ne veulent plus leur parler en français. Tandis que nous parlons, un garde de sécurité intervient : « Veuillez vous en aller, le centre commercial ne veut pas être mêlé à la politique. » ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS

# Immigration : neuf pays de l'UE veulent affaiblir la CEDH

Des Etats appellent à « repenser la manière dont la Convention européenne des droits de l'homme est interprétée »

BRUXELLES - bureau européen

**D**'une meilleure maîtrise des politiques migratoires en Europe à un affaiblissement des droits des migrants. C'est le chemin qu'est en train d'emprunter l'Europe sous la pression d'une droite radicale toujours plus décomplexée et d'une partie de la gauche nordique. Jeudi 22 mai, neuf pays européens, emmenés par l'Italie de la première ministre postfasciste Giorgia Meloni et le Danemark de la social-démocrate Mette Frederiksen – les pays affichant la plus grande fermeté, ces dernières années, en matière de lutte contre l'immigration –, ont signé une lettre ouverte afin de « repenser la manière dont la Convention européenne des droits de l'homme est interprétée ».

Il s'agit d'une attaque inédite contre la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et la Convention de 1950, que les magistrats installés à Strasbourg interprètent et appliquent dans leurs jugements. « Nous souhaitons ouvrir un débat politique sur certaines conventions européennes auxquelles nous sommes liés et sur la capacité de ces conventions, quelques décennies après leur ré-

daction, à aborder les grandes questions de notre temps, à commencer précisément par la question du phénomène migratoire », a assuré, jeudi, la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni. Dans leur missive, les dirigeants de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de l'Estonie, de l'Italie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Pologne et de la République tchèque disent partager « une croyance ferme en nos valeurs européennes, en l'Etat de droit et dans les droits de l'homme », mais se demandent si la Cour européenne des droits de l'homme n'a pas, « dans certains cas, étendu le champ d'application de la Convention trop loin par rapport aux intentions initiales de la Convention, modifiant ainsi l'équilibre entre les intérêts qui devraient être protégés ».

Selon eux, « l'évolution de l'interprétation de la Cour a, dans certains cas, limité notre capacité à prendre des décisions politiques dans nos propres démocraties (...) Nous avons vu, par exemple, des cas d'expulsion de ressortissants étrangers criminels où l'interprétation de la Convention a abouti à la protection des mauvaises personnes et a posé trop de limites à la capacité des Etats à déci-

der qui expulser de leur territoire ». Dès lors, les neuf Etats estiment qu'ils devraient « disposer d'une plus grande marge de manœuvre au niveau national pour décider quand expulser des ressortissants étrangers criminels ». Par exemple, « dans les cas de crimes graves, nous devrions avoir plus de latitude pour décider de l'expulsion des ressortissants étrangers criminels », précisent-ils.

**Déclaration idéologique** Cette attaque inédite de dirigeants politiques européens contre les magistrats de Strasbourg ne vient pas de nulle part. Depuis plusieurs années, un petit groupe de pays idéologiquement proches sur les questions d'immigration, autour de l'Italie, du Danemark et de l'Autriche, tente de durcir la politique migratoire européenne.

Ces trois Etats furent à l'initiative d'une première lettre, en mai 2024, à la veille des élections européennes, alors signée par quinze pays, qui appelaient la future Commission à soutenir des solutions « innovantes » en matière de gestion migratoire, comme des plateformes de retour installées hors de l'UE ou la redéfinition du concept de « pays tiers sûr » afin

d'autoriser l'installation de centres pour demandeurs d'asile hors du Vieux Continent, comme au Rwanda. Depuis, la Commission a fait des propositions juridiques pour mettre en place ces projets.

« Cette lettre reste particulièrement vague, estime le juriste Philippe De Bruycker, de l'Université libre de Bruxelles. Si seulement ces pays détaillaient les arrêts qu'ils jugent problématiques, on pourrait répondre à cette interpellation. Cela ressemble plus à une déclaration idéologique, très trumperre, voire à un coup de pression, alors que plusieurs affaires sont pendantes, concernant notamment des pratiques de refoulement de migrants à la frontière entre la Pologne ou la Lituanie et la Biélorussie. »

« Nous sentons cette vague monter depuis plusieurs années, mais la CEDH n'a jamais connu un tel niveau d'attaque, confie un spécialiste du droit d'asile, qui préfère conserver l'anonymat. Le risque, c'est que cela mine l'autorité des décisions de la Cour. Ses juges ne font qu'appliquer le droit. »

En 2023, Suella Braverman, alors ministre de l'intérieur britannique, ne cessait d'attaquer la jurisprudence de la CEDH, dont le

Royaume-Uni est parti. Celle qui défendait la création d'un centre pour demandeurs d'asile au Rwanda où expulser les migrants qui arrivent sur les côtes britanniques assurait que les traités régissant le traitement des migrants n'étaient plus « adaptés », formule qui a inspiré l'argumentaire européen. Al l'automne 2024, Bruno Retailleau, qui venait d'être nommé ministre de l'intérieur en France, avait pour sa part affirmé que l'Etat de droit n'était ni « intangible ni sacré ». Reste que la France, attachée à la CEDH, n'a pas souhaité s'associer à la lettre ouverte, tout comme l'Allemagne.

« Cette communication est une attaque directe contre cette convention internationale, pilier du projet européen et garante depuis soixante-quinze ans du respect des droits fondamentaux et de nos valeurs, assure Fabienne Keller, eurodéputée Renew Europe. Comme tout traité, la CEDH peut être sujet à des évolutions. Mais, dans le contexte international que nous connaissons et sous la pression des populistes, s'attaquer ainsi aux fondements de nos libertés fondamentales est dangereux et inacceptable. » ■

PHILIPPE JACQUÉ

## ÉTATS-UNIS Harvard obtient un sursis face à Trump

La justice américaine a suspendu, vendredi 23 mai, la décision de l'administration Trump, annoncée la veille, d'interdire l'inscription de milliers d'étudiants étrangers à l'université Harvard. « D'un seul coup de crayon, le gouvernement efface un quart des étudiants de Harvard », est-il écrit dans la plainte déposée auprès du tribunal fédéral du Massachusetts. La juge fédérale Allison Dale Burroughs a bloqué temporairement la décision de l'administration d'ici à la tenue d'une audience préliminaire, le 29 mai. – (AFP)

## ALLEMAGNE Attaque au couteau à Hambourg : 17 blessés

Une attaque au couteau a fait 17 blessés, dont quatre très grièvement, vendredi 23 mai, sur un quai bondé de la gare de Hambourg, dans le nord de l'Allemagne. L'autrice présumée de cette agression, une Allemande de 39 ans, a été arrêtée peu après les faits, « sans opposer de résistance », selon la police. Les motifs de son geste restent à déterminer, mais l'hypothèse d'un mobile politique n'est pas privilégiée, a indiqué un porte-parole de la police. – (AFP)

# L'Europe du Nord face à un printemps sans pluie

Une partie du Vieux Continent est frappée par une sécheresse précoce exceptionnelle qui menace l'agriculture

BERLIN, BRUXELLES, LONDRES ET MALMÖ (SUÈDE) - correspondants

**A** près les inondations interminables, la sécheresse. Tout au long de l'hiver 2024, des crues catastrophiques avaient touché l'Audomarois et le delta de l'Aa (Pas-de-Calais) mais un an plus tard, c'est le manque d'eau qui frappe la région. La préfecture du Pas-de-Calais a pris, mercredi 21 mai, un arrêté de restriction des usages dans la même zone, dernière en date d'une dizaine de mesures semblables prises depuis mi-mai dans les Hauts-de-France. Selon les autorités, la ressource atteint un « seuil critique » sur plusieurs bassins-versants.

La préoccupation s'étend : mercredi, le département de la Manche a été placé en vigilance, et le lendemain, la Meurthe-et-Moselle a fait l'objet de la même mesure. Cette sécheresse précoce séme l'inquiétude parmi les agriculteurs. Mais cette dernière ne se limite pas au nord de la France : la sécheresse touche en effet une large partie du Vieux Continent.

« L'Europe du Nord est aujourd'hui touchée par une sécheresse qui surprend par sa durée et son étendue », explique Simon Mittelberger, climatologue à Météo-France. La Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne du Nord, le Danemark, la Pologne ou encore le Royaume-Uni sont parmi les plus touchés. » Dans les Hauts-de-France, il n'est tombé que 69 millimètres d'eau entre début février et fin avril, soit le plus faible niveau de précipitations sur cette période de l'année enregistré depuis 1959, selon les données de Météo-France. « A titre de comparaison, dit M. Mittelberger, c'est ce qui tombe en moyenne au cours du seul mois de janvier. »

#### Limiter la consommation d'eau

Au Danemark, les chiffres sont plus frappants encore. Entre mars et avril, les précipitations ont été « exceptionnellement faibles » selon l'Institut danois de météorologie (DMI), ne totalisant sur l'ensemble du pays qu'un cumul de pluies de 63 mm. Un déficit de précipitations qui n'a été plus sévère sur cette période qu'à seulement sept reprises depuis 1874.

Le Royaume-Uni, en passe de connaître son printemps le plus sec depuis plus d'un siècle, enchaîne aussi les records. À la mi-mai, certaines parties du Grand Londres, du Hampshire, du Grand Manchester, du Lancashire et du Yorkshire ont connu vingt jours d'affilée sans une goutte de pluie.

#### Indice de sécheresse Mai 2025

- Alarmant
- Préoccupant
- A surveiller

400 km

Source : Copernicus  
Infographie Le Monde



Si des restrictions des usages de la ressource n'ont pas encore été édictées, l'Agence de l'environnement britannique a pressé les compagnies des eaux du pays de tout mettre en œuvre pour préserver leurs réserves et encourager d'ores et déjà les populations à limiter leur consommation. En Angleterre, le mois de mars a été le plus sec depuis 1961 et avril n'a reçu que la moitié des précipitations habituelles. Les agriculteurs ont dû commencer à irriguer leurs cultures plus tôt, et les niveaux des réservoirs d'eau sont particulièrement bas, voire exceptionnellement bas, dans le nord-est et le nord-ouest de l'Angleterre, deux régions qui ont connu leur début d'année le plus sec depuis 1929.

Même tableau au Pays de Galles. Les précipitations en mars et avril ont été de moitié inférieures aux moyennes saisonnières selon le Centre for Ecology and Hydrology britannique. Les niveaux des rivières Dee, Conwy et Wye y sont particulièrement bas. Catherine Sefton, hydrologue au sein de l'institut de recherche, estime que des précipitations soutenues sont nécessaires. « A moins que les pré-

cipitations augmentent notablement à la fin de ce printemps et à l'approche de l'été, il y aura des inquiétudes pour les ressources en eau et l'environnement, ainsi que des impacts sur l'agriculture », a-t-elle déclaré à la BBC.

Aux Pays-Bas, le record de sécheresse enregistré en 1976 est en passe d'être battu : il est tombé 6 mm de pluie en mars (pour 53 mm en moyenne) et il n'a quasiment pas plu en avril et en mai.

Les chiffres sont semblables en Allemagne, où le service météorologique national, DWD, estime que la situation est inédite depuis 1931. Dans son bulletin de fin avril, il précise qu'en mars, le pays n'a reçu que 21 % des précipitations habituelles. Les agriculteurs ont dû commencer à irriguer leurs cultures plus tôt, et les niveaux des réservoirs d'eau sont particulièrement bas, voire exceptionnellement bas, dans le nord-est et le nord-ouest de l'Angleterre, deux régions qui ont connu leur début d'année le plus sec depuis 1929.

Même tableau au Pays de Galles. Les précipitations en mars et avril ont été de moitié inférieures aux moyennes saisonnières selon le Centre for Ecology and Hydrology britannique. Les niveaux des rivières Dee, Conwy et Wye y sont particulièrement bas. Catherine Sefton, hydrologue au sein de l'institut de recherche, estime que des précipitations soutenues sont nécessaires. « A moins que les pré-

21 mai. Il manque jusqu'à 100 litres d'eau par mètre carré dans toute la région. »

Dans certaines régions du Vieux Continent, les déficits chroniques de précipitations et un défaut de la recharge des aquifères aggravent le manque de pluie constaté depuis février. Les cours d'eaux ralentissent, les nappes souterraines ne sont pas remplies.

Le 13 mai, le Service de recherche géologique de la Suède (GSU) a émis une alerte sur des risques pour l'approvisionnement, aggravé par un niveau des nappes phréatiques « bien inférieur à la normale pour la saison et [qui] baisse rapidement » dans huit régions du sud du pays. « Il n'est pas encore possible de dire quel sera le niveau des eaux souterraines à la fin de l'été, quand il est au plus bas, car cela dépend du temps qu'il fera dans les mois à venir, estime Calle Hjerne, expert à la SGU. Mais c'est un mauvais point de départ pour la saison estivale. »

En Belgique, où une situation semblable n'a pas été observée depuis près d'un siècle, la quasi-absence de précipitations depuis février a rendu inexploitables certaines nappes. Le 9 mai, le pom-

page a été interdit dans plusieurs zones de Flandre-Occidentale, l'eau douce ayant été remplacée par des remontées d'eau salée, nocive pour les cultures et le bétail.

#### Le secteur agricole vulnérable

Outre l'état des eaux de surface et souterraines, l'impact majeur de la sécheresse en cours est la perte rapide d'humidité des sols. Dans les Hauts-de-France, « les sols étaient aussi secs fin mai qu'ils le sont à la fin d'un mois de juillet moyen », dit M. Mittelberger. Au Danemark, jamais les sols n'ont été aussi secs aussi tôt dans l'année. Le DMI a annoncé que l'indice de sécheresse, gradué de un à dix, avait dépassé le neuvième échelon alors qu'il ne dépasse pas cinq, en général, à cette époque de l'année.

A quoi tient cette sécheresse printanière inédite ? Depuis février, l'Europe météorologique est comme inversée : la sécheresse est au nord, les pluies – parfois violentes et meurtrières, comme les orages du 20 mai dans le Var – sont au sud. « Un anticyclone s'est installé depuis plusieurs semaines sur le nord du continent, prévenant l'arrivée d'épisodes pluvieux, note Simon Mittelberger. L'Espagne et

**En Belgique, la quasi-absence de précipitations depuis février a rendu certaines nappes inexploitables**

l'Italie, elles, ne sont pas en situation de sécheresse. » Une configuration inhabituelle qui ne semble pas liée au changement climatique, les projections indiquant plutôt que l'Europe du Nord devrait connaître dans un monde réchauffé des hivers probablement plus arrosés – les déficits de précipitations étant anticipés sur l'arc méditerranéen et les zones déjà sèches. Néanmoins, le réchauffement climatique aggrave mécaniquement les conséquences d'une absence de pluies. Sur plusieurs périodes de quatre à cinq jours, les températures ont excédé les normales de plusieurs degrés, signale M. Mittelberger, accentuant ainsi l'évaporation et l'assèchement des sols. « Des vents de nord-est, très secs, ont également pu participer à cette perte d'humidité, même si ce phénomène n'est pas quantifié », résume le climatologue. Les agriculteurs redoutent un scénario semblable à celui de 2018, qui avait vu des pertes de rendements importants, notamment sur les céréales et le colza.

Partout en Europe, l'augmentation de la taille des parcelles et l'arrachage des haies (dont plus de 20 000 kilomètres disparaissent chaque année en France), qui jouent le rôle de coupe-vent, accentuent aussi la vulnérabilité du secteur agricole. « C'est la matière organique et les organismes du sol qui permettent de retenir l'humidité, rappelle le biologiste et écologue Marc-André Sélosse (Muséum national d'histoire naturelle). Or depuis les années 1950, les sols agricoles ont sans doute perdu 30 % à 50 % de leur matière organique, et la majorité des engrangements utilisés aujourd'hui sont minéraux. Quant à la vie des sols, elle est détruite par les pesticides et le labour. Nous ne sommes pas armés pour faire face à ce qui vient. » Plusieurs services météorologiques européens anticipent un retour des pluies dans les prochaines semaines, sans savoir si elles seront suffisantes. ■

CÉCILE BOUTELET,  
CÉCILE DUCOURTIEUX,  
STÉPHANE FOUCART (À PARIS),  
ANNE-FRANÇOISE HIVERT  
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

## « Les plantes sont en période de croissance, c'est catastrophique »

Les départements du Nord et du Pas-de-Calais, en déficit pluviométrique record depuis février, ont été placés en vigilance sécheresse

LILLE - correspondante

**S**a binette racle la terre mais ne parvient pas à aérer le sol du potager. « C'est du caillou ! », s'agace Jacques Anssette. Sur sa parcelle de 40 mètres Carrés, à Mouvaux, dans la métropole lilloise, il constate déjà les dégâts de la sécheresse installée. « Les fèves et les petits pois n'ont rien donné. Les tomates, j'arrose matin et soir, sinon c'est mort. » Ce retraité de la fonction publique n'a pas été surpris d'apprendre la mise en vigilance sécheresse du département du Nord, le 16 mai, avant que ce soit le tour du Pas-de-Calais, mercredi 21 mai. « Et l'an dernier, on était noyés sous la flotte, ça ne tourne plus rond. »

Parce qu'il est urgent de « réduire la tension sur la ressource, déjà forte », la préfecture du Nord s'est appuyée sur le niveau des nappes et les bilans pluviométriques

unes : un déficit record de 63 % depuis février. Soit le trimestre le plus sec depuis 1959.

La recharge exceptionnelle des nappes phréatiques au cours de l'hiver 2023-2024, marqué par de très fortes inondations, s'est considérablement ralentie, et la sécheresse des sols « est renforcée par des épisodes de vent récurrents ». Le vent du Nord, que connaît bien Pascal Delefortrie, agriculteur à Bousbecque, près de la frontière belge. « Il souffle depuis trois mois. Quand il vient du nord, ça dessèche tout, il n'y a rien de pire que ça. » La pluie annoncée pour ces jours-ci ? « Il faudrait qu'il pleuve très longtemps pour renverser la vapeur : au moins 20 millimètres tout de suite, ensuite très régulièrement », soupire-t-il.

Sur son exploitation (vaches allaitantes et polyculture), les pâturages sont déjà épuisées, les petits pois vendus à une conserverie ne

donneront pas grand-chose, voire rien, cette année. « Le problème, c'est tout ce qui a été planté récemment : les racines n'ont pas eu le temps de s'enfoncer assez loin. » S'il ne se dit pas trop inquiet pour les blés semés à l'automne 2024, « et bien encracés », il sait que les maïs vont souffrir. Dans les champs de Simon Ammeux, près de Cassel, dans les Flandres, « les betteraves, ça ne poussent pas. Elles ont du mal à lever », déplore l'agriculteur. Plantées fin mars dans une terre qui, déjà, a été « dure à préparer », les jeunes pousses sont à la peine. Et, globalement, dans les exploitations du secteur, il observe un « déficit du nombre de graines germées ». « Ici, on n'a pas de nappe, pas d'eau sous nos pieds. Si on voulait forer, il faudrait descendre à 110 mètres », évalue-t-il.

« L'hiver, les cours d'eau débordent, et ça part à la mer. Et là, le ni-

veau de l'Yser est particulièrement bas », regrette Simon Ammeux, qui prend pour exemple la culture du lin dans son secteur, « une des plus en difficulté ». « Comme il a fait chaud trop tôt, le lin s'est mis à fleurir, mais pas à sa hauteur habituelle. Est-ce que ça va valoir le coup de récolter ? », se demande-t-il.

#### Calais plus ensoleillé que Nice

En mars déjà, il y a eu plus de soleil à Calais qu'à Nice, selon Météo-France. Avec deux cent vingt-deux heures d'ensoleillement, soit moitié plus que la normale, Calais a même été la ville la plus ensoleillée de France. En avril, c'est dans la station balnéaire du Touquet que le plus fort ensoleillement a été mesuré (43 % de plus que la normale). Si cela réjouit ceux qui se ruent sur les plages du littoral nordiste le week-end et les professionnels du tourisme, le monde agricole, lui, s'inquiète.

Pascal Delefortrie utilise déjà ses stocks de fourrage, issus de son exploitation, pour nourrir ses vaches, et prévoit de devoir en acheter cet hiver. Une dépense qui s'ajoute à des économies toujours fragiles. « Cette sécheresse arrive trop tôt », constate cet agriculteur, installé depuis 1986. « Quand c'est en août, c'est moins grave, mais si les pâtures se dessèchent déjà en mai alors que les plantes sont en période de croissance, c'est catastrophique. » Irriguer ? « Ici, quasiement personne n'est équipé. Il faudrait investir dans des pompes, des tuyaux, des enrouleurs et du matériel pour diffuser l'eau. On a des forages pour les animaux, mais ça ne suffit pas pour irriguer. Et puis, c'est un travail énorme. De toute façon, il n'y a rien qui remplace vraiment la pluie », ajoute-t-il.

Dans les jardins ouvriers, source alimentaire de nombreuses familles, c'est la débrouille.

Bertille Hamy cultive son potager depuis trois ans. Les jardins partagés du Recueil, à Villeneuve-d'Ascq, « ont la chance d'avoir deux points d'eau : une source et l'autre à l'eau de ville ». Mais Mme Hamy prévoit d'acheter des oyats, ces poteries enterrées dans le sol qui diffusent doucement de l'eau. « L'an dernier, on était sous l'eau, se souvient-elle, c'était la foire à la limace. On ne parlait que de ça au potager... »

A Mouvaux, Jacques Anssette partage son espace avec une quinzaine de jardiniers. D'habitude, il puise de l'eau de pluie dans quatre grands bidons reliés aux toits de l'ancienne usine bordant leurs parcelles. « Généralement, ça suffit pour la saison parce que ça se recharge. Là, ils sont déjà vides, constate-t-il. On apporte des bidons, mais certains ici n'ont pas de voiture. Alors, on partage avec eux. » ■

FLORENCE TRAULÉ



Lors d'une audition de la commission d'enquête sur l'organisation des élections en France, à laquelle l'homme d'affaires Pierre-Edouard Stérin ne s'est pas présenté, à Paris le 14 mai.

JULIEN MUGUET  
POUR «LE MONDE»

# Le nouvel attrait des enquêtes parlementaires

Le Parlement fait actuellement plus souvent l'actualité pour ses commissions que pour ses travaux législatifs

**D**imanche 18 mai, sur France 3, Yaël Braun-Pivet est partagée. Interrogée sur les commissions d'enquête, la présidente de l'Assemblée nationale redit son attachement à ce pouvoir du Parlement mais nuance son propos. «Il y a beaucoup de commissions d'enquête, peut-être un peu trop», reconnaît la députée (Renaissance) des Yvelines, soulignant que «celles liées à l'actualité ont du mal à fonctionner» et que cet outil ne devrait pas être «dévoyé».

Alors que le Parlement a souvent été critiqué pour faire trop de lois en délaissant sa mission de contrôle, ce sont les commissions d'enquête qui font aujourd'hui l'actualité. Si on n'en comptait qu'une à deux par an il y a une vingtaine d'années, seize ont déjà été créées depuis octobre 2024. Conçues pour six mois sur des faits précis concernant la gestion d'un service public, d'une entreprise nationale ou des questions de société, ces commissions visent à «contrôler l'action du gouvernement et évaluer les politiques publiques». Leurs membres – issus de tous les groupes parlementaires – peuvent auditionner qui ils souhaitent et disposer d'un contrôle sur place et sur pièces qui leur permet de se faire communiquer tout document. Pour un haut fonctionnaire de l'Assemblée, c'est une «enquête parajudiciaire sur des faits non judiciaires».

Très puissantes sous la II<sup>e</sup> et la IV<sup>e</sup> République, elles avaient presque disparu avec la V<sup>e</sup> République. Tout a changé après la révision constitutionnelle de 2008, qui, sur «droit de tirage», permet à chaque groupe de demander la création d'une commission d'enquête une fois par an. Sauf qu'à l'époque, l'Assemblée nationale ne comptait que quatre groupes, contre onze aujourd'hui. «L'augmentation très sensible de leur nombre vient aussi du fait que les parlementaires ont besoin de mon-

trer la puissance du Parlement, à un moment où la mission du vote de la loi est affaiblie», appuie Didier Paris, ancien député (Renaissance) et rapporteur de plusieurs commissions d'enquête.

Dans une Assemblée nationale sans majorité, où le travail législatif est parfois compliqué, les parlementaires voient dans ces initiatives une possibilité de mettre en lumière un sujet. Les commissions d'enquête sur l'affaire Benalla en 2018 ou sur celle des cabinets de conseil type McKinsey en 2022 ont montré tout leur intérêt politique. La commission possédant le pouvoir de convoquer qui elle veut, il est parfois tentant de rechercher des moments de confrontation, en sollicitant des personnalités importantes, espérant une reprise par les médias.

Les commissions peuvent aussi être un moyen de mettre la pression sur le gouvernement ou sur le président de la République. Voire de viser d'autres opposants : le 16 mai, Laurent Wauquiez a annoncé la création d'une commission sur «les liens existants entre les représentants des mouvements politiques et des organisations soutenant l'action terroriste ou propageant l'idéologie islamiste». La France insoumise est clairement ciblée.

Jusqu'à quel point peuvent-elles être utilisées politiquement ? La commission sur les violences en

milieu scolaire a concentré de nombreuses critiques avec l'audition de François Bayrou dans l'affaire de Bétharram, le 14 mai. En privé, plusieurs conseillers de Matignon ont fustigé un dévoiement de l'outil, qui tournerait au procès politique. «Ces commissions donnent au Parlement un pouvoir important, permettant d'aller au fond de certains problèmes. Ces pouvoirs impliquent une éthique. Il faut éviter l'instrumentalisation et répondre à la question posée», analyse Erwan Balanant, soutien de François Bayrou.

Le député MoDem du Finistère, lui-même rapporteur de la commission d'enquête sur les violences commises dans le milieu du spectacle, regrette cette surmédiation. Toutefois, «la pression médiatique est aussi efficace pour faire céder certains acteurs ou révéler certaines choses», défend l'«insoumis» Antoine Léaument, rapporteur de la commission sur l'organisation des élections. Lui par exemple n'a pas hésité à brandir la menace du tweet pour obtenir plus rapidement certains documents auprès d'administrations qui recignaient à fouiller dans leurs archives.

## Refus de comparaître

Cette forte politisation inquiète aussi quelques acteurs économiques. De plus en plus, les auditionnés viennent préparés, craignant d'être victime d'un traquenard médiatique. «Pour un acteur économique ou associatif, une telle audition est exceptionnelle : il y a donc nécessairement un lourd travail de préparation à faire en amont. Cela implique de regarder les auditions précédentes afin de voir ce qui a été dit, d'analyser le travail parlementaire déjà effectué sur le sujet, de décrypter les propositions déjà faites», assure Léa Roussarie, de l'agence de communication Bona Fidé, qui prépare régulièrement ce type d'audition.

**Dans les années 2000, une ou deux commissions d'enquête avaient lieu par an. Depuis octobre 2024, 16 ont été créées**

Certains préfèrent fuir l'exercice. Mardi 20 mai, Pierre-Edouard Stérin a de nouveau refusé de comparaître devant la commission d'enquête de l'Assemblée sur l'organisation des élections, qui souhaitait l'interroger sur son projet Péricles. Le milliardaire, qui vit en Belgique, a déclaré sur CNews n'avoir «pas envie de [se] déplacer pour répondre à quelques questions auxquelles [son] associé a déjà répondu», critiquant des députés qui l'attendaient «avec des dizaines de journalistes pour pouvoir faire les imbeciles devant les caméras». Le président de la commission, Thomas Cazenave (Renaissance), a annoncé qu'il saisissait la justice.

Car le refus de comparaître devant une commission d'enquête est possible de deux ans de prison, et le faux témoignage de cinq ans. Des peines lourdes, mais presque jamais prononcées. Pour une dizaine de classements sans suite, on ne compte jusqu'ici qu'une condamnation : un pneumologue, qui avait soutenu n'avoir aucun lien avec le pétrolier Total, avant d'être condamné en 2018 à 20 000 euros d'amende. Le faux témoignage reste un délit difficile à caractériser. Plusieurs procédures sont toutefois en cours.

Les commissions d'enquête se heurtent aussi à la séparation des pouvoirs. Le 6 mai, le parquet de Paris a classé sans suite le signalement qui visait l'ancien secrétaire général de l'Elysée Alexis Kohler, qui avait refusé de se présenter devant une commission sur la sincérité du budget 2023 et 2024. La procureure Laure Beccua a considéré que le «Parlement contrôlait le gouvernement, mais non l'exécutif dans son ensemble».

La loi défend aussi à une commission d'enquêter sur des faits donnant lieu à des poursuites judiciaires. Une interdiction appréciée avec souplesse par les parlementaires, ce qui est source de difficultés. Pour Didier Paris, «la

**La loi défend à une commission d'enquêter sur des faits donnant lieu à des poursuites judiciaires**

logique parlementaire est de réagir rapidement au moindre fait. Cela s'écarte de la temporalité et des règles du monde judiciaire, avec ses garanties des droits de la défense».

En 2021, il avait démissionné de son poste de rapporteur d'une commission d'enquête qui portait sur l'enquête judiciaire du meurtre de Sarah Halimi, en raison de tensions avec le président de la commission, Meyer Habib (appelé Les Républicains). Ce dernier tentait selon lui de refaire l'enquête : «Il avait même fait une pseudo-reconstitution sur place. Cela empiétait clairement sur la sphère judiciaire en remettant en cause l'autorité de la chose jugée», soupire Didier Paris.

Ainsi, on observe parfois un empiètement des commissions d'enquête parlementaires sur le terrain judiciaire, et inversement.

Car devant les parlementaires, les auditionnés n'ont pas droit au silence et la possibilité d'assistance d'un avocat fluctue au gré des commissions. Poursuivi pour des soupçons d'ingérence étrangère, le lobbyiste Jean-Pierre Duthion a obtenu que soit retiré de la procédure pénale le compte rendu de son audition devant une commission d'enquête. Par un arrêt du 14 novembre 2024, la chambre de l'instruction a considéré que ces auditions parlementaires ne répondent pas aux exigences de la procédure pénale, notamment au droit de ne pas s'auto-incriminer.

Le 17 janvier, le tribunal judiciaire de Paris a également relaxé deux militants des Soulèvements de la Terre qui avaient refusé de comparaître devant la commission d'enquête sur les groupuscules violents lors de manifestations comme celle de Sainte-Soline (Deux-Sèvres) contre les mégabassines. La décision, consultée par *Le Monde*, souligne «l'état de nécessité» des prévenus, qui étaient contraints de s'expliquer sur des faits susceptibles de recevoir une qualification pénale. Le parquet a fait appel.

## Diagnostic global

Alexandre Ouizille, sénateur socialiste de l'Oise et rapporteur de la commission d'enquête sur les eaux en bouteille, affirme avoir reçu, tous les mois, des courriers des avocats de Nestlé Waters lui intimant de clore les travaux en raison de l'enquête judiciaire. «Cette offensive visait à porter atteinte aux pouvoirs fondamentaux du Parlement», estime-t-il. Les objectifs des deux sont pourtant différents : là où la justice vise à établir des responsabilités individuelles, le Parlement dresse un rapport qui fait un diagnostic global, avec souvent de multiples préconisations.

A l'issue des travaux, les sénateurs de cette commission se sont entendus pour travailler à une proposition de loi transpartisane, afin de renforcer l'ordonnance qui encadre les commissions d'enquête. Parmi les pistes, un «référendum» contraignant une personne à satisfaire à sa convocation, ou permettre à la justice d'informer les commissions d'une enquête en cours. Pour Alexandre Ouizille, «il faut trouver la bonne articulation avec la justice». Si le Parlement a retrouvé son pouvoir d'enquête, toutes ses modalités ne sont pas encore consolidées. ■

PIERRE JANUEL  
ET ROBIN RICHARDOT

# « Je ne participerai pas à une primaire à gauche »

L'eurodéputé Raphaël Glucksmann acte la scission avec LFI et entend structurer un projet à partir de juin

## ENTRETIEN

**A** lors que des dirigeants de la gauche et des écologistes plaident pour l'organisation d'une primaire afin de désigner un candidat commun en vue de la présidentielle de 2027, le député européen Raphaël Glucksmann refuse cette stratégie. « Sans minorer le problème de l'entrisme », le fondateur de Place publique revient sur l'instrumentalisation par la droite d'un rapport sur les Frères musulmans. Marquant sa différence avec certaines composantes de la gauche, il plaide, dans le dossier ArcelorMittal, non pour la nationalisation, mais pour un plan d'aide de l'acier européen.

**Le rapport sur les Frères musulmans présenté, mercredi 21 mai, en conseil de défense fait beaucoup de bruit. Est-ce un vrai danger ou un chiffon rouge agité par la droite contre la population musulmane ?**

Les Frères musulmans et l'islamisme politique en général forment un danger réel et je ne ferai jamais partie de ceux à gauche qui expliquent qu'il n'y a pas de problème et minorent le risque idéologique ou sécuritaire. Une offensive politique, sociale et culturelle existe et il faut la combattre. Pas en faisant de la surenchère stigmatisante pour multiplier les buzz comme le fait la droite, mais en étant sérieux.

Quel est le terreau qui permet à l'influence des islamistes de grandir dans certains quartiers ? L'abandon de la promesse républicaine émancipatrice, le délitement des structures intégratrices. Pour éviter le séparatisme, plutôt que l'empilement des lois, il faut remettre des services publics, lutter contre les discriminations structurelles, la relégation sociale. Avant, il y avait une société engagée et organisée dans un projet commun : l'affirmation de la République à travers le service militaire, des structures associatives laïques et des corps intermédiaires puissants, les partis politiques de masse... Aujourd'hui, il y a l'école, seule, puis TikTok et l'animateur Cyril Hanouna autour. Ça ne peut pas marcher.

### Le rapport ne stigmatise-t-il pas la population musulmane ?

Les discours politiques autour de ce rapport et la course à l'échafaud anti-voile de Bruno Retailleau [le ministre de l'intérieur] ou de Gabriel Attal [le secrétaire général de Renaissance] nourrissent la stigmatisation, pas une enquête sur les Frères musulmans en soi. Ces déclarations à l'emporte-pièce visant les musulmans renforcent les tendances centrifuges à l'œuvre dans la société. Si on veut lutter contre les phénomènes type Frères musulmans, mais aussi contre l'insécurité ou le narcotrafic, qui constituent une menace pour l'Etat lui-même, il faut que la République réinvestisse tous les quartiers qu'elle a abandonnés.

### Mais ce rapport n'évoque qu'un millier de personnes concernées et une part de financement assez faible. N'est-ce pas anecdotique ?

Le rapport ne s'intéresse qu'à une partie du phénomène, les Frères musulmans. Or, il y a un écosystème plus large qui existe et véhicule la même idéologie rétrograde. Il va aussi falloir se pencher sur ces acteurs étrangers qui financent l'islam politique, comme le Qatar et la Turquie d'Erdogan. Et je note le paradoxe de tous ces dirigeants de droite qui, depuis de longues années, jouent les matamores ici avant d'aller faire la danse du ventre à Doha.

### Que pensez-vous de la tournure que prend la guerre à Gaza ? Ne donne-t-elle pas raison à Jean-Luc Mélenchon, qui dit avoir tiré très tôt la sonnette d'alarme ?

Les crimes commis par [le premier ministre israélien Benyamin] Netanyahu à Gaza sont inexcusables et injustifiables, mais cela ne donne pas raison à posteriori au fait d'avoir été incapable de qualifiler le Hamas d'organisation terroriste le 7 octobre 2023. On peut et on doit soutenir le peuple de Gaza sans être ambigu vis-à-vis du terrorisme. On a eu raison de se tenir au côté des victimes israéliennes le 7 octobre 2023. Et on a eu raison de dénoncer le massacre des Palestiniens, de vouloir sanctionner ce gouvernement israélien d'extrême droite qui prône la puri-



A Paris, jeudi 22 mai. JULIEN DANIEL/MYOP POUR «LE MONDE»

fication ethnique, la déportation de masse et utilise l'arme de la faim. On a aussi raison de vouloir reconnaître l'Etat palestinien. Il faut montrer que la solution à deux Etats n'est pas négociable. Est-ce que l'Europe a été trop longtemps apathique ? Oui et c'est une honte. Les choses bougent enfin et l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël doit maintenant être suspendu, comme on le demande depuis des mois au Parlement européen.

politiques qui ont défavorisé les travailleurs depuis quarante ans. Aujourd'hui, si les travailleurs basculent de plus en plus fortement vers l'extrême droite, c'est parce qu'ils sont les vraies victimes du statu quo. Les gens me disent qu'ils bossent mais qu'ils n'y arrivent pas. Notre projet est centré sur le travail et les travailleurs. C'est la base de tout si vous voulez une France puissante dans une Europe puissante et éviter la bascule autoritaire qui se dessine.

### Vous avez disparu de la scène médiatique ces derniers mois. Que faisiez-vous ?

Je ne me transformerai jamais en commentateur politique squatant les plateaux des matinales. C'est ce qui décrédibilise la parole politique. La première chose que j'ai faite, c'est de remplir la mission pour laquelle j'ai été élu en 2024 : œuvrer à l'affirmation de la puissance européenne, être au cœur de la construction d'une défense européenne autonome dans un moment de basculement historique dont on peine à saisir l'importance dans la classe politique française. La seconde chose a été de travailler à un projet pour la France, comme je l'avais annoncé en octobre 2024. Le problème de la gauche démocrate est d'avoir très peu défini ce qu'elle était. N'être ni Macron ni Mélenchon n'est pas une identité politique. La France insoumise a un projet, une stratégie, une identité. Nous, ça fait longtemps qu'il n'y a pas eu ce travail. Nous sommes en train de le faire avec Place publique.

### Pensez-vous apporter quelque chose de nouveau ?

L'ambition est de refonder la démocratie française. Cela passe par des réformes institutionnelles certes, mais c'est plus profond que cela. Il s'agit de proposer un nouveau contrat social. Ce contrat a été déchiqueté par des choix

### Vous avez disparu de la scène médiatique ces derniers mois. Que faisiez-vous ?

Le diagnostic sur le travail, beaucoup le font. Que proposez-vous ?

L'augmentation des salaires est l'enjeu fondamental. Les démocraties occidentales ont fait de l'amélioration des conditions de vie par le travail la promesse centrale. Elle n'est plus tenue et donc la démocratie s'effrite. En France, par exemple, le travail est taxé à 46 %, le capital à 30 %, les retraites à 11 % et l'héritage à 6 %. Ces choix fiscaux favorisent une société de rentiers et d'héritiers, pas de travailleurs. On est tous d'accord à gauche pour taxer les grandes fortunes, et, avec Aurore Lalucq [la coprésidente de Place publique], nous sommes à la pointe de ce combat, mais ce n'est pas suffisant comme projet. Il faut travailler à un rééquilibrage plus large, entre les classes d'âge notamment.

### Demandez-vous plus d'efforts aux retraités ?

Le vote populiste des 30-50 ans est nourri par l'impression légitime d'être floué. Quand vous êtes cadre retraité, vous êtes un gagnant du contrat tel qu'il est et quand vous êtes un travailleur qui galère, vous en êtes le perdant.

C'est un fait. Non seulement la part de l'héritage dans notre patrimoine à la fin de notre vie a été multipliée par deux depuis les années 1970, mais nous héritons aussi de plus en plus quand nous

ou de Jean-Luc Mélenchon à Bernard Cazeneuve. Je serai clair une fois pour toutes : il n'y aura pas de candidature commune avec Jean-Luc Mélenchon. Nous sommes en contradiction frontale sur tellement de sujets, de l'Europe, sa défense et son rôle, au mix énergétique et au nucléaire, en passant par la manière même de faire de la politique. Prétendre l'inverse serait mentir. Quand Marine Tondelier dit : « Rangez vos ego dans votre poche et participez à l'offre collective », elle doit comprendre qu'il ne s'agit pas d'ego justement. Il s'agit d'idées, de principes. Et mettre ses principes dans sa poche, c'est la certitude de la faillite morale et de la défaite politique.

### C'est donc le retour des gauches irréconciliables ?

En feignant de croire que nos deux offres sont conciliables, on fait passer le message que les idées importent peu. Ce n'est ni sincère ni démocratique. La démocratie, c'est assumer une vision du monde et de la France et la présenter aux électeurs. C'est d'ailleurs ce que Jean-Luc Mélenchon a fait en 2017 et en 2022, et ça a fonctionné pour lui. A gauche, il y a deux pôles dominants et clairs. L'un est structuré autour de La France insoumise. Nous avons commencé à structurer l'autre lors des européennes. Cela a suscité l'enthousiasme. Voilà le chemin à poursuivre ensemble.

### Participerez-vous à une primaire ?

Non, je ne participerai pas à une primaire. Nous voulons d'abord discuter avec le Parti socialiste d'une offre commune, dans le mouvement des européennes et avec un cap clair. C'est ce qui permettra une dynamique. Nous ouvrirons à d'autres forces politiques et sociales dont les visions sont compatibles. Mais je ne participerai pas à un truc d'appareils qui produit une synthèse molle. Car ça ne fonctionnera pas.

**Lucie Castets, candidate du Nouveau Front populaire pour Matignon à l'échéance 2024, a invité la gauche à commencer à réfléchir le 2 juillet. Vous y allez ?**

La France insoumise est conviée à ce rendez-vous. Je n'irai donc pas. Feindre de pouvoir aller ensemble à la présidentielle fait peser un soupçon d'insincérité sur notre espace politique. C'est mortifère.

### Vous avez l'image d'un libéral ou de quelqu'un de centre gauche. Qu'en pensez-vous ?

Ce genre de débat de politique politique ne m'intéresse pas. Je me moque de savoir où je suis placé sur l'échelle de Richter de la gauche française. J'observe que les électeurs écologistes et socialistes se disent plutôt en accord avec moi. Quant à mon supposé libéralisme économique, j'ai lutté sans relâche depuis sept ans au Parlement européen contre les accords de libre-échange, pour la préférence européenne et la transition écologique. Mon action politique est orientée vers une réaffirmation de la puissance publique. Mon libéralisme est politique et il est le contraire du populisme de gauche de [la philosophe] Chantal Mouffe et du chavezisme. Je veux une rupture avec le libre-échange généralisé, pas avec Montesquieu !

### Serez-vous candidat en 2027 ?

Je ne peux pas vous répondre maintenant. Ce que je peux vous dire, par contre, c'est que je vais tout faire pour que notre pôle démocrate, social et écologiste soit en mesure de gagner en 2027. Pas d'être premier à gauche : de gagner. On verra ensuite, bientôt, qui est le mieux placé pour le faire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SANDRINE CASSINI ET OLIVIER PÉROU

JUILLET 2025  
11-12-13

COUTURES-SUR-GARONNE

FESTIVAL INTERNATIONAL DE JOURNALISME

PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.  
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ

# A Castres, le 8<sup>e</sup> RPIMa dans la tourmente

Des inspecteurs ont été dépêchés au sein de ce régiment d'élite, à la suite du dépôt de quatre plaintes de soldats dénonçant notamment des violences

**D**eux semaines après le dépôt de quatre plaintes, le vendredi 9 mai, pour «violences volontaires», «menaces», «harcèlement moral» ou encore «mise en danger de la vie d'autrui» émanant de militaires passés par le prestigieux 8<sup>e</sup> régiment de parachutistes d'infanterie de marine (RPIMa), plusieurs inspecteurs de l'armée de terre ont été dépêchés, depuis le 19 mai, au quartier Fayolle, la caserne du «8». L'affaire, révélée par France 2 et *Le Parisien*, est prise très au sérieux au ministère des armées, et met sous pression cette unité d'élite des forces françaises, basée à Castres, dans le Tarn.

L'enquête de commandement et l'instruction judiciaire s'annoncent longues. La plainte de ces soldats, que *Le Monde* a pu consulter, est dense, constituée de témoignages très circonstanciés, avec parfois photos, vidéos et schémas à l'appui. Déposée auprès du tribunal judiciaire de Paris, elle est constituée de «trente-deux témoignages, dont six anonymes», selon leur avocat, M<sup>me</sup> Thibault Lafourcade. Les témoins qui ont déposé sous leur vraie identité savent qu'ils s'exposent à des poursuites en cas de fausses déclarations : un an de prison et 15 000 euros d'amende.

Les faits concernés ont principalement eu lieu entre 2021 et 2023. Ils apparaissent limités à une seule compagnie du régiment, la troisième. Ils visent nommément près d'une dizaine de cadres, principalement des sous-officiers. Selon nos informations, ces cadres ont presque tous quitté le régiment au gré des mutations. Au moins deux d'entre eux sont toutefois encore en poste. Même chose pour les plaignants, qui ont tous quitté l'institution ces dernières années, en désertant ; sauf un, qui est aussi le principal initiateur de la démarche en justice, et a collecté avec méthode la plupart des éléments à charge.

Clovis Tritto, 27 ans, est ainsi toujours rattaché au 8<sup>e</sup> RPIMa, mais il est en arrêt maladie depuis fin 2024. C'est lui qui a poussé le pre-

mier la porte d'un cabinet d'avocats, et c'est son témoignage qui a suscité la vague de soutien de ses camarades. Une solidarité née en partie lors de la période des classes de cette «cohorte», comme on la désigne dans l'armée de terre, à l'été 2021. Ce licenciement de biologie rêvait alors d'intégrer les forces spéciales. Ayant échoué aux tests d'entrée, il s'est reporté sur le «8» en signant un contrat de cinq ans comme militaire du rang. Mais il a vite déchanté.

Selon son récit, il a d'emblée été «pris en grippe» par ses chefs en raison de son «niveau d'éducation» et de sa défiance ostensible envers le triptyque «alcool, clopes, putes, caractéristique des régiments para». Un cycle infernal d'humiliations, d'insultes, et de violences de plus en plus exacerbées s'est alors mis en place, affectant toute la vie de la compagnie : «roulades» devant ses camarades, mises au «piquet» pendant des heures, «bisou» forcé, punitions avec la phrase «je suis un abruti» à recopier des centaines de fois, multiples «claques» à la nuque allant jusqu'à lui causer des migraines, etc.

M. Tritto n'est pas le seul à subir ces brimades. Plusieurs de ses camarades témoignent de faits simili-

aires, voire encore plus dégradants et violents. Comme en Roumanie, à la mi-2022, où le 8<sup>e</sup> RPIMa a été envoyé peu après le déclenchement de la guerre en Ukraine. Les conditions sont alors spartiates (sous tente, dans la boue et l'humidité) et l'ennui certain pour ces parachutistes surtout préparés jusqu'alors à la lutte contre le djihadisme dans les sables du Sahel. La mission est émaillée de «corvées», comme le nettoyage d'une canalisation remplie d'excréments, et de soirées de beuverie.

L'un d'entre eux tente alors de se tuer. Ce dernier, âgé de 24 ans, a déposé plainte pour «incitation au suicide». Le jour des faits, démolisé, il aurait avalé plusieurs plaquettes de Doliprane, de Smecta et d'autres médicaments volés dans la trousse de soins de sa chambre. En parallèle, il aurait publié une vidéo sur Snapchat annonçant qu'il allait mettre fin à ses jours. Mais cette tentative de suicide n'a pas été reconnue par ses supérieurs, qui ont préféré le rapatrier «pour raisons disciplinaires», déplore-t-il.

#### Manipulation des résultats

La démarche de M. Tritto, elle, est moins motivée par les violences subies que par le souci de dénoncer le «mécanisme» faussé de la «meritocratie» au sein de l'armée. Alors qu'il demeure cantonné au rang de première classe, le système de notation de l'institution est sa bête noire. Dans son collimateur : la «note d'aptitude» censée évaluer l'«aptitude au commandement», redoutée par nombre de militaires qui l'ont surnommée «note de queue». En 2024, son principe avait été épingle par la Cour des comptes au détours d'un rapport sur l'école de Saint-Cyr Coëtquidan, dans le Morbihan.

## Les témoignages font état de «vols» de munitions par les encadrants, accusés de les garder pour eux

Appuyé par les récits convergents de ses camarades, M. Tritto s'attache ainsi à dévoiler tout ce qui constitue, selon lui, un véritable système de manipulation des résultats en partie assumé par l'encadrement, à la baisse comme à la hausse. «*J'ai souvent vu mes résultats et ceux de mes camarades littéralement falsifiés pour être améliorés, parfois doublant nos résultats au tir. Parfois ils nous donnaient même les réponses, quand ils avaient les solutions en avance pour les tests*», écrit-il. «*Les classements, les lettres de félicitations (...) sont source d'ironie au bas de l'échelle hiérarchique*», ajoute-t-il.

Or, «dans un contexte de guerre, cette corruption [risque] d'être responsable de la mort de vos camarades et de la perte de positions tactiques. Cela compromet directement la fiabilité de l'armée», affirme-t-il dans une déposition de près de 70 pages. «Pour masquer le niveau réel des tireurs (...) à l'issue de la formation, nous avons tous été déclarés "opérationnels" alors que nous n'avions pas reçu l'entraînement suffisant», dénonce aussi son camarade qui a tenté de se suicider. Lui comme M. Tritto font également état de «vols» de munitions par leurs encadrants, accusés de les garder pour eux ou de «tirer à leur place», dans un contexte de ra-

tionnement drastique au sein de l'armée, faute de budget.

M. Tritto dénonce enfin, avec force détails, ce qui est souvent apparu dans les affaires de violences sexuelles ces dernières années : la difficulté à faire remonter l'information aux échelons supérieurs de la hiérarchie du régiment. «Tous les comptes rendus effectués lors d'événements graves sont systématiquement contrôlés, (...) corrigés, et on ordonne au personnel de les réécrire», pointe-t-il. Celui qui ne se conforme pas est «menacé», ajoute-t-il. M. Tritto avance notamment pour preuve le compte rendu qui leur a été demandé après la tentative de suicide de son camarade, dénué de toute mention à ce sujet.

#### Tolérance zéro

Reste la très grande difficulté à obtenir un changement d'unité en cas de problème. M. Tritto dit avoir essayé de demander une mutation. En vain. Au 8<sup>e</sup> RPIMa, les chefs qui encadraient les nouveaux arrivants lors des classes les ont ensuite gardés sous leur autorité au sein de leur section ou de leur compagnie. Ce système était théoriquement mis en place pour que les cadres puissent mieux accompagner la progression de leurs troupes. Dans le cas de M. Tritto et de ses camarades, il s'est retourné contre eux, estiment-ils.

Dans un communiqué diffusé le 15 mai, le ministère des armées a «rappelé sa politique de tolérance zéro vis-à-vis de ces pratiques qu'il condamne fermement». Dans un tweet publié le 16 mai, le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Pierre Schill, a, lui, repris à son compte, mot à mot, les propos du ministre des armées, Sébastien Lecornu : «L'armée de terre, ce n'est pas ça.» ■

ÉLISE VINCENT

## Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25

Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC  
Autres formats : nous consulter  
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite

CONDITIONS EXCEPTIONNELLES  
DANS LE PLUS GRAND  
**ESPACE GAIN DE PLACE** À PARIS



Consoles extensibles

Jusqu'à 12 convives !



Tables relevables 3 en 1

Table basse / bureau / repas



**EspaceTopper®**

Maison familiale depuis 1926

Paris 15 • M° Charles Michels • 7J/7  
147 rue Saint-Charles • 01 45 75 02 81

Paris 12 • M° Nation • 7J/7

54 cours de Vincennes • 01 40 21 87 53

Canapés, literie, mobilier sur 3 000 m<sup>2</sup> : nos adresses sur [www.topper.fr](http://www.topper.fr)

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE



La maison recherche également bien d'autres produits  
Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France  
Expertises gratuites & paiement immédiat  
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement  
par téléphone au 06 19 89 55 28  
email : [antique.charles@gmail.com](mailto:antique.charles@gmail.com) / [maisoncharles-antique.fr](http://maisoncharles-antique.fr)



RUBRIQUE IMMOBILIER

(tous les mercredis & samedis)

Vos acheteurs et locataires  
sont parmi nos lecteurs.

LIGNAGE

Prix à la ligne :  
15,50 € HT - 18,60 € TTC

MODULES

Merci de nous  
consulter

stephane.pesque@mpublicite.fr

**RELAX & vous**

Du 24 au 31 mai  
**7 jours exceptionnels**  
sur les fauteuils et  
canapés de relaxation  
Plus de 40 modèles exposés



Photo non contractuelle

**EspaceTopper®**

Maison familiale depuis 1926

Himolla, Stressless®, Conform, Mobilier de France...

Le plus grand espace de fauteuils de relaxation à Paris

63 rue de la Convention Paris 15

7J/7 • 01 45 77 80 40 • M° Charles Michels

54 cours de Vincennes Paris 12

7J/7 • 01 40 21 87 53 • M° Nation

Canapés, literie, mobilier : toutes nos adresses sur [www.topper.fr](http://www.topper.fr)



**Le Monde**

stephane.pesque@mpublicite.fr

RUBRIQUE IMMOBILIER

stephane.pesque@mpublicite.fr

**Le Monde**

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES  
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS  
LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

stephane.pesque@mpublicite.fr

**ACHAT VINYLES**



Disqueur sérieux et passionné.  
20 ans d'expérience.  
Achète vinyles 33 et 45 tours  
Jazz, Pop Rock, Soul Funk, World,  
Hip Hop, Classique...  
Je me déplace. Paiement comptant.  
David B : 06 07 44 03 77

# La peine maximale requise contre Le Scouarnec

L'avocat général a demandé vingt ans de réclusion criminelle avec une période de sûreté

VANNES - envoyée spéciale

**E**n trois mois d'audience, Joël Le Scouarnec a gagné un surnom, donné par certaines parties civiles : l'inventeur en France du crime sexuel de masse. «Aux Etats-Unis, où les peines ne se confondent pas, il encourrait 4111 années de prison, qui seraient ramenées à 2000 avec les réductions de peine», a calculé l'avocat général Stéphane Kellenberger, dans son réquisitoire, vendredi 23 mai, devant la cour criminelle du Morbihan.

Puis, laissant passer un silence qui ressemblait à un soupir, le magistrat a poursuivi : «Mais nous sommes en France et je ne suis pas le législateur.» Vingt ans de réclusion criminelle ont donc été requis contre l'ex-chirurgien, la peine maximale pour ces faits. Joël Le Scouarnec, 74 ans, avait reconnu l'intégralité des 111 viols et 188 agressions sexuelles, commis de 1989 à 2014 sur 299 victimes, dont 256 ayant moins de 15 ans.

«Le diable s'habille aussi en blouse blanche», a lancé l'avocat général. Soulignant une opinion publique très remontée et «un risque de récidive élevé», selon les quatre experts entendus, M<sup>e</sup> Kellenberger a proposé à la cour de durcir la sanction avec tout l'éventail, ou presque, des mesures pénales prévues par le code : période de sûreté aux deux tiers de la peine, vingt ans de contrôle judiciaire sévère, comprenant notamment l'interdiction de séjour dans le Grand Ouest et l'Ile-de-France, où la plupart des abus ont été commis. Le magistrat a encore ajouté la possibilité d'une rétention de sûreté, un dispositif controversé et exceptionnel, qui consiste à placer dans un centre médico-social fermé un détenu ayant purgé sa peine, mais jugé dangereux par une commission spéciale. C'est un des points sur lesquels le verdict sera très attendu, mercredi 28 mai.

#### Failles de l'enquête

Avant le réquisitoire, une soixantaine d'avocats s'étaient succédé durant trois jours au nom des parties civiles. Image saisissante. La plupart d'entre eux appartenient à une même génération, de 25 à 45 ans. Certains n'avaient jamais plaidé. Mais leur robe noire porte surtout la couleur d'une époque, la leur, celle des luttes, des engagements – et sans doute aussi des fardeaux – contre les violences sexuelles. Tous ont l'âge de leurs clients, les victimes

**«Aux Etats-Unis, où les peines ne se confondent pas, il encourrait 4111 années de prison»**

STÉPHANE KELLENBERGER  
avocat général

présumées de Joël Le Scouarnec, enfants abusés devenus grands.

«C'étaient eux, cela aurait pu être nous», plaide M<sup>e</sup> Romane Codou, 30 ans. Pour raconter ces audiences, dont elle n'a pas manqué un jour en trois mois, elle évoque des «sentiments qui se mêlent, ils sont confus. On avait le meilleur comme le pire, l'ombre et la lumière, nous avons dû piocher dans nos ressources les plus profondes pour aller au bout de ce procès». Elle avait préparé des tableurs Excel des victimes défendues, conçus comme des armes pour faire entrer la folie de ce dossier dans un cadre juridique : «Aujourd'hui, ces tâbleaux me donnent envie de vomir, ils sont le reflet de notre impuissance», ajoute-t-elle.

A travers leurs avocats, c'est donc, une dernière fois, le défilé des victimes qui reprend, effrayant, tel que la cour l'a connu des semaines durant, «ces enfants qui ont eu le courage de venir se mettre à nu devant nous», plaide M<sup>e</sup> Delphine Caro.

Elle évoque K., 30 ans, sa cliente, qui s'était avancée à la barre des témoins, tremblante, le cœur à plein régime. Comme des centaines d'autres, elle figurait dans les «carnets noirs» de l'ex-médecin, où il consignait ses victimes, nom par nom. Des agressions sexuelles avaient été annoncées à K. par les enquêteurs. La jeune femme avait compris que cela avait dû être «quelques caresses perverses». Un temps, elle avait même senti de la pitié pour son abusé.

Mais son histoire ne s'arrête pas là : elle commence, au contraire, plaide M<sup>e</sup> Louise Aubret-Lebas, son avocate. En 2020, un an après leur annonce, les gendarmes rappellent C. En fait, son cas est prescrit, elle ne fera plus partie de la procédure. «Prise, puis abandonnée par la justice», relève-t-elle. De même, note M<sup>e</sup> Aubret-Lebas, pourquoi les victimes de viols ont-elles eu droit à une expertise psychologique et pas celles d'agression sexuelle, mettant ainsi une partie d'entre elles sur le bas-côté du procès ?

Tout au long de ces plaidoiries resurgissent ainsi les failles de l'enquête. «Fondamentalement, notre droit n'a pas été pensé pour les crimes sexuels de masse. Nous n'avions pas imaginé que ce soit possible, ce domaine a longtemps été réservé aux guerres et aux conflits. Nous n'étions pas

le choc quand on lui annonce qu'elle apparaît dans les «carnets noirs». Or, cette agression fait suite à celle commise par son oncle, à l'âge de 8 ans. Elle n'arrive plus à en pleurer : «Toute ma vie, on a abusé de moi. Est-ce que ça va toujours être ça ? J'ai l'impression d'être sur Terre seulement pour être une victime.»

Mais son histoire ne s'arrête pas là : elle commence, au contraire, plaide M<sup>e</sup> Louise Aubret-Lebas, son avocate. En 2020, un an après leur annonce, les gendarmes rappellent C. En fait, son cas est prescrit, elle ne fera plus partie de la procédure. «Prise, puis abandonnée par la justice», relève-t-elle. De même, note M<sup>e</sup> Aubret-Lebas, pourquoi les victimes de viols ont-elles eu droit à une expertise psychologique et pas celles d'agression sexuelle, mettant ainsi une partie d'entre elles sur le bas-côté du procès ?

Tout au long de ces plaidoiries resurgissent ainsi les failles de l'enquête. «Fondamentalement, notre droit n'a pas été pensé pour les crimes sexuels de masse. Nous n'avions pas imaginé que ce soit possible, ce domaine a longtemps été réservé aux guerres et aux conflits. Nous n'étions pas

outilisés pour assurer une bonne prise en charge», a avancé M<sup>e</sup> Ianis Alvarez.

Seuls quatre gendarmes de la section de recherche de Poitiers avaient été détachés sur ce dossier démesuré. Au tribunal de Lorient (Morbihan), une greffière et une magistrate en ont assuré l'instruction en tout et pour tout : «Par comparaison, ils sont deux juges pour l'affaire [de la disparition très médiatisée de Delphine Jubillar]», relance un autre avocat.

**Noyau pervers enkysté**  
Faute de budget, l'exploitation des fameux «carnets noirs» et leurs milliers de pages ont donné lieu à d'après marchandages financiers avec les experts, retardant leur examen. Elle a finalement été confiée à une unique enquêtrice, toujours en dépression aujourd'hui.

Une partie des pièces à conviction a tout simplement été détruite en mai 2017, quelques jours après l'arrestation de Joël Le Scouarnec. A Jonzac (Charente-Maritime), où l'ex-chirurgien a passé les dix dernières années de sa vie professionnelle, une vingtaine de poupées avaient notamment été découvertes dans

**Une partie des pièces à conviction a tout simplement été détruite en mai 2017**

la maison où il vivait, seul et recluse. Certaines avaient la taille d'un enfant de 5 ans, des sexes avaient été ajoutés, il leur parlait comme à de vraies personnes. Elles ont été jetées à la décharge par les gendarmes.

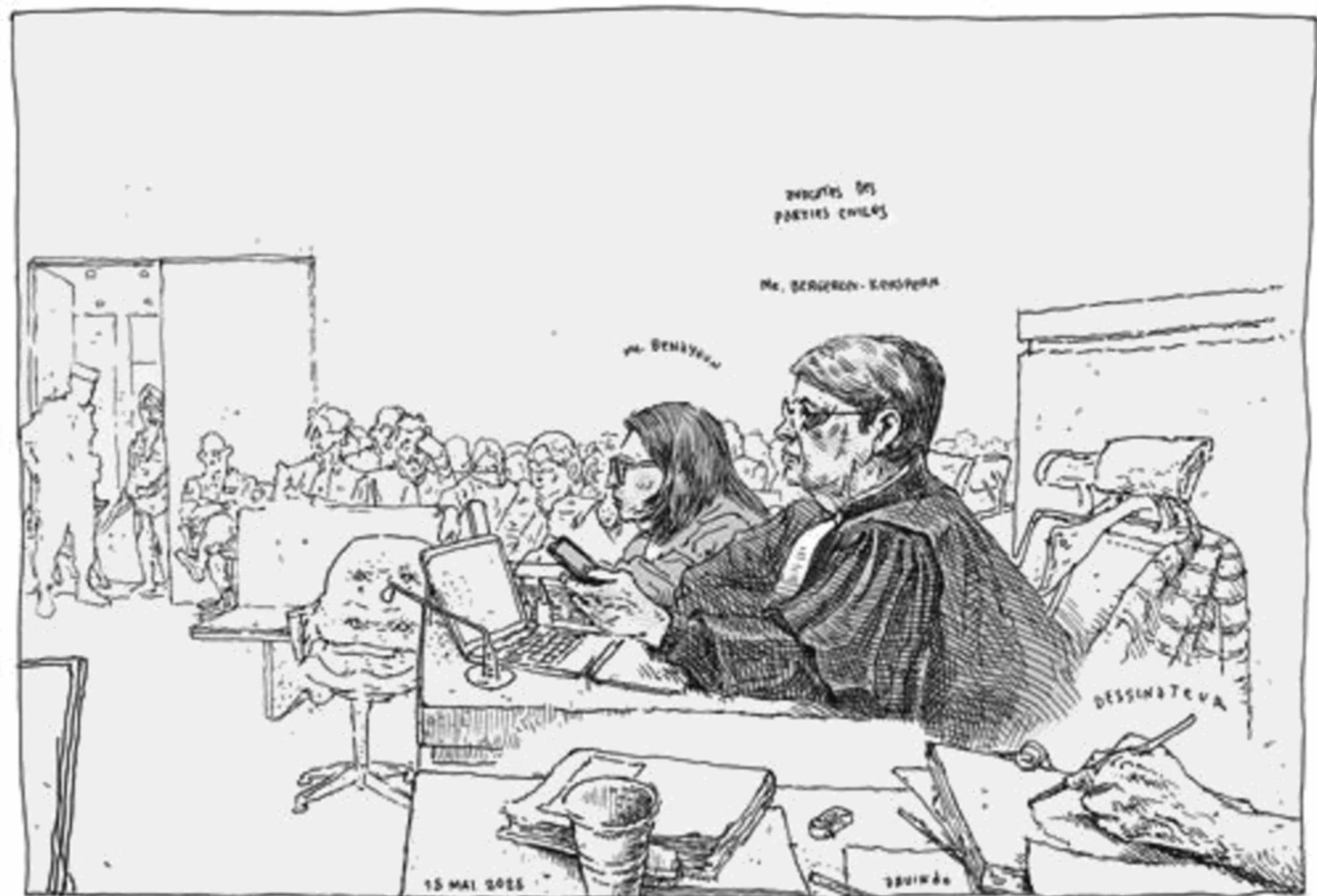
En plus d'être des éléments matériels du dossier, ces poupées étaient aussi le symbole que «réduire ce dossier à une affaire de pédophilie, fut-elle à grande échelle, serait une erreur de jugement im-pardonnable, nous passerions complètement à côté», a relevé, de son côté, M Rodolphe Costantino, avocat de l'association Enfance et Partage, aguerri à cette matière depuis plus de trente ans. Selon lui, il faut surtout prendre la mesure «de ce noyau pervers enkysté au plus profond de l'ac-

cusé». La scatalogie, l'urologie et la zoophilie avaient fini par envahir sa vie entière, «il bravait les limites de son propre corps jusqu'à une forme de folie. Il aurait fini par se dévorer lui-même».

Finalement, l'avocat général Stéphane Kellenberger a été un des seuls à évoquer «quelques moments d'émotions vraies, où une porte a semblé s'ouvrir». Il se souvient d'une victime, un ancien policier municipal, qui se tenait debout face à l'ex-médecin, tous les deux du même âge. «Peut-être que Joël Le Scouarnec s'est trouvé le temps d'un instant d'égal à égal», continue le magistrat. Devant le box, l'ancien policier n'exprimait ni haine ni colère, il portait juste un regard d'une infinie tristesse. Il a fini par dire deux mots seulement : «Quel gâchis !» De l'autre côté, la porte s'était déjà refermée.

Vendredi, l'avocat général a annoncé qu'une autre procédure avait été lancée, concernant d'autres victimes potentielles, qui n'auraient pas été identifiées jusque-là. «Peut-être faut-il le regretter», a-t-il ajouté, mais elle pourrait déboucher sur un nouveau procès. ■

FLORENCE AUBENAS



Les avocats des parties civiles, devant la cour criminelle du Morbihan, à Vannes, le 15 mai. SERGIO AQUINO POUR «LE MONDE»

# Le Conseil constitutionnel censure la rétention de demandeurs d'asile

L'institution considère que le placement en rétention ne peut se justifier sur le fondement d'une simple menace à l'ordre public

**C'**est un désaveu pour le ministère de l'intérieur et sa loi «immigration», votée à la fin de 2023. Le premier, depuis la décision du Conseil constitutionnel de janvier 2024, qui avait censuré pas moins de 32 articles de la loi, tout juste adoptée. Vendredi 23 mai, le Conseil constitutionnel, saisi par une

question prioritaire de constitutionnalité posée par plusieurs associations, dont le Groupe d'information et de soutien des immigrés (Gisti) et la Cimade, a censuré une disposition du texte, qui permettait de placer en rétention des demandeurs d'asile alors même qu'ils ne faisaient l'objet d'aucun ordre de quitter le territoire.

La loi envisageait deux cas de figure autorisant cette privation de liberté : lorsque le demandeur d'asile constituait une «menace à l'ordre public» ou lorsqu'il présentait un «risque de fuite» et déposait une demande ailleurs qu'en préfecture, par exemple auprès des forces de l'ordre qui l'auraient contrôlé à une frontière. Le gouvernement considérait alors que sa demande de protection n'avait pour but que de faire obstacle à son éventuel éloignement.

Le Conseil constitutionnel a considéré que, en procédant de la sorte, la loi violait l'article 66 de la Constitution, qui protège la liberté individuelle et selon lequel «nul ne peut être arbitrairement détenu». La décision expose que le placement en rétention ne peut se justifier sur le fondement d'une simple menace à l'ordre public, «sans autre condition tenant no-

tamment à la gravité et à l'actualité de cette menace». La privation de liberté ne peut pas davantage se justifier en cas d'un «risque de fuite», qui serait constitué, selon la loi de 2024, par le seul fait d'un dépôt de demande d'asile tardif.

#### Privation de liberté

«Cette décision est un coup d'arrêt à l'usage immoderé de la notion de menace à l'ordre public pour introduire des dispositions toujours plus répressives dans le droit des étrangers», a réagi Patrick Henriot, ancien magistrat et membre du Gisti. Sous des aspects techniques, l'article de loi augurait une privation de liberté de personnes ne faisant pas l'objet d'une mesure d'éloignement. Selon Gérard Sadik, responsable national «asile» à la Cimade, ce sont huit personnes qui ont été retenues en 2024 du fait de cette disposition nouvelle. Défendue

par le ministre de l'intérieur d'alors, Gérald Darmanin, elle avait été ajoutée à la loi par un amendement gouvernemental lors de l'examen du texte au Sénat.

«C'était un coup de force en catimini», dénonce M. Henriot. L'adoption du texte avait été permise à l'issue de débats parlementaires longs et houleux, au prix d'un durcissement de ses mesures et par l'union des voix de la droite et de l'extrême droite. En novembre 2024, dans une instruction aux préfets et aux forces de l'ordre portant sur le «renforcement du pilotage de la surveillance des frontières et des flux migratoires», l'actuel locataire de la Place Beauvau, Bruno Retailleau, avait souligné l'intérêt de l'article censuré vendredi. Outre le placement en rétention, il permettait l'examen de la demande d'asile «en procédure accélérée», soit en l'espace de quatre-vingt-seize heures, avait mis en valeur le nouveau patron des Républicains.

Consequence de la censure du Conseil constitutionnel, d'effet immédiat, le Conseil d'Etat devrait prochainement annuler le décret d'application de la loi qui était visé par le recours des associations. La possibilité d'assigner à résidence un demandeur d'asile pour les mêmes motifs n'a en revanche pas été censurée, ce que demandaient les associations. Selon leur avocat, Paul Mathonnet, «le Conseil constitutionnel a pris une position qui est dans la ligne de sa jurisprudence habituelle sur la liberté individuelle. S'il avait admis une privation de liberté sans nécessité pour les étrangers, il aurait ouvert une boîte de Pandore pour l'ensemble des citoyens». Sollicité, le ministère de l'intérieur n'a pas réagi. ■

JULIA PASCUAL

#### Un nouveau directeur à l'Ofpra

Le Parlement a validé, mercredi 21 mai, la proposition du président de la République de nommer le préfet Alain Espinasse à la direction de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (Ofpra). Ancien préfet du Finistère, il prendra la tête de cet établissement chargé d'instruire les demandes d'asile, à la suite du conseiller d'Etat Julien Boucher. En 2024, près de 153 600 demandes de protection internationale ont été introduites à l'Ofpra. Bien que relevant du ministère de l'intérieur, cet établissement public bénéficie d'une «indépendance fonctionnelle», statut dont M. Espinasse s'est engagé à être le «garant».

# Verdict mesuré pour les braqueurs de Kim Kardashian

La cour d'assises a condamné six accusés à des peines de quatre à huit ans d'emprisonnement assorties de sursis

**L**es accusés du procès du braquage de Kim Kardashian peuvent dire un immense merci aux juges et aux jurés de la cour d'assises de Paris, à leurs avocats et à leur principale victime. Les premiers ont rendu, vendredi 23 mai, après une longue journée de délibéré, un verdict à la fois limpide, juridiquement solide et humain. Les deuxièmes, pour la plupart rémunérés par l'aide juridictionnelle, n'ont compté ni leur temps ni leur talent pour opposer une défense exigeante aux affirmations de l'accusation : ils ont obtenu deux acquittements. Quant à l'américaine Kim Kardashian, elle a largement contribué à l'apaisement de ce procès, par le pardon millimétré accordé à ceux qui l'ont agressée.

Aucun accusé déclaré coupable ne retourne en prison. Toutes les peines prononcées – de quatre à huit ans d'emprisonnement – sont assorties du sursis, partiel ou total, couvrant leur détention provisoire, auquel s'ajoute un sursis probatoire, comportant plusieurs obligations.

Au récit policier et goulûment médiatisé du spectaculaire braquage commis dans la nuit du 3 octobre 2016 les six jurés et les trois magistrats professionnels ont apporté des nuances et quelques solides corrections. Leur verdict va à l'essentiel : il valide l'enquête de la brigade de répression du banditisme sur les auteurs directs du vol à main armée et de la séquestration de la star américaine. Parmi les hommes qui ont pénié à 3 heures du matin dans l'hôtel No Address, où logeait Kim Kardashian, figuraient bien Aomar Aït Khedache, Yunice Abbas, Didier Dubreucq et Marc-Alexandre Boyer, s'est convaincu la cour.

La culpabilité des deux premiers était acquise ; ils reconnaissent les faits. Pour Didier Dubreucq, dit « Yeux bleus », et le benjamin de l'équipe, Marc-Alexandre Boyer, qui niaient toute participation au braquage, les charges rassemblées par l'enquête ont emporté la conviction de la cour et des jurés.

Leur verdict apporte, en revanche, des nuances sur l'implication des accusés du deuxième cercle, jetés par l'accusation dans le même panier que le premier. Harminy Aït Khedache, le fils d'Aomar, qui a conduit deux des malfaiteurs, dont son père, sur les lieux, les a attendus et accompagnés après le braquage, était, lui aussi, poursuivi comme acteur direct du vol à main armée et de la séquestration. La cour a requalifié les faits en complicité pour le vol à main armée et l'a acquitté pour la séquestration.

#### Réflexion subtile

Nuance aussi à l'égard de Christiane Glotin, dite « Cathy », ex-compagne d'Aomar Aït Khedache, que l'accusation avait élevée au rang de « secrétaire criminelle et personnage central » de l'équipe. Au « storytelling » de la brigade de répression du banditisme, validé par l'avocate générale qui avait requis six ans ferme contre la presque octogénaire, ses deux avocates, Judith Lévy et Delphine Boesel, avaient opposé les exigences du code pénal. « Tant pis si c'est moins glamour, tant pis si ça fait moins rêver. » La cour les a suivies. Elle a acquitté Christiane Glotin du crime de complicité mais l'a déclarée coupable du délit d'association de malfaiteurs. Quatre ans avec sursis. Secrétaire, oui ; criminelle, non.

Avec le même souci de s'en tenir à l'essentiel, la cour a séchement corrigé la copie de l'accusation en prononçant l'acquittement de deux accusés, Gary Madar et Florus Herou, contre lesquels des

peines de sept ans d'emprisonnement ferme avaient été demandées. L'un et l'autre étaient soupçonnés d'avoir joué le rôle de « taupes » en fournissant aux malfaiteurs des « informations privilégiées » sur Kim Kardashian, le soir du braquage. Gary Madar les aurait obtenues en questionnant son frère, chauffeur attitré de la star américaine lors de ses séjours à Paris, et transmises à Florus Herou, gérant d'un bar parisien du quartier du Marais où se croisaient la clientèle aisée du coin, des touristes étrangers, mais aussi de vieux amis, parmi lesquels l'ancien braqueur Didier Dubreucq.

Le sort judiciaire des deux hommes a donné lieu à une discussion « longue et nourrie » en délibéré, a précisé le président, tout particulièrement pour Florus Herou, chez qui 140 000 euros en liasses de 50 euros ont été retrouvés en perquisition. Mais les juges et les jurés ont considéré que la « preuve du renseignement » n'était pas suffisamment rapportée. « La cour a fait du droit, pas de l'intuition », a ajouté le président, David De Pas.

La précision valait hommage aux plaidoiries redoutablement efficaces de leurs avocats, Arthur Vercken, Marie Cornanguer, Pierre Stasse et Benjamin Bohbot. Ils avaient tour à tour méthodiquement démolî l'échafaudage de l'accusation, en pointant justement le fait que les « intuitions » policières sur l'existence d'un renseignement n'étaient pas vérifiées par l'enquête. « Dans une affaire dont la victime principale est mondialement connue, pour abolir toute frontière entre vie publique et vie privée, vous n'avez pas besoin de taupe ! », avait ajouté l'un d'eux, en demandant à la cour de prononcer un « acquittement au bénéfice du dossier ».

Les sanctions prononcées sont l'autre grande leçon de ce procès. Contre les quatre acteurs directs du braquage, l'avocate générale avait requis dix ans d'emprisonnement et de six à huit ans contre les autres. A propos des plus âgés et des plus malades, elle s'était contentée d'observer qu'ils pourraient continuer à être soignés en prison. Le verdict rendu par la cour et les jurés lui répond par une réflexion autrement subtile sur le sens de la peine.

À l'encontre, la défense s'est démenée : Margot Pugliese et Frank Berton ont rendu palpables, aux yeux des jurés, la réalité des conditions de détention. Chloé Arnoux, Joseph Hazan et Gabriel Dumenil ont argumenté solidement pour des peines individualisées.

**Dénégations parfois pénibles**  
L'écho de leurs plaidoiries s'est retrouvé dans l'échelle retenue par la cour et les jurés. « Les peines sont peu sévères », a commenté le président David De Pas. Elles ont été pensées à distance de cet événement grave. Vous avez fait du mal. Vous avez fait peur. Mais il a été tenu compte du temps écoulé. Aucun d'entre vous n'a fait parler de lui depuis neuf ans. Et,

**« Vous avez fait du mal. Vous avez fait peur. Mais il a été tenu compte du temps écoulé »**

DAVID DE PAS  
président de la cour d'assises de Paris

comment ne pas le voir, comment ne pas l'entendre ? l'état de santé des principaux protagonistes interdit d'incarcérer. »

Amar Aït Khedache, 69 ans, sourd, muet, marchant péniblement avec sa canne, a suivi tous les débats en lisant sur un écran leur transcription par deux sténotypistes. La maladie de Parkinson secoue le corps de Yunice Abbas, 71 ans. Didier Dubreucq, 70 ans, est en récidive d'un cancer du poumon. Il a répondu à son interrogatoire de personnalité en sortant d'une séance de chimiothérapie et a été hospitalisé les deux derniers jours du procès.

Restait le cas du seul jeune de l'équipe des acteurs directs du braquage, Marc-Alexandre Boyer, 35 ans. À l'audience, il était apparu écrasé par l'enjeu de cette affaire pour laquelle il a été recruté par des amis de son père, ancien braqueur au lourd casier judiciaire. « Il aurait été injuste de vous incarcérer juste à cause de votre âge », a relevé le président, en relevant

les efforts de réinsertion accomplis par l'accusé depuis 2017.

Au fond, dans ce procès, tous ont été grands-juges, défenseurs, victimes –, sauf les accusés. Au-delà des regrets exprimés, et des excuses présentées à Kim Kardashian et à Abderrahmane Ouatiki, le gardien de nuit menotté et pris en otage, les vieux braqueurs sont restés cadenassés et méfiants. Aomar Aït Khedache évoquant, pour se couvrir, la présence d'un mystérieux « commanditaire » qu'aucun élément de l'enquête ne permet d'accréditer. Didier Dubreucq s'acharnant, en dépit de son passé judiciaire, à se présenter comme un « bon Samaritan » et offrant comme toute réponse aux charges réunies contre lui : « Il y a erreur sur la personne. » Yunice Abbas, pourtant le plus spontané et le plus drôle des accusés, démentant péniblement certains de ses propos tenus en garde à vue, pour ne pas gêner ses voisins de banc.

Aucun de ces braqueurs, à l'autome de sa vie, n'a su saisir les perches tendues pour livrer davantage que des aveux découpés selon les pointillés, des dénégations parfois pénibles et des justifications fantaisistes. On aura entendu maintes fois le président regretter, à la fin d'un interrogatoire : « C'est tout ce que vous avez à nous offrir ? » ; « Nous devons nous contenter de cela ? » ; « Vous n'avez vraiment aucune autre explication à nous donner ? » La magnanimité de ce verdict n'en est que plus grande. ■

PASCAL ROBERT-DIARD



Yunice Abbas (à gauche) et son avocat, Gabriel Dumenil, à la sortie du procès, au tribunal de Paris, le 23 mai. TERESA SUAREZ/EPA

# Au procès d'« Imad Tintin », la traduction mise en cause

La teneur des propos tenus en langue arabe par l'influenceur algérien sur TikTok a été largement nuancée par un expert

GRENOBLE - correspondance

**T**out ça pour ça ? Face aux juges du tribunal correctionnel de Grenoble, où son client, l'influenceur algérien « Imad Tintin », comparaît pour la troisième fois après deux renvois de son procès, l'avocat Alexandre Rouvier peine à cacher son exasperation. Son client comparait libre, vendredi 23 mai, mais il a effectué deux mois de détention provisoire entre janvier et mars. Le 3 janvier, Imad Ould Brahim, de son vrai nom, est arrêté à Echirolles (Isère), dans la banlieue de Grenoble, où il vit depuis 2021, après avoir diffusé, sur TikTok, une vidéo où il s'exprime en langue arabe et qui a cumulé des centaines de milliers de vues. Dans cette vidéo, « Imad Tintin » affiche son soutien à « Zazou

Youssef », un autre influenceur algérien, habitant à Brest (Finistère). Ce dernier venait d'être interpellé après des vidéos appelant à perpétrer des attentats en France et des violences en Algérie, visant « les opposants au régime en place en Algérie ». Alors que les relations entre la France et l'Algérie sont tendues, tout s'emballe lorsque Chawki Benzehra, lui aussi influenceur algérien, qui se présente comme lanceur d'alerte et réfugié politique en France, oppose, quant à lui, au régime en place, rediffuse plusieurs vidéos, dont celles d'« Imad Tintin », en traduisant lui-même ses propos.

Selon ces sous-titres, « Imad Tintin », dont l'enquête permettra d'établir qu'il était sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF), de 2022, et non respectée, appellerait à « brû-

**« On ne peut retenir (...) la qualification d'actes terroristes »**

ÉTIENNE MANTEAUX  
procureur de la République de Grenoble

Mais, après l'authenticité de la vidéo, c'est celle de cette traduction qui a été remise en cause devant le tribunal de Grenoble. Face à des traductions qui s'opposaient, et des débats sur les nuances des différents dialectes arabes, notamment le dialecte algérien, un expert à la Cour de cassation a été nommé sur ordre du tribunal de Grenoble. La traduction de l'expert a fini par établir des nuances linguistiques dans les propos d'« Imad Tintin ». Il a mis en évidence que ceux-ci visent surtout l'influenceur algérien Chawki Benzehra et « ceux qui n'aiment pas l'Algérie ». « On ne peut retenir, sur la base de cette nouvelle traduction, la qualification d'actes terroristes, mais on est au minimum sur des menaces. M. Ould Brahim a clairement dérapé, et doit être condamné pour ces faits », a-t-il souligné. Le procureur a requis six mois de prison dont quatre avec

son enfant, se défendant de toute velléité terroriste. « Il fait des conneries sur Internet, je lui avais dit de ne pas faire de vidéo », a déclaré l'épouse, de nationalité française, d'« Imad Tintin » aux enquêteurs, qui ont trouvé lors d'une perquisition chez le couple tout un attirail pour publier des vidéos.

**« Un effet d'emballement »**  
Il y a eu un effet d'emballement, car, effectivement, ce n'était pas un fait isolé à l'époque », relève le procureur de Grenoble, Étienne Manteaux. « On ne peut retenir, sur la base de cette nouvelle traduction, la qualification d'actes terroristes, mais on est au minimum sur des menaces. M. Ould Brahim a clairement dérapé, et doit être condamné pour ces faits », a-t-il souligné. Le procureur a requis six mois de prison dont quatre avec

son enfant, se défendant de toute velléité terroriste. « Certains des propos alertent encore : des affirmations d'identité algérienne, des slogans nationalistes, des avertissements concernant des actions violentes », a néanmoins souligné Frédéric Létang, avocat de deux associations demandant à se porter partie civile, la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme et le Mouvement international contre le racisme et l'antisémitisme.

Ayant déjà effectué deux mois de détention provisoire, M. Ould Brahim, sous le coup d'une nouvelle OQTF délivrée lors de la procédure, mais qui aurait renouvelé des démarches pour obtenir un titre de séjour ou la nationalité française, pourrait rester libre si le tribunal de Grenoble, qui statuera le 10 juin, décide de suivre les réquisitions du procureur. ■

RAPHAËLLE LAVOREL



La centrale biomasse de Gardanne (Bouches-du-Rhône), le 17 octobre 2019. CLÉMENT MAHOUDEAU/RIVA PRESS

**« Le réseau électrique français est en surproduction et n'a pas besoin de Gardanne »**

ALEXANDRE JOLY

responsable du pôle énergie au sein du cabinet spécialisé Carbone 4

ploitant se font dans un contexte de « pression », locale comme nationale, soulignent plusieurs sources. « En février, GazelEnergie est venu frapper à notre porte pour nous dire que les choses étaient bloquées avec l'Etat. Les travailleurs n'ont pas joué les VRP du propriétaire, mais ils se sont mobilisés pour maintenir l'emploi », raconte Jean-Michel Roccasalva. Déjà, en avril 2023, la secrétaire nationale de la CGT, Sophie Binet, avait, de Gardanne, « interpellé solennellement le gouvernement » quant à l'avenir de la centrale et de ses projets de reconversion.

L'enjeu est social avant d'être écologique. « Les équipes de Kretinsky n'avaient même pas besoin d'être en première ligne puisque les syndicats faisaient le job », se souvient une source ministérielle. Au printemps, le cabinet Lescure pense que la partie est terminée avec un accord très généreux : 1,3 milliard d'euros sur dix ans.

Mais Bruno Le Maire et son ancien directeur de cabinet devenu directeur du Trésor, Emmanuel Moulin, trouvent le « deal » trop onéreux. Le contexte politique a changé. Après avoir été l'homme-clé du « quoi qu'il en coûte », le ministre de l'économie s'inquiète du déficit grandissant. « A tous les étages de Bercy, on ne devait plus annoncer les dépenses qu'au compte-gouttes, alors 1,3 milliard avec Kretinsky... », confie une autre source au ministère des finances. Des notes internes des services de Bercy, que *Le Monde* a pu consulter, fustigent le contrat et recommandent au ministre de ne pas signer.

La dissolution gèle les discussions pendant l'été 2024. A la nomination du gouvernement Baroin, début septembre, le dossier atterrit sur le bureau d'Olga Givernet. La nouvelle ministre déléguée chargée de l'énergie, demande à ses équipes des simulations. Les deux parties conviennent du montant de 800 millions d'euros sur huit ans. « Il fallait aboutir car il y avait un vrai risque que l'activité s'arrête. On ne pouvait pas laisser les salariés sans réponse », se souvient-elle, admettant que le contrat n'est pas « idéal ».

Il inscrit également dans la loi le droit de négocier à la hausse le prix garanti par EDF. « Tout le monde savait que l'amendement était taillé pour GazelEnergie », reconnaît aujourd'hui l'ancien député macroniste Emmanuel Lassalle, rapporteur, avec son collègue David Amiel, député Renaissance de Paris, de ce chapitre du projet de loi de finances.

Un peu énervés d'avoir perdu le portefeuille de l'énergie, les cabinets ministériels de Bercy n'ont pas le temps de bloquer l'accord. Mme Givernet s'empresse de faire arbitrer la décision à Matignon, trop content d'échapper à un conflit social à Gardanne. Elle se rendra sur place, le 26 novembre 2024, pour poser ses conditions : la pérennisation des emplois et l'implantation de nouvelles activités sur les 80 hectares du site encore disponibles. La CGT porte la création d'une usine de production de méthane.

GazelEnergie annonce, de son côté, l'implantation d'un data center, d'une scierie et d'un stockage d'électricité sur batteries, dont le coût est chiffré à 65 millions d'euros. « Des projets qui ne sont pas dans le contrat avec l'Etat, mais qui font partie de nos engagements », assure Camille Jaffrelot.

Dans sa maison avec vue directe sur la fumée qui sort de la cheminée de la tranche 4, le trésorier de l'association de lutte contre les nuisances et la pollution de Gardanne, Luc Le Mouel, lui, ne décolère pas. Depuis le redémarrage de la centrale, les capteurs installés dans son jardin enregistrent régulièrement des pics d'émissions de particules fines trente fois supérieurs aux normes. ■

MATTHIEU GOAR  
(à PARIS) ET GILLES ROF

# L'étonnant soutien de l'Etat à la centrale biomasse de Gardanne

ENQUÊTE  
GARDANNE (BOUCHES-DU-RHÔNE)  
- envoyé spécial

**L'**immense cheminée de la tranche 4 de la centrale thermique de Provence fume dans le ciel bleu de Gardanne (Bouches-du-Rhône). Depuis le 3 janvier, après une année quasi blanche, l'activité de la plus grande usine française de production d'électricité à base de biomasse bois a repris. Par la grâce d'un accord avec l'Etat signé en décembre 2024, l'ancienne centrale à charbon reconvertisse douze ans plus tôt est redevenue rentable pour son exploitant, GazelEnergie.

L'entreprise, détenue par le groupe EPH du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky, a remis en route un site qui emploie une centaine de salariés, alors que le feuilleton juridique autour de son autorisation de fonctionnement, toujours contestée par les associations environnementales et les collectifs de riverains, perdure.

Après plusieurs épisodes devant la justice administrative, qui ont conduit le dossier jusqu'au Conseil d'Etat, le préfet des Bouches-du-Rhône a autorisé provisoirement l'exploitation en avril 2023, dans l'attente d'une étude d'impact complétée. Lundi 5 mai, une enquête publique a été lancée pour un mois sur 16 départements. Elle vise à évaluer les effets indirects de l'approvisionnement en bois de la centrale, près de 450 000 tonnes par an, dont un tiers importé.

Derrière ce combat juridique incertain se cache une autre réalité. Celle d'une usine dont l'intérêt énergétique, le coût pour les finances publiques et l'impact environnemental poussent à s'interroger – la production électrique à partir de biomasse solide n'apparaît même plus dans la dernière programmation pluriannuelle de l'énergie, qui doit conduire à la neutralité carbone d'ici à 2050. Et ont soulevé des oppositions au sein même des

gouvernements successifs qui ont eu à gérer le dossier.

Huit cents millions d'euros sur huit ans. C'est le « deal » annoncé en urgence, le 26 novembre 2024, par la ministre déléguée à l'énergie d'alors, Olga Givernet, à la centrale de Provence. « Si nous débloquons 800 millions d'euros, c'est que nous voyons un avenir sur le site », assure-t-elle. Le contrat, signé mercredi 4 décembre 2024, valide, selon les termes qui filtrent dans la presse, une garantie d'achat autour de 250 euros le mégawattheure d'électricité pour une production annuelle limitée à 4 500 heures.

Dans le cercle des experts, le tarif fait bondir. « C'est deux fois plus que les accords avec d'autres producteurs, s'étonne Alexandre Joly, responsable du pôle énergie au sein du cabinet spécialisé Carbone 4. On ne comprend pas. D'autant qu'en termes de capacité le réseau électrique français est en surproduction et n'a pas besoin de Gardanne. »

La Fédération nationale du bois, elle, dénonce un « contrat léonin ». « Jamais aucune entreprise privée

**La ministre Olga Givernet s'empresse de faire arbitrer la décision à Matignon, trop content d'échapper à un conflit social**

n'avait bénéficié d'un tel prix de rachat de l'électricité », souligne-t-elle dans un communiqué. Rapportant que sa filière, qui emploie 440 000 salariés, a obtenu dans le projet de loi de finances (PLF) 2024 une aide d'Etat représentant « 431 euros par salarié », elle calcule à la louche que la centrale bénéficiera pendant huit ans d'un soutien « de 1 086 000 euros » par an et part tête. « N'y a-t-il pas lieu de s'interroger sur les raisons d'un tel déséquilibre entre l'intérêt général et les intérêts privés ? », interpelle l'organisation.

Dans un avis rendu public au lendemain de la signature du contrat, l'autorité environnementale enfonce le clou. Elle souligne que « l'intensité carbone fossile du kilowattheure produit à Gardanne est quatre fois supérieure » à la moyenne de l'électricité produite en France. Et rappelle que la centrale utilise toujours une part importante de charbon.

## Souveraineté énergétique

Face aux critiques, GazelEnergie a ses arguments. L'entreprise rappelle que la conversion en biomasse a fait baisser les émissions carbone de 80 %, assure que la centrale, dont la production est pilotable, a joué un rôle important lors de la panne du réseau espagnol fin avril, et que le contrat avec l'Etat prévoit d'arrêter d'utiliser du charbon le 1<sup>er</sup> janvier 2027. « L'Etat ne nous fait pas un chèque de 100 millions d'euros par an... Il compense la différence entre le coût de production et le prix du marché », relativise Camille Jaffrelot, porte-parole de l'entreprise et directrice de cabinet de la présidence, qui assure que le retour sur

investissement à Gardanne reste « inférieur à 5 % ».

Le nouveau contrat entre l'Etat et GazelEnergie conclut une longue valse-hésitation. Lauréate en 2012 d'un appel d'offres émis par la France au niveau européen, la centrale de Provence avait, à partir du 2 février 2018, bénéficié d'un premier contrat d'achat. EDF lui garantissait alors un prix de 135 euros le mégawattheure pour une activité annuelle de 7 500 heures. En 2022, le début de la guerre en Ukraine a fait exploser l'organisation.

« GazelEnergie a dénoncé le contrat pour profiter des prix du marché. Ils ne sont pas plus cons que les autres », se rappelle Jean-Michel Roccasalva, secrétaire général CGT de la centrale. L'engagement est résilié le 30 octobre 2022, mais l'entreprise dément tout opportunisme. « Avec la hausse des coûts de la biomasse, le tarif garanti ne nous permettait pas de couvrir nos frais de fonctionnement. On perdait 10 millions d'euros par mois », explique Camille Jaffrelot.

La flambée des prix n'a qu'un temps, et GazelEnergie tape rapidement à la porte de l'Etat. Avec une menace sociale : sans aide, la société fermera Gardanne. Un argument qui fait mouche alors que la France veut renforcer sa souveraineté énergétique.

La conclusion d'un nouveau contrat pouvant être jugée incompatible avec le droit européen, un autre procédé est imaginé : annuler la résiliation du premier accord. Un texte glissé dans les méandres du projet de loi de finances (PLF) 2024 rend la chose possible. L'article 229 du projet de loi, dont le média Con-

texte s'est fait le premier écho le 9 mai 2024, autorise ainsi les producteurs d'électricité lauréats de l'appel d'offres de 2010 « ayant résilié, durant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> juillet 2022 et le 31 décembre 2022 » leur contrat avec l'Etat à « solliciter le retrait de cette résiliation ».

Il inscrit également dans la loi le droit de négocier à la hausse le prix garanti par EDF. « Tout le monde savait que l'amendement était taillé pour GazelEnergie », reconnaît aujourd'hui l'ancien député macroniste Emmanuel Lassalle, rapporteur, avec son collègue David Amiel, député Renaissance de Paris, de ce chapitre du projet de loi de finances.

Au sein du ministère du budget, on sonne l'alarme. Des analyses juridiques voient le texte comme une potentielle rupture du principe d'égalité entre les producteurs d'électricité et notent qu'un tel soutien ne peut être justifié que par un « motif impérieux d'intérêt général ». L'amendement est pourtant voté le 29 décembre 2023. Et GazelEnergie dépose la demande de retrait de sa résiliation de contrat le 3 janvier 2024.

## Maintenir l'emploi

L'adoption du projet de loi de finances ne règle pas pour autant ce dossier jugé « très sensible » et « suivi en haut lieu », selon plusieurs sources. Le cabinet de Roland Lescure, ministre délégué à Bercy (2022-2024), hérite de la négociation. Chargé de l'industrie depuis 2022, ce macroniste de la première heure vient de récupérer le portefeuille de l'énergie.

Dès 2017, puis dans la loi énergie et climat de 2019, Emmanuel Macron s'est engagé à fermer les dernières centrales à charbon sur le sol français. La promesse n'a pas été tenue puisque les centrales de Cordemais (Loire-Atlantique) et de Saint-Avold (Moselle) tournent toujours partiellement. Pas question d'abandonner Gardanne, bon élève de la conversion à la biomasse. Les échanges avec l'ex-

# Droits de douane : Trump menace à nouveau l'UE

La Maison Blanche envisage désormais de taxer à 50 % les produits européens à partir du 1<sup>er</sup> juin

BRUXELLES - bureau européen

**L**a trêve partielle qu'a décrétée Donald Trump dans sa guerre commerciale contre l'Union européenne (UE) devait s'achever le 8 juillet. Mais, vendredi 23 mai, le président américain a menacé de changer les règles du jeu. « Je recommande d'imposer 50 % de droits de douane sur l'UE à compter du 1<sup>er</sup> juin », a-t-il déclaré sur son réseau, Truth Social. « Il est très difficile de traiter avec l'UE, qui a été créée, en premier lieu, pour profiter des Etats-Unis d'un point de vue commercial. (...) Nos discussions ne vont nulle part », a-t-il expliqué, reprochant aux Européens « les barrières commerciales, la TVA, les sanctions ridicules contre les entreprises américaines, les barrières non douanières, les manipulations monétaires, les poursuites (...) injustes contre des entreprises américaines ».

Quelques heures plus tard, dans le bureau Ovale, le président américain a assuré qu'il ne « cherchait

pas d'accord » commercial avec l'UE. « Il est temps de jouer à ce jeu de la manière dont je sais y jouer », a ajouté le milliardaire. Depuis son retour à la Maison Blanche, Donald Trump dénonce les excédents commerciaux européens (150 milliards d'euros sur les biens industriels et seulement 50 milliards si l'on tient compte de l'excédent américain dans les services, selon la Commission européenne) et multiplie les annonces de hausses de droits de douane.

Aujourd'hui, les Etats-Unis surtaxent de 25 % les voitures, l'acier et l'aluminium européens. Ils prévoient aussi 10 % sur un large éventail de produits, que le président américain avait, en ce « jour de libération » du 2 avril, promis à des droits de douane de 20 % avant de consentir, sous la pression des marchés financiers, à une « pause » de quatre-vingt-dix jours. Les nouveaux droits de douane américains « couvrent 380 milliards d'euros d'exportations de l'UE vers les Etats-Unis,

soit 70 % de nos exportations », rappelait le commissaire européen au commerce, Maros Sefcovic, le 6 mai.

## Préparer la riposte

Les Européens, eux, n'ont, pour l'instant, mis en œuvre aucune mesure de rétorsion. Soucieux de maintenir leur unité si fragile, tant les enjeux économiques et sécuritaires sont lourds, ils préfèrent jouer la carte de la négociation. Ce qui ne les empêche pas, martèlement, de préparer la riposte. De fait, ils ont décidé de surtaxer l'équivalent de 21 milliards d'euros d'importations américaines, constituées de motos Harley-Davidson, de soja, de réfrigérateurs, de tondeuses à gazon ou encore de jus d'orange. Mais ils ont préféré attendre la fin de la « pause » avant de dégainer cette première salve.

Le 8 mai, la Commission, compétente en matière de commerce, a publié une deuxième liste de biens dont l'importation serait soumise à des surtaxes si Bruxelles ne parvenait pas à un accord avec Washington. Celle-ci doit encore être validée par les Etats membres d'ici début juillet. On y trouve des produits agroalimentaires, chimiques et plastiques, de l'aéronautique, des autos, ou des machines-outils, dont la vente dans l'UE s'est élevée à 95 milliards d'euros en 2024.

La nouvelle agression de Donald Trump, vendredi, illustre « la profonde frustration des Etats-Unis face à l'approche professionnelle, calme et bureaucratique de l'UE »,

**« Il est temps de jouer à ce jeu de la manière dont je sais y jouer », a estimé le président américain**

estime Agathe Demarais, du centre de réflexion Conseil européen pour les relations internationales. Pour Elvire Fabry, de l'Institut Jacques Delors, « c'est un peu le contre coup de la négociation avec la Chine où Pékin a gagné la première manche, en forçant Washington à la désescalade. Trump a besoin de se montrer offensif ». Quelques heures avant un échange téléphonique prévu entre Maros Sefcovic et le représentant au commerce des Etats-Unis, Jamieson Greer, Donald Trump a mis le camp européen sous pression.

« Certains négocient à huis clos, d'autres davantage devant les caméras », a commenté le ministre polonais du commerce, Michał Baranowski, vendredi, replaçant la sortie du président américain dans le contexte des négociations. Après avoir longtemps patiné, celles-ci « sont enfin entrées dans le dur », veut croire un diplomate. Les deux parties ont en tout cas mis sur papier leurs demandes, mais, à ce stade, elles semblent difficilement compatibles.

A la mi-mai, Washington a fait

parvenir sa liste de doléances aux Européens. « En préalable à un accord, les Etats-Unis n'ont que des exigences : fin des normes sanitaires et phytosanitaires, suppression des taxes numériques... », confie la Commission. Ils n'envisagent pas non plus de revenir aux droits de douane en vigueur avant que Donald Trump les augmente. Pire, ils souhaitent que, comme le Royaume-Uni, les Européens abaisSENT leurs barrières douanières, tout en acceptant de nouvelles taxes. « Trump déteste tout ce que nous sommes. On va être dans une posture de confrontation très existentielle », juge M<sup>e</sup> Fabry.

## Des négociations « impossibles »

Dans une note envoyée à ses interlocuteurs américains, il y a quelques jours, la Commission s'est, une nouvelle fois, prête à un accord pour exonérer de droits de douane, des deux côtés de l'Atlantique, les biens industriels ainsi que des produits agricoles non sensibles. Pas question donc, à ses yeux, de pérenniser les surtaxes imposées par Washington.

« Je pense que nous pouvons obtenir un meilleur accord » que celui de Londres, insistait M. Baranowski, le 15 mai. Bruxelles évoque la possibilité d'acheter plus de gaz naturel liquéfié et de produits liés à l'intelligence artificielle. Qui plus est, face à l'imprévisibilité de Donald Trump, elle exige une clause de statu quo, une fois l'accord trouvé. Le chantre du Make America Great Again, lui, espère encore diviser les Européens. Alors que les

consultations sur le deuxième paquet de mesures de rétorsion se poursuivent, « il tape un grand coup pour disperser les rangs européens », insiste Elvire Fabry.

Le 21 mai, d'ailleurs, le secrétaire au commerce des Etats-Unis, Howard Lutnick, évoquait des négociations « impossibles » avec l'UE et ajoutait : « L'Allemagne voudrait faire un deal, mais elle n'a pas le droit. » Vendredi, sur Bloomberg TV, le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a estimé que le nouveau gouvernement allemand « va aider à faire avancer l'Europe sur ce sujet ». Berlin n'a pas saisi la main tendue. Vendredi, le chef de la diplomatie allemande, Johann Wadephul, jugeait que la sortie de Donald Trump « ne faisait que nuire aux deux marchés », tandis que les marchés financiers finissaient la journée en forte baisse.

Mais l'unité des Vingt-Sept est fragile. La France défend une certaine fermeté. D'autres, comme la Pologne, l'Italie ou les pays baltes, veulent ménager les Etats-Unis, qui menacent de moins financer leur sécurité. L'Irlande et le Luxembourg, qui accueillent les filiales de géants du numérique, sont réticents. Quant à la Hongrie de Viktor Orbán, elle revendique sa proximité avec Donald Trump. L'UE travaille de « bonne foi » et les relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Europe « doivent être fondées sur le respect mutuel, pas les menaces », a commenté, vendredi soir, M. Sefcovic. Pas sûr que ces mots parlent à Donald Trump. ■

VIRGINIE MALINGRE

## Trump promet 25 % de taxe à Apple

Vendredi 23 mai, le président américain a menacé d'imposer « au moins 25 % » de droits de douane à Apple si l'entreprise ne fabrique pas ses iPhone aux Etats-Unis. Lors de la présentation des résultats d'Apple, début mai, Tim Cook, son directeur général, avait dit prévoir que « la majorité des iPhone vendus aux Etats-Unis » pendant le trimestre prochain viennent d'Inde, réduisant ainsi sa production en Chine, ciblée par les droits de douane. « Cela fait longtemps que j'ai informé Tim Cook d'Apple que je m'attendais à ce que les iPhone vendus aux Etats-Unis soient fabriqués et construits aux Etats-Unis, et non en Inde ou ailleurs », a indiqué Donald Trump sur sa plateforme Truth Social, vendredi.

# Le Vietnam se défend de réexporter les produits chinois vers l'Amérique

Un quart des exportations chinoises au Vietnam sont réacheminées vers les Etats-Unis, soulevant la colère de Washington

BANGKOK - correspondant en Asie du Sud-Est

**L**e Vietnam, responsable du troisième plus grand déficit commercial avec les Etats-Unis, derrière le Mexique et la Chine, pour une valeur de 123 milliards de dollars (109 milliards d'euros) en 2024, est soupçonné par le gouvernement américain de servir de plate-forme de réexportation de la Chine vers les Etats-Unis, et cherche la parade.

L'enjeu, pour ce pays communiste en plein essor que son nouveau dirigeant, To Lam, soumet depuis le début de l'année à un traitement de choc pour accroître productivité et croissance, est crucial. Les exportations américaines représentent 23 % de son produit intérieur brut (PIB). Après avoir annoncé 46 % de droits de douane à son encontre lors du « liberation day » de Donald Trump le 2 avril, le gouvernement américain les a réduits à 10 % pour trois mois comme pour les autres pays.

Une première enquête de l'administration des douanes vietnamienne fait la chasse aux contrefaçons de grandes marques venant de Chine – dans le luxe, mais aussi les jouets, les produits électroniques et même les shampoings – et ensuite exportées aux Etats-Unis. Lancée le 1<sup>er</sup> avril, la veille des annonces de M. Trump, elle visait à répondre aux accusations faisant du Vietnam une plaque tournante pour ces activités illégales : les exportateurs chinois déjouent les contrôles de leur propre gouvernement en acheminant leurs marchandises au Vietnam, en contrebande ou de manière frauduleuse.

Le ministère de l'industrie et du commerce vietnamien a ensuite émis le 15 avril une directive pour

combattre les transbordements illégaux de marchandises. Les douanes et d'autres agences ont reçu l'instruction de renforcer la surveillance et l'inspection des marchandises importées afin d'établir leur origine. De nouvelles procédures ont été annoncées pour superviser la délivrance des étiquettes « made in Vietnam ».

## Inciter à la nuance

Les griefs américains contre le Vietnam émanent de la corrélation presque parfaite entre les importations chinoises du Vietnam, et les exportations du Vietnam vers les Etats-Unis : les deux courbes se suivent depuis au moins dix ans. Les économistes incitent toutefois à la nuance : en se basant sur les données détaillées de l'Asian Development Bank pour les échanges commerciaux, les chercheurs Roland Rajah and Ahmed Albayrak du Lowy Institute en Australie font remarquer que les importations chinoises du Vietnam ont nourri le boom des exportations vietnamiennes en direction des Etats-Unis mais aussi du reste du monde.

Pour amadouer Washington, rien de tel toutefois que quelques gestes de bonne volonté : le premier ministre vietnamien Pham Minh Chinh s'est rendu le 21 mai à la pose de la première pierre du futur complexe de golf Trump International de Hung Yen, non loin de Hanoï, en présence d'Eric Trump, vice-président exécutif de la Trump Organization et fils du président américain. Le projet, d'un montant d'1,5 milliards de dollars, a été approuvé en un temps record. Trump Junior s'est ensuite envolé pour Ho Chi Minh-Ville afin de repérer des emplacements pour une Trump Tower. ■

cial en même temps que temple de la consommation et des services en ligne, regorgent d'annonces d'agents de fret ou de consultants proposant des solutions au casse-tête douanier. Surtout, la dynamique de délocalisations de Chine impulsée en 2018 lors du premier mandat de Trump devrait s'accélérer. Les exemples montrent qu'elles ont lieu le plus souvent à la demande des marques internationales : les fabricants d'articles de sport, de décoration, de fournitures scolaires cherchent des coopérations ou des bases de production.

Le numéro uno vietnamien, To Lam, veut donner la priorité au développement du secteur privé, qui constitue 50 % du PIB. Les objectifs à 2030 sont de doubler le nombre d'entreprises privées, à 2 millions, et de placer 20 grands groupes vietnamiens au sein de la chaîne de valeur globale. « Les autorités misent clairement sur les investissements en haute technologie et de production à grande échelle », souligne Marco Förster, du cabinet de conseil Dezan Shira & Associates.

Pour amadouer Washington, rien de tel toutefois que quelques gestes de bonne volonté : le premier ministre vietnamien Pham Minh Chinh s'est rendu le 21 mai à la pose de la première pierre du futur complexe de golf Trump International de Hung Yen, non loin de Hanoï, en présence d'Eric Trump, vice-président exécutif de la Trump Organization et fils du président américain. Le projet, d'un montant d'1,5 milliards de dollars, a été approuvé en un temps record. Trump Junior s'est ensuite envolé pour Ho Chi Minh-Ville afin de repérer des emplacements pour une Trump Tower. ■

**Le Monde**  
en partenariat avec  
**ARTS ET VIE**  
VOYAGES CULTURELS

**DU 3 AU 18 NOVEMBRE 2025**  
16 jours - 13 nuits

**JAVA & BALI**

**UN VOYAGE INITIATIQUE AU COEUR DE L'ART ET DE LA SPIRITUALITÉ INDONÉSIENNE**

**LES TEMPS FORTS DU VOYAGE**

- les rizières en terrasses de Bali, classées à l'UNESCO
- la région de Bromo et son volcan
- déjeuner dans une maison de la noblesse balinaise
- atelier de confection d'offrandes
- cours de Gamelan, instrument de musique traditionnel, et de cuisine javanaise
- observation du processus de fabrication du batik

Parcourir l'archipel indonésien, c'est plonger dans un monde d'émerveillement, où se mêlent avec harmonie la majesté des volcans, la luxuriance d'une flore tropicale exubérante, et l'expression vibrante d'un art sacré aux racines millénaires.

Ce circuit, profondément imprégné de cette diversité culturelle et spirituelle, est une véritable invitation à la découverte. Sur l'île de Java, le mythique Borobudur – plus grand temple bouddhique au monde – se dresse tel un joyau de pierre dans un écrin de nature. À Bali, l'hindouisme irrigue chaque instant du quotidien : offrandes, processions, cérémonies... autant de scènes de vie d'une rare intensité, où se révèlent les liens subtils entre l'homme, la nature et le divin.

**Entre temples ancestraux et paysages à couper le souffle, une échappée belle vers l'inoubliable.**

## BON À SAVOIR :

- Circuit en pension complète
- Bonne condition physique requise, déplacements à pied et plusieurs lever très matinaux



Inscriptions sur  
[artsetvie.com/lemonde-indonesie](http://artsetvie.com/lemonde-indonesie)

UN GROUPE CONVIVIAL N'EXCÉDANT PAS 25 PERSONNES



# Les compléments alimentaires, un marché en plein essor

Malgré les critiques, les ventes ne cessent de croître en France

**O**n en consomme pour lutter contre le stress, chouchouter ses intestins, soulager les douleurs prémenstruelles, maintenir la souplesse de ses articulations... Les compléments alimentaires, des concentrés de plantes, de nutriments (vitamines et minéraux) et d'autres substances destinés à compléter les apports nutritionnels de nos régimes alimentaires parfois découverts, ne cessent de gagner du terrain dans l'Hexagone, malgré les critiques qu'ils suscitent. En dix ans, les ventes du secteur ont quasi doublé, atteignant 2,9 milliards d'euros en 2024.

«*J'ai toujours été dans le métier, à bientôt 60 ans, je n'ai pas le souvenir d'une seule année où le marché a connu une baisse*», constate Benoît Lemaire, directeur général d'Activ'Inside. Créeé en 2009, cette entreprise d'une centaine de salariés, installée à Beychac-et-Caillau (Gironde), s'est spécialisée dans le développement et la fabrication d'actifs végétaux dérivés du raisin et du safran, des aliments prisés pour leurs propriétés neuroprotectorices. Avec succès : ses ingrédients brevetés, dont l'efficacité a été évaluée par des études cliniques, sont exportés à 70 % à l'étranger.

Le dynamisme du marché, porté par une quête croissante de bien-être des consommateurs, a naturellement aiguisé les appétits, à commencer par celui des start-up. «*C'est assez fou. Pas un mois ne passe sans que l'on voie de nouveaux arrivants*», remarque Alexandre Garnier, cofondateur

de Novoma (12,5 millions d'euros de chiffre d'affaires), jeune pousse toulousaine débarquée sur le marché il y a une douzaine d'années.

Forts de leur savoir-faire dans la production pharmaceutique, certains industriels du médicament y ont aussi vu l'occasion de diversifier leurs ventes à moindres frais. «*Les délais de recherche et développement sont plus rapides, du fait de contraintes réglementaires moins lourdes que pour un médicament*», confirme Thierry Verne, PDG d'Olyos, maison mère du laboratoire Granions.

#### Rude concurrence

Cette filiale, qui fabriquait des médicaments d'oligothérapie depuis 1948, a pris le tournant des compléments alimentaires il y a environ cinq ans. Depuis, le groupe est devenu un poids lourd du marché tricolore – il est, par exemple, numéro un sur le collagène –, réalisant plus de 70 % de ses ventes grâce à cette activité. L'industriel n'est pas le seul à avoir saisi l'occasion. Au Bar-sur-Loup, près de Grasse (Alpes-Maritimes), l'usine du fabricant d'arômes Pharmarôme (30 millions d'euros de chiffre d'affaires) s'est aussi lancée. «*Cela pèse maintenant 20 % de nos ventes*», détaille Robin Chamerot, troisième génération à la tête de cette PME familiale.

Dans les pharmacies, qui représentent 55 % des ventes du secteur, la vitalité du marché s'affiche sur les étagères, au point parfois d'en donner le vertige. «*Les compléments alimentaires occupent aujourd'hui 50 % de l'espace consa-*

## En pharmacie, ces produits occupent 50% de l'espace en vente libre

JEAN-SÉBASTIEN EUDES  
cofondateur de la société d'analyse Fact

cré aux produits en vente libre», souligne Jean-Sébastien Eudes, cofondateur de la société d'analyse Fact. Mais s'y faire une place n'est pas aisément face aux colosses tels que PiLeJe, Arkopharma, Nutergia, Havaea ou encore Procter & Gamble, dont les boîtes s'étalent sur des pans entiers des rayonnages.

De fait, à eux seuls, les dix plus importants acteurs du marché concentrent 45 % des ventes en officine. «*Une de nos forces est de disposer d'une importante équipe de recherche et développement en interne. Près de 10 % de nos effectifs travaillent à la mise au point de produits, et à la réalisation d'études pour vérifier leur efficacité*», explique Christophe Mosse, directeur général d'Arkopharma.

Cette rude concurrence ne semble cependant pas décourager les ardeurs du secteur, qui rivalise d'innovations pour séduire les consommateurs. En témoigne le succès de Mium Lab avec ses gummies, des compléments alimentaires sous forme de petites gommes colorées à mâcher. La start-up, qui vient de sortir des gummies à base de probiotiques,

«*un produit qui a nécessité plusieurs années de développement*», confie David Gueunoun, son fondateur, a été l'une des pionnières en France sur ce créneau.

Si le marché grossit, «*il n'a rien à voir avec ce que l'on observait il y a une décennie*», souligne Nicolas Grelaud, le directeur général d'OpenHealth Company. «*L'offre s'est étoffée, mais s'est aussi spécialisée. Les pilules miracles ont peu à peu laissé place à des produits plus techniques, qui s'éloignent du marché de masse*», note-t-il.

C'est notamment le pari fait par Dijo, qui s'est spécialisée dans la «*santé du ventre*», en commercialisant, en 2019, une cure de probiotiques. «*Notre ambition est de créer une routine de bien-être autour du ventre, en mettant en avant l'intérêt d'en prendre soin de manière préventive*», précise Anouk Le Terrier, sa cofondatrice. Rentable, l'entreprise, qui réalise 90 % de ses ventes en ligne, projette d'atteindre 7 millions d'euros de chiffre d'affaires cette année.

Autre jeune poussée en pleine ascension, la provençale MiYé s'est, elle, concentrée sur la santé de la femme, un segment en forte croissance, en proposant des compléments alimentaires axés sur l'équilibre hormonal. «*Des solutions naturelles, vegan, sans phytohormones ni perturbateurs endocriniens suspectés*», explique sa cofondatrice, Caroline Lanson. Un parti pris qui fait mouche auprès des investisseurs, de plus en plus nombreux à scruter ces nouvelles marques. ■

ZELIHA CHAFFIN



MATIÈRES PREMIÈRES  
PAR LAURENCE GIRARD

## Le prix du poulet se remplume

Le poulet est sur le gril. L'apparition, vendredi 16 mai, d'un foyer de grippe aviaire au Brésil, premier pays exportateur de volaille au monde, a fait monter la température d'un cran. D'autant qu'en Pologne, autre grand pays de basse-cour, le virus haute-pathogène décime les cheptels depuis plusieurs mois déjà. Et que la situation n'est guère plus mirobolante aux Etats-Unis, où la chasse aux œufs est devenue un sport national.

Résultat, les tensions sont fortes sur le marché mondial de la volaille. Même si l'est encore trop tôt pour évaluer l'impact de l'arrivée de la grippe aviaire sur le territoire brésilien. La Chine et l'Europe ont fermé leurs portes aux importations en provenance de ce pays, contrairement aux Etats-Unis et à l'Arabie saoudite. Il n'empêche, les crises de grippe aviaire successives enflamment les enchères et le prix du poulet se remplit.

**L'heure est à la renégociation**  
Au point d'aboutir à une situation inédite. «*Depuis douze mois, le prix du poulet importé est au même niveau que celui produit en France, alors qu'historiquement il y avait un écart de 15 % à 20 % [en défaveur du poulet français]*», constate Philippe Gélin, directeur général de LDC, leader français de la volaille, dont le siège est implanté à Sablé-sur-Sarthe (Sarthe).

Plus question donc, à date, pour la filière française du poulet, d'évoquer la pression des importations à bas coût et de voler dans les plumes de la concurrence. L'heure est à la renégociation des

tarifs à la hausse avec les clients, en particulier la grande distribution. «*Nous demandons une revalorisation moyenne des prix de la volaille de 6 % à 8 % avant l'été*», affirme M. Gélin, qui souligne avoir obtenu déjà une hausse comprise entre 3 % et 5 % lors des négociations commerciales pour 2025, achevées le 1<sup>er</sup> mars.

Les étiquettes jouent à l'élastique dans ce rayon. Après un pic d'inflation de 35 % entre 2020 et 2023, les tarifs avaient reflué de plus de 8 % entre mai 2023 et fin 2024. Une décrue liée à la chute du prix des céréales, une tendance baissière qui se poursuit cette année, selon LDC, dont le chiffre d'affaires a atteint 6,32 milliards d'euros, pour l'exercice 2024-2025, assorti d'un bénéfice de 243 millions d'euros.

L'argument du volailler pour justifier sa négociation n'est donc pas à chercher dans l'augmentation du coût de l'aliment, gros poste de dépense des éleveurs. L'enjeu, à ses yeux, est de financer de nouveaux bâtiments d'élevage. L'interprofession milite pour la construction de 400 élevages sur le territoire national en cinq ans, capable de produire chacun près de 210 000 poulets par an.

En ligne de mire, la volonté de coller à l'insatiable appétit des Français pour cette viande. La consommation a bondi de 40 % en dix ans et a encore progressé de près de 8 % en 2024. Au pays du coq, le poulet est devenu roi dans les assiettes. Poulet industriel s'entend. La volaille plein air et label, elle, a du plomb dans l'aile. ■

# Les embouteillages continuent de baisser sur le périphérique

Selon l'Atelier parisien d'urbanisme, la limitation de vitesse à 50 km/h et la mise en place de la voie de covoiturage ont des effets positifs

**P**our faire accepter le passage de la limitation de vitesse sur le boulevard périphérique à 50 kilomètres à l'heure (km/h) et l'instauration d'une voie réservée au covoiturage sur l'autoroute urbaine la plus fréquentée d'Europe, la maire socialiste de Paris, Anne Hidalgo, avait accepté, à l'hiver 2024-2025, une clause de revoyure demandée par le préfet de police, Laurent Nuñez, pas forcément très allant sur le sujet, et la présidente (Libres !) de la région Ile-de-France, Valérie Péresse, évidemment vent debout contre ces deux mesures.

Tout serait monitoré, comparé, analysé, partagé, avait promis la Ville. On jugerait du bien-fondé ou non de ces mesures pensées pour réduire la circulation automobile et la pollution qui en découle à partir de chiffres précis, et

non d'un calcul hypothétique sur le temps que mettrait un habitant de Seine-Saint-Denis pour se rendre dans le sud des Hauts-de-Seine au petit matin. Les résultats, encourageants, liés à l'abaissement de la vitesse ont déjà été partagés par la Ville et le sont, tous les vendredis, sous la forme d'un bulletin qui donne la «*météo*» de la voie rapide par rapport à l'année précédente.

L'analyse plus complète depuis la mise en place de la voie réservée au covoiturage, début mars (qui a débuté par une phase pédagogique), n'avait pas encore été publiée. C'est chose faite. Vendredi 23 mai, les équipes d'Anne Hidalgo l'ont présentée aux services du préfet de police, des élus et des conseillers régionaux.

Pour clarifier le propos, l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), qui

suit et documente les transformations du boulevard périphérique aux côtés des services de la Ville, a tout rassemblé en un atlas de 41 pages. Celui-ci compte une dizaine de cartes, de nombreux graphiques et tableaux, des courbes, des chiffres. En conjuguant les deux mesures, l'abaissement de la vitesse et la voie de covoiturage depuis deux mois, cinq grandes leçons sont à retenir, explique ainsi l'APUR en introduction de son atlas.

Avec légèrement moins de voitures sur l'anneau (- 5 % entre mars-avril 2024 et mars-avril 2025), ce qui est comparable aux mois précédents (entre octobre et mars), les bouchons ont baissé en moyenne de 27 %. La vitesse continue de diminuer par rapport à 2024 en journée (- 6 %), comme en pleine nuit (- 18 %). Le nombre

d'accidents – est-ce une conséquence directe ? – chute également (- 14 %), ce qui était déjà le cas depuis le passage à 50 km/h en octobre 2024, mais la tendance se confirme malgré les changements de file encouragés par la «*VR2 +*», comme on dit dans le jargon routier pour désigner la voie de covoiturage, quand les opposants craignaient davantage d'accrochages.

**Baisse du nombre d'accidents**  
Moins de vitesse, c'est aussi moins de bruit, notamment la nuit. Pour ce qui est de la pollution atmosphérique, les mesures des émissions de dioxyde d'azote et de particules fines sont des données complexes à analyser, car très dépendantes de la météo, ont toujours répété les services de la Ville. Après sept mois de circulation à 50 km/h, la pollution a

globalement diminué, mais cela n'est pas le cas pour les mois de février, mars et avril.

Ce tableau général s'accompagne d'une analyse plus fine, localisée dans l'espace et dans le temps, réalisée quand la voie de covoiturage est activée. Sur la file de gauche, en semaine et aux heures de pointe, la baisse de la circulation est encore plus significative (- 13 %). Quand le taux de congestion diminue de manière générale (- 23 %), il chute encore plus (- 46 %) sur cette voie, ce qui confirme la prime accordée aux voitures qui circulent avec minimum deux personnes à bord.

Cela vaut aussi pour les secteurs les plus embouteillés, à l'ouest entre la porte de Passy et la porte de Clichy, et à l'est entre la porte Chaumont et la porte de Bercy. On roule aussi plus vite

qu'ailleurs sur la VR2 (+ 8 km/h). Enfin, la baisse du nombre d'accidents est confirmée (- 2 %) quand le dispositif est activé.

A la fin de cet atlas, l'APUR redonne les données sociologiques et démographiques qui rappellent l'absolue nécessité de gommer les 1,1 million de trajets quotidiens effectués sur cette infrastructure héritée des années 1960. Plus d'un demi-million de personnes (597 608 habitants, avec une augmentation de 3 % depuis 2014) vivent sur la bande des 500 mètres de part et d'autre de l'autoroute. Plus d'un tiers des 323 000 logements qui la bordent sont des logements sociaux. Et 545 crèches, écoles, collèges, lycées et 140 établissements d'enseignement supérieur sont installés le long du périphérique. ■

ÉMELINE CAZI

**QUESTIONS POLITIQUES**  
dimanche 12h-13h  
CARINE BÉCARD



**François Ruffin,**  
député de la Somme du groupe  
« Ecologiste et Social »

avec Nathalie Saint-Cricq  
et Françoise Fressoz



franceinfo:  
TV canal 27

Le Monde

photo : © Christophe Abramowicz / RF



Une extension du cimetière militaire réservée aux morts de la guerre en Ukraine, à Koursk, en Russie, le 10 mai.

MARIA TURCHENKOVA POUR « LE MONDE »

# Guerre en Ukraine Les pertes russes documentées



Aleksei Zhiliaev, à Paris, le 18 mars. LEONID STEIN POUR « LE MONDE »

## Méthodologie

Pour cette enquête, *Le Monde* a exploité une base de données brutes, composée de plus de 280 000 lignes. Chacune correspond à l'hospitalisation d'un soldat russe, entre le 24 février 2022 et le 16 juin 2024. Cette base Excel comporte toutefois un certain nombre d'erreurs : doublons, dates incohérentes, noms mal orthographiés, etc. Des algorithmes ont permis de détecter ces anomalies et de supprimer les doublons. Un modèle d'intelligence artificielle a été utilisé pour interpréter les diagnostics médicaux, souvent rédigés en jargon militaire. Au total, la base contient les noms de plus de 166 000 soldats hospitalisés, certains d'entre eux ayant été blessés plusieurs fois.

**A** son arrivée à Paris, Aleksei Zhiliaev a commencé par se promener dans les rues. Les yeux fixés vers le ciel, en état d'alerte. « Je ne pensais qu'à la guerre. Les horreurs défilaient dans ma tête », confie ce solide gaillard de 40 ans, ancien brancardier dans l'armée russe, qui a fui l'Ukraine en août 2024. Déserteur, il a rejoint la France. « Il a fallu du temps pour chasser de mon esprit les images des attaques de drones, pour évacuer cette angoisse d'avoir à transporter tous ces blessés sous les tirs, au milieu des cadavres. J'ai utilisé deux fois mon arme pour me défendre contre des drones. Jamais contre des hommes. Dans cette guerre, on nous avait promis la démilitarisation et la dénazification de l'Ukraine. Finalement, on n'a que de la merde... »

Le sentiment de sécurité a fini par revenir, terni par la culpabilité. « Pourquoi moi ? s'interroge Aleksei Zhiliaev. Je suis ici, dans un café de Paris, pendant que mes camarades meurent dans la boue. » Lui s'était engagé à l'automne 2023, après avoir vu, à la gare de Saint-Pétersbourg, sa ville natale, une foule de soldats mutilés et brisés, transportés vers des sanatoriums : « Pour aider ces hommes, il fallait partir au front. » Il est envoyé dans la région de Louhansk, dans le Donbass. Mais, le 5 février 2024, à la suite d'une blessure au cou, causée par un éclat de mine, il est transporté à l'hôpital. A l'heure de retourner au front, son supérieur hiérarchique lui accorde un congé supplémentaire, point de départ de sa fuite et de sa désertion.

« Après toutes ces épreuves, je n'ai plus peur de rien ! », insiste aujourd'hui Aleksei. Il désigne la clé USB qu'il garde en permanence sur lui : « 3 gigaoctets d'informations top secret. » Informaticien dans la vie civile, mais ayant suivi une formation médicale de trois ans, Aleksei avait deux rôles dans l'armée : la nuit, il transportait ses camarades tombés au combat, de la ligne de front jusqu'aux hôpitaux ; le jour, il entrait les informations concernant les blessés, dans le système informatique du haut commandement. Il a copié cette base de don-

Depuis le début du conflit, aucun bilan humain n'a été communiqué par Moscou. Un déserteur de l'armée russe, ancien informaticien et brancardier en Ukraine, a livré au « Monde » des données sur les blessés entre 2022 et 2024

nées avant de déserteur et a décidé de la partager avec *Le Monde*.

Les chiffres qu'elle contient racontent d'abord la guerre d'Aleksei Zhiliaev, sergent au sein de la 144<sup>e</sup> division d'infanterie motorisée. « Vladimir Poutine avait promis qu'il n'y aurait pas de conscrits au front. Pourtant, selon le décompte pour ma seule division, au moins 20 jeunes qui effectuaient leur service militaire sont morts au combat », explique-t-il.

## APPÂTÉ PAR LA SOLDE

Derrrière les chiffres, autant d'histoires. Parmi les volontaires, Aleksei Zhiliaev se souvient d'un jeune homme de 18 ans, appâté comme tant d'autres par le montant de la solde : « Il m'a raconté s'être engagé parce qu'il voulait de l'argent pour se payer une [console de jeu] PlayStation 5. Vingt minutes plus tard, je l'ai récupéré sur un brancard. Mort au combat. » Aleksei Zhiliaev a été choqué par le recours de l'armée aux « assauts de masse » – l'envoi de soldats en grand nombre, mal équipés, vers des positions fortifiées : « Dans un groupe de 15 hommes, il pouvait n'en revenir que trois vivants. Après ces tueries, il fallait encore évacuer de nombreux blessés graves... »

Sur le front, « on avait des antidiouleurs, mais peu d'antibiotiques » à administrer aux blessés. Les soldats manquaient d'eau

et n'avaient pas d'autre choix que de « faire fondre de la neige pour boire et se laver ». La nourriture était en quantité suffisante, « mais, à cause des conditions et du stress, les soldats perdaient 20 kilos en un ou deux mois ». Les tenues de combat étaient fournies, « mais, en cas de blessure, chacun devait payer pour remplacer le vêtement abîmé ». Les téléphones mobiles sont officiellement interdits, « mais, pour pallier les moyens de communication défaillants – des équipements radio datant de l'époque soviétique au début, du matériel chinois ensuite –, ils étaient utilisés comme relais via la messagerie Telegram ».

Lors de ses incessants allers-retours – jusqu'à cinq voyages par nuit pour évacuer les soldats blessés –, Aleksei a constaté le décalage entre les lignes arrière, où les écrans de télévision répètent la propagande du Kremlin, et le front, « où les combattants épuisés pensent avant tout à survivre et à rentrer chez eux ». Loin des déclarations triomphalistes de Vladimir Poutine, Aleksei estime qu'« à peine 20 % des hommes sur le terrain ont été convaincus par les propos du président concernant les Ukrainiens ».

LIRE LA SUITE PAGE 16

SUITE DE LA PAGE 15

«La plupart des hommes se moquent de Poutine en cachette, persuadés qu'il est plus faible qu'il n'y paraît, et ne comprennent pas vraiment les objectifs de l'opération, ni pourquoi la guerre dure depuis si longtemps.» «On s'enfonce dans une guerre de position, poursuit-il. Face à la résistance ukrainienne, nous avançons de quelques kilomètres, mais nous ne parvenons pas à lancer de grande manœuvre. Sur le terrain, on ne voit pas la grande victoire que Poutine nous a promise.»

Entre le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, en février 2022, et le 16 juin 2024, date des dernières données accessibles, la base comptabilise quelque 3 600 morts et 10 000 blessés pour la 144<sup>e</sup> division qui, en moyenne et malgré les problèmes de rotation, comprend en permanence entre 10 000 et 13 000 hommes sur le terrain. «Ce n'est là qu'une partie du bilan», ajoute l'ancien brancardier. Ces chiffres correspondent au nombre de corps envoyés à la morgue, et à celui des blessés évacués vers la Russie. Ils n'intègrent pas ceux qui ont été laissés sur le front, enterrés sur place ou récupérés par les Ukrainiens.»

Dans la base de données, une catégorie intrigue : celle des «disparus puis retrouvés». Elle contient 1 827 noms de soldats de la 144<sup>e</sup> division, pour la période allant de juillet 2023 à juin 2024. Certains ont été retrouvés à l'hôpital, d'autres dans les «caves» de la ville de Zaitsev, située à une vingtaine de kilomètres au sud de Bakhmut, dans le Donbass, réservée aux «réfractaires». «Zaitsev est devenue synonyme de tortures», explique froidement Aleksei Zhiliaev. Il donne l'exemple de cinq soldats : «Des petits jeunes qui, ex-prisonniers pour certains, avaient été envoyés au front, mais qui, sur place, ont tenté de fuir le combat; ils ont été mis au trou à Zaitsev, puis forcés de retourner en première ligne.»

#### «TRAGIQUE RETOUR EN ARRIÈRE»

En transférant sur sa clé USB la base de données tenue par son commandement, Aleksei Zhiliaev a aussi copié les données de la 3<sup>e</sup> division d'infanterie motorisée, voisine de la sienne – environ 30 000 soldats pour les deux divisions. L'ex-brancardier-informaticien a calculé le bilan de huit mois de combats pour les deux divisions, entre janvier et juin 2024 : 7 826 blessés, soit plus de 25 % des effectifs. «C'est énorme! Je me souviens très bien de certains d'entre eux pour les avoir transportés. Ils ont été blessés par des mines ou par des drones : contusions et traumas, au visage notamment», raconte-t-il. «En près de huit mois, j'ai évacué quelque 1 500 blessés. En janvier 2024, lors de l'assaut contre les positions ennemis [ukrainiennes] à Terny et à Nevskoye [deux villages situés entre Donetsk et Louhansk], les chaînes télévisées du Kremlin annonçaient que nous les avions déjà prises. Mais, sur le terrain, je voyais bien que le combat ne venait en réalité que de commencer.»

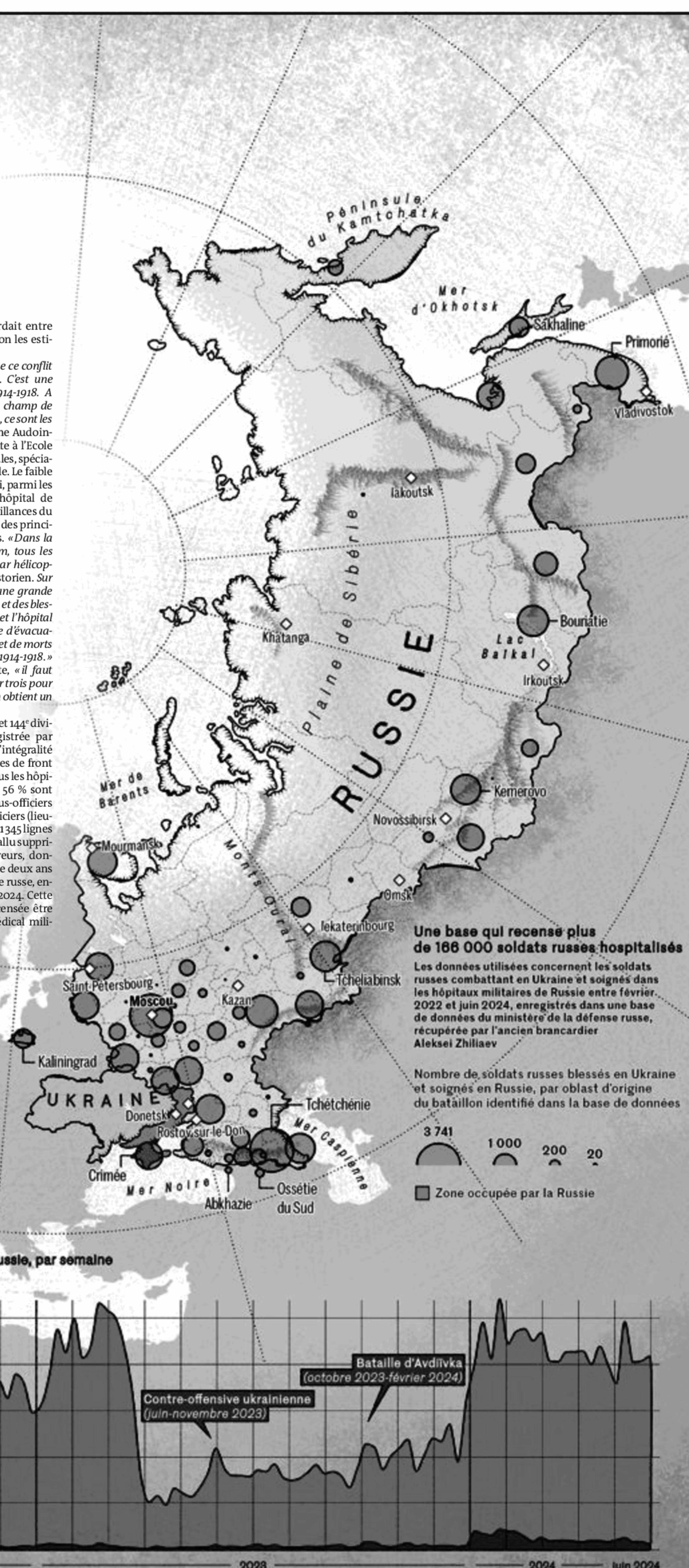
Pour la 144<sup>e</sup> division, la base de données répertorie 711 décès, entre janvier et juin 2024 : «Il ne s'agit que des corps que nous avons évacués, il manque tous les autres ; pour connaître le total, il faut sans doute multiplier ce chiffre par 2,5 ou 3», assure Aleksei. Selon ce calcul, pour cette période, il y aurait donc eu à peu près 2 000 morts au sein de sa division. De nouvelles recrues sont certes arrivées, «mais beaucoup de soldats déjà sur place n'avaient pas de permissions, car les hommes manquaient», rappelle-t-il. Cela correspond à la période où, sur l'ensemble

## LA GRAVITÉ DES BLESSURES EST PARFOIS SOUS-ESTIMÉE AFIN DE RENVOYER LES SOLDATS AU FRONT PLUS RAPIDEMENT

du front ukrainien, la Russie perdait entre 1 000 et 1 500 soldats par jour, selon les estimations des experts.

«L'ampleur des pertes rappelle que ce conflit est un tragique retour en arrière. C'est une guerre de position, comme en 1914-1918. A l'époque, l'arme de domination du champ de bataille était l'artillerie ; depuis 2024, ce sont les drones», insiste l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau, directeur d'études émérite à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, spécialiste de la première guerre mondiale. Le faible taux de survie, constaté par Aleksei, parmi les blessés graves évacués vers un hôpital de campagne met en lumière les défaillances du système d'évacuation russe – l'une des principales cibles des drones ukrainiens. «Dans la guerre moderne, depuis le Vietnam, tous les blessés sont rapidement évacués par hélicoptère et comptabilisés, poursuit l'historien. Sur le front russe, au contraire, il y a une grande incertitude sur les chiffres des pertes et des blessés : la route entre la ligne de front et l'hôpital est longue et dangereuse, la chaîne d'évacuation défaillante. Nombre de blessés et de morts sont laissés sur le front, comme en 1914-1918.» D'après l'estimation du spécialiste, «il faut sans doute multiplier les chiffres par trois pour obtenir un bilan réel. Finalement, on obtient un tué pour trois ou quatre blessés».

Outre les statistiques liées aux 3<sup>e</sup> et 144<sup>e</sup> divisions, la base de données enregistrée par Aleksei sur sa clé USB comprend l'intégralité des blessés sur l'ensemble des lignes de front qui furent ensuite envoyés dans tous les hôpitaux militaires russes. Parmi eux, 56 % sont des militaires du rang, 36 % des sous-officiers (sergents, adjudants) et 8 % des officiers (lieutenants, colonels, généraux). Les 281 345 lignes de cette base de données, dont il a fallu supprimer des doublons et diverses erreurs, donnent un aperçu du bilan humain de deux ans et trois mois de guerre dans l'armée russe, entre le 24 février 2022 et le 16 juin 2024. Cette base de données centralisée est censée être tenue à jour par le personnel médical militaire.



taire. Contenant des informations stratégiques, elle est aussi classée top secret.

Parmi les blessés, la part d'officiers a diminué au fur et à mesure que l'armée s'est adaptée aux conditions de la guerre et que l'amélioration des communications a permis aux plus hauts gradés de ne plus se rendre systématiquement sur le front. Ce constat reflète le problème auquel l'armée russe a été confrontée au début de l'invasion en Ukraine : les officiers étaient alors contraints d'être en première ligne, aux côtés de leurs unités, pour s'assurer que tout se déroule selon leurs ordres.

L'âge moyen des soldats a augmenté avec le temps : les volontaires et les condamnés de droit commun, recrutés dans les prisons, sont plus âgés que les mobilisés du début. Alors que, en mars 2022, les plus de 50 ans représentaient 1,3 % des blessés, ils étaient plus de 11 % en avril 2024. Ils ont été hospitalisés à Rostov-sur-le-Don, Belgorod, Voronej, en Russie, et Sébastopol, le port de Crimée occupée, mais aussi, dans des hôpitaux mobiles proches du front. Le pic du nombre de blessés a été atteint entre octobre 2022 et avril 2023, ce qui coïncide avec la première vague de mobilisations et avec les combats dans la région de Bakhmut.

#### ALCOOL ET DROGUES

Après un second filtrage de la base de données, l'analyse des diagnostics médicaux a permis d'identifier l'origine des blessures : armes à feu (34 % des cas), explosions par drogues, mines ou obus (60 %), brûlures (3 %). Parmi les blessés répertoriés, 9 610 sont morts. Ces chiffres doivent cependant être analysés avec prudence : dans les hôpitaux militaires, la gravité des blessures est parfois sous-estimée afin de renvoyer les soldats au front plus rapidement. Des « régiments fantômes » ou « régiments de convalescence » ont ainsi été créés pour les blessés retournant combattre. Ces sous-estimations sont aussi une façon de limiter les compensations financières auxquelles ont droit les blessés. Des soldats amputés ont ainsi été classés comme « blessés légers » – un moyen de réduire les pensions dues par le ministère de la défense et les compagnies d'assurances.

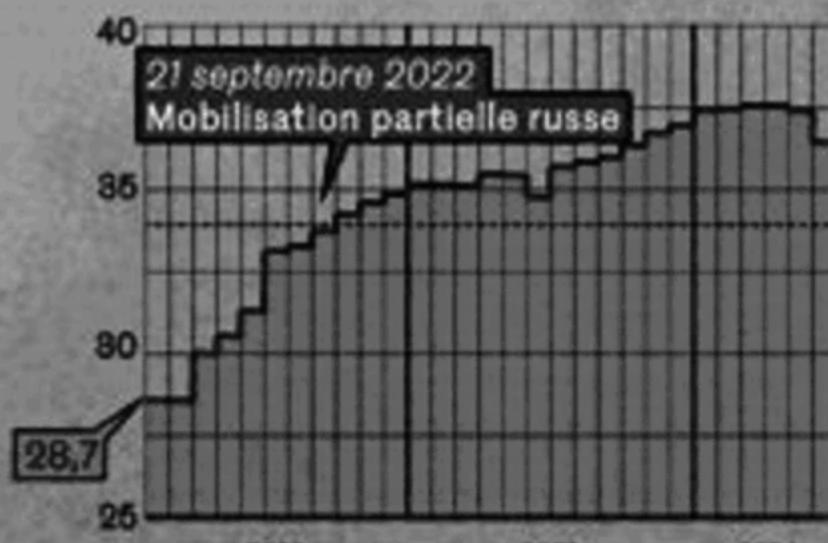
Cette base, qui confirme aussi l'importance de la consommation d'alcool et de drogues, avec des diagnostics d'*« intoxication orale aiguë par une substance inconnue »* ou *« par un liquide contenant de l'alcool »*, n'inclut ni les blessés envoyés dans les hôpitaux civils, ni ceux qui ont été soignés sur place ou évacués dans des structures sanitaires en territoires ukrainiens occupés. Pour estimer le nombre total de blessés sur l'ensemble du front, Aleksei Zhiliaev considère, comme l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau, qu'il faut multiplier les chiffres de cette base par trois. Selon le ministère de la défense britannique, les pertes russes s'élèvent actuellement à plus de 700 000 blessés et 250 000 morts.

Pour avoir emporté avec lui ces données militaires, l'ancien soldat (tenu au secret-défense) serait immédiatement arrêté s'il rentrait en Russie. *« Désertion et haute trahison, c'est la prison à vie ! »*, dit-il, tout en citant Edith Piaf : *« Non, je ne regrette rien. »* Ni sa fuite ni son engagement dans l'armée : *« Sur le front, je n'ai pas tué. Je comprends que j'appartenais à une armée d'occupation, mais j'ai sauvé des soldats. »* A Paris depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2024, Aleksei espère obtenir l'asile politique. En France, il veut poursuivre une carrière dans le secteur médical. Et, loin des macabres tableaux des morts et des blessés russes en Ukraine, *« commencer une nouvelle vie. »* ■

VICTOR DOUBOV

#### Des soldats de plus en plus âgés au fil de la mobilisation

#### Age moyen par mois



Age	Délai moyen de prise en charge	Durée moyenne des soins
Blessé le plus jeune 18 ans	3,6 jours	35 jours
Blessé le plus âgé 69 ans	après la blessure	

Nombre de blessures répertoriées par zone du corps touchée

#### Membres supérieurs

54 603

Taux de mortalité

4,8

59 177

Taux de mortalité

6

#### Thorax et dos

50 572

Taux de mortalité

6,3

#### Peau et nerfs

14 019

Taux de mortalité

7,1

#### Organes abdominaux

42 951

Taux de mortalité

8,5

#### Membres Inférieurs

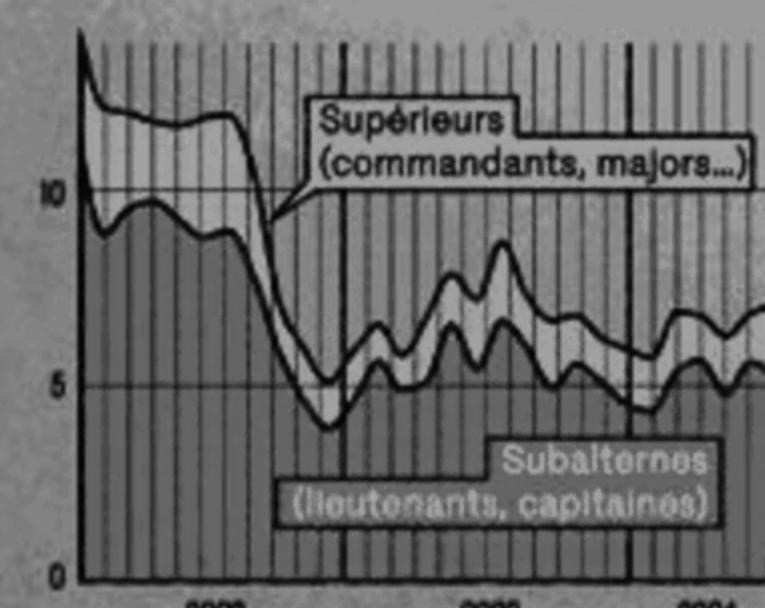
78 823

Taux de mortalité

4,7

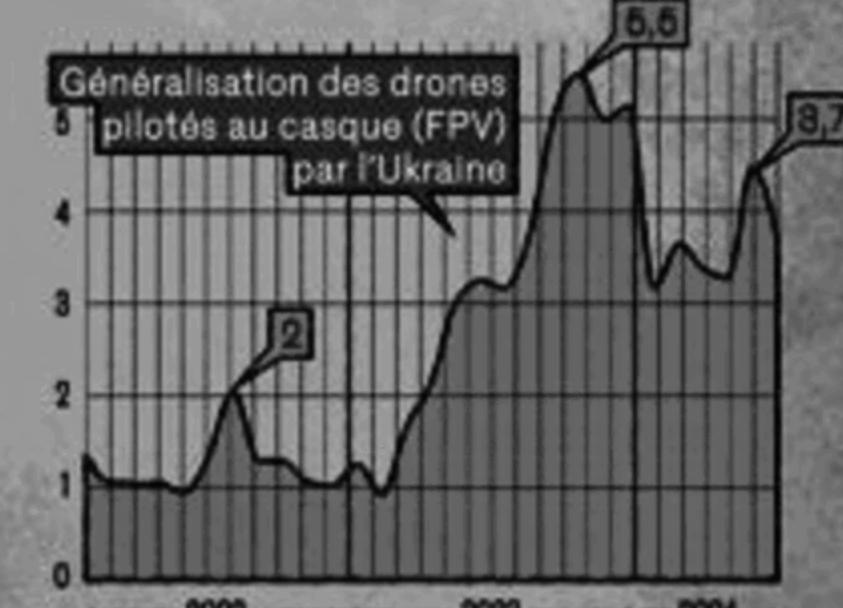
#### Les officiers en première ligne au début du conflit

#### Part des officiers parmi les blessés



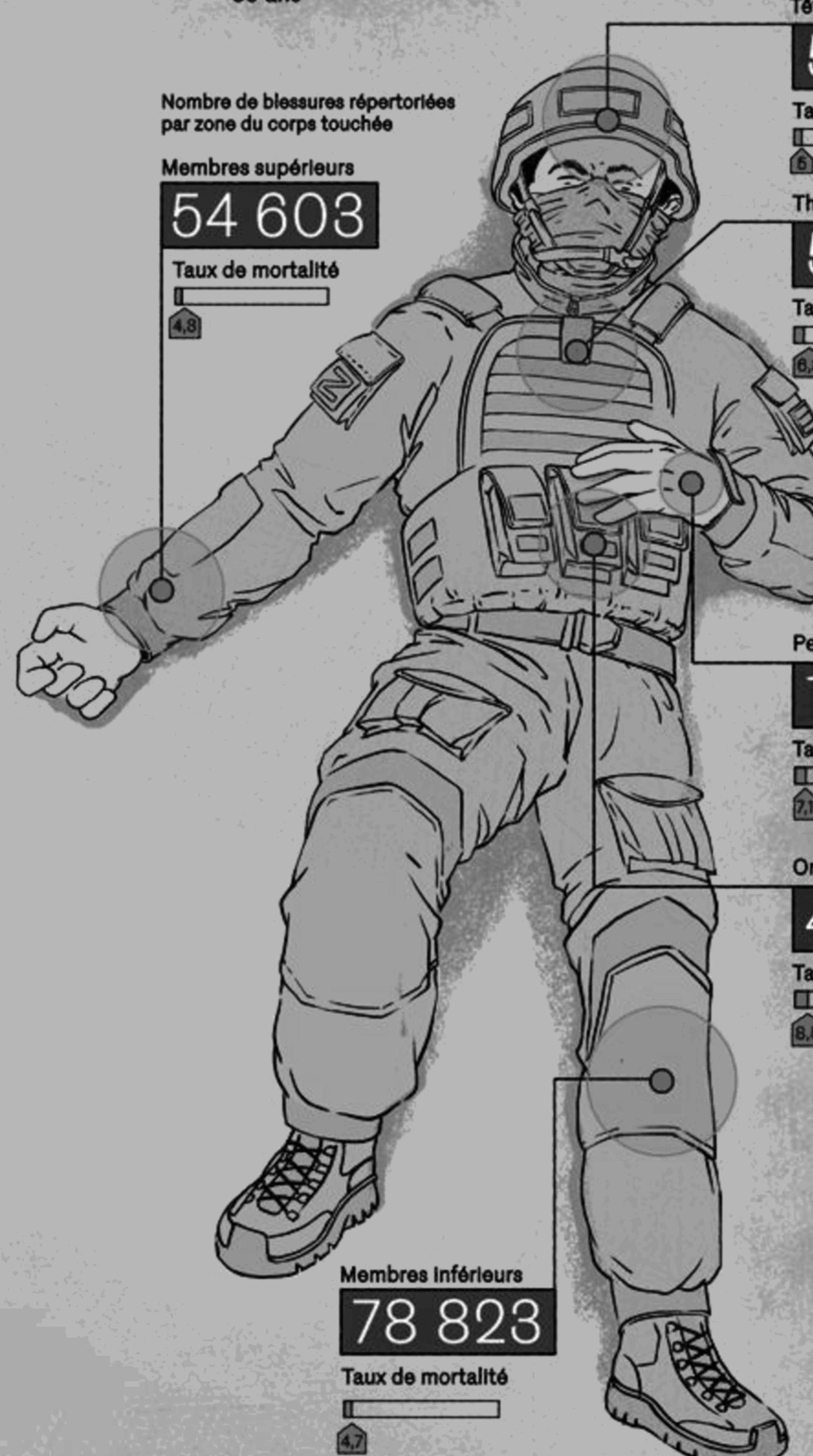
#### Des amputations, conséquence d'un usage massif des drones

#### Part de soldats amputés parmi les blessés, en %



Infographie Le Monde

Source : base de données de la direction médicale militaire du ministère de la défense russe, analysée par Le Monde



## TÉMOIGNAGES

**S**oldats russes en Ukraine, ils ont fui le champ de bataille. Ilia Veitsler, 22 ans, et Danil Arkhipov, 24 ans, figurent parmi les quelques dizaines de déserteurs qui ont trouvé refuge en Europe. «Si Poutine gagne cette guerre, il aura carte blanche pour de nouvelles offensives. Il faut le stopper! C'est aussi pour cela que j'ai déserté», explique Danil, ton déterminé mais œil hagard, autour d'un café, à Paris. «Sur le front, j'ai compris que cette invasion de l'Ukraine était un crime contre l'humanité, contre un peuple frère, alors j'ai refusé d'y participer», confie avec le même sang-froid Ilia, rencontré avec son épouse à Metz, après leur fuite à travers l'Europe.

Malgré les risques encourus, Ilia et Danil témoignent à visage découvert. Rendre public leur histoire est une délivrance psychologique. Recherchés par Moscou, ils espèrent aussi que cette publicité leur assurera une forme de sécurité. «Les agents des services spéciaux du Kremlin en Europe ciblent moins un déserteur connu qu'un déserteur caché», avancent les deux hommes.

Alors que la politique ne les intéressait guère, Ilia Veitsler et Danil Arkhipov ont été happés puis déchirés par la guerre. Ilia n'avait pas l'intention de faire carrière dans l'armée, mais le service militaire lui permettait de poursuivre des études en parallèle. Quand la Russie envahit l'Ukraine, le 24 février 2022, il se trouve depuis six mois à Kaliningrad, cette exclave russe qui, entre Pologne et Lituanie, fait office de forteresse sur la Baltique face aux pays de l'OTAN. Lui s'occupe de rédiger de simples rapports sur la consommation de carburant des véhicules militaires. Lorsque l'armée l'envoie en Ukraine, son épouse Anastasiia, très critique envers le régime de Vladimir Poutine, tente aussitôt de l'en dissuader. «Des crimes de guerre avaient déjà été commis à Boutha, se souvient-elle. Mon mari partait pour une guerre d'invasion, mais il refusait de le croire.»

Déployé dans la région de Zaporijia, le jeune homme intègre une batterie de mortiers. Non seulement il n'a pas été formé pour ce type de combat, mais ses supérieurs sont régulièrement soûls. «Les soldats en profitent pour influencer leurs décisions et ainsi éviter d'être envoyés en première ligne», assure Ilia. Il voudrait ne plus combattre, mais la peur règne : «Les réfractaires étaient enfermés dans des sous-sols.» Un coup du hasard l'éloigne de la ligne de front. Le 8 juillet 2022, Ilia est blessé à la jambe lors de l'effondrement du toit de son campement. Il est évacué pour être soigné, puis obtient un congé.

## «ACTES POLITIQUES»

Ilia cherche alors, en vain, à démissionner de l'armée. «Après avoir beaucoup réfléchi avec Anastasiia, nous sommes arrivés à la conclusion que la seule solution était de déserter», raconte-t-il. Une décision que même leurs proches ignorent. En février 2024, le couple quitte la Russie pour la Biélorussie, d'où ils s'envolent pour l'Arménie puis pour le Monténégro. Là, Ilia témoigne auprès d'experts des Nations unies, missionnés pour enquêter sur les exactions de l'armée russe. Mais dans ce pays ami de la Russie, où les services spéciaux russes sont actifs, le jeune déserteur se sent en danger. Il reprend son périple à travers la Bosnie, arrive en Croatie, où il dépose une première demande d'asile politique, poursuit en Hongrie. Le 28 décembre 2024, il prend un vol Budapest-Paris.

Dans sa fuite, Ilia a bénéficié du soutien de l'organisation antiguerre basée en Géorgie Idite Lesom («passe par la forêt», littéralement en russe, une expression idiomatique qui signifie aussi «va te faire voir»), qui aide les déserteurs russes. A ce jour, 800 soldats ont quitté le pays grâce à elle. Pour chacun d'entre eux, Idite Lesom a vérifié l'authenticité des informations, personnelles et militaires – *Le Monde* n'a parlé qu'à des déserteurs identifiés par cette organisation.

Ilia et Anastasiia espèrent obtenir le statut de réfugiés, mais se heurtent au «règlement de Dublin». Au sein de l'Union européenne, cette procédure stipule qu'un seul Etat a la responsabilité d'examiner une demande d'asile. Dans le cas du couple russe, il s'agit de la Croatie, où a été déposée leur première requête. En vertu du règlement de Dublin, Ilia et Anastasiia risquent donc d'être expulsés vers Zagreb. «Trop risqué! La Croatie accorde très peu l'asile politique», s'angoisse le jeune homme. Il redoute de se retrouver face à un



Danil Arkhipov, à Paris,  
le 18 mars. LEONID STEIN POUR «LE MONDE»

## « Nous, soldats russes, sommes arrivés à la conclusion que la seule solution était de déserter »

Deux anciens soldats de l'armée russe racontent leur expérience en Ukraine et les raisons qui les ont poussés à quitter leur pays malgré les risques encourus. Ils ont trouvé refuge en France

dilemme : repartir en Croatie ou demeurer illégalement en France. Des ONG antiguerre qui agissent en coulisse, car une partie de leurs membres sont encore en Russie, exhortent le gouvernement français à leur accorder l'asile. Selon le règlement de Dublin, un Etat membre peut en effet traiter une demande qui ne relève pas de sa compétence dans certains cas exceptionnels. Les désertions, argument ces associations, sont avant tout des «actes politiques», qui peuvent avoir des répercussions dans l'armée russe en incitant d'autres soldats à suivre cet exemple, et ainsi «affaiblir de l'intérieur la guerre de Poutine».

Ilia et Anastasiia espèrent bénéficier ainsi de cette protection humanitaire. Dans l'attente des suites de leur procédure d'asile, ils sont logés près de Metz et vivent grâce aux 300 euros mensuels qu'ils perçoivent de l'Etat français. Ils multiplient les démarches administratives, apprennent le français, font un peu de tourisme. Le déserteur a aussi entamé une psychothérapie, «pour vaincre la peur, le stress et le sentiment de vide immense». Il prend des somnifères pour lutter contre ses insomnies. Les récentes déclarations du président Emmanuel Macron au sujet de la «menace existentielle» russe lui donnent un peu d'espoir : «S'il suit cette logique jusqu'au bout, Macron devrait accorder l'asile politique à des gars comme nous. Mais il peut aussi ne pas faire ce qu'il dit, et nous resterons de petites gens oubliées.»

Danil Arkhipov, lui aussi, vit avec les réminiscences des horreurs du front et le stress causé par la guerre. «Dans mes pires cauchemars, mes anciens officiers me retrouvent et m'arrêtent», confie le déserteur, arrivé à Paris le 16 février, au terme d'un périple à travers quatre pays après son départ de Russie. «Je ne retournerai jamais là-bas», insiste Danil, en montrant sa main droite à laquelle manque son auriculaire. Son doigt a été amputé à la suite d'une blessure auto-infligée.

### « SUR LE FRONT, J'AI COMPRIS QUE CETTE INVASION DE L'UKRAINE ÉTAIT UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ, CONTRE UN PEUPLE FRÈRE »

ILIA VEITSLER, 22 ANS

Une mutilation pour sauver sa vie. C'était le 11 août 2023, lors de la bataille de Bakhmout, que les hommes avaient surnommée le «hachoir à viande». A l'abri des regards, dans la forêt, Danil a dégoupillé une grenade qu'il a serrée dans sa main. «La blessure provoquée par l'explosion faisait horriblement mal, même les antidouleurs n'y pouvaient rien, mais je me suis senti libre, se souvient-il. Chaque semaine, l'un de mes camarades se blesse intentionnellement. Les officiers qui devaient la manipulation les envoyait au trou, puis les renvoient au combat, vers une mort certaine.» Danil sait qu'il a de la chance. Après sa blessure, il avait été évacué vers Louhansk, puis à l'hôpital de Rostov-sur-le-Don. Dans son téléphone portable, il avait tout noté, tout documenté, mais il a perdu l'appareil dans sa fuite. Aujourd'hui, il peine à remettre par écrit ses souvenirs.

### « JE N'AI PAS TUÉ »

Après avoir été soigné pour sa main, Danil a droit à un mois de repos. Il en a profité pour rentrer chez lui, à Norilsk. C'est dans cette cité minière du Grand Nord sibérien, située à 350 kilomètres au-dessus du cercle Arctique, qu'il avait reçu l'ordre de mobilisation, en septembre 2022. A l'époque, il était électricien. Si des milliers de jeunes Russes mobilisés ont réussi à se cacher ailleurs dans le pays, il est impossible d'échapper au recrutement dans la ville isolée et surveillée de Norilsk. «Je ne voulais pas me battre, j'étais contre la guerre, mais je n'avais pas d'autre choix», résume Danil.

Après une formation militaire rudimentaire, il a été envoyé se battre à Kherson, puis à Zaporijia, près de la centrale nucléaire. Et enfin à Bakhmout. «J'ai tiré, mais je n'ai pas tué. Même pour me défendre, je ne l'aurais pas fait», assure-t-il. Le jeune homme se remémore ces neuf mois de «combat sans interruption», de l'angoisse d'être la cible d'un drone. Et décrit un terrain dénudé aux allures

de cratère, jonché de cadavres envahis de mouches, d'une odeur insoutenable.

Sur le front, la peur est omniprésente. «Le réveil sans intimité, sans amis, sans choix, relate Danil. Les combats où la propagande n'a plus sa place. Il y avait bien quelques «patriotes» zélés, mais la plupart d'entre nous ne croyaient pas aux explications officielles, ne considéraient pas l'Ukrainien comme un ennemi. Nos commandants se bornaient à donner des ordres, sans s'encombrer de slogans politiques. Pour nous forcer à continuer, ils employaient la menace, l'intimidation : «Si tu n'y vas pas, on te mute dans un bataillon encore pire.» Notre espoir c'était d'être blessés pour être évacués.» Certains s'en sont sortis grâce à leurs relations, d'autres grâce à l'argent. «A l'hôpital, en échange de la garantie d'être évacué, ils peuvent te réclamer une partie de ta compensation de blessé : bien sûr, comme personne n'a de cash, il faut leur donner ton numéro de carte bancaire et ton code secret», révèle Danil.

Après sa blessure auto-infligée, Danil se planque : «D'une cache à l'autre, à travers la Russie, il fallait ruser.» Puis il s'enfuit en Arménie avec l'aide de l'organisation Idite Lesom. A Erevan, une avocate des droits humains réussit à lui faire obtenir un passeport russe, synonyme de porte de sortie hors des pays de l'ex-URSS. Il prend un vol pour une destination lointaine, avec escale à Paris. C'est ainsi qu'il est arrivé en France, persuadé qu'«aucun autre pays n'acceptera d'étudier [sa] demande».

Depuis, il vit à Paris, avec 200 euros mensuels d'allocation de demandeur d'asile. Pour sa blessure, il avait reçu 3 millions de roubles (environ 30 000 euros) de compensation sur son compte bancaire. Une partie de cette somme, qu'il avait pu retirer en liquide, a été dépensée en billets d'avion. Le reste a été bloqué dès que l'armée a compris qu'il avait pris la fuite. Aujourd'hui, Danil est installé dans un logement social de la région parisienne et prend des cours de français : «Un environnement en paix, mais sans repères.»

Danil Arkhipov et Ilia Veitsler disent se sentir en sécurité en France, qu'ils considèrent comme «la destination la plus sûre». «Il est impossible de se rendre au Royaume-Uni, et des exilés politiques russes ont été assassinés en Allemagne et en Espagne», rappelle Danil. «C'est en France que je voulais aller dès le départ, car j'avais appris que six déserteurs avaient réussi à rejoindre ce pays en passant par le Kazakhstan, à l'automne 2024, et qu'ils avaient pu y déposer une demande d'asile», ajoute Ilia. Les responsables d'Idite Lesom confirment que l'histoire de ces six déserteurs avait encouragé d'autres soldats russes à fuir. Leur organisation avait été ensuite très sollicitée.

Danil et Ilia affirment que nombre de soldats rêvent de déserter mais restent sur le front, car l'armée les tient, financièrement et psychologiquement. «En Russie, déserter, c'est la honte», préviennent les deux hommes, qui encourtent, dans leur pays, une peine de prison entre cinq et quinze ans. «Mais nous avons fait le bon choix, insistent-ils. Là-bas, les autres doivent savoir qu'il est possible de fuir.» ■

VICTOR DOUBOV

**Le Monde**  
Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes soit par e-mail : carnet@mpublicite.fr (en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDLK) soit sur le site : https://carnet.lemonde.fr**

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

**carnet@mppublicite.fr**  
**https://carnet.lemonde.fr**

**AU CARNET DU «MONDE»**

**Anniversaire de naissance**

Bel anniversaire,

**Lina !**

Pour tes dix-huit ans, *Le Monde* s'ouvre à toi.

Avec tout notre amour et notre infinie tendresse.

**Mariage**

Avant la fin de ce jour,

**Amélie HOBLINGRE et Renaud BARBARAS**

auront solennisé leur amour et célébré leur union en présence de leurs proches.

Que ceux-ci en soient remerciés.

**Décès**

Essert (Belfort), Saint-Apollinaire-de-Rias (Ardèche).

Annie Ackermann, son épouse, Claire-Lise Ackermann et François Chédéville, sa fille et son gendre, Frédérique Ackermann et Yannick Roux, sa fille et son gendre, Pierre-François Ackermann et Delphine Delahaye, son fils et sa belle-fille, Agathe, Esther, Clément, Manon et Soënn, ses petits-enfants, Claude-Hélène Ternamian, sa sœur, Michèle et Paul Contamine, sa sœur et son beau-frère, Michèle Darmet-Wintergerst, sa belle-sœur, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Barrand, Legros et Dupond, ont la tristesse de faire part du décès de

**M. Jean-François ACKERMANN**, professeur agrégé de Lettres modernes, ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, ancien professeur de classes préparatoires aux lycées Condorcet et Courbet de Belfort,

survenu à Nîmes, le 19 mai 2025, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 28 mai, à 15 heures, au Temple de Vernoux-en-Vivarais (Ardèche), suivie de l'inhumation, au cimetière de Saint-Apollinaire-de-Rias.

Ni fleurs ni couronnes ni plaques.

La famille remercie le service de réanimation médicale du CHU de Nîmes pour leur accompagnement.

Caluire-et-Cuire.

Béatrice Bernoux, Pierre et Hélène Bernoux, Lucie, Camille, Noé, Delphine et Lionel Nguyen Van Thé, Clémentine, Simon, Adèle, Laure et Samuel Richer, Baptiste, Nathan,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Philippe BERNOUX**, sociologue,

survenu le 19 mai 2025, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

Une cérémonie aura lieu en l'église Sainte-Bernadette, à Caluire, le lundi 26 mai, à 10 heures.

famille.bernoux@wanadoo.fr

Lyon.

Les membres du Centre Max Weber ont eu l'immense tristesse d'apprendre le décès de leur ami et collègue, pendant de longues années,

**Philippe BERNOUX**, sociologue du travail, DR CNRS, fondateur du GLYSI,

Ils transmettent leurs condoléances à sa famille.

Elisabeth Chauvin, son épouse,

a la douleur de faire part du décès de

**M. Jacques CHAUVIN**, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 16 mai 2025, dans sa cent unième année, en sa résidence genêvoise.

L'incinération a eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Sabine Dollé, née Forestier, son épouse,

Odile, Joëlle, Cécile, Alain, ses enfants,

Alexandra,

sa belle-fille,

Ses petits-enfants

et leurs conjoints,

Ses arrière-petits-enfants,

ont la tristesse d'annoncer que

**Claude DOLLÉ**

s'est éteint le 19 mai 2025, chez lui, à Paris, entouré des siens.

Une cérémonie aura lieu le lundi 26 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à l'arrière-chœur, place Saint-Sulpice, Paris 6<sup>e</sup>.

L'enterrement se tiendra à 16 h 30, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgard-Quinet, Paris 14<sup>e</sup>, division 12.

Thierry et Florence Lorey, Delphine, Alexandre et Estelle, son fils, sa belle-fille et ses petits-enfants,

Les familles Lorey et Catrice, Ses frères et sœurs,

Ses beaux-frères et belles-sœurs,

Ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Antoinette LOREY**, née CATRICE, ancien directeur de recherche au CNRS,

survenu à Paris, le 17 mai 2025,

à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée le vendredi 23 mai, à 11 heures, en la chapelle Saint-Louis de l'École militaire, 13, place Joffre, Paris 7<sup>e</sup>.

Une bénédiction sera donnée au cimetière d'Aspet (Haute-Garonne), suivie de l'inhumation aux côtés de son mari

**Marc LOREY**

et de leur fils

**Bertrand.**

Thierry Lorey, 7 bis, rue Pierre-Curie, 33400 Talence.

Montainville. Saint-Maur-des-Fossés.

Mme Anny Nicolas, son épouse, Benoît, Aurélie, Adrien, ses enfants,

Nejma,

sa belle-fille,

Joseph, Léo, Brune,

ses petits-enfants

Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Bernard NICOLAS**,

survenu le 20 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 28 mai, à 10 h 30, en l'église de Montainville, suivie de l'inhumation, à 14 heures, au cimetière La Pie de Saint-Maur-des-Fossés.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

PF Denèque Voves,

Tél. : 02 37 99 03 03.

Suzanne Sullivan, son épouse,

Flore, Constance et Jérôme, ses enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**Pierre SULLIVAN**, philosophe, écrivain, maître de conférences en psychologie, psychanalyste,

survenu à l'âge de soixante-seize ans.

Un hommage lui sera rendu le lundi 26 mai 2025, à 15 h 30, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Ceux qui l'ont connu et aimé garderont en mémoire sa pensée libre, son regard bienveillant, et la passion qu'il a su transmettre tout au long de sa vie.

Un don à la recherche sur la maladie de Lyme peut être fait en sa mémoire : <https://aqml.ca/>

Gif-sur-Yvette.

Arnaud Ducruix, son compagnon de toujours,

Céline et Julie, ses filles et leurs beaux-fils, Sylvain Couty, Thomas Chevallier,

Matias, Timothée, Antoine, Éloïse et Manon, ses petits-enfants,

Michelle Thierry, Alexandra Thierry, sa sœur et nièce,

Annie Ducruix, Chantal Ducruix, Catherine Ducruix, ses belles-sœurs,

Les familles Bessy, Bury, Ducruix, et Musial,

Ses amis et collègues,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Josiane THIERRY**, chercheuse au CNRS (1973-2012) et amoureuse de la nature et de la culture,

survenu le 29 avril 2025, à la maison médicale Jeanne Garnier, Paris 15<sup>e</sup>, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques se sont déroulées le 12 mai, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>, puis au cimetière de Gif-sur-Yvette (Essonne) pour le dépôt de l'urne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Mme Monique Versini, Ses filles Et ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

**M. Bernard VERSINI**,

survenu le 18 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 27 mai, en l'église de Saint-Louis, Paris 4<sup>e</sup>, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu le 28 mai, à l'ancien cimetière de Crest (Drôme), à 15 heures.

**Souvenirs**

Fête des mères.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1979, s'éteignait de la maladie de Charcot,

**Yvette, Marie ALBUS**, épouse VEYRUNES.

Colette, Reine Marguerite, sa fille.

Société éditrice du «Monde» SA  
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus  
Directeur du «Monde», directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio  
Directrice de la rédaction Caroline Monnot  
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmauelle Chevallerau, Alexis Delcampe, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga  
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann  
Directrice déléguée aux relations avec les lecteurs Gilles van Koten  
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautherot, Michel Guérin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)  
Infographie Delphine Papin  
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte  
Secrétaire générale de la rédaction Sébastien Carganico  
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

**Le Monde**

**Abonnement Week-end + numérique**

**14,90 €/mois**  
la première année



> Chaque week-end : 2 quotidiens + tous les suppléments  
+ M le magazine du Monde.  
> L'accès à tous les contenus numériques sur le site et l'application.

**Abonnez-vous en ligne : [abo.lemonde.fr/MWMPA](http://abo.lemonde.fr/MWMPA)**

**Bulletin d'abonnement**

à compléter et à renvoyer à : **Le Monde - Service Abonnements - A1100 - 62066 Arras Cedex 9.**

**OUI je m'abonne un an et je règle par prélèvement automatique : 14,90 €/mois**  
et je complète le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous.

Email : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

Tel : \_\_\_\_\_

**IMPORTANT : merci de préciser votre adresse e-mail afin de recevoir la confirmation de votre abonnement.**

Je souhaite être informé par voie numérique des offres du Monde.  Je souhaite être informé par voie numérique des offres des partenaires du Monde.

**MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA**

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez la Société éditrice du Monde à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte conformément aux instructions de la Société éditrice du Monde. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Référence unique du mandat (RUM) \_\_\_\_\_

Sera rempli par la Société éditrice du Monde

**NOM DU TITULAIRE DU COMPTE**  M.  Mme

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

**TYPE DE PAIEMENT PAIEMENT RÉPÉTITIF**

</div

Dans son livre « Un historien à Gaza », à paraître mercredi 28 mai aux Arènes, Jean-Pierre Filiu raconte son séjour de trente-deux jours, du 19 décembre 2024 au 21 janvier 2025, au sein de l'enclave palestinienne. Un témoignage rare, dont « Le Monde » publie des extraits en avant-première

« Je suis à peine de retour à Gaza que me submerge déjà la tragédie de ce territoire assiégié »

*« Rien ne me préparait à ce que j'ai vu et vécu à Gaza. Rien de rien. De rien. » Ainsi débute l'ouvrage de l'historien Jean-Pierre Filiu, récit des semaines passées dans la bande de Gaza au sein d'une équipe de Médecins sans frontières, en partie cantonnée à la « zone humanitaire » dans le centre et le sud de l'enclave, entre décembre 2024 et janvier 2025. Ce spécialiste du Proche-Orient se rend régulièrement à Gaza depuis les années 1980. En complément de son témoignage direct des ravages et des souffrances causés par la guerre déclenchée après l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, il propose une mise en perspective historique du conflit entre Israël et ce territoire occupé ou sous blocus depuis sa conquête en 1967. Un récit d'autant plus nécessaire que les autorités israéliennes interdisent à la presse étrangère l'accès à l'enclave. Qu'il s'achève sur les images de liesse lors de la trêve déclarée le 19 janvier rend plus déchirants les espoirs de paix, rompus par le blocus humanitaire décidé par l'Etat hébreu le 2 mars et la reprise des bombardements israéliens le 18 mars. Extraits.*

Le ciel est couvert le lendemain matin, avec des averses intermittentes, tandis que je repars vers Khan Younès, cette fois par la route côtière. De part et d'autre, les tentes se succèdent sur des kilomètres, certains déplacés ayant planté leurs abris de fortune sur la plage, bravant les burrasques et les rouleaux. Des enseignes surnagent, annonçant un salon de coiffure, une cafétéria ou une boutique aux noms d'autant plus alléchants qu'ils ne masquent que le manque. (...)

Dès le premier contact, les souvenirs de tant d'épreuves endurées débordent, dominés par l'invocation du foyer perdu, là-bas, ailleurs, dans les zones de combat et d'occupation, au nord, au centre, au sud, jusqu'à se retrouver parqués dans ce qui n'était auparavant qu'un immense terrain vague. On me raconte les morts, les disparus, les dépouilles toujours ensevelies sous les décombres, les fuites affolées, la peur au ventre, en serrant contre soi les enfants, les déplacements une fois, deux fois, dix fois, la douleur et la perte, le deuil et l'horreur. J'avais compris depuis longtemps que la Gaza que j'avais connue et arpентée n'existaient plus. Maintenant je le sais. Et il me reste un mois pour appréhender une réalité aussi poignante.

En cette fin de 2024, les évaluations par l'ONU de la catastrophe humanitaire donnent le tournis : 87 % des bâtiments d'habitation (soit 411 000) ont été détruits totalement (141 000), sévèrement ou partiellement (270 000). Plus de 80 % des commerces et deux tiers du réseau routier sont hors d'usage. 1,9 million de femmes, d'hommes et d'enfants ont dû fuir d'une à dix fois, une enquête menée auprès des 800 employés locaux de MSF livrant une moyenne de cinq déplacements consécutifs. Mais, derrière les données patiemment collectées par les organisations humanitaires, il y a la réalité des décharges à ciel ouvert où grouillent des enfants nu-pieds. Il y a les tentes de plastique qui vacillent sous le vent et la pluie, avec un simple balai pour soutenir l' ersatz de plafond et écluser les fuites à répétition. Il y a les trous creusés dans le sable en guise de sanitaires, avec une sommaire cloison de bâches pour préserver une illusion d'intimité. Il y a les puits domestiques forés à l'arrache au coin de la tente. Il y a la puanteur des cloaques de boue stagnante que l'humidité persistante interdit d'assécher.

[Le jour de Noël] je pénètre dans Khan Younès en passant entre l'hôpital de campa-

gne jordanien et un cimetière ouvert à tout vent. (...) Encore un virage, et un panorama s'offre à moi de ce qui fut Khan Younès. Et là, je chavire à la recherche de repères aujourd'hui pulvérisés, vacillant entre les cratères béants et les amoncellements de décombres. J'ai beau avoir fréquenté par le passé quelques théâtres de guerre, de l'Ukraine à l'Afghanistan, en passant par la Syrie, l'Irak et la Somalie, je n'ai jamais, au grand jamais, rien expérimenté de similaire. (...) Et je comprends mieux pourquoi Israël interdit à la presse internationale l'accès à une scène aussi bouleversante. Alors je préfère me raccrocher aux éclats de vie qui surmagent d'un tel naufrage. Des fillettes, cartable au dos, surgissent du fond d'une venelle, où elles restent scolarisées dans un établissement soutenu par le sultanat d'Oman. Un rescapé, la tête fichée au milieu des gravats, préserve la décence de son abri en vidant un seau de déchets sur le seuil de sa « porte ». Une famille a trouvé refuge à l'étage d'un immeuble défiguré, avec son linge qui sèche sur un balcon branlant. Des tentes jettent des taches de couleur verte, bleue et rouge dans cet environnement de cendre. (...) Et si l'hôpital Dar Essalam, la « maison de la paix », se dresse encore de toute sa hauteur, il ne subsiste de lui qu'une carcasse vide et ravagée, calcinée de l'intérieur. Ci-gît la ville de Khan Younès en ce jour de Noël.

#### La survie

[Après de fortes pluies,] il faut ferrailier sur tous les fronts, rafistoler les toiles des tentes, combler les fuites généralisées, réparer les poteaux sur lesquels reposent les fragiles demeures. Les hommes taisent leur fatigue et leur peine, mais une véritable grand-mère, grelottant dans un châle usé, prend le ciel à témoin qu'elle

n'a « jamais eu aussi froid, jamais eu aussi faim ». Une femme, trempée de la tête aux pieds, pleure sur ses matelas gorgés d'eau et jure qu'elle est prête à ne plus rien manger : « Nous ne voulons plus de nourriture, nous voulons juste être au sec. » (...)

Pendant que l'eau du ciel dévaste à l'aveugle, il faut quand même cueillir l'eau potable de la consommation quotidienne. On se presse autour des points de distribution, avec des jerricans de 5, 10 et 25 litres, en plastique transparent, jaune ou bleu. Certains apportent des cuvettes ouvertes, des bidons de tôle et des récipients en tous genres, quitte à renverser un peu du précieux liquide, sous les sarcasmes de l'assistance. (...)

Une telle désolation en ferait oublier que Gaza a été durant des millénaires une oasis réputée pour la richesse de sa végétation et la douceur de son climat. (...) C'est l'occupation de 1967 qui fait basculer les ressources hydrauliques de Gaza sous la coupe d'Israël, avec d'abord l'implantation de Mekorot, la compagnie nationale des eaux de l'Etat hébreu, puis le détournement vers les colonies de peuplement. Celles-ci ont beau n'accueillir que quelques milliers de colons plutôt radicaux, elles accaparent un quart des terres de l'enclave et une allocation disproportionnée de l'eau. La politique de la terre brûlée qui marque le retrait unilatéral de 2005 interdit à la population de Gaza de profiter des infrastructures établies au profit des colons. L'armée israélienne veille à maintenir l'ensemble du territoire sous son étroite dépendance, un état qui se resserre en 2007 après la prise de contrôle par le Hamas et l'instauration d'un blocus rigoureux. (...) A la veille du conflit en cours, l'allocation quotidienne en eau dans la bande de Gaza est d'environ 80 litres par personne, trois fois moins qu'en Israël. Elle a chuté, en ces derniers jours de 2024, à 9 litres par personne et par jour, dont seulement 2 litres d'eau potable.

#### Le Hamas

[Yahya] Sinouar [tué par l'armée israélienne le 16 octobre 2024, à Rafah] est le premier chef du Hamas à concentrer entre ses mains la direction à la fois politique et militaire du mouvement. Il entérine, en mai 2017, un programme qui envisage un Etat palestinien sur les seuls territoires occupés par Israël un demi-siècle plus tôt. Sinouar continue de refuser toute négociation avec Israël, se bornant à ne pas interdire à [Mahmoud Abbas] le président de l'Autorité palestinienne (AP) de mener de tels pourparlers et à accepter par avance les conclusions. La clause est de pur style, [Benyamin] Nétanyahou [le premier ministre israélien] ayant depuis longtemps réduit les échanges avec l'AP à la simple « coopération sécuritaire », avant tout contre le Hamas. Sinouar est bien conscient de la rancœur que suscitent, chez les habitants de Gaza, l'arbitraire, la brutalité et le népotisme du Hamas. Il n'en est que plus inquiet du calendrier électoral que des formations indépendantes du Fatah comme du Hamas ont réussi à leur imposer. Un scrutin législatif, en mai 2021, est censé être suivi, deux mois plus tard, par une élection présidentielle à laquelle le Hamas ne présentera pas de candidat. Mais Abbas suspend l'ensemble du processus en avril 2021. Les Etats-Unis et l'Union européenne, plutôt que de s'insurger contre ce déni de démocratie, sont soulagés d'avoir évité une éventuelle victoire islamiste en Cisjordanie. Peu leur importe à l'évidence que la population de Gaza soit alors prête à renverser dans les urnes le gouvernement du Hamas. C'est que le monde entier s'est accoutumé à ne considérer la bande de Gaza qu'au prisme du blocus, quitte à l'aménager de manière plus ou moins « humanitaire ». (...)

[Fin 2024, le gouvernement israélien] reste tirailleur entre des militaires qui estiment

R

edécouvrir Gaza dans la nuit de la guerre est déjà troublant. Mais ce sont des zones ravagées qui émergent de l'ombre à mesure de l'avancée du convoi [des humanitaires, coordonné avec l'armée israélienne]. Un paysage dantesque dont seuls se distinguent des éclats vite engloutis par l'épaisse noirceur. Une litanie de ruines plus ou moins amassées, plus ou moins effondrées qui défilent sans trêve jusqu'à acquérir la consistance d'une séquence continue d'épouvante. Ici c'est un pylône abattu aux branches tordues, là c'est une maison éventrée, plus loin un immeuble écroulé. Le convoi progresse à l'allure la plus vive que lui permet la chaussée défoncée. (...) Les radios crépitent de Jeep à Jeep des messages rassurants. Jusqu'ici tout va bien, relaient-ils en écho. L'invisible ligne de front a été franchie, affirment-ils. La zone d'attaque des pillards [qui s'en prennent régulièrement aux convois d'aide] est elle aussi bien-tôt dépassée, constatent-ils, sans masquer leur soulagement.

Il est près de minuit quand j'entends des témoignages poignants de la tragédie en cours à Beit Lahia, tout au nord de l'enclave, pratiquement coupée du monde depuis le début du mois d'octobre 2024. L'expression de nettoyage ethnique ne semble pas excessive pour qualifier l'expulsion méthodique de la population, la destruction tout aussi méthodique des bâtiments et le ciblage des derniers lieux de vie organisés que sont les hôpitaux. Je suis à peine de retour dans la bande de Gaza que me submerge déjà la tragédie de ce territoire assiégié.



**UN HISTORIEN À GAZA**  
de Jean-Pierre Filiu,  
Les Arènes,  
224 pages, 19 euros

avoir depuis longtemps atteint leurs objectifs et des suprémacistes qui prônent un cor et à cri la recolonisation de l'enclave, un scénario de cauchemar pour l'état-major israélien. Vue de Gaza en ce 2 janvier 2025, une telle impasse ne peut que faire le jeu du Hamas. Les ravages infligés à la bande de Gaza ont littéralement décimé la classe moyenne, ainsi que les milieux intellectuels, artistiques et universitaires qui, je peux en témoigner sur la durée, nourrissaient une distance critique, voire une contestation multiforme de la domination du Hamas. L'alternative de la société civile à la mainmise islamiste a tout bonnement sombré dans la mer des camps de tentes. La survie au jour le jour a renforcé la dépendance des foyers envers leur clan de rattachement, mais chacun de ces clans poursuit ses intérêts localisés et s'avère incapable de s'allier à d'autres clans pour constituer un contrepoids sérieux au Hamas.

Les acteurs hors sol [du] Fatah pèsent relativement peu face à l'appareil, même résiduel, du Hamas. Certes, le mouvement a été décapité avec l'élimination par Israël [du chef politique du Hamas] Ismaïl Haniyeh, en juillet 2024, à Téhéran, puis de Sinouar. Quant aux brigades [Ezzedine Al-Qassam], aux effectifs estimés entre 25 000 et 30 000 combattants en octobre 2023, elles ont subi des pertes considérables. Mais le chiffre de 17 000 tués, martelé par la propagande israélienne, n'a pas grand sens ; [il] permet en outre d'affirmer que les « terroristes » représenteraient un tiers des victimes à Gaza, soit une proportion « raisonnable », voire « humanitaire », de deux tiers de morts civiles. La compilation des sources israéliennes elles-mêmes aboutit en fait à un bilan d'environ 8 500 « militants » tués. Et c'est sans compter les nouvelles recrues que la soif de vengeance attire massivement vers les brigades Qassam. Israël a en outre une définition extensive des « terroristes » du Hamas qui inclut les dirigeants politiques, les cadres administratifs et les policiers.

### Les profiteurs de guerre

Il est 2 h 30 du matin, le 4 janvier 2025, lorsque je suis réveillé par d'intenses échanges de tirs. L'accrochage se déroule à quelques centaines de mètres, sur la côte, entre la limite méridionale de la « zone humanitaire » et la frontière égyptienne. Cela fait déjà trois semaines que l'armée israélienne ratisse méthodiquement ce « bloc » qui porte le numéro 2360 dans sa nomenclature de la bande de Gaza. Elle en a progressivement chassé la population qui s'y était réfugiée (...). Cette nuit est claire et les quadrioptères israéliens peuvent de nouveau entrer en action. Leur cible est l'escorte de sécurité d'un convoi de 74 camions d'aide humanitaire affrété par l'ONU.

[Après le pillage de plusieurs convois humanitaires en décembre,] l'armée israélienne a pourtant imposé cet itinéraire qui, à partir de Kerem Shalom [point de passage entre Israël et la bande de Gaza], suit le « corridor de Philadelphie » de la frontière égyptienne, avant de remonter le long de la côte. (...) Les Nations unies accusent Israël d'avoir « lancé

un drone sur un véhicule de la communauté locale qui assurait la protection d'une partie du convoi ». Une telle frappe ne peut qu'encourager les pillards qui se heurtent eux-mêmes à la sécurité du convoi, tandis que des habitants, attirés par le vacarme, se précipitent pour s'emparer d'une partie du butin. Le bilan est de 11 tués, 5 par l'armée israélienne et 6 dans les échanges de tirs inter-palestiniens. Cinquante camions sur 74 sont finalement pillés, certaines marchandises se retrouvant sur le marché de Mawassi dès le lendemain matin, évidemment au prix fort. (...) Ces pillages, de plus en plus fréquents et de mieux en mieux organisés, en disent long sur la désintégration de l'ordre public dans la bande de Gaza. (...)

Les militaires israéliens prennent acte de leur incapacité à promouvoir une alternative clanique au Hamas et décident de miser plus ou moins ouvertement sur le crime organisé. La figure-clé de cette manœuvre est un membre jusque-là mineur d'une famille de Rafah, Yasser Abou Shebab, que le Hamas a emprisonné par le passé du fait, déjà, de ses différents trafics. Mais la protection israélienne permet à Abou Shebab d'étendre substantiellement ses activités et de débaucher, dans d'autres clans, une centaine de fidèles prêts à tout, souvent des reçus de justice. Ce qu'il faut bien appeler un gang opère sous les yeux de l'armée israélienne, peu après le passage de Kerem Shalom, et il est doté d'armes flamboyantes neuves, un indice irréfutable de sa collaboration avec les occupants. (...)

Durant le mois d'octobre 2024, ce sont 40 % des camions d'aide internationale qui sont pillés, peu après leur entrée par Kerem Shalom. A deux reprises, les 8 et 15 octobre, des drones israéliens ciblent les escortes des convois, tout en épargnant les pillards, qui n'hésitent pas à brutaliser, voire à tuer les chauffeurs. Ce cercle vicieux du crime organisé aboutit à une hausse spectaculaire du prix des produits de première nécessité sur les marchés de Gaza, ce qui encourage en retour la participation de simples civils aux pillages organisés. (...) Dès le 18 novembre 2024, le Hamas riposte en tuant au moins vingt hommes de main d'Abou Shebab, dont son propre frère. Les autorités locales déclarent que cette opération contre les « gangs de voleurs » a été menée par « les forces de sécurité en coopération avec les conseils des clans ». (...)

Au fil de mes années à séjourner régulièrement à Gaza, j'ai recueilli de nombreux récits de dépossession et de fuite, de bombardements et de blessures. Mais jamais on ne m'a confié tant d'histoires de pillages avec un tel luxe de détails sordides. Chaque jour de cette fin de 2024 m'apporte son lot de bandes prenant d'assaut des convois humanitaires, de barrages improvisés par des coupeurs de routes, d'enfants s'accrochant aux camions pour en dérober un sac de farine ou deux. (...) Les bombardements israéliens ont permis à des milliers de délinquants de s'évader des prisons éventrées. Leur brutalité de prédateurs est leur meilleur atout dans l'affondrement de Gaza. (...)

Les tabous chutent les uns après les autres dans une société jusque-là aussi conservatrice que protectrice. Les femmes, très majoritairement voilées, laissent leur traditionnel sac à main à la maison pour ne plus porter qu'un modeste sac à dos, moins vulnérable aux voleurs à la tire. Des bandes d'enfants des rues, le visage noir de crasse, les vêtements rapiécés et les pieds nus, hanteront les ronds-points pour mendier à coups de coups de poing dans les voitures. Les différends sur la redistribution des rares salaires et sur la répartition de l'aide minent les clans, quand ils ne les opposent pas les uns aux autres. Il ne se passe pas une journée sans que j'entende des rafales d'armes automatiques, vite identifiées comme des « disputes familiales ». (...)

Chaque jour aussi me reviennent, toujours insoutenables, des témoignages et des images de tirs dans les rotules. Le Hamas a en effet recours de manière publique et systématique au châtiment qu'il réservait, lors de la guerre civile de 2007, à ses ennemis du Fatah. Il s'agit cette fois de sanctionner les pillards, ou ceux qu'une parodie de justice a désignés comme tels, en les mutilant à vie. Des miliciens masqués traînent leur victime en pleine rue et tirent dans sa rotule à

bout portant, tandis qu'un comparse cagoulé filme la scène. (...)

Nétanyahou et son gouvernement déclarent volontiers, quinze mois après le début de cette guerre, que « la solution politique à Gaza n'est pas à l'ordre du jour ». Cet acharnement israélien fait paradoxalement le jeu du Hamas, qui se pose en gardien de ce qui reste d'ordre face à la rapacité des pillards. Mais il s'agit d'un Hamas sensiblement dégradé par l'élimination de ses dirigeants historiques et de ses cadres les plus exposés, donc souvent les plus politiques. La liquidation d'une telle hiérarchie laisse un vide que la piétaille du mouvement, jusqu'à chargée des basses œuvres, a occupé par défaut. Et l'aveuglement des envahisseurs finit par livrer le territoire à ces islamistes de choc, plus enclins aux tabassages qu'aux sermons.

### Les témoins

L'historien sait d'expérience comment les opinions s'accommodent progressivement des conflits qui s'installent dans la durée. Il n'en est pas moins troublant de constater que la guerre de Gaza s'est banalisée encore plus vite que celle de l'Ukraine. (...) Vu depuis la bande de Gaza, c'est bel et bien sur le front médiatique qu'Israël a remporté sa seule victoire incontestable du conflit. Une victoire d'autant plus facile que la presse internationale ne s'est pas beaucoup battue pour exercer son droit à l'information libre à Gaza. (...)

C'est ainsi que les victimes de Gaza sont tuées deux fois. La première fois quand la machine de guerre israélienne les frappe directement dans leur chair ou les étouffe à petit feu sous leurs tentes. La seconde quand l'intensité de leur souffrance et l'ampleur de leurs pertes sont niées par la propagande israélienne, quand elles ne sont pas accusées d'être collectivement ou individuellement des « terroristes ». Les médias occidentaux qui ont accepté d'être interdits de Gaza continuent pourtant de professer un improbable équilibre entre l'envahisseur et les populations qu'il refoule et affame sur leur propre terre. Et ils sont encore nombreux à ne pas traiter sur un pied d'égalité les journalistes palestiniens qui risquent leur vie, jour après jour, pour informer le monde sur l'enfer de Gaza.

### Les femmes et les enfants

Un tiers de la population de la bande de Gaza, le tiers le plus jeune et le plus prometteur, est déscolarisé. (...) Les enfants de la Gaza d'avant avaient uniformes et cartables, près de la moitié d'entre eux fréquentaient les établissements de l'UNRWA, l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens, dont Israël a décidé d'interdire les activités à la fin de janvier 2025. Alors ce sont des enfants des rues qu'accompagne la mort d'aujourd'hui dans leurs nouvelles errances. Dans les décharges à ciel ouvert qu'ils fourraillent en

## « JAMAIS ON NE M'A CONFIÉ TANT D'HISTOIRES DE PILLAGES AVEC UN TEL LUXE DE DÉTAILS SORDIDES »

quête de papier, de carton, de nylon, de tout ce qui pourrait servir à nourrir un peu de feu et donner un peu de chaleur. Aux points d'eau où ils traînent des jerricans à peine moins grands qu'eux. Sur les bords poussiéreux des routes, où ils haranguent le chaland avec un langage de charretier, où ils écoulent la farine à l'assiette et où ils fourguent des bricoles glanées on ne sait où. (...)

L'Unicef estime depuis des mois que pratiquement tous les enfants de la bande de Gaza ont un besoin pressant de soutien psychosocial et de santé mentale. Et ce qui vaut pour les jeunes vaut aussi pour les adultes. Il n'y a que quatre psychiatres dans toute l'enclave, un dans la ville de Gaza, deux dans la « zone humanitaire » et un à Rafah. (...)

La dégradation désastreuse de l'hygiène frappe les femmes encore plus que les hommes. Elles sont deux fois plus nombreuses qu'eux à souffrir d'infections de la peau et elles représentent deux tiers des

victimes de l'hépatite A et des infections gastro-intestinales, sans doute du fait de leur rôle essentiel dans le soin des malades. Quant aux pénuries calamiteuses de serviettes hygiéniques, elles ajoutent une souffrance supplémentaire à quelque 700 000 femmes de Gaza, contraintes de recourir à de simples chiffons. La descente aux enfers des femmes de l'enclave palestinienne pourrait s'arrêter là. Mais les Nations unies lancent dès mai 2024 un cri d'alarme sur la vulnérabilité croissante des femmes et des filles de Gaza aux violences sexuelles et sexistes. Le confinement d'une marée humaine dans la prétendue « zone humanitaire » ne fait depuis lors qu'aggraver la promiscuité, avec tous ses risques et ses zones d'ombre. Le tabou de la dénonciation des violences domestiques commence à tomber. Quant aux violences sexuelles, elles ont atteint une telle gravité que le ministère de la santé édicte, en octobre 2024, les procédures à suivre en cas de viol, avec avortement « facilité » jusqu'au 120<sup>e</sup> jour de la grossesse. Par ailleurs, certaines familles, effrayées par l'absence d'intimité dans leurs abris de fortune, décident de marier au plus tôt leurs filles pour qu'elles jouissent d'une forme de protection. Comme si le mariage n'était plus qu'un réflexe de survie face à la mort nouvelle qui s'est abattue sur Gaza. (...)

### L'impasse et l'abandon

Le peuple de Gaza se sait abandonné du monde. Il a d'abord cru que les images du carnage bouleverseraient l'opinion internationale et la contraindraient à agir pour y mettre fin. Réaliser qu'il n'en serait rien fut une douloreuse prise de conscience, qui ajouta ses plaies à celles des corps blessés. On maudit la passivité des régimes arabes, voire leur complicité. On n'attend pas grand-chose des Etats européens, dont pas un représentant n'a exigé d'être admis à Gaza. (...)

Cela faisait déjà seize années, au 7 octobre 2023, que la bande de Gaza et son peuple étoffaient d'une triple impasse, une impasse israélienne, une impasse palestinienne et une impasse humanitaire. L'impasse israélienne découlaît et découle du refus de traiter Gaza autrement que du strict point de vue de la sécurité de l'Etat juif, sans aucun égard pour la réalité humaine de Gaza et ses dynamiques sociopolitiques. Un tel aveuglement, en soi discutable en termes éthiques, n'a pas épargné à Israël la journée la plus sanglante de son histoire. (...)

L'impasse palestinienne découlaît et découle de la précédente, ainsi que de la priorité absolue que les factions palestiniennes ont accordée à leurs intérêts propres, sans égard pour les droits nationaux et l'intégrité physique du peuple palestinien. (...)

L'impasse humanitaire découlaît et découle des deux précédentes, puisqu'il est vain de prétendre assister dans la durée une population privée de perspective politique et livrée, même à distance, aux diktats de l'occupant. (...)

Non, rien n'a changé sous le ciel de Gaza, qui ne s'ouvrira vraiment que lorsque s'ouvrira, elle aussi, la route vers un Etat palestinien vivant en paix aux côtés d'Israël. Non, ce qui a changé par rapport aux conflits précédents, relativement limités dans le temps et dans leurs destructions, c'est que les ravages se sont cette fois poursuivis avec méthode et système, semaine après semaine, mois après mois. Non, ce qui a changé, c'est que notre monde ne pouvait cette fois prétendre ignorer l'ampleur d'un tel désastre et que notre monde a laissé faire quand il n'a pas applaudi. (...)

Gaza ne s'est pas juste effondrée sur les femmes, les hommes et les enfants de Gaza. Gaza s'est effondrée sur les normes d'un droit international patiemment bâti pour conjurer la répétition des barbaries de la seconde guerre mondiale. (...)

Gaza est désormais livrée aux apprentis sorciers du transactionnel, aux artilleurs de l'intelligence artificielle et aux charognards de la détresse humaine. Et Gaza nous laisse entrevoir l'abjection d'un monde qui serait abandonné aux Trump et aux Nétanyahou, aux Poutine et aux Hamas, un monde dont l'abandon de Gaza accélère l'avènement. ■

JEAN-PIERRE FILIU

# Josh O'Connor, gentleman cambrioleur

Le comédien britannique présente deux films en compétition, «The Mastermind» et «The History of Sound»

## RENCONTRE

**V**ous rencontrez Josh O'Connor? Faites attention à vos effets personnels, c'est un voleur», met en garde Kelly Reichardt, sur la terrasse où s'agence la promotion de son neuvième long-métrage, *The Mastermind*. «Je plaisante, assure-t-elle. Josh est un parfait gentleman. La cinéaste américaine, qui n'aime rien que brouiller les pistes, a doublé raison. Côté cambrioleur, voyez le rôle de malandrin qu'il tient dans *The Mastermind*, empêtré dans un casse aussi poisseux que cocasse. Côté gentleman, admirez la douceur avec laquelle il conquiert tous les coeurs à la ronde, ces dernières années : l'acteur n'est-il pas pressenti pour incarner le prochain James Bond?

Les attachés de presse nous ont octroyé un petit quart d'heure avec la grande vedette du Festival, où il a présenté un autre film en compétition, *The History of Sound*, le drame queer et écolo d'Oliver Hermanus. L'Anglais débarque tout juste du tournage de *Disclosure*, de Steven Spielberg, une histoire d'ovni dont il ne peut dire que ceci : «Spielberg est au-delà de ce que vous pouvez imaginer, l'idée de tourner un film l'excite comme un écolier. Les enfants entretiennent un rapport festif et immédiat à la vie, sans arrière-pensées. Les artistes, quelle que soit leur discipline, également.»

### Attrait pour les arts plastiques

Fils d'un professeur et d'une sage-femme, Josh O'Connor pratique la céramique depuis l'enfance. «Ma grand-mère maternelle, dont j'étais proche, m'a initié.» Elle était mariée à un sculpteur, John Bunting, qui a notamment édifié un mémorial aux victimes de la seconde guerre mondiale dans la campagne anglaise. «Je le regardais, bouche bée, sculpter toutes sortes de figures impressionnantes...» Se pourrait-il que les traits d'O'Connor, particulièrement saillants et expressifs, aient été modélés par ces séances?

Le comédien s'y est forgé, à tout le moins, un attrait certain pour les arts plastiques. En témoigne *La Chimère* (2023), d'Alice Rohrwacher, où il jouait les trafiquants d'antiquités. Et *The Mastermind*, donc, qui le voit dérober, avec des complices, quatre tableaux dans un musée du Massachusetts. «Dans La Chimère, le trafic d'art n'intéresse pas vraiment mon personnage, il cherche quelque chose

de plus profond. Celui de The Mastermind a une faible estime de soi mais un gros ego. Le cambriolage vise à combler cet écarts.»

Kelly Reichardt et Josh O'Connor se sont trouvé une passion commune pour l'acteur britannique Jim Broadbent (*Harry Potter...*), fils de sculpteur et lui-même sculpteur à ses heures. «Josh et Jim me frappent par leur versatilité, leur capacité à se mouler dans des personnages très différents», confie la cinéaste. Comme beaucoup, elle a découvert O'Connor dans *Seule la terre* (2017), de Francis Lee, où il interprétait un fermier épis d'un ouvrier agricole «Puis il m'a tapé dans l'œil en prince Charles, dans la série *The Crown* (2020). Il était méconnaissable.»

Pour préparer *The Mastermind*, dont l'action se déroule au tournant des années 1970, Kelly Reichardt a invité son acteur à lire un recueil d'essais de Joan Didion, *The White Album* (1979), partie-

ment traduit en français sous le titre *L'Amérique 1965-1990. Chroniques* (Grasset, 2009). «Didion décrit la transformation de la masculinité, précise-t-il. Les deux guerres mondiales avaient tué des

**«Adopter des caractéristiques que tu n'as pas forcément, c'est la beauté du métier d'acteur»**

Josh O'Connor

millions d'hommes, tout en les érigent en héros. A partir des années 1960, cet archétype viril est déstabilisé par le pacifisme et l'arrivée des femmes sur le marché du tra-

vail. Mon personnage se débat entre ces contradictions.»

L'acteur de 35 ans s'est inspiré des performances «fascinantes», dit-il, d'Elliott Gould, de Warren Oates, d'Al Pacino ou de Jack Nicholson dans les films de cette époque. «Ils jouent des types assez malins pour se créer des ennuis, mais pas assez pour les résoudre», résume Kelly Reichardt. Des sortes de connards charismatiques, dont la quête d'identité se fait le plus souvent sur le dos des femmes.» Josh O'Connor salue la manière dont la cinéaste l'a incité à «contenir ses émotions», lui qui, depuis sa formation dans une école théâtrale, tend plutôt à suivre ses «instincts dramatiques». Et d'insister : «Dans les films de Kelly, la toile de fond tient le rôle principal. Ici, c'est le cas de la guerre, un bruit blanc qui traverse le film et imprègne la psyché collective.» L'acteur, aux ascendances juives du côté maternel, a parti-

cipé en mars 2024 à une vente aux enchères en aide aux Palestiniens. «Ce qui s'est joué dans les années 1970 avec le Vietnam se rejoue, avec Gaza ou l'Ukraine.»

### Sourire désarmant

Sur la Croisette, Josh O'Connor a retrouvé celles qu'il appelle ses «sœurs», les Italiennes Alice et Alba Rohrwacher, respectivement jurées de la Caméra d'or et de la Compétition. Il a aussi entrepris l'actrice et chanteuse Alana Haim — sa compagne dans *The Mastermind* — pour qu'elle prenne langue avec le réalisateur Paul Thomas Anderson, avec qui elle a tourné dans *Licorice Pizza* (2022). «J'envoie toujours des lettres aux réalisateurs avec lesquels je rêve de travailler.» Sans certitude : la missive expédiée à Alice Rohrwacher, par exemple, n'est jamais arrivée. «Heureusement, elle m'a contacté de son propre chef! Luca [Guadagnino], lui, a bien reçu mon cour-

rier. Pour Challengers [2024], il m'a convaincu de jouer ce personnage suffisant, qui me semblait si loin de moi. Adopter des caractéristiques que tu n'as pas forcément, c'est la beauté du métier d'acteur.»

De tous ses rôles, le tennisman bisexuel qu'il campa dans *Challengers* est peut-être celui qui a le plus «imprégné la psyché collective», pour reprendre ses mots. Avec ses oreilles en chou-fleur et son sourire désarmant, O'Connor y figure un nouvel idéal masculin, alternativement frêle et dur, fluide et sûr de lui. Sur son bras droit, un tatouage dessine un perce-neige, écho délicat de la campagne où il vit, en Angleterre. «Je suis trop rarement chez moi. C'est ce qui me manque le plus : faire de la poterie, jardiner au milieu des tulipes, des cerisiers. J'y ferai un saut, la semaine prochaine. Ces jours-ci, le jardin est magnifique, tout est en fleurs.» Chou, si chou, le Josh. ■

AURELIANO TONET



Josh O'Connor, à Cannes, le 23 mai. SARAH MEYSSONNIER/REUTERS

## Kelly Reichardt revisite le film de braquage, sans bruit ni sirène

La réalisatrice s'attache aux conséquences d'un vol de tableaux, commis par un père de famille au chômage, dans l'Amérique des années 1970

### THE MASTERMIND SÉLECTION OFFICIELLE En compétition

Il est facile de dire que *The Mastermind* n'est pas le *masterpiece* («chef-d'œuvre») de Kelly Reichardt, figure du cinéma indépendant américain, laquelle a pu nous éblouir dans le passé en revisitant le western dans *La Dernière Piste* (2010) et *First Cow* (2019), ou en montrant l'envers de la vie d'artiste dans *Showing Up*, en compétition à Cannes en 2022. Mais c'est l'effet immédiat que nous a procuré ce dernier long-métrage de la compétition, dévoilé vendredi 23 mai, à la veille de la remise de la Palme d'or, par Juliette Binoche, présidente du jury de cette 78<sup>e</sup> édition cannoise.

Kelly Reichardt, née en 1964, déconstruit ici le genre du film

de braquage, en imaginant un vol de tableaux en 1970 — la vignette de la voiture faisant foi —, dans un musée fictif de la ville de Framingham, dans le Massachusetts, un Etat que la réalisatrice, originaire de Floride, filme pour la première fois.

Le cerveau (ou *mastermind*) du casse, JB Mooney (Josh O'Connor), menuisier au chômage, n'est pas un allumé du type Al Pacino, semant l'effroi au milieu d'une banque dans *Un après-midi de chien* (1975), de Sidney Lumet. Ancien étudiant en arts, JB est un père de famille lunaire, en manque d'argent, et peut-être est-ce pour cette raison que Kelly Reichardt lui a donné ce patronyme, Mooney, comme une contraction de *moon* et *money*.

Après une brève présentation de la vie sans histoires de ce

trentenaire avec femme (l'actrice et musicienne Alana Haim, vue dans *Licorice Pizza* (2021), de Paul Thomas Anderson) et enfants, le film nous dévoile la vie parallèle de cet homme, qu'il ignore ou fait semblant d'ignorer sa compagne. Le cadre de la maison (sur trois niveaux) renforce ce sentiment d'espace à part, dévolu au père, au niveau du garage, le reste de la famille vaquant à ses occupations au-dessus.

### Une lente dérive

Avec deux complices, JB Mooney met au point le vol de quatre tableaux de l'artiste contemporain Arthur Dove (artiste préféré de Kelly Reichardt, apprend-on). Auparavant, le cerveau s'assure que les gardiens du petit musée en brique ne sont pas du genre nerveux — le film s'ouvre sur une

scène humoristique où JB subtilise une figurine dans une vitrine, à quelques pas d'un agent assoupi.

Avec nos yeux d'aujourd'hui, habitués aux dispositifs de surveillance sophistiqués, cela paraît à peine croyable. Et pourtant, c'est un fait, nombre de tableaux se faisaient voler sans trop de peine, dans les années 1970, comme a pu le vérifier la réalisatrice et scénariste au moment d'écrire le film. La scène du vol nous montre ainsi une bande de pieds nickelés tellement peu discrets lorsqu'ils sortent avec leur butin... Les tableaux finissent tout de même par atterrir dans le coffre d'une voiture volée. Mais l'un des bandits, peu fiable, se fait prendre dans un autre braquage quelques jours plus tard, et lâche le morceau. Le nom de JB Mooney apparaît dans la presse, et c'est le début des ennuis.

Cette partie ne manque pas de beauté, avec son esthétique évocatrice des photographies de l'Américain Stephen Shore (né en 1947), notamment sa série *Uncommon Places* (rues désertes, baignoles à un carrefour, ciel faussement léger).

Kelly Reichardt décante l'après-braquage, scindant son film en deux atmosphères bien distinctes : la fluidité du premier tiers, aiguiseant le suspense, à coups d'impros de jazz et de cymbales ; puis vient un relâchement diffus, comme un ballon de baudruche abandonné dans le jardin. Pas de cavale ni de policiers aux trousses, mais une lente dérive,

dans un pays sous surveillance policière, en pleine contestation de la guerre au Vietnam : JB Mooney quitte le domicile et file là où il peut. Cette partie ne manque pas de mystère et de souffrance. ■

CLARISSE FABRE

Film américain de Kelly Reichardt. Avec Josh O'Connor, Alana Haim, John Magaro (1h50). Sortie en salle prochainement.

# Festival de CANNES

## Un certain regard récompense le cinéma d'Amérique latine

« Le Mystérieux Regard du flamant rose », du Chilien Diego Cespedes, et « Un poète », du Colombien Simon Mesa Soto, ont reçu le Grand Prix et le Prix du jury

**L'**Amérique latine sort grande gagnante de la compétition. Un certain regard. Les deux films sud-américains de la sélection ont remporté les récompenses les plus prestigieuses, vendredi 23 mai. *Le Mystérieux Regard du flamant rose*, du Chilien Diego Cespedes, repart ainsi avec le Grand Prix. Un certain regard. Ce premier film inclassable, sorte de conte queer autour d'un cabaret de travestis attenant à un village minier lors de l'apparition du sida, se démarque par son infinie tendresse pour ses personnages hauts en couleur, son humour qui n'exclut pas la gravité et une constante inventivité au fil d'un récit extravagant.

Le Colombien Simon Mesa Soto s'est vu, de son côté, décerner le Prix du jury pour *Un poète*, comédie aussi mordante que désespérée autour d'un artiste idéaliste alcoolique et sans le sou, contraint, pour vivre, de se compromettre dans un poste d'enseignant. Son génie pour échouer dans tout ce qu'il entreprend ne manque pas de le rattraper quand il découvre dans sa classe une jeune fille issue d'un milieu populaire pleine de talent.

La cinéaste britannique Molly Manning Walker, présidente du jury, n'a pas oublié ses compatriotes, qui repartent avec deux prix. *Pillion*, plongée tendre et crue de Harry Lighton dans le milieu des bikers BDSM, servi par la

performance du britannique Harry Melling en homme soumis aux moindres désirs d'Alexander Skarsgård, vaut au réalisateur le prix du scénario. Le comédien Frank Dillane remporte, lui, le prix d'interprétation masculine pour son personnage d'ex-sans-abri qui, après un passage par la case prison, tente de se réinsérer dans *Urchin*, premier long-métrage convaincant du comédien Harris Dickinson derrière la caméra.

### Cleo Diara remporte le Prix d'interprétation féminine, Frank Dillane le Prix d'interprétation masculine

Proposition la plus forte de cette sélection Un certain regard 2025, *Le Rire et le Couteau*, du Portugais Pedro Pinho, se contente du prix d'interprétation féminine pour Cleo Diara, l'un des très beaux seconds rôles de ce grand film, exploration politique et intime d'un territoire en proie à des logiques de dépossession. Cette dernière thématique est aussi à l'œuvre

dans *Once Upon a Time in Gaza*, des frères Nasser, prix de la mise en scène. Leur nouveau long-métrage rend compte avec désespoir et humour de l'enfermement tragique subi par des Gazaouis qui ont perdu la maîtrise de leur destin. Sur scène, les deux cinéastes palestiniens, émus, ont relayé, sous les applaudissements du public, le message transmis la veille par leur mère, restée sur place et qui souffre de la famine : « Il faut stopper ce génocide, on ne peut pas continuer à vivre comme ça. »

**Intérêt marqué pour les marges**  
Après le bon cru 2024 (*L'Histoire de Souleymane*, *Black Dog*, *Flow*, *Vingt dieux*, *Le Procès du chien...*), cette sélection 2025 d'*Un certain regard* marque un léger retrait.

*Love Me Tender*, d'Anna Cazenave Cambet, adaptation romanesque du roman de Constance Debré, *L'Inconnu de la Grande Arche*, de Stéphane Demoustier, qui éclaire l'étrange destin de l'architecte Otto von Spreckelsen, ou *Eleanor the Great*, de Scarlett Johansson, avec son héroïne de 94 ans si drôle et émouvante, interprétée par June Squibb, pourraient néanmoins tirer leur épingle du jeu en salle dans les mois qui viennent.

Dans une édition où beaucoup de films ont œuvré à lutter contre la déshumanisation de nos regards, avec un intérêt marqué pour les marges, on retiendra deux propositions américaines

absentes du palmarès malgré leur grande maîtrise formelle : l'étouffant *The Plague*, de Charlie Polinger, autour d'une histoire d'adolescents harceleurs lors d'un stage d'été de water-polo, et *The Chronology of Water*, œuvre impressionniste signée de la comédienne Kristen Stewart autour

d'un corps abusé qui fuit la douleur dans les excès avant de se sauver par la littérature.

Difficile de ne pas conclure ce bilan par le long-métrage qui a certainement offert la séance la plus jubilatoire de cette sélection. Avec ses personnages cassavetiens, *Un dernier pour la route*, de l'Italien

Francesco Sossai, suit avec bonheur les drôles de pérégrinations d'un trio loufoque qui écume les bars en quête d'un dernier verre, repoussant sans cesse le moment inéluctable de la séparation. Parfaite métaphore de cette édition 2025 à l'heure des adieux. ■

BORIS BASTIDE



Le cinéaste Simon Mesa Soto, à Cannes, le 20 mai. SAMEER AL-DOUMY/AFP

## OBJETS D'ÉCRITURE

CARNET,  
STYLO  
ET CRAYONS  
À OFFRIR



lemonde.fr/boutique



## Koji Fukada se glisse derrière la façade lisse d'un girls band japonais

Le cinéaste explore les faux-semblants de la société nippone à travers une chanteuse confrontée au contrôle de sa vie amoureuse

LOVE ON TRIAL  
SÉLECTION OFFICIELLE  
Cannes Première

**K**oji Fukada est un cinéaste qui aime semer le trouble. Le réalisateur japonais âgé de 45 ans est passé maître dans l'art des faux-semblants et des renversements, jouant volontiers avec la perception qu'à le spectateur de ce qui se passe sous ses yeux (*Au revoir l'été*, 2014; *Suis-moi je te suis/fuis-moi je te suis*, 2022). Son nouveau long-métrage, *Love on Trial*, présenté à Cannes Première, touche à cette même complexité par d'autres moyens. La narration avance à la fois de manière frontale, avec des enjeux très vite affichés, tout en restant alambiquée. Elle opère comme un zoom, passant d'un plan un peu général à la richesse insoupçonnée d'une vie intérieure tourmentée. Le cheminement des personnages fait tout le sel d'un film qui gagne en puissance et en profondeur à mesure qu'il avance.

Le début nous entraîne au cœur du quotidien d'*Happy Fanfare*, un groupe de J-pop composé de cinq filles, entre concerts, travail avec leur manager et leur chorégraphe, temps de repos et rencontre avec les fans, des hommes pour l'essentiel, le détail a son importance. Le film montre qu'au-delà du talent – ces apprenties stars du divertissement sont bien

conscientes de leurs lacunes –, ce qui compte est d'entretenir le lien constant avec le public, par le biais des réseaux sociaux et d'événements. De se montrer disponible, bienveillante, à l'écoute. L'image prime, que l'on veut la plus lisse possible.

**Sens très précis du cadre**  
Des cinq, la chanteuse la plus populaire du moment est mise au centre des chorégraphies. Cette place, habituellement dévolue à Mai (Saito Kyoko), qui traverse une phase de doute, revient soudainement à Nanako jusqu'à ce qu'un caillou ne vienne enrayer la machine. Si Happy Fanfare enchaîne les tubes sirupeux célébrant l'amour, les membres du groupe sont tenues par contrat à une clause de célibat, pour permettre aux auditeurs de fantasmer librement la relation qui les unit à leur chanteuse préférée. La divulgation de photos d'une soirée privée, partagée par Nanako avec un fan pour qui elle a des sentiments, est vécue comme une trahison, qui provoque un séisme au sein du groupe, aux retentissements inattendus. Jusqu'à ce que la légalité du contrôle de la vie amoureuse des artistes fasse l'objet d'un procès.

Ce questionnement juridique et humain qui fait bifurquer le film n'est que la première couche d'une réflexion plus profonde sur les rôles auxquels chacun se

contraint. Et sur les injonctions liées au genre qui pèsent sur les hommes comme sur les femmes. Cet enfermement vient amputer ce que plusieurs personnes ressentent. L'image qu'ils veulent donner d'eux-mêmes efface ce à quoi ils aspirent profondément, créant une dichotomie intenable entre les apparençances et leur moi intérieur.

Avec un sens très précis du cadre, Koji Fukada filme ces jeux de rapprochement et de rupture. Allant d'une légèreté romantique à une gravité sourde, il capture à distance ses personnages, se rapproche. Et accompagne jusqu'au bout leurs questionnements sur d'où ils viennent et où ils sont prêts à aller, ce qui les pousse à se battre chaque jour. *Love on Trial* questionne la fabrique de nos désirs, et n'élude aucune contradiction sur les motivations de chacun des personnages, mélange de narcissisme, de volonté d'affirmation par la célébrité et d'expression de soi. Entre ce qui est montré ou caché, le film tente d'ouvrir une brèche dans un perfectionnisme figé. Pour être soi, encore faut-il apprendre à lâcher prise. ■

BO.B.

Film français et japonais de Koji Fukada. Avec Saito Kyoko, Yuki Kura, Kenjiro Tsuda, Erika Karata (2h 03). Sortie en salle le 4 février 2026.

Le Monde | Boutique

CARAN D'ACHE  
Genève

# Sebastiao Salgado, photographe humaniste

Le Franco-Brésilien, mondialement connu pour ses grands récits, est mort vendredi, à l'âge de 81 ans

## DISPARITION

**J**usqu'à Sebastiao Salgado, on pensait que l'exposition «The Family of Man» d'Edward Steichen, portrait rassembleur de l'espèce humaine conçu en 1955, resterait à jamais comme la plus populaire du monde avec ses 10 millions de visiteurs. Mais le Franco-Brésilien superstar de la photographie a fini par détrôner son aîné avec «Genesis», une ode en noir et blanc à la beauté d'une planète intouchée, avant l'action destructrice de l'homme: avec ses pingouins gracieux et ses forêts inextricables, elle fait le tour du monde depuis plus de douze ans.

De fait, par leur vision universelle, ces deux projets ont beaucoup en commun.

Avec Sebastiao Salgado, mort vendredi 23 mai d'une leucémie, disparaît l'un des derniers héritiers de la photographie humaniste, qui a cherché toute sa vie à dénoncer les injustices sociales (ou environnementales) et à exalter la foi en l'homme à travers de grands récits photographiques à vocation planétaire. «Je veux simplement que celui qui regarde mes photos sente que l'homme est noble partout», disait-il au *Monde*.

Reconnaissable à son esthétique stylisée et théâtrale, aussi ap-

**«Le noir et blanc offre au lecteur une capacité d'imagination bien supérieure à la couleur»**

SEBASTIAO SALGADO

préciée que critiquée, fidèle jusqu'au bout au noir et blanc, le photographe a aussi construit une économie bien particulière avec son agence Amazonas, dirigée en duo avec sa femme, Lélia.

Sans doute faut-il chercher les racines de sa vision globale et militante dans son enfance passée dans les fermes de son père, au Brésil, avec ses six sœurs, dans l'Etat du Minas Gerais (où il est né le 8 février 1944), et dans ses engagements de jeunesse. «Je viens d'un pays du tiers-monde, et c'est dans un pays du tiers-monde que j'ai appris l'économie», répétait souvent Sebastiao Salgado, yeux bleus perçants et corps d'ascète.

Formé comme économiste à l'université de São Paulo, il s'engage dans des mouvements d'extrême gauche avant de fuir le Brésil pendant la dictature militaire, craignant la prison, en 1969, avec Lélia Wanick, alors étudiante en architecture rencontrée à l'Alliance française, complice de toute sa vie. D'abord embauché comme économiste et statisticien à l'Organisation internationale du café à Londres, il s'aperçoit qu'il préfère illustrer les rapports que les écrire: il finit par choisir la photographie à 29 ans, en 1973, et s'installe à Paris.

Dès son premier reportage, sur la famine au Sahel, en collaboration avec des organisations humanitaires, il tient son style, dont il ne s'est jamais départi: des images stylisées et dépouillées, théâtrales, baignées dans un noir et blanc majestueux, voire lyrique. «Le noir et blanc offre au lecteur une capacité d'imagination bien supérieure à la couleur», estime-t-il.

Passé par les agences Sygma puis Gamma, avant de rejoindre la célèbre Magnum, dont il devient une figure phare, il délaisse rapidement les reportages d'actualité pour construire des projets documentaires de longue haleine, minutieusement préparés.

Ainsi «La Main de l'homme», projet dantesque et premier chapitre d'une monumentale trilogie, se penche sur les travailleurs manuels, figures d'un prolétariat mondial en déclin dont il ma-

gnifie les gestes (cheminots, pêcheurs traditionnels, cueilleurs de thé...), photographiés dans quarante pays pendant plus de six ans (1986-1992). C'est dans la mine d'or à ciel ouvert de Serra Pelada, au Brésil, qu'il signe sa série mythique: des milliers d'hommes, comme dans un tableau de Jérôme Bosch, s'agencent dans un immense trou plein de terre, avec l'espoir tenu de devenir riches. Un reportage dans les puits de pétrole en feu du Koweït à la fin de la guerre du Golfe produira aussi des images infernales spectaculaires.

C'est le moment où Salgado met au point son fonctionnement atypique: il découpe ses grands projets en reportages, démarche des sponsors et négocie avec la presse, dans différents pays, des exclusivités sur plusieurs années (*Paris Match* en France, *Stern* en Allemagne...). De quoi financer de longs séjours pour ses sujets, en immersion totale, avant d'aboutir à des expositions accompagnées par un livre.

## Militant infatigable

Le succès devient mondial pour Salgado, qui accumule les expositions et enchaîne les récompenses, comme le prix Oskar-Barnack ou le prix W. Eugene Smith. De quoi l'inciter à faire cavalier seul: il quitte Magnum en 1992 pour fonder Amazonas, une agence de presse située sur les bords du canal Saint-Martin, à Paris, et consacrée à son seul travail. Lui fait les reportages, Lélia gère les expositions et la presse, les livres, les films...

Son deuxième gros projet, «Exodes», sur les populations déplacées, réfugiées ou exilées en raison des guerres, des crises économiques ou climatiques, lui est inspiré par sa propre histoire. «Je suis arrivé en France en 1969, dit-il. Aujourd'hui, je vis à Paris, une ville où je suis bien assimilé mais, dans mon âme, je reste un étranger.» Ce militant infatigable profite du projet pour s'engager pour le mouvement des «sans-terre» au Brésil, paysans exploités qui luttent, au péril de leur vie, pour une réforme agraire.

**De l'Afrique à l'Arctique, entre 2004 et 2012, le photographe est allé chercher les traces d'une nature vierge**



Au Caire, en 1998. DENIS DAUILLER/AGENCE VU'

## LES DATES

8 FÉVRIER 1944

Naissance à Aimores (Brésil)

1969

Fuit le Brésil pour la France

1973

Abandonne son poste à l'Organisation internationale du café et commence la photographie

1986-1992

Premier projet: «La Main de l'homme». Suivront «Exodes», «Genesis» puis «Amazonia»

23 MAI 2025

Mort à Paris

d'arbres et à faire revenir de nombreuses espèces dans un espace qui fait partie de la réserve de biosphère de l'Unesco Mata Atlantica. Ce qui n'empêche pas ses détracteurs de souligner que ce noble projet a été en partie financé par l'entreprise Vale, géant minier mondial accusé de causer des catastrophes humaines et écologiques. La même entreprise a aussi sponsorisé «Genesis», le nouveau projet de Salgado consacré à la nature.

## Vers le monde de l'art

Sur toute la planète, de l'Afrique à l'Arctique, entre 2004 et 2012, le photographe est allé chercher les traces d'une nature vierge, préservée, à travers une trentaine de pays. Ours blancs, baleines, cascades majestueuses... Avec «Genesis», il livre une vision édénique d'un monde d'avant la chute, à contrepoint des images catastrophiques omniprésentes liées au changement climatique. Une vision reconfortante qui séduit toujours plus de public, mais aussi des collectionneurs.

La presse en crise ne suffisant plus à financer ses reportages, Sebastião Salgado s'est, en effet, trouvé un autre modèle économique en se tournant vers le monde de l'art, vendant des tirages de collection à des prix record: à la foire Photo London, sa galerie, Polka, présentait ainsi une série limitée de tirages au platine palladium issus de son projet «Genesis».

Il a beau avoir photographié des éléphants et des iguanes, des déserts et des icebergs, Salgado n'a jamais perdu son point de vue humaniste: «J'ai compris que l'homme n'est qu'une espèce parmi les autres, animales, végétales, minérales, disait-il au *Monde*. Nous sommes interdépendants, montagnes, fleuves, arbres, animaux, humains. Nous formons un tout.»

Après une série centrée sur le mode de vie des communautés amérindiennes de la forêt brésilienne («Amazônia»), présentée à la Philharmonie en 2023, le photographe, affaibli par les suites d'une malaria, avait réduit ses voyages, préférant revisiter ses archives – comme un reportage fait à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) en 1978, ou sa couverture de la «révolution des œillets», au Portugal, publiés dans la revue *Polka*. D'autres images de ses différentes séries, issues de la collection de la Maison européenne de la photographie, sont à voir jusqu'au 1<sup>er</sup> juin aux Franciscaines de Deauville, dans le Calvados. ■

CLAIRE GUILLOT

**LITTÉRAIRE**

**Le Monde Nouvel Obs Télérama'**

**ENTRÉE GRATUITE**

**• 21 JUIN •**

LAURE ADLER, CONSTANTIN ALEXANDRAKIS, CHRISTINE ANGOT, PÉNÉLOPE BAGIEU, EMMA BECKER, CARYL FEREY, FRANÇOISE GILLARD, LOUISE CHENNEVIÈRE, LUCAS HARARI, REBECCA LIGHIERI, SUSIE MORGESTERN, OLIVIER NOREK, DENIS PODALYDES, ABEL QUENTIN, BLANDINE RINKEL, LA GRANDE SOPHIE, ALBIN DE LA SIMONE, VANESSA SPRINGORA, GUILLAUME VIRY

**21-22 JUIN**

**EN MUSIQUE**

**MOT POUR MOTS**

**MARRAINÉ PAR LOLA LAFON**

**• 22 JUIN •**

BERTRAND BELIN, CHRISTELLE DABOS, MARYLINE DESBIOLES, ANDRÉ COMTE-SPONVILLE, SHANE HADDAD, MATHILDE HENZELIN, CATHERINE MEURISSE, MARIE NDIAYE, CAMILLE LAURENS, GUILLAUME POIX, FLORENCE SEYVOS, NEIGE SINNO, ESTHER TEILLARD, ADÈLE YON, GABRIELLA ZALAPI, CORALY ZAHONERO, VALÉRIE ZENATTI

**RENCONTRES SUR RÉSERVATION MOT-POUR-MOTS.FR**

**CHANEL**

Région Île-de-France CNI CFC SAVOIR LES SAVOIRS la Villette VILLE DE PARIS



BLONDSELL  
**If You Asked for a Picture**

Sursaut (ou cri d'agonie ?) du rock dans les années 1990, le grunge a encore de déprimants jours devant lui, notamment parmi les chanteuses. Et les temps actuels ne devraient pas inverser la tendance. Sur un créneau aussi saturé (notamment aux Etats-Unis) que le son des guitares requis par le genre, Sabrina Teitelbaum est parvenue à faire entendre sa voix lasse en 2023 sous le pseudonyme de Blondshell avec un premier album embrassant un héritage qui va de Liz Phair à The Smashing Pumpkins et The Cranberries. Au risque de la dispersion. Son successeur, *If You Asked for a Picture*, trouve d'emblée un ton plus personnel avec *Thumbtack*, belle ballade folk-rock, même si la Californienne n'exploré qu'un seul sujet dans ses textes : comment se libérer de la toxicité des relations et être soi. «*Si je suis avec un homme, je ne suis que gay/ Si je suis avec une fille, j'ai menti*», confie-t-elle dans *Model Rockets*. Heureusement, son sens mélodique (les déchirantes *Two Times* et *Event of a Fire*) et sa maîtrise des dynamiques (avec des refrains n'échappant pas toujours aux facilités) emportent régulièrement l'adhésion. D'autant que le désespoir n'interdit pas l'humour, comme dans *23's a Baby* («*On est un bébé à 23 ans, alors pourquoi en avoir un ?*») et *Toy* («*Mon corps n'est pas foutu si j'ai du bide/ Je l'envelopperai et l'assumerai comme un mec*»). ■ BRUNO LESPRIT

Partisan Records/Virgin.



BRIEG GUERVENO  
**Un noz A Vo**

Après quelques albums dans le giron du metal progressif, le cinquième opus du chanteur brittonique Brieg Guerveno, *Un Noz A Vo* («il sera une nuit»), trouble délicieusement notre bousole sensible. Nul besoin d'avoir des notions de celtique pour capter l'intensité de sa voix hors norme. L'univers de cet auteur, compositeur et interprète armoricain se rapproche aujourd'hui davantage de Sigur Ros que de Dan Ar Braz. Conçus au studio Shorebreaker, sur la côte landaise, sous la houlette du producteur Johannes Buff (Sonic Youth, Zombie Zombie), ces dix compositions laissent affleurer une mélancolie en apesanteur, mariant orchestrations de cordes (*Kalon flamm*), folk onirique (*Ar barr avel*) et textures synthétiques modernes (*Pell war an hent*). Sur l'élévateur *Hebiou din*, les trémolos enveloppés de velours poussent l'affiliation avec Anohni (ex-Antony and the Johnsons), c'est dire le degré de beauté. Pour emprunter un titre de Raphaële Billedoux, les nuits de Brieg Guerveno sont plus belles que nos jours. ■ FRANCK COLOMBANI

ZRP/Kuroneko.



SO LA LUNE  
**Nouveau produit**

So La Lune est l'un de ces rappeurs qui cultivent le mystère, donnent très peu d'interviews, préférant laisser des indices dans ses textes sur son parcours de jeune Franco-Comorien élevé entre Lyon et les Comores de son père. Ce n'est pas sa seule particularité, il a une voix très différente des MC de sa génération, plus aiguë et plus nasillarde. Il s'en sert avec brio sur ce deuxième album, *Nouveau produit*, qui fait suite au prometteur, *L'Enfant de la pluie*, en 2023. Sur ce disque, il invite ses contemporains Uzi pour *Ça ira* et Jolagreen23 pour *Bendo toute la nuit*, et les deux anciens qui l'ont inspiré enfant : Rim'K, l'un des membres du groupe 113, et le Marseillais Soprano, des Psy 4 de la Rime, pour un très inspiré *Tout le temps*. So La Lune fait aussi sortir de sa retraite Guizmo, celui qui a raconté comme personne la dépression, la descente aux enfers des petits dealers et des guetteurs dans les cités, pour un classique *Full piege*. Il croise également le fer avec Lujipeka, du groupe Columbine. Cependant, ce sont les morceaux où il est en solo que l'on apprécie le plus, comme le remarquable *Isolé*, produit par Ameen Beats, où il chante plus qu'il ne rappe, sur une rythmique légèrement amapiano, sous-genre de la house. Réjouissant. ■ STÉPHANIE BINET

Numéro 11/All Points/Believe.

■ Lire aussi sur [Lemonde.fr](#) les critiques de «Jean-Sébastien Bach. Six Sonates pour violon et clavecin», par Le Stagioni; «Songs, Tunes and Dances from a Mysterious Manuscript», par The Last Rose; «Solo: Miniatures & Tales», par Shai Maestro.



SOPHIE CALLE  
**Galerie Christian Berst**

Que collectionner soit une activité essentielle pour Sophie Calle, passion héritée de son père, on le sait depuis longtemps. Pour cette exposition, elle a pris, sur ses murs et dans ses vitrines, des œuvres qui pouvaient s'entendre avec celles d'art dit «brut» que présente Christian Berst : principalement des photographies pour elle et des œuvres graphiques pour lui. Elles sont accrochées ensemble, par affinités de thèmes.

S'y retrouvent ceux que Sophie Calle artiste a faits siens dès ses débuts : le désir, le voyeurisme, l'érotisme et, à contrario, l'absence, la peur, la mort. Bien des noms sont connus : Diane Arbus, Pierre-Louis Pierson, Josef Hofer, Miroslav Tichy. D'autres devraient l'être davantage : Varujan Boghosian ou John Kayser. Mais il y a aussi de nombreux anonymes, dont ceux qui prenaient, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>, de petits portraits de mères avec leurs enfants dans leurs intérieurs, mais de mères invisibles, voilées, dissimulant leur visage, pour des raisons sans doute sociales ou morales. Cet ensemble d'images tragiquement muettes, constitué par l'artiste, répond à ses propres travaux, dans lesquels la figure de sa mère est centrale. Cette cohérence ne surprise pas, mais elle est ici parfaitement démontrée. ■ PHILIPPE DAGEN

«Le Manque». Galerie Christian Berst, Paris 3<sup>e</sup>. Jusqu'au 21 juin.



La chanteuse  
Mandy  
Lerouge,  
en décembre  
2024.

ANNE-LAURE ETIENNE

# En Argentine, Mandy Lerouge sur les traces d'une compositrice

La chanteuse évoque sur son nouvel album la compagne française du poète Atahualpa Yupanqui, qui composa pour lui sous un pseudonyme

MUSIQUE

**M**ai 2014. Quelque part sur la route, très tôt le matin, un car roule entre Salta et Tilcara, dans le nord-ouest de l'Argentine. Le paysage de la cordillère des Andes défile derrière la vitre dans les lumières du lever du jour. Quand le chauffeur enclenche la musique, des passagers commencent à taper dans leurs mains, à chantonner doucement en buvant le premier maté de la journée. Mandy Lerouge se réveille au son de la chacarera, de la zamba, des musiques populaires du coin. Elle a 23 ans. Par amour des chevaux, elle s'est offert une échappée belle au pays des gauchos. Elle en a rêvé toute son enfance passée dans les Hautes-Alpes, entre sa mère française et son père malgache.

Ce moment dans un bus filant sur une route d'Argentine sera un déclic déterminant dans son histoire avec les musiques de tradition argentine, indique la chanteuse, lorsque nous la rencontrons dans un café parisien, quelques jours avant son concert le 26 mai, au Café de la Danse à Paris. Elle y présentera *Del Cerro*, son deuxième album, une plongée délicieuse dans la poésie du guitariste et chanteur Atahualpa Yupanqui (1908-1992).

**Un festival avec Chango Spasiuk**  
Un album qu'elle défendra également en tournée à partir de cet été. Celui-ci a été réalisé par l'alchimiste du sampleur Nicolas Repac qui l'a séduite par son sens de la couleur sonore, «sa manière de créer des univers où il envoie valser tous les espaces-temps possibles, en ne s'interdisant rien».

Elle se souvient aussi de ce concert, plus tard, à Paris, de l'accordéoniste argentin Chango Spasiuk, l'un des compositeurs et musiciens les plus renommés du chamamé, une musique à guincher apparue au cœur de la pampa, dans la région de Corrientes (nord-est de l'Argentine), à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. «Je ne le connaissais pas et j'ignorais tout alors du chamamé. Ce moment m'a bouleversée, comme jamais un concert ne l'avait fait auparavant. J'avais envie de chanter, crier, taper du pied, me rouler par terre. C'était presque une transe,

*inexplicable et inexplicable.*» Pour la deuxième fois, les musiques populaires de l'Argentine la chamboulent. Elle décide alors de tirer sur ce fil.

A Marseille, sa ville natale où elle s'est réinstallée pour ses études, elle commence à apprendre à danser la chacarera, la zamba. Elle organise un festival où elle invite Chango Spasiuk. Il lui propose de chanter avec lui, à Marseille. Puis en Argentine. Avant de partir, elle glisse dans son sac à dos un enregistreur et sur place, pendant deux mois, fait du collectage. L'idée et le répertoire de son premier album prennent forme. *La Madrugada* paraît en 2020.

Elle réfléchit déjà à la suite, se plonge dans la poésie d'Atahualpa Yupanqui, s'intéresse plus particulièrement à ses textes autour de la montagne et de la nature. Beaucoup d'entre eux la renvoient aux paysages des Hautes-Alpes où elle avait grandi. Elle se rend compte alors que la majorité de ces œuvres étaient signées par un certain Pablo del Cerro. Elle enquête.

De fil en aiguille, elle découvre que cet inconnu était en fait une femme, la compagne d'Atahualpa Yupanqui, et qu'elle était française, née Antoinette Paule Pépin-Fitzpatrick à Saint-Pierre-et-Miquelon en 1908 et morte le 14 novembre 1990 à Buenos Aires. «Après cette découverte, j'ai décidé de consacrer mon prochain album à son œuvre et à tout ce qu'elle avait composé pour et avec Atahualpa Yupanqui.»

Elle retrouve la trace de leur fils unique, Roberto Chavero, président de la Fundacion Atahualpa Yupanqui à Cerro Colorado, leur village, au nord de Cordoba. Elle le contacte par WhatsApp, lui fait part de son projet. Il lui répond : «Viens à la maison, je te raconte-

rai.» Il l'invite à plonger dans les cartons d'archives de sa mère. Il lui confiera plus tard que c'était la première fois que quelqu'un avait voulu le rencontrer pour le faire parler de celle qui a composé près de 80 partitions pour son père... sous un pseudo pour ne pas susciter les commérages. Car bien que séparé depuis des années de sa femme, Atahualpa Yupanqui était encore marié.

Savoureux voyage au cœur de la poésie d'Atahualpa Yupanqui, *El Cerro* est construit uniquement sur des compositions d'Antoinette Pépin. «C'est elle, le person-

nage central de cet album finallement», lâche dans un sourire Mandy Lerouge. ■

PATRICK LABESSE

*Del Cerro*, de Mandy Lerouge (Le Fil rouge/PIAS). En concert, avec Diego Trozman, le 26 mai au Café de la Danse, à Paris 11<sup>e</sup> (invité spécial : Nicolas Repac); le 5 juillet à La Marbrerie, à Montreuil (Seine-Saint-Denis) avec Rudi Flores trio; le 14 juillet au festival Les Suds, à Arles (Bouches-du-Rhône); le 21 août à l'Imperial Annecy Festival, à Annecy, en trio...

UN HORS-SÉRIE | Le Monde

Le Monde  
COLLECTION  
**Michel Vaillant**  
Les coulisses d'une BD culte

GRATON

## MICHEL VAILLANT LES COULISSES D'UNE BD À 100 À L'HEURE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](#) • 11,99 € • 124 PAGES

«Ce concert de l'accordéoniste Chango Spasiuk m'a bouleversée, comme jamais un concert ne l'avait fait auparavant. J'avais envie de chanter, crier, taper du pied, me rouler par terre. C'était presque une transe,

MANDY LEROUGE



# Antoine de Caunes

## « Ma carrière est une série d'accidents »

ENTRETIEN

**A**ntoine de Caunes nous reçoit dans son bureau du 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris, une grotte d'Ali Baba remplie de livres, de disques et de figurines de bande dessinée. A 71 ans, il est l'objet d'un documentaire en cours de tournage et vient de publier une bande dessinée sur son père avec le dessinateur Xavier Coste (*Il déserte - Georges ou la vie sauvage*, Dargaud, 208 pages, 30 euros). En septembre, il sera curateur d'une exposition au Bon Marché, à Paris, sur le rock. Prolifique, il s'est également lancé dans l'écriture d'un nouveau dictionnaire amoureux consacré à l'« angélitude » et développe un projet de long-métrage.

### Je ne serais pas arrivé là si...

... Si je n'avais pas accompagné la fille du meilleur ami de mon père voir Sylvie Vartan en 1964 et que je ne m'étais pas retrouvé au concert des Beatles dont elle partageait l'affiche. J'ai eu un choc esthétique, j'étais émerveillé par leur dynamisme et la qualité de leur musique. En sortant, je n'étais plus le même.

### Etais-ce votre première rencontre avec le rock ?

Quand j'étais enfant, ma mère produisait une émission qui s'appelait « Rendez-vous avec », et elle recevait beaucoup de disques. On écoutait aussi bien Charles Trenet que Brassens, Brel et la musique américaine. Quand *Love Me Do*, le premier 45-tours des Beatles, est arrivé en 1962, on l'a écouté ensemble et on s'est emballés tous les deux. C'est une passion qui n'a jamais cessé. J'ai eu la chance de vivre une décennie prodigieuse où une grammaire a été inventée dans le rock avec les Who, les Stones et Led Zeppelin.

### Avez-vous été tenté de devenir musicien ?

Oui, bien sûr, mais j'étais un mauvais batteur malgré les cours pris adolescent. J'ai rapidement laissé tomber.

### Vos parents, Georges de Caunes et Jacqueline Joubert, étaient deux grandes vedettes de la télévision. Quelle perception en aviez-vous ?

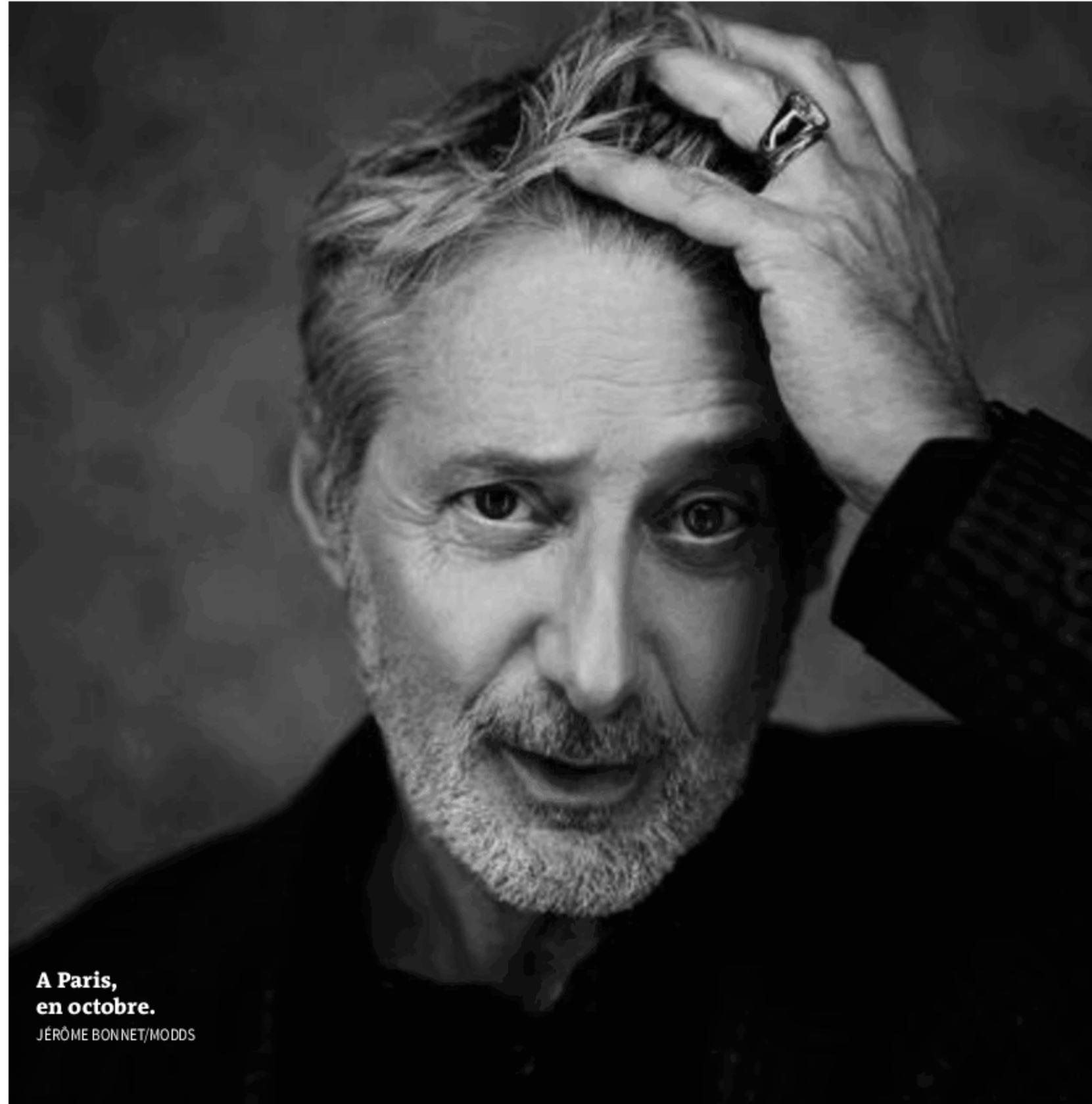
Ils étaient les deux têtes de gondole de ce nouveau médium. Ils s'étaient d'ailleurs rencontrés sur un plateau de télévision : ma mère avait invité mon père au début des années 1950, à son retour d'une expédition au Groenland avec Paul-Emile Victor. Pour l'accueillir, elle avait fait reconstruire un igloo sur le plateau ! Ils jouissaient d'une notoriété folle qu'ils amusaient plutôt. Le jour de ma naissance, on a reçu une brouette de layettes. La France entière s'est mise à tricoter pour moi !

### Comment vos parents étaient-ils ?

Ils bossaient comme des dingues, et mon père passait son temps à s'en aller. Son mantra, c'était : « L'important, c'est de partir, ce n'est pas d'arriver. » Il était volatil et, quand il était là, il jouait le paterfamilias à l'ancienne. Je le craignais. Il avait d'abord eu deux filles avec Benoîte Groult. Puis, après son divorce avec ma mère, il a refait deux autres enfants. Il avait une manière très verticale d'exercer le patriarcat. Ça n'a pas tenu longtemps avec ma mère, une pétroleuse féministe. Ils se sont séparés quand j'avais 6 ou 7 ans. J'ai grandi avec ma mère et ma grand-mère, qui vivait avec nous.

Mes parents étaient très différents. Ma mère était solaire, sociale et drôle. C'était une femme qui dansait sa vie. J'ai grandi en la voyant se déhancher sur du Fred Astaire dans le salon. Elle dégageait une joie de vivre incroyable, comme une compensation après les années noires de la guerre. Avec mon père, j'avais de vrais problèmes de communication, c'était un homme taiseux. J'avais l'impression qu'il n'arrivait pas à m'entendre, à m'écouter. Et, en même temps, je l'admirais profondément : il avait le sens de l'humour, il ne se prenait pas au sérieux, tout en pratiquant très sérieusement son métier. Et il vivait des aventures extraordinaires. Il était viré régulièrement, car il était très imprudent. Entre deux postes, il partait. Il avait 20 ans quand la guerre a éclaté, et il a été mobilisé. Comme toute sa génération, sa jeunesse a été bousillée, il avait un besoin de vie, il fallait que ça bouge. Je ne le voyais pas beaucoup. Quand il réapparaissait, il m'emménageait faire des choses qui m'ennuyaient, comme regarder des matchs de foot qu'il commentait en direct à la télévision.

### Vous racontez dans votre BD cet épisode fou où votre père se met en tête de partir un an sur une île déserte...



A Paris,  
en octobre.  
JÉRÔME BONNET/MODDS

**« JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... »** Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. L'animateur, acteur et auteur revient sur la naissance de sa passion pour le rock

J'avais 8 ans et je ne comprenais pas pourquoi il partait un an avec son chien. Tous les soirs, je l'entendais à la radio raconter son expérience. Et elle ne se passait pas vraiment bien. Il était bercé par le mythe de *Robinson Crusoe*, qui était son livre de chevet, et il s'est retrouvé dans un environnement très hostile, seul avec des moutons et des requins sur une île du Pacifique, bouffé par les moustiques. En vingt-quatre heures, il s'est rendu compte qu'il était dans « l'antichambre de l'enfer », comme il l'écrira. Il a essayé de tenir le plus longtemps possible, par orgueil, et aussi parce qu'il était lié par un contrat à la radio. L'expédition a finalement été arrêtée au bout de quatre mois : un médecin est venu le chercher contre son gré. Fier comme il était, il aurait pu se laisser mourir là-bas.

### Et encore, il ne racontait pas tout à la radio...

Il écrivait chaque jour dans son journal intime, dont j'ai découvert le contenu il y a peu. Je me suis rendu compte que ce qu'il avait vécu avait été vraiment terrible. J'ai compris aussi que, contrairement à l'impression que j'en avais à l'époque, il pensait à moi. Le jour de mon anniversaire, j'étais pendu au transistor en attendant qu'il me le souhaite, mais pas un mot ! Dans son journal, j'ai lu qu'il ne m'avait pas oublié, il estimait simplement que cela ne regardait pas la France entière. C'était un homme totalement clivé.

### Et vous, quel enfant étiez-vous ?

L'école m'ennuyait. Je me suis beaucoup baladé d'établissement en établissement. L'objectif de mes parents était de me conduire jusqu'au bac en attendant qu'une vocation s'éveille.

### N'étiez-vous pas programmé pour le monde de la télévision ?

L'écriture m'intéressait davantage. Le peu d'études que j'ai faites étaient des lettres classiques. Je faisais ça pour rassurer ma mère, et

j'ai très vite écrit mes premiers articles comme pigiste pour la presse, tout en étant coursier pour gagner ma vie. Je travaillais pour un radiologue spécialisé dans le cancer du sein. Je livrais les cancers, les cas bénins partaient par la poste ! Etre coursier me permettait de voler des disques, j'ai dévalisé le rayon musique du Bon Marché [*un grand magasin à Paris*]. Je garais ma mob, je prenais une pile, je ressortais et je redémarrais. J'ai constitué ma première discothèque à peu de frais. J'étais un doux mélange de coursier, intervieweur, photographe amateur et mélomane forcené. Ensuite, j'ai rêvé d'être reporter-photographe, pour raconter l'histoire en images.

Dès mon premier reportage chez Sygma [*une agence photographique française*], j'ai compris que ce n'était absolument pas pour moi, je n'avais pas la carapace pour faire ce genre de métier. Mais, là-bas, j'ai rencontré un ancien reporter de guerre qui s'appelait Michel Parbot, il avait couvert le Vietnam deux fois et s'était mis à faire du documentaire. J'ai commencé comme assistant réalisateur à ses côtés, ça a été un premier changement de braquet. Les rencontres ont été décisives dans mon parcours : je me destine à faire quelque chose et, en croisant la route de quelqu'un, je bifurque. Ma carrière est une série d'accidents, une ligne brisée. J'ai encore du mal aujourd'hui à définir ce que je fais.

### Comment arrivez-vous à la télévision ? De nouveau par hasard ?

J'ai recroisé la route d'un autre réalisateur, Claude Ventura, avec lequel on a déposé ce premier projet d'émission sur la musique qui s'appelait « Chorus », sur Antenne 2, en 1978. On avait obtenu une niche le dimanche midi, entre « Le Jour du Seigneur » et Jacques Martin. Il ne fallait pas se rater. De producteur, je me suis retrouvé devant la caméra, alors que je ne me destinais absolument pas à ça. Comme je ne trouvais aucun présentateur qui me convienne, le directeur de l'antenne m'a dit : « Fais-le toi-même, tu verras, ce n'est pas si compliqué. » J'avais une folle appréhension car j'étais d'une timidité maladive. J'étais très complexé par rapport à mes parents, j'ai longtemps développé un syndrome de l'imposteur. De semaine en semaine, j'ai pris un peu d'assurance. Tout cela est arrivé de façon accidentelle. J'ai fait de la télévision non pas pour faire de la télévision comme mes parents, mais pour défendre une cause, celle du rock, qui était totalement méprisé par la télévision de l'époque.

Puis arrivent l'aventure des « Enfants du rock » et surtout celle de Canal+...

Je rencontre Pierre Lescure et je lance une émission en 1982 qui s'appelle « Houbia Houba », en hommage au Marsupilami. Canal+, j'y suis dès le premier jour, le 4 novembre 1984. J'y ai une émission consacrée à la pop culture. Puis, au bout de quelques mois, alors que la chaîne se casse la figure, je pars aux Etats-Unis enregistrer des émissions de radio sur le rock avec mon ami Laurent Chalumeau. Je suis revenu à Canal+ en 1987, rappelé par Alain de Greef pour entrer dans l'équipe de « Nulle part ailleurs » après le départ des Nuls.

### C'est là que commence une carrière d'humoriste saltimbanque...

Après avoir, pendant des années, fait des émissions de rock et porté haut l'étendard, il fallait que je passe le relais. Je me retrouve à faire des parodies, des sketches, à devoir écrire, jouer avec une obligation de rendement et une sanction immédiate : si on ne fait pas rire, c'est foutu. Mais c'était très excitant, car ces années Canal+ ont aussi été une parenthèse enchantée dans l'histoire de la télévision. Ça m'a permis de travailler en bande, de former des binômes. Je crois beaucoup aux équipes, j'ai besoin d'avoir quelqu'un qui me renvoie la balle, ça me stimule. Chalumeau écrivait les personnages qu'on jouait avec José Garcia, on a beaucoup rigolé. J'avais ce goût de la comédie depuis toujours. Je suis d'un naturel farceur, rieur, j'ai une sainte horreur de l'esprit de sérieux des gens qui pontifient, qui vous font la leçon. L'humour est une manière de s'en affranchir.

### En même temps, vous vous décrivez comme quelqu'un de mélancolique...

Les deux cohabitent. Tous les gens très drôles que j'ai connus, à commencer par Desproges ou Frédéric Dard, étaient de grands dépressifs. Je ne suis pas dépressif, mais j'ai le regret des choses disparues, l'impermanence des choses me rend mélancolique. Cette fragilité vient sûrement d'une forme d'insécurité dans l'enfance, avec ce père qui partait tout le temps. Ça ne m'empêche pas d'avancer. Je fréquente beaucoup les psychanalystes !

Plus sérieusement, je ne serais pas arrivé là si je n'avais pas rencontré Daphné Roulier, devenue ma femme il y a vingt ans. D'un seul coup, je me suis retrouvé avec une colonne vertébrale, elle a toujours été très avisée, de très bon conseil. C'est une femme de très grande intelligence et de beaucoup de goût, même si elle n'a absolument pas le sens de l'humour ! On se complète parfaitement.

### Vous vous êtes en effet démultiplié en devenant acteur, réalisateur et en écrivant des livres...

Les gags et les sketches ont développé le goût de la comédie, car il n'y a rien de plus grisant que de faire rire les gens. Une fois qu'on a goûté à ça, il est difficile de s'en passer, surtout pour un ancien timide. Ces années Canal+ m'ont fait un bien fou, elles m'ont donné des ailes, l'envie de jouer, de réaliser, d'écrire toutes sortes de choses qui me semblaient loin de moi, intouchables. Tonie Marshall préparait son premier film [*Pentimento, 1989*] et m'a proposé le rôle. Je lui ai dit : « Mais je ne suis pas comédien. » Elle m'a répondu : « Ça s'apprend, on va travailler. » Pendant six mois, elle m'a appris comment respirer, quoi faire de mes mains, comment on parle en bougeant, comment on bouge en parlant... Ça a été le début d'une histoire avec le cinéma, devant et derrière la caméra.

### Votre dernière aventure, c'est le magazine « Vieux ». Comment appréhendez-vous la vieillesse ?

Quand Romain Jubert me l'a proposé, je n'ai pas compris pourquoi il s'adressait à moi ! Je ne me suis pas vu vieillir, mais, en effet, à 70 ans, biologiquement, je suis un vieux. Je me suis dit : « Enfin, je vais pouvoir parler de ce que je connais ! »

### Est-ce que vieillir vous angoisse ?

J'en ai pas peur de mourir. Ce qui m'inquiète, c'est le délabrement. Vieillir, c'est ma dernière aventure. Je suis sincèrement curieux de voir comment ma perception du monde, mon rapport aux autres évoluent. L'avantage de l'âge, c'est de ne pas avoir à prouver aux autres qu'on existe, à chercher sa place dans le monde. Je pense en revanche que je ne m'arrêterai jamais. Tant que j'aurai des choses à raconter et qu'il y aura des gens que ça intéressera, tant qu'on me tolère, je continuerai. J'ai encore mille projets. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
VANESSA SCHNEIDER

MODE  
AVIGNON

**E**scale dans le Vaucluse pour Louis Vuitton. C'est dans la Cour d'honneur du Palais des papes, à Avignon, que la maison a organisé son défilé croisière 2026, jeudi 22 mai au soir. Inscrit au Patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1995, ce monumental édifice gothique, dont la construction a commencé en 1335, accueille pour la première fois un défilé de mode.

Un choix qui n'a pas plu à tout le monde : différents collectifs ont en effet manifesté devant le monument, samedi 17 mai dans l'après-midi, pancartes à l'appui. Avec en chefs de file la CGT-Spectacle, Extinction Rebellion ou encore Attac, qui s'inquiètent des conditions de travail des intermittents mobilisés sur le défilé ainsi que des dommages écologiques engendrés par ce dernier. La privatisation du quartier pendant plusieurs jours avant le défilé a aussi cristallisé les tensions.

L'événement engendre cependant des retombées économiques conséquentes : plus de 2 000 chambres d'hôtel ont, par exemple, été réservées pour ces deux jours de festivités, tant pour les équipes de la marque et les techniciens que pour les 450 invités. Louis Vuitton s'est par ailleurs engagé à participer financièrement au projet d'illumination du Palais des papes, voté par le conseil municipal de la ville en septembre 2024 et estimé à 2 millions d'euros.

Le choix du Palais des papes s'inscrit, pour Nicolas Ghesquière, dans la continuité de son attrait pour les architectures singulières. Le directeur artistique des collections féminines de la maison a mis en scène ses précédentes collections croisière dans des lieux variés mais visuellement marquants : en France, comme à l'Axe majeur de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), en 2021, ou dans les jardins de la Fondation Maeght à Saint-Paul-de-Vence (Alpes-Maritimes), en 18. Mais aussi à l'étranger : au Brésil, au Musée d'art contemporain de Niteroi, conçu par l'architecte Oscar Niemeyer, en 2016 ; au Japon, dans le Musée Miho réalisé par l'architecte sino-américain Ieoh Ming Pei, en 2017 ; ou bien encore aux Etats-Unis, dans la maison moderniste de l'acteur Bob Hope (1903-2003), à Palm Springs, en 2015.

« Le Palais des papes est un endroit extraordinaire. Cela fait longtemps que j'y pense pour un défilé. Il y a tant de lieux très riches historiquement en France, il ne faut pas chercher à tout prix des destinations lointaines. Quand j'y suis revenu il y a quelque temps avec mon compagnon [l'acteur américain Drew Kuhse], j'ai vu dans ses yeux un tel éblouissement ! On oublie parfois, en tant que Français, que ces endroits-là existent chez nous », commente le créateur, quelques minutes avant le coup d'envoi du défilé.

#### Bottes hautes et souples

Les collections croisière ne sont, pour autant, pas uniquement l'occasion de faire rêver et voyager la clientèle. Les jeux de ces lignes de mi-saison sont considérables : ce sont en effet celles qui restent le plus longtemps sur les portants des boutiques, parfois jusqu'à huit mois, et comptent ainsi plus que les autres en matière de chiffre d'affaires. Et la crise financière qui traverse actuellement l'industrie du luxe n'épargne aucun de ses acteurs stratégiques, pas même les leaders : le bénéfice net de LVMH a chuté de 17 % pour s'établir à 12,6 milliards d'euros sur l'exercice 2024.

« Cette collection a été nourrie non seulement par l'histoire du lieu, qui évoque l'époque chevaleresque et médiévale, mais également par l'idée de la scène et



Le final du défilé croisière 2026 de Louis Vuitton, jeudi 22 mai. ELIOT BLONDÉT/ABACA PRESS

## Les demoiselles d'Avignon de Louis Vuitton

Jeudi 22 mai, Nicolas Ghesquière a présenté sa collection croisière 2026 dans la Cour d'honneur du Palais des papes. Un vestiaire mêlant références médiévales et futuristes

de la performance. Avignon est un berceau de culture fantastique. J'ai de nombreux souvenirs du Festival, où la ville est, d'un coup, au service des artistes. J'y ai vu des œuvres de Bill Viola, de Christian Boltanski ou de Pina Bausch », se souvient Nicolas Ghesquière. Créé en 1947 par Jean Vilar (1912-1971), le Festival d'Avignon, qui se tient chaque été, est l'une

des plus importantes manifestations de théâtre et de spectacle vivant du monde.

Imaginée par l'artiste britannique Es Devlin, la scénographie du défilé reprend l'idée du spectacle. Dans la Cour d'honneur du Palais des papes, le public est placé au centre d'une scène, face à des rangées de gradins de velours rouge, laissés vides. Les mannequins gravitent

quant à elles autour des invités. Parmi lesquels les actrices Alicia Vikander, Emma Stone ou Cate Blanchett, mais également Pharrell Williams, venu en collègue – il dirige les collections masculines de Louis Vuitton –, ou encore la première dame, Brigitte Macron, fidèle de la marque.

Très riche en propositions, la collection fait adroitement cohabiter différents univers et différentes temporalités. Sur la chanson *Excalibur*, de William Sheller (1989), les allures médiévales et chevaleresques s'expriment sur des robes chasubles entièrement brodées de paillettes de velours accompagnées de bottes hautes et souples, des capes courtes en patchwork de cachemire feutré, des robes en jacquard brillant rappelant les tapisseries de cour, ou encore des robes fluides en maille dont les plastrons sont recouverts de chaînes argentées.

Les costumes de scène, eux, n'auraient pas détonné sur un Keith Richards ou un David Bowie. Il y a un petit côté rock star sur ces blousons courts en cuir zippés et ces costumes aux vestes métallisées ou à l'imprimé cachemire. Certaines pièces, richement décorées et travaillées, tiennent quant à elles presque de la haute couture, comme ces robes courtes entièrement réalisées en pétales de soie brodés. En mêlant ainsi différentes références, historiques ou contemporaines, Nicolas Ghesquière, que l'on sait friand de science-fiction, évite les anachronismes flagrants en brouillant habilement les pistes.

Alors que le monde du luxe et de la mode n'a jamais été autant chamboulé (une dizaine de nouveaux directeurs artistiques feront leurs débuts sur les podiums en septembre et octobre), parmi lesquels Matthieu Blazy chez Chanel, le duo de Proenza Schouler chez Loewe ou encore Pierpaolo Piccioli chez Balenciaga, il a renouvelé son contrat pour cinq années supplémentaires en 2023. Comment voit-il les changements à venir chez ses concurrents ? « C'est très excitant ! La semaine de la mode parisienne va être très forte, et on a envie de cela, ça galvanise, non ? » Assurément. ■



Louis Vuitton, collection croisière 2026. LOUIS VUITTON

## Une présence renforcée sur le terrain du sport

LE 25 MAI, LES AMATEURS de formule 1 qui regarderont le Grand Prix de Monaco ne pourront échapper à Louis Vuitton : comme à chaque édition monégasque depuis 2021, le trophée arrivera dans une malle spécialement conçue pour l'occasion, avec un V (de la victoire et de Vuitton) superposé au monogramme fleuri. En outre, la griffe aura son nom inscrit en bord de piste en sa qualité de partenaire officiel de la formule 1. Un contrat de dix ans, qui a démarré début 2025 et qui concerne aussi deux autres maisons du groupe LVMH : le chronométrage est assuré par TAG Heuer et les vainqueurs de la course sont arrosés de champagne Moët & Chandon.

Pour légitimer ce partenariat, Vuitton invoque son héritage automobile : déjà en 1897, Georges Vuitton (le fils du fondateur Louis) concevait des malles spécialement pour les voyages en voiture, habillées d'une toile résistante aux intempéries auxquelles elles étaient alors exposées. Outre cet élément biographique, on peut imaginer d'autres raisons qui poussent Vuitton à se rapprocher de la formule 1.

D'abord, l'intérêt croissant du grand public pour la compétition automobile n'a pas échappé à la plus grosse marque de luxe (dont le chiffre d'affaires est estimé à 24 milliards d'euros en 2024). Depuis que la société américaine Liberty Media a racheté les droits commerciaux de la formule 1 en 2017, elle s'est employée avec succès à élargir son audience, notamment grâce à la coproduction avec Netflix de la série documentaire *Drive to Survive*, qui raconte les coulisses du circuit. Les centaines de millions de personnes qui l'ont regardée sont autant de potentiels spectateurs pour la saison de formule 1.

« Ces dernières années, la formule 1 est devenue l'un des sports les plus attractifs au monde », résumait Frédéric Arnault, président-directeur général de la division montres de LVMH, lors de l'officialisation du partenariat le 2 octobre 2024. De son côté, Bernard Arnault évoquait « la volonté de repousser les limites sans relâche » commune à ses marques de luxe et à la course automobile.

#### Ballon d'or et Open d'Australie

Outre la formule 1, on observe un engagement accru de la part de LVMH en général, et de Vuitton en particulier, dans les compétitions sportives de haut niveau : rien que ces trois dernières années, la marque a été partenaire de la Coupe du monde de la FIFA, de la Coupe Davis, de la NBA, de la Coupe du monde de rugby, du Ballon d'or, de l'Open d'Australie, des Jeux olympiques et paralympiques. Depuis 2024, elle a même donné son nom à la compétition de voile Coupe de l'America, devenue Coupe Louis-Vuitton.

Ce rapprochement avec le sport de haut niveau nécessite d'avoir les poches profondes – à titre d'exemple, le contrat de LVMH avec la formule 1 est estimé à 1 milliard d'euros. Il exprime la volonté de Vuitton de parler à un large public, et d'incarner à ses yeux l'excellence, dénominateur commun de toutes les marques de luxe, mais aussi le dépassement et l'intensité.

A la fin des années 2010, la communication du luxe était très orientée sur les notions d'inclusivité et d'écoresponsabilité. Des valeurs vertueuses, mais pas toujours très vendues. Aujourd'hui, on sent chez certaines maisons, comme Vuitton, l'envie de faire évoluer leur image. Sans renoncer à leurs engagements sociétaux ou environnementaux pris il y a quelques années, elles préfèrent souligner leur caractère exceptionnel. Pour ce faire, quel meilleur symbole qu'une compétition sportive qui rassemble, devant des millions de spectateurs, une poignée d'élus aux capacités physiques hors norme ? ■

ELVIRE VON BARDELEBEN

**Certaines pièces, richement décorées et travaillées, tiennent presque de la haute couture**

MAUD GABRIELSON

# Joseph Nye

## « Le soft power culturel des Etats-Unis survivra-t-il au déclin de leur soft power politique ? »

[Le politiste américain Joseph S. Nye Jr, qui a forgé le concept de «soft power», soit la «capacité d'influencer les autres par l'attraction et la persuasion plutôt que par la coercition et l'achat», est mort le 6 mai. Peu avant son décès, il a livré une analyse de l'avenir de ce concept à l'heure de la présidence de Donald Trump, que nous publions ici.]

**L**a puissance est ce qui vous permet d'obtenir des autres ce que vous souhaitez, par la contrainte (le bâton), la récompense (la carotte) ou la séduction (le miel). Les deux premières méthodes constituent des formes de hard power, la troisième correspondant au soft power. Cette «puissance douce» émane de la culture d'un pays, de ses valeurs politiques et de sa politique étrangère. A court terme, le hard power prime généralement sur le soft power. Sur le long terme, en revanche, c'est bien souvent le soft power qui prévaut. Joseph Staline aurait un jour demandé, non sans ironie: «*Le pape, combien de divisions?*» Or, la papauté vit encore, tandis que l'URSS n'est plus qu'un lointain souvenir.

Lorsque vous apparaissiez séduisant, vous pouvez faire l'économie de la carotte et du bâton. Si vos alliés vous considèrent comme un acteur bienveillant et fiable, ils seront probablement plus faciles à convaincre, et plus enclins à vous suivre. S'ils voient au contraire en vous un acteur brutal et peu fiable, ils seront plus susceptibles de freiner des quatre fers, et de réduire leur dépendance à votre égard dès qu'ils le pourront. L'Europe de la guerre froide constitue une bonne illustration de ce principe. L'historien norvégien Geir Lundestad décrit ainsi à cette période un continent divisé en deux empires, l'un soviétique, l'autre américain, avec toutefois une différence cruciale entre les deux: le camp américain était un «empire par invitation». Cette dissemblance est devenue évidente lorsque les Soviétiques ont déployé des troupes à Budapest, en 1956, ainsi qu'à Prague, en 1968. Par opposition, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a depuis non seulement survécu, mais également vu augmenter le nombre de ses membres grâce à des adhésions volontaires.

Avoir une juste compréhension de la puissance implique donc de considérer à la fois les forces d'attraction et de coercition. Selon Nicolas Machiavel, il vaut mieux pour le Prince être redouté qu'être aimé. En réalité, il est préférable d'allier les deux. Le soft power étant rarement suffisant en soi, et ses effets nécessitant plus du temps pour se concrétiser, les dirigeants politiques sont souvent tentés de se concentrer sur le hard power, à travers la coercition ou la rétribution. Or, lorsqu'il est employé seul, le hard power peut s'accompagner de coûts supérieurs à ceux d'une approche impliquant également la puissance douce de l'attraction. Le mur de Berlin n'est pas tombé sous des salves d'artillerie, mais sous des masses et des bulldozers aux mains d'une population qui avait perdu foi dans le communisme, et qui était attirée par les valeurs occidentales.

A l'issue de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis étaient de loin la première puissance mondiale. Le pays s'est efforcé de consacrer ses valeurs dans ce qui est devenu l'«ordre international libéral», un cadre composé des Nations unies, des institutions économiques de Bretton Woods [accords signés en 1944 pour créer une organisation financière internationale], et d'autres organisations multilatérales. Les Etats-Unis ne se sont certes pas toujours montrés à la hauteur de leurs valeurs libérales, et la bipolarité associée à la guerre froide a limité la portée de cet ordre à seulement la moitié de la population mondiale. Il n'en demeure pas moins que le système d'après-guerre aurait été bien différent si les puissances de l'Axe étaient sorties victorieuses de la seconde guerre mondiale et avaient imposé leurs valeurs.

### Perte de crédibilité

Si les présidents américains ont parfois voulé certains aspects de l'ordre libéral, Donald Trump est le premier à rejeter purement et simplement la valeur du soft power en politique étrangère. Parmi ses premières mesures après son retour à la Maison Blanche, Trump a pris la décision d'une sortie des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat, ainsi que de l'Organisation mondiale de la santé, en dépit des menaces évidentes que représentent le changement climatique et les pandémies.

Les effets d'un abandon du soft power par l'administration américaine sont hélas prévisibles. User de la contrainte avec des alliés démocratiques tels que le Danemark ou le Canada, c'est affaiblir la confiance dans nos alliances. Menacer le Panama, c'est réveiller la crainte de l'imperialisme en Amérique latine. Affaiblir l'Agence américaine pour le développement international (Usaid), créée par le président John F. Kennedy en 1961, c'est nuire à notre réputation de bienfaisance. Réduire au silence le média Voice of America, c'est faire un cadeau à nos adversaires autoritaires. Imposer des droits de douane à nos amis, c'est choisir d'apparaître comme des partenaires peu

fiables. Tenter d'étouffer la liberté d'expression dans notre propre pays, c'est mettre à mal notre crédibilité. La liste est encore longue.

Donald Trump considère que le plus grand défi des Etats-Unis n'est autre que la Chine qui, de son côté, investit dans le soft power depuis 2007, le président de l'époque, Hu Jintao, ayant déclaré, devant le Parti communiste chinois [PCC], que le pays devait se rendre plus attractif aux yeux des autres. Dans cette démarche, la Chine se heurte néanmoins à deux obstacles depuis de nombreuses années. Premièrement, elle entretient des disputes territoriales avec plusieurs de ses voisins. Deuxièmement, le PCC insiste pour maintenir un contrôle étroit sur la société civile. Le tribut de ces politiques s'observe dans les sondages d'opinion sur l'avis de personnes du monde entier concernant les pays qu'ils estiment attractifs. On peut toutefois s'interroger sur ce que révèlent ces sondages dans quelques années, si Donald Trump continue de mettre à mal le soft power américain.

La «puissance douce» de l'Amérique a certes connu des hauts et des bas au fil des années. Durant les guerres du Vietnam (1955-1975) et d'Irak (2003-2011), les Etats-Unis étaient impopulaires dans de nombreux pays. Le soft power ne procéda toutefois pas seulement des actions d'un gouvernement, mais également de la société et de la culture du pays concerné. Tandis que la guerre du Vietnam faisait rage, des foules manifestaient dans les rues du monde entier contre la politique américaine, mais elles scandaient dans le même temps l'hymne américain des droits civiques, «We Shall Overcome». Une société ouverte qui autorise les manifestations peut constituer un atout pour le soft power. La question est donc: le soft power culturel des Etats-Unis survivra-t-il au déclin de leur soft power politique au cours des quatre prochaines années?

La démocratie américaine résistera probablement à quatre ans de mandat Trump. Les Etats-Unis se caractérisent par une culture politique résiliente, et

par une Constitution fédérale attachée aux contre-pouvoirs. Il est raisonnablement possible que les démocrates reprennent le contrôle de la Chambre des représentants à l'issue des élections de 2026. La société civile américaine demeure par ailleurs solide, et les tribunaux indépendants. De nombreuses organisations ont d'ores et déjà lancé des poursuites contre les mesures de Donald Trump, tandis que les marchés manifestent leur mécontentement face à ses politiques économiques.

### Rivalité avec la Chine

Le soft power des Etats-Unis a survécu aux guerres du Vietnam et d'Irak, ainsi qu'au premier mandat de Donald Trump. Seulement voilà, une fois la confiance brisée, il n'est pas facile de la rétablir. Après l'invasion de l'Ukraine, la Russie a perdu l'essentiel de ce qu'il lui restait de soft power. Mais de son côté, la Chine s'emploie à occuper les vides laissés par le président américain. Au dire du dirigeant chinois, Xi Jinping, l'Orient est en train de prendre le dessus sur l'Occident.

Si Donald Trump pense pouvoir rivaliser avec la Chine tout en fragilisant la confiance des alliés à l'égard des Etats-Unis, en formulant des aspirations impériales, en anéantissant l'Usaid, en réduisant au silence Voice of America, en remettant en question les lois de son propre pays et en se retirant des agences de l'Organisation des Nations unies, il est fort probable qu'il échoue. Et si reconstruire tout l'édifice détruit par Donald Trump sera toujours possible, le prix en sera exorbitant. ■



SELON MACHIAVEL,  
IL VAUT MIEUX POUR  
LE PRINCE ÊTRE REDOUTÉ  
QU'ÊTRE AIMÉ. EN RÉALITÉ,  
IL EST PRÉFÉRABLE  
D'ALLIER LES DEUX

Joseph Nye a été doyen de la Harvard Kennedy School et secrétaire adjoint à la défense des Etats-Unis. Ses Mémoires s'intitulent «A Life in the American Century» («une vie dans le siècle américain», Polity Press, 2024, non traduit). © Project Syndicate, 2025

## SANTÉ MENTALE, GRANDE CAUSE ÉCONOMIQUE

Grande cause nationale 2025, elle est devenue un sujet de préoccupation économique à part entière. Etats et entreprises se mobilisent pour tenter d'endiguer la hausse des troubles psychiatriques

# Dominique Lhuillier Une omerta pèse sur les troubles psychiques au travail

Les risques psychosociaux sont devenus un problème central lorsque la vie collective dans les entreprises s'est dégradée. Au travail, comme dans la vie, on ne tient pas debout sans les autres, constate la psychologue

### Le contexte

La protection de la santé mentale a été érigée au rang de grande cause nationale 2025. Différents partenaires publics et privés se mobilisent pour lutter contre la stigmatisation, lever les tabous, améliorer l'accès aux soins et à l'information, renforcer la prévention.

Le déclin de la santé mentale est alarmant : une personne sur quatre sera confrontée à un trouble mental au cours de sa vie. A l'origine de nombreux arrêts de travail et d'une baisse de la productivité, cette réalité a des répercussions sur l'économie.

En 2018, la Fondation FondaMental évaluait déjà le fardeau lié aux pathologies mentales à plus de 170 milliards d'euros par an, dont 126 milliards représentent des coûts indirects résultant de la perte de qualité de vie et de productivité.

**S**tress, souffrance, épuisement, burn-out, troubles anxiodepressifs, traumatismes psychiques, addictions, absentéisme, démissions, suicides... L'augmentation des troubles de la santé mentale est patente. Ils se classent au troisième rang des affections les plus fréquentes, après les cancers et les pathologies cardio-vasculaires : selon l'Organisation mondiale de la santé, une personne sur quatre en moyenne y sera confrontée au cours de sa vie, la pandémie de Covid-19 aggravant ce pronostic.

La France bat le record européen de la prévalence de syndromes dépressifs (11 %, contre 6 % en moyenne pour l'Europe). Et la consommation de psychotropes représente le premier poste de dépense de l'Assurance-maladie. Les troubles mentaux constituent la première cause d'années vécues avec une invalidité et occasionnent plus d'un tiers de l'absentéisme au travail.

Cette dégradation doit être mise en perspective avec les transformations du travail et de l'emploi. Accroissement des exigences productives, organisation du travail en flux tendu, augmentation des cadences, densification et complexification : les ingrédients du « travail pressé » fabriquent le sentiment, largement partagé, d'être « débordé », « épuisé », « sous l'eau ». Ce travail en apnée use à la fois les corps et la psyché.

S'ajoute une double précarisation de l'emploi (développement des contrats à durée déterminée, travail intérimaire, flexibilité externe, temps partiels, contraints, chômage) et du travail (exigence de mobilité, d'adaptabilité, de polyvalence) qui fragilise les fonctions, les mé-

tiens et les environnements de travail. D'où la multiplication des ruptures et transitions dans les trajectoires professionnelles. Ce précaritat subi, puissant vecteur d'insécurité, a des répercussions sur tous les aspects de la vie. Reste la peur de perdre la capacité à tenir sa place dans le monde avec les autres. Ces transformations fragilisent les ressources collectives qui permettent de soutenir les épreuves du travail : transmission des règles de métier, entraide, régulation collective de la charge de travail, réciprocité dans les échanges au sein des équipes, travail de réorganisation des tâches..., ce qui tend à isoler chacun, contraint de puiser dans ses ressources propres. Au travail, comme dans la vie, on ne tient pas debout sans les autres.

S'il y a pléthore d'études, d'instruments de mesure, d'enquêtes sur les risques psychosociaux, les troubles psychosociaux, eux, semblent se fondre dans la catégorie des troubles de santé mentale qui mêle tout à la fois pathologies psychiatriques, souffrance psychosociale et mal-être.

Aujourd'hui, la prévalence de l'épuise-



**AUJOURD'HUI, FAIRE CONSCIENCEUSEMENT SON TRAVAIL REND VULNÉRABLE À L'HYPERRACTIVITÉ, ET DONC À L'ÉPUISSEMENT**

ment professionnel – ou burn-out, pathologie de surcharge, mais aussi de la solitude – est alarmante. Cet épuisement prend forme dans un nouage sociopsychique né de l'articulation entre sursollicitations et surengagement personnel.

La surcharge de travail tient aux transformations décrites, les organisations étant de plus en plus gourmandes en productivité et de plus en plus anorexiques en main-d'œuvre. Quant au surengagement, qui conduit à un désinvestissement des autres sphères de la vie, il renvoie bien souvent aux efforts considérables déployés pour produire un travail de qualité alors que les conditions pour ce faire ont disparu. Rien n'est plus délétère que le sentiment d'être contraint de faire du « sale boulot ». Mais, aujourd'hui, faire consciencieusement son travail rend vulnérable à l'hyperactivité, et donc à l'épuisement.

### Poussés à l'endurance

Dans les temps longs (en moyenne, trois ans environ) qui précèdent l'effondrement, on retrouve toujours une minimisation des signaux d'alerte : le travailleur ne « s'écoute » pas. Aussi, ce sont des événements tels qu'accidents du travail, accidents vasculaires cérébraux, infarctus, explosion d'agressivité, épisode de sidération anxiante ou confusionnelle, pensées suicidaires... qui viennent faire rupture.

Une omerta pèse sur les troubles psychi-

ques au travail, fabriquée à la fois par le déni et par le malaise dans lesquels ils plongent le milieu de travail. Le terme « santé mentale » évoque les figures du fou. Pour éviter le stigmate, la détresse est souvent tue, dissimulée par un retrait social ou par la mise en avant d'autres pathologies masquant les troubles psychiques.

Lorsqu'on cherche à savoir d'où vient le problème – du travail, de la vie personnelle, d'une fragilité antérieure ? –, on finit souvent par nourrir la culpabilisation du travailleur : ces débats contribuent aussi à faire taire la parole. Aujourd'hui, la moindre difficulté au travail menace de se solder par une évaluation négative, à l'attri-

bution d'une supposée vulnérabilité personnelle. On est poussé à l'endurance, quoi qu'il en coûte. Cela se passe dans un contexte où les individus sont de plus en plus responsables de la gestion de leur « employabilité » (capacité à trouver et à garder un emploi). On leur demande d'être flexibles, « agiles », prêts à changer de poste ou de lieu pour s'adapter à un marché du travail qui évolue sans cesse.

Enfin, en invisibilisant les travailleurs (qui « passent » dans l'entreprise), la précarisation du travail rend du même coup invisibles ses impacts sur la santé mentale, au détriment des diagnostics et des soins. Les précaires, de même que les chômeurs, ont peu ou pas accès aux services de santé au travail. Du côté de la prévention, on trouve un foisonnement d'institutions, d'acteurs, d'experts, en défaut de pilotage, cloisonnés, peu coordonnés, qui travaillent plus souvent « sur » les travailleurs qu'« avec » eux. L'intégration de la santé mentale dans les politiques et pratiques de prévention implique de rompre avec les segmentations instituées : santé mentale-santé somatique, en emploi-sans emploi, santé publique-santé au travail. Surtout, il est important de reconnaître l'expérience des travailleurs et leur rôle actif dans le maintien et l'amélioration de leur santé.

La prévention passe par un vrai dialogue fondé sur le travail réel, et par la création des conditions qui permettent à chacun de prendre soin de sa santé mentale et physique. Car la santé n'est pas seulement une affaire individuelle ; elle se construit aussi grâce à un effort collectif, qui aide à concilier les exigences du travail et le bien-être de chacun. ■

**Dominique Lhuillier** est professeure émérite en psychologie du travail au Conservatoire national des arts et métiers. Elle est la coauteure de « Santé et travail, paroles de chômeurs » (Erès, 2024)

# Alexandra Lugova Repousser l'âge de la retraite n'est pas sans risque pour les travailleurs en fin de carrière

Une étude menée dans 14 pays montre que prolonger la vie professionnelle peut nuire à la santé mentale, en cas de mauvaises conditions de travail, constate l'économiste qui y a participé

**SI VOUS ÉVOLUEZ DANS UN CADRE DE TRAVAIL RESPECTUEUX ET STIMULANT, ALORS RESTER ACTIF PEUT ÊTRE BÉNÉFIQUE**

**C**haque réforme des retraites est une étincelle. Elle met le feu à la rue, fait exploser les débats sur les plateaux télé, rallume les angoisses dans les foyers. La dernière en date, en 2023, n'a pas fait exception : colère, fatigue, sentiment d'injustice. Mais, au-delà de la bataille des chiffres et des âges, une question reste trop souvent oubliée : dans quel état de santé, surtout la santé mentale, seront les travailleurs qu'on pousse à rester plus longtemps en poste ?

C'est cette question que nous avons creusée dans une étude menée par des chercheurs de l'université Savoie-Mont-Blanc et de l'université de Turin à partir de données issues de 14 pays européens. La

réponse est sans appel : oui, travailler plus longtemps peut nuire à la santé mentale... mais pas pour tout le monde. Tout dépend des conditions dans lesquelles ces années supplémentaires se passent.

Le vieillissement de la population fait peser une pression réelle sur nos systèmes de retraite. Pour les sauver, les gouvernements repoussent l'âge de départ. Mais cette solution cache un coût : celui qui paient les individus concernés, souvent en silence. Car plus on vieillit, plus notre santé devient fragile. Le corps fatigue, mais l'esprit aussi, surtout quand le travail est dur, stressant, mal reconnu. Allonger la vie professionnelle, c'est souvent prolonger l'exposition à des fac-

teurs de stress et de fatigue, parfois jusqu'à l'épuisement.

Nous avons étudié l'impact du report de l'âge de la retraite sur la santé mentale des seniors. Et plus particulièrement sur la dépression, cette maladie silencieuse qui touche aujourd'hui environ 5 % de la population mondiale, bien davantage chez les personnes en fin de carrière. Nos résultats vont plus loin qu'un simple « travailler plus rend dépressif », car tout dépend de la qualité de l'emploi. Si vous passez vos journées dans un environnement de travail toxique, sans soutien, sous pression constante, avec peu d'autonomie et sans perspectives... alors oui, chaque année de plus, avant la retraite, est une charge supplémentaire, un poids mental qui s'alourdit. Nos données montrent une augmentation mesurable des symptômes dépressifs dans ces situations.

### Réforme à deux vitesses

Inversement, si vous évoluez dans un cadre de travail respectueux, stimulant, avec de la reconnaissance, de la coopération, des marges de manœuvre... alors rester actif peut être bénéfique. Certaines personnes en bonne santé, bien entourées, trouvent du sens à continuer. Leur santé mentale ne se dégrade pas – elle peut même s'améliorer !

Ce n'est donc pas travailler plus longtemps qui est le vrai problème. C'est travailler plus longtemps dans de mauvaises conditions. Et c'est là que le bât blesse. Car

quand on repousse l'âge de la retraite sans changer le travail lui-même, on laisse de côté les plus vulnérables. Ceux qui n'ont pas le choix, qui n'ont ni voix ni pouvoir de négociation. On crée une réforme à deux vitesses : ceux pour qui ça passe, et ceux pour qui ça casse.

Il existe des solutions : adapter les postes aux capacités évolutives, améliorer la qualité de l'encadrement, encourager la mobilité interne, investir dans la formation continue, promouvoir la coopération et l'autonomie... autant de leviers qui rendent les dernières années de carrière non seulement supportables, mais utiles, valorisantes, voire épanouissantes.

Ce n'est pas l'allongement de la vie professionnelle qui est en cause, c'est l'inaction sur les conditions de cette vie. A l'heure où le débat sur les retraites reste enfermé dans une logique budgétaire, il est urgent d'élargir la focale. Car un système financièrement stable mais humainement injuste ne tiendra pas. Et, surtout, il ne sera jamais accepté. Si l'on veut vraiment réformer les retraites, alors il faut réformer aussi le travail. ■

**Alexandra Lugova** est doctorante en économie à l'université Savoie-Mont-Blanc

# Isabelle Durand-Zaleski « Mieux gérer les problèmes psychiatriques pour réduire les coûts »

Il faudrait investir dans la prévention, mieux cibler les interventions, et développer une recherche appliquée et coordonnée, estime la médecin et économiste

## ENTRETIEN

Isabelle Durand-Zaleski, médecin et économiste, évoque différentes pistes pour améliorer la prise en charge des pathologies mentales.

### La santé mentale est-elle un angle mort de notre système de soins ?

Non, une grande attention est portée à la santé mentale, comme en témoigne la mobilisation qui a précédé l'année 2025, pour laquelle elle a été érigée en grande cause nationale. Il faut rendre hommage à Marion Leboyer [psychiatre à l'hôpital Albert-Chenier de Crétteil] qui s'est démenée pour la préparer. La stigmatisation des patients a reculé. Les ministères, les grandes entreprises se sont engagés. Il y a des progrès.

Aujourd'hui, l'Assurance-maladie dépense 26,2 milliards d'euros pour les maladies mentales et les troubles psychiatriques, soit 14 % du total. C'est le premier poste de dépenses, devant les cancers et les maladies cardio-vasculaires. Au total, ce sont 8,5 millions de personnes qui sont concernées, dont

les deux tiers ont reçu des prescriptions pour des psychotropes, tels que les anxiolytiques ou les antidépresseurs. Mais il faut être conscient des limites des chiffres car, comme pour bien d'autres maladies, ils ne disent rien sur la pertinence de la dépense.

Il est certain qu'une meilleure gestion des problèmes psychiatriques permettrait de réduire les dépenses de soins ainsi que l'ensem-

**L'ASSURANCE-MALADIE DÉPENSE 26,2 MILLIARDS D'EUROS POUR LES MALADIES MENTALES ET LES TROUBLES PSYCHIATRIQUES, SOIT 14 % DU TOTAL**

ble des coûts économiques et sociaux qu'ils causent. De tels coûts ont été chiffrés à 163 milliards d'euros en 2018 : cela inclut les dépenses médico-sociales – maisons d'accueil, aide à domicile, soutien psychologique, allocation aux adultes handicapés, etc. –, les indemnités journalières, mais aussi les pertes de production.

### Que faudrait-il faire pour améliorer la prise en charge des pathologies mentales ?

Plusieurs pistes sont à privilégier. D'abord la prévention. Il faut accepter qu'elle n'est pas moins chère que les soins pour la collectivité. Bien ciblée, elle améliore la santé des populations et réduit les coûts. Elle va du repérage précoce des maladies aux conditions de travail en passant par le développement du sport.

Ensuite, l'évaluation des soins. Les comparaisons internationales permettent de repérer les domaines où les traitements sont insuffisants ainsi que les dépenses qui ne sont pas justifiées médiquement. Les patients traités pour une maladie psychiatrique développent souvent des maladies physiques – parce qu'ils se nourrissent moins bien, ne font pas d'exercice, ne boivent pas assez d'eau, ne prennent pas leurs médicaments. Elles sont mal prises en charge : trop souvent, elles ne sont ni dépistées à temps ni correctement traitées. Puis l'innovation. Des modèles innovants de prise en charge existent et ils fonctionnent. Les centres experts qui, dans les hôpitaux, proposent une approche coordonnée et pluridisciplinaire de la psychiatrie, ont permis, en deux ans, de réduire de moitié les hospitalisations en urgence et les dépenses de soins.

Enfin, la recherche. Elle souffre en France d'un déséquilibre du fait du désintérêt de l'industrie pharmaceutique, qui n'investit guère au-delà du champ des démences – les maladies neuro-dégénératives, la plus connue étant Alzheimer. Ce déséquilibre oriente les efforts vers une recherche principalement fondamentale, en décalage avec les besoins concrets des patients. Or, l'Union européenne veut déve-

lopper une recherche de terrain, capable d'évaluer des approches complexes mêlant médicaments, outils numériques, accompagnement humain et interventions de professionnels.

### Pourquoi l'industrie pharmaceutique n'investit-elle pas beaucoup dans la recherche de traitements psychiatriques ?

Beaucoup de médicaments psychiatriques sont très anciens, et ont souvent fait l'objet de génériques. Ils coûtent très peu cher et les industriels n'ont aucun intérêt à essayer de leur livrer concurrence. Il y a une autre raison qui freine la recherche : les essais cliniques des médicaments psychiatriques sont complexes à mener et les critères de réussite des nouveaux traitements sont difficiles à mesurer de façon objective. A la différence des cardiologues, neurologues ou oncologues, les psychiatres ne disposent pas de biomarqueurs « durs » qui leur permettraient de bien classer leurs patients par catégorie de risque. Il leur est plus difficile de distinguer, à partir des symptômes, si un patient est gravement malade ou pas. On touche là à la grande différence entre maladies mentales et les autres. Les industriels du médicament sont donc très réticents à s'engager dans des essais cliniques, car ils savent qu'ils auront du mal à identifier les patients qui ont le plus de chance de bénéficier du traitement.

La lutte pour la santé mentale est difficile. Mais elle est payante : d'après une étude du cercle de réflexion américain Rand Corporation, investir dans la recherche en psychiatrie rapporte environ 7 % par an (à comparer à 9 % du côté de la cardiologie). Cela signifie que chaque euro investi génère pour la collectivité, durablement, 7 centimes de retour sur investissement chaque année, grâce aux économies réalisées dans le système de santé et aux gains de production. Et ce chiffre ne tient même pas compte des bénéfices humains : la meilleure santé des patients et le soulagement pour leurs proches. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL RICHÉ

# Ludivine Adla et Ange Abalé Les manageurs sont aussi fragilisés et oubliés

Plus de la moitié des salariés encadrants ressentent une détresse psychologique. Une prise de conscience collective est urgente, plaident les deux chercheurs en sciences de gestion

Dans le débat sur la souffrance au travail, les projecteurs sont souvent tournés vers les salariés en dehors de l'encadrement. Pour autant, un autre épisode gagne du terrain dans l'ombre : celui des manageurs dont la santé mentale n'a jamais été aussi menacée. Selon une enquête réalisée par le cabinet Opinion Way pour Empreinte humaine, 52 % des manageurs ressentent une détresse psychologique. En dépit de ce constat alarmant, les manageurs tombent pourtant trop souvent dans l'angle mort des programmes de prévention en matière de santé mentale des entreprises.

Pourquoi ce mal-être fait-il l'objet de si peu d'attention ? Dans l'imaginaire collectif, les manageurs n'ont pas le droit de se plaindre. Ils se doivent d'incarner une certaine solidité au vu des diverses responsabilités qu'ils portent sur les épaules. S'ils ont pour mission d'atteindre des objectifs de performance, ils doivent également préserver le bien-être de leurs équipes et les préserver de l'épuisement. Pris entre ces injonctions

contradictoires, les manageurs sont soumis à de nombreuses tensions et se sentent parfois très seuls pour y faire face. Ils préfèrent se murer dans le silence pour éviter de paraître incompétents en dévoilant leurs failles. Ils masquent l'érosion progressive de leur équilibre psychique et, lorsqu'ils craquent, c'est à huis clos.

Ce processus s'avère extrêmement coûteux, y compris pour l'entreprise. A titre d'exemple, les arrêts de travail prolongés connaissent une montée en flèche dans de nombreux secteurs d'activité, tels que la finance ou la santé : chez les manageurs, 32 % des arrêts de travail longs sont attribués aux troubles psychologiques, selon le groupe de protection sociale Malakoff Humanis. Ce chiffre témoigne d'une urgence sociale en matière de reconnaissance de la souffrance managériale.

### Un modèle à bout de souffle

Si les entreprises déplacent de nombreux outils pour améliorer la qualité de vie et des conditions de travail, conformément à leur obligation figurant dans le code du travail, les séances de sophrologies et de yoga ne suffisent pas à endiguer ce mal silencieux. Certaines entreprises commencent à le comprendre, et mettent en place des actions de soutien plus ciblées.

Pour permettre aux manageurs d'exprimer les tensions professionnelles qu'ils vivent sans craindre pour leur légitimité, le gestionnaire du réseau d'électricité Enedis a créé le programme QVCT managers. Les manageurs peuvent, entre autres, joindre 24 heures sur 24

des psychologues externes pour être écoutés et accompagnés de manière anonyme. La banque BNP Paribas, quant à elle, propose un dispositif de coaching individuel pour les manageurs, assorti de supervisions régulières animées par des psychologues internes.

Ces premières actions constituent un bon début. Mais les entreprises doivent pouvoir aller encore plus loin en renforçant pour les manageurs, par exemple, les formations à la gestion du stress, à la régulation de la charge émotionnelle et à la gestion des conflits. Il s'agit d'ailleurs de leur principale demande, selon le rapport Malakoff Humanis 2022.

Les manageurs étaient les « premiers de cordée », mais ils représentent désormais la corde qui lâche... Ils paient le prix fort d'un système défaillant qui les a oubliés. Si on les croyait solides, on les découvre vulnérables en raison de leur surexposition. Leur santé mentale fragilisée est le résultat d'un modèle à bout de souffle et non d'une faiblesse individuelle. Si, pour poursuivre leur ascension, les entreprises veulent des salariés motivés, elles doivent avant tout protéger ceux qui les mènent. ■

Ange Abalé est doctorant en gestion des ressources humaines (GRH) au Centre d'études et de recherches appliquées à la gestion (Cerag) de l'université Grenoble-Alpes ; Ludivine Adla est enseignante-rechercheuse en GRH au Cerag (Grenoble INP et université Grenoble-Alpes)



## LA CHRONIQUE DE JEAN PISANI-FERRY

# Face à Trump, l'Europe doit passer aux actes

Dans un monde régi par des règles, l'Union européenne (UE), elle-même fondée sur le droit, pouvait jouer un rôle agrandi, supérieur à ce que justifiait son poids démographique, économique ou militaire. C'est grâce à ce soft power que l'UE a pu exporter ses règles en matière de protection des données, d'organisation des plateformes, ou encore de concurrence. Ce n'est plus vrai dans un monde où « la force fait la loi » (*« Might is right »*, comme le dit l'allitération anglaise). Or, c'est dans ce monde de puissances que nous avons brutalement basculé avec l'élection du président Donald Trump. Les prémisses de cette mutation étaient certes perceptibles de longue date, mais le changement de philosophie d'un pays qui est encore la première puissance mondiale l'a soudainement précipitée.

L'Europe a pris conscience. Les conclusions du Conseil européen de mars soulignent ainsi que « l'Europe doit devenir plus souveraine, assumer une plus grande responsabilité en ce qui concerne sa propre défense et être mieux à même (...) de faire face de manière autonome aux menaces et aux défis immédiats et futurs ». Et, dans une allusion au nouveau pouvoir américain, elle annonce une «approche à 360 degrés» de ces menaces.

Les mots témoignent ainsi d'un changement d'attitude. Mais qu'en est-il des actes ? Sur la défense, il ya a aujourd'hui, chez les dirigeants européens, un vrai sens de l'urgence. Ils savent que Vladimir Poutine veut recréer l'espace soviétique et redoutent une agression qui pourrait prendre la forme d'une guerre hybride contre les Etats baltes. Tous savent qu'après la fin de la guerre en Ukraine, la Russie aura intérêt à presser le mouvement pour profiter du hiatus entre protection américaine et future protection européenne. Les Vingt-Sept et le Royaume-Uni viennent d'ailleurs de conclure un partenariat de sécurité et de défense.

### Urgence sur la défense

Mais il faut aller plus loin, intégrer les systèmes de défense nationaux, remédier à leurs vulnérabilités stratégiques, et donc investir de l'ordre de 200 milliards à 300 milliards d'euros par an. La réflexion progresse vite sur cet effort et sur son financement, soit par l'UE, soit par une banque pour le réarmement ou encore un fonds qui emprunterait sur les marchés et financerait les achats d'armes des différents pays, comme proposé dans une étude du centre de réflexion Bruegel, récemment présentée au conseil des ministres des finances de l'UE. L'un comme l'autre de ces dispositifs pourraient fonctionner sur la base de la géométrie variable, ce qui permettrait à certains pays membres de l'UE de s'abstenir d'y prendre part et à des pays non membres de l'Union de le rejoindre.

Le deuxième terrain sur lequel juger la politique de l'UE est le commerce international. Donald Trump a fait preuve d'un niveau élevé d'agressivité doublé d'une capacité rare à énoncer des contre-vérités, comme lorsqu'il dénonce le caractère prétendument protectionniste de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Tous

les partenaires commerciaux des Etats-Unis ont été peu ou prou confrontés au même dilemme : faire front, au risque d'exciter Washington, ou courber l'échine dans l'espoir d'un traitement de faveur. La réponse de l'UE est du deuxième type. Entre elle et les Etats-Unis, les barrières tarifaires étaient, il y a quelques mois, quasi inexistantes : moins de 1,5 % en moyenne de part et d'autre. Les annonces américaines du 2 avril laissaient penser que les exportations européennes allaient être soumises à une taxe douanière de 15 %. La pause de quatre-vingt-dix jours annoncée le 9 avril par la Maison Blanche a ramené ce chiffre à 10 %, tandis que le taux douanier moyen appliqué aux importations européennes est resté inférieur à 2 %. Mais vendredi 23 mai, le président américain a menacé d'appliquer 50 % de droits de douane dès le 1<sup>er</sup> juin.

Un tel déséquilibre est évidemment inacceptable. Cependant, la réponse de l'UE a été plus que timide. Elle a demandé l'ouverture de négociations et établi une liste de produits pour lesquels elle envisage des mesures de représailles ; mais ils ne représentent que moins du tiers des exportations américaines. La réponse du Canada, pourtant beaucoup plus lié à son grand voisin du Sud, a été à l'opposé de la pusillanimité européenne. Le premier ministre, Mark Carney, n'a pas hésité à infliger aux exportations des Etats-Unis les mêmes droits de douane que ceux appliqués aux produits canadiens. La raison de ce contraste est que Washington sait parfaitement jouer des divisions européennes : la menace d'imposer des droits de douane prohibitifs aux vins et au cognac français, par exemple, a poussé Paris à plaider pour la prudence. Et la prudence l'a emporté.

Le troisième terrain est celui des réformes destinées à réveiller la productivité et l'innovation. Cela fait plus d'un an qu'a été remis le rapport d'Enrico Letta sur le marché intérieur et bientôt huit mois qu'a été publié celui de Mario Draghi sur la compétitivité. L'un et l'autre ont été accueillis par des concerts de louanges. Mais ni l'un ni l'autre n'ont commencé d'être mis en œuvre. Il y a pourtant urgence : comme l'a dit, il y a quelques jours, Mario Draghi, « nous avons perdu notre modèle de croissance, notre modèle énergétique et notre modèle de défense ».

Sur la défense, les décisions se prennent effectivement sous l'emprise de l'urgence, à partir d'un point de départ où les responsables ne se parlaient que dans le cadre de l'OTAN. On peut comprendre qu'il faille un peu de temps pour faire émerger une approche européenne. Mais le même argument ne s'applique ni à la politique commerciale, qui est une compétence communautaire, ni à la levée des freins à l'intégration de l'épargne et de l'investissement, des systèmes énergétiques ou des marchés des services européens. Ce n'est pas faire injure à l'Europe que de le noter. ■



**HUMANITÉS** | CHRONIQUE  
PAR PHILIPPE BERNARD

## Histoire coloniale: expliquer plutôt qu'effacer

Comment transmettre la connaissance des « sales périodes » de notre histoire ? Après l'immense travail sur la France de Vichy amorcé dans les années 1970 et toujours en cours, après l'« opération vérité » sur la guerre d'Algérie développée depuis les années 1990 et qui se poursuit dans la douleur, la mise au jour des réalités coloniales dans l'Ex-Empire français est à l'ordre du jour, dynamisée par la dénonciation du pesant legs de cette histoire sur la société française. Du massacre des tirailleurs africains sur ordre de gradés français à Thiaroye (Sénégal) en 1944 à celui, massif, des indépendantistes camerounais dans les années 1950, en passant par la répression du soulèvement de Madagascar en 1947, bien des épisodes tragiques longtemps occultés restent à inscrire dans l'enseignement et dans la mémoire commune.

Il ne s'agit pas seulement de « faire le ménage » dans les recoins honteux de notre histoire, mais de répondre aux exigences des générations nouvelles que ce passé, et les préjugés et attitudes politiques qu'il nous a légués, indigne à juste titre. Dans ce vaste et salutaire mouvement, la question du sort des objets africains conservés dans les musées occidentaux et des signes (statues, noms de rue...) célébrant cette histoire, autrefois glorieuse et aujourd'hui honteuse, focalise bien des passions. Autour de leur restitution aux Etats africains pour les premiers, de leur suppression pour les seconds.

### Ni repentance ni célébration

Dans un essai vif et subtil publié sous le titre *Toutes les époques sont dégueuillées* (Verdier, 80 pages, 7,50 euros), l'historienne Laure Murat remet de l'ordre dans le fourre-tout de la « cancel culture » : « De même que je crois qu'il est souhaitable de déboulonner certaines statues de leur socle (au sens propre) dans l'espace public, je suis très opposée à leur destruction. Car éliminer ce qui gêne au motif que cela nous offense, c'est priver les opprimés de l'histoire de leur oppression. » Après avoir enseigné en Californie, l'autrice a choisi de rentrer en France après la réélection de Donald Trump à la Maison Blanche, dont elle souligne l'inquiétante politique de « censure d'Etat », autrement dit d'effacement de milliers de livres et sujets d'études, véritable « cancel culture » en action.

Cela n'empêche pas cette spécialiste de la littérature française de dénoncer la « réécriture » bien pensante et édulcorante des livres classiques – qu'elle distingue de leur réinvention sous une forme nouvelle. « *Faites de James Bond un féministe ou seulement un homme respectueux des femmes*, écrit-elle, et, dans cinquante ans, on ne comprendra plus rien à l'histoire de la misogynie ordinaire dans les années 1950. » Autrement dit, tirer les leçons des « sales périodes » de notre histoire et des aveuglements du passé suppose d'examiner les souvenirs gênants, pas de les effacer.

On pensait à ce livre stimulant en visitant l'exceptionnelle expo-

**IL S'AGIT DE  
RÉPONDRE AUX  
EXIGENCES DES  
GÉNÉRATIONS  
NOUVELLES QUE  
CE PASSÉ INDIGNE  
À JUSTE TITRE**

### TIRER LES LEÇONS DES AVEUGLEMENTS DU PASSÉ SUPPOSE D'EXAMINER LES SOUVENIRS GÊNANTS

sition « Mission Dakar-Djibouti (1931-1933) : contre-enquêtes » qu'accueille le Musée du quai Branly-Jacques-Chirac jusqu'au 14 septembre. Avec sagacité et nuance, elle transmet au public d'aujourd'hui le mélange de préddation violente, de prétention civilisationnelle et de curiosité pour l'autre que fut la colonisation. Tout part de l'ambitieuse expédition qui, entre 1931 et 1933, a conduit la fine fleur des ethnographes français à traverser l'Afrique d'ouest en est, et qui a rapporté au musée ethnographique du Trocadéro, ancêtre du Musée de l'homme, une impressionnante moisson : 3600 objets, 15 000 fiches thématiques et des milliers de photos sur les 14 pays traversés, du Sénégal à l'Ethiopie. Leur motivation : archiver d'urgence les témoignages d'une culture africaine censée disparaître au contact des Européens.

Ni repentance, ni commentaire anachronique, ni, évidemment, célébration dans la présentation actuelle née d'une initiative pionnière : la « contre-enquête » menée, depuis 2020, par des chercheurs africains et français dans les villages où ont été prélevés les objets exposés. Rencontre avec les descendants des « donateurs », plongée dans les archives : ils ont reconstitué la façon dont ont été « acquis » tel masque, tel collier-amulette, tel instrument de musique. Sous les formules passe-partout – « donné », « acheté » et, le plus souvent, « acquis selon des modalités inconnues » – est dévoilée une palette de situations qui illustre le rapport de domination et d'intimidation colonial.

Déjà, dans son journal de bord publié sous le titre *L'Afrique fantôme*, Michel Leiris, jeune secrétaire de la mission, avait décrit ses états d'âme, qualifiant de « rapt » certaines « acquisitions » et de « moches » certaines transactions, comme la remise d'objets sacrés en échange de quelques francs. Les ethnologues des années 2020 ont documenté ce qui s'apparente souvent à du pillage, comme la prise de ce bochio, magnifique statue fétiche qui protégeait l'habitation d'un chef de canton, « scié en sa présence et celle de l'administrateur colonial » et visible au Quai Branly.

Certains de ces trésors devront-ils être restitués ? L'exposition ne répond pas, montrant à la fois la violence symbolique qui a permis de les réunir, et la fonction de préservation que ce « rapt » a eue à leur égard, dans un contexte africain où la culture orale rend difficile la transmission de la mémoire longue. Dans son catalogue, le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne note que même « déterritorialisés » en Occident, des objets rituels africains sont restés porteurs d'énergie créatrice, jouant « un rôle moteur dans le développement des arts contemporains, contribuant à une africanisation du monde » et qu'ils « ont vocation à être nomades, à tisser des liens entre les musées même lorsqu'...ils auront été restitués ». Plutôt que de cacher, il s'agit d'expliquer, plutôt que de cloîter, de relier et de partager. ■

## L'INQUIÉTANTE DÉRIVE BUDGÉTAIRE AMÉRICaine

### ÉDITORIAL M

cilitée par l'affaiblissement du camp démocrate, qui a été frappé par trois décès de représentants depuis le début de l'année. Mais il a fallu aussi que le président américain pèse de tout son poids pour arracher l'adhésion du Parti républicain. Cet obstacle franchi, la loi doit maintenant être débattue au Sénat, avec en ligne de mire une adoption avant le 4 juillet.

Quant à l'équilibre général du texte, il laisse plutôt à désirer. Pour prolonger les baisses d'impôts décidées lors de son premier mandat, Donald Trump est revenu sur sa promesse électorale de ne pas couper dans les aides sociales. L'assurance-santé des plus démunis est menacée d'être amputée, privant plusieurs millions d'Américains de couverture. Tandis que le volet fiscal fait la part belle aux plus riches, les 40 % les plus pauvres verront leurs conditions de vie se dégrader. Les bailleurs de fonds et les marchés financiers auront aussi du mal à apprécier la « beauté » de la loi, qui va creuser le déficit budgétaire et gonfler la dette publique. Selon des estimations indépendantes, celle-ci devrait s'alourdir de 3300 milliards de dollars, faisant passer le ratio sur PIB de 98 % à 125 % d'ici à la fin de 2034.

Sur le plan politique, il s'agit incontestablement d'un succès, même s'il a été obtenu à une voix près. Son adoption a été fa-

de paix. Cette fuite en avant est assumée, alors que les intérêts de la dette s'élèvent déjà à 880 milliards de dollars par an, plus que le budget de la défense et de Medicare (assurance-maladie des personnes âgées et des invalides) réunis.

La dette américaine restait soutenable tant que les Etats-Unis disposaient de la monnaie de réserve mondiale et que les bons du Trésor américains étaient considérés comme les actifs les plus sûrs, incitant le reste du monde à financer leurs déficits. Mais la guerre commerciale lancée par Donald Trump a fragilisé le statut de valeur refuge des actifs américains. Les investisseurs réclament désormais des rendements plus élevés sur les bons du Trésor, ce qui a pour effet de renchérir le coût de la dette.

La vive réaction des marchés obligataires en avril, provoquée par l'augmentation généralisée des droits de douane, avait poussé la Maison Blanche à faire marche arrière. M. Trump a néanmoins relancé ses menaces, vendredi 23 mai, en promettant d'appliquer des taxes de 50 % sur les exportations européennes. L'adoption en première lecture du « Big Beautiful Bill Act » a ravivé les tensions chez les investisseurs. La hausse des taux d'intérêt à dix et trente ans témoigne de l'inquiétude croissante sur la capacité des Etats-Unis à faire face au mur de la dette. Une fois encore, les marchés pourraient faire office de juge de paix. ■



Il y a quatre-vingts ans, la victoire des Alliés met fin à la seconde guerre mondiale. Un nouveau monde voit le jour sous l'impulsion des vainqueurs, qui associent la paix au progrès et à la liberté dans tous les domaines d'activité. Quatre-vingts ans après la fin de la guerre, que reste-t-il de ce nouveau monde alors que l'ordre international est aujourd'hui soumis à de fortes turbulences géopolitiques ? Ce hors-série du *Monde*, qui comprend récits historiques, portraits, enquêtes, infographies et analyses, revient sur « l'héritage de la paix » et décrypte les enjeux d'un monde en plein bouleversement.

## 1945-2025 DE LA FIN DE LA GUERRE À LA PAIX MENACÉE

Un hors-série du « Monde »  
100 pages - 12,50 €  
Chez votre marchand de journaux et sur [lemonde.fr/boutique](http://lemonde.fr/boutique)

5

**CULTURE**  
Un spectacle dans mon salon

Stand-up, concert ou pièce de théâtre... Des artistes proposent, à travers une appli, de faire leur show à domicile

7

**SUR LE FEED**  
Pack man

Comment les « starter packs », ces vignettes de petites figurines à notre effigie, qui ont inondé durant plusieurs semaines les réseaux sociaux, nous ont transformés en produits

8

**FIGURE(S)**  
Charlotte Chopin

La vie de la pétillante professeure de yoga de 102 ans habitant le Cher a basculé en 2022, après son passage dans l'émission « La France a un incroyable talent »

# Mec plus ultra

**ENQUÊTE**

Des conseils en cryptomonnaie aux astuces de drague, le logiciel masculiniste s'infiltra partout sur la Toile. Quand de jeunes hommes tombent dedans, souvent, leur couple n'y résiste pas



EXIT

Par Laure Coromines

**S**ur Tinder, la photo de Marc (le prénom a été changé) est classique, la bio ne dit pas grand-chose. Un peu désœuvrée lors du confinement, Sarah (le prénom a été changé) swipe à droite. Comme elle, Marc a la quarantaine et, bonus, ce directeur commercial habite à 500 mètres de son appartement. Très vite, Marc s'installe chez Sarah. Entre les soirées Netflix et les repas partagés avec leurs enfants respectifs, ces premiers mois en vase clos se déroulent sans heurt. «En temps normal, jamais je ne me serais arrêtée sur lui», dit Sarah, universitaire. Mais là, cela m'a amusée de me frotter à lui, il était très différent de moi et des hommes progressistes que je côtoie.»

Marc est chauvin et affiche volontiers ses penchants machistes, mais rien qui semble insurmontable pour Sarah. Elle y voit plutôt une forme de pi-quante altérité. Pourtant, ses amies la mettent en garde : elles trouvent que Marc est irascible, hargneux quand on le contredit... Et ce ressenti se confirme. Celui que Sarah considérait avec amusement comme un «boubour» (un bourgeois bourrin, sorte d'antithèse du bobo) se transforme rapidement en tyran domestique. Lorsque l'universitaire démarre la promotion de son dernier livre, Marc ne supporte vite plus son indisponibilité croissante et, alors qu'elle multiplie conférences et interviews, se met à jalousser sa réussite sociale. «C'est là que ça a virillé», dit-elle.

Hurlements, intimidations, violence. «Il faisait tout pour asseoir son emprise.» Mais Marc a-t-il toujours été comme ça ou s'est-il, d'une certaine manière, radicalisé ? Quand les positions de Marc se durcissent, Sarah se rend compte que son compagnon passe ses soirées, dès que le couvert est débarrassé, à écouter des podcasts et à regarder des vidéos YouTube d'influenceurs masculinistes américains. «Pour comprendre la logique de ces mecs cinglés», affirme-t-il d'abord. Au fil des semaines, ce qui semblait être de la curiosité se transforme en adhésion : «Certains trucs qu'ils disent ne sont pas complètement cons», répète Marc. Confiante, Sarah n'y prête pas attention... «A l'époque, la manosphère était moins médiatisée qu'aujourd'hui. Je ne mesurais pas la gravité de la situation, et je ne saisissais pas à quel point Marc s'enfonçait.»

Peu à peu, les discours de Marc commencent à se confondre avec ceux des influenceurs, comme s'il était devenu un autre. Lorsqu'elle décide de comprene, elle doit le faire partir de chez elle en faisant appel à la police. «Il me harcelait dans la rue, mais aussi en ligne. Il menait une guerre totale contre moi, les femmes et le féminisme», énumère Sarah. Il m'a accusée de choses horribles, a déposé une lettre de menaces de mort. On ne se rend pas nécessairement compte que le monde a déjà changé. Et pourtant. Les masculinistes jouent le rôle de miroir grossissant, annonçant la société qui s'installe, de plus en plus totalitaire et autoritaire, fruit de la radicalisation de certains partis politiques surmédiatisés.»

En novembre 2022, Sarah porte plainte. En juin 2024, Marc est reconnu coupable de harcèlement. Il est condamné à un an de prison avec sursis et au versement de 18 000 euros de dommages et intérêts. Il voit de son côté les cinq plaintes déposées contre Sarah (avec des motifs très hétéroclites) classées sans suite. Marc a fait appel, et Sarah a déménagé. Même s'il n'a plus le droit de l'approcher en raison d'une ordonnance de protection, elle regarde sans cesse par-dessus son épaule. «On se dit qu'il finira par nous buter.»

Début 2024, le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes avançait qu'un quart des hommes entre 25 et 34 ans pensent qu'il faut parfois être violent pour se faire respecter. Une donnée qui n'étonne pas Alba (le prénom a été changé), interne en médecine. Quand elle rencontre Benjamin (le prénom a été changé), le jeune homme de 27 ans suit des comptes féministes sur Instagram, milite pour des associations écologistes et soutient avec admiration sa copine interne en médecine. En quelques mois, l'atmosphère change. Alors qu'il décide timidement d'investir dans les cryptomonnaies, le chef de projet découvre, courant 2024, les chaînes YouTube anglophones Coin Bureau ou Craig Percoco. La première entend «faciliter l'adoption massive de la cryptomonnaie», tandis que la seconde documente le parcours de Craig, qui a abandonné l'université pour poursuivre son rêve : devenir trader.

Au début, Benjamin se contente de prendre des notes. Désireux de ga-

gner de l'argent pour s'acheter un appartement, il passe de plus en plus de temps en ligne chez les «cryptobros», ces hommes fans de bitcoins et autres cryptomonnaies, souvent enclins à embrasser des valeurs virilstes et individualistes.

«Après une journée crevante à l'hôpital, je m'endormais vite, mais lui continuait la soirée sur son téléphone. Je fermais les yeux et j'entendais parler de revenus passifs et d'intelligence artificielle», rapporte Alba. Petit à petit, les conseils avisés dispensés à coups de phrases exclamatives et d'émojis «fusées» conduisent Benjamin vers les vidéos d'enthousiastes technosolutionnistes officiant sur TikTok, YouTube et Twitter, dont les plus endurcis admirent les ultrariches de la Silicon Valley. «Lui qui avait toujours voté à gauche commençait à me dire que les entreprises étaient les mieux placées pour résoudre les problèmes et que les gouvernements, trop bien-pensants, devraient leur laisser les mains complètement libres.»

Parmi ces nouvelles idoles : Marc Andreessen, entrepreneur, investisseur milliardaire et soutien de Donald Trump, que Benjamin découvre dans le podcast de l'animateur américain Joe Rogan,

## «Ce n'est pas deux extrêmes qui créent une fracture, mais la radicalisation des jeunes hommes»

Alice Apostoly,  
codirectrice de l'Institut  
du genre en géopolitique

connu pour recevoir régulièrement d'éminents membres de la manosphère. La cryptomonnaie comme cheval de Troie d'un virilisme à la sauce numérique ? Sonnée et ébahie, Alba se rend compte que Benjamin s'approprie le langage et les théories masculinistes. Jusqu'au jour où ce dernier lui confie sans sourciller être un homme «sigma».

Populaire chez les adeptes de douches glacées et de boissons protéinées, l'homme sigma incarne pour la manosphère le pendant intello et presque sociopathique du «mâle alpha», une sorte de loup solitaire persuadé qu'il peut s'optimiser et se mettre à jour comme un smartphone. «Là, je suis tombée de ma chaise, admet l'étudiante. Un mec comme lui, sombrer là-dedans ? Aussi vite ? C'était incompréhensible.» Après avoir essayé, «pour ne pas le bâquer», de démonter avec humour et légèreté ses nouvelles positions, Alba quitte Benjamin. «Il n'est jamais sorti de ce terrier de lapin, et insinuait régulièrement que je ferai mieux d'arrêter mes études pour trouver un emploi qui me laisserait plus de temps pour élever des enfants... alors qu'il savait très bien que je n'en voulais pas. Plus jeune, je lui aurais peut-être laissé le

bénéfice du doute. Mais je n'ai plus 21 ans, nos avis sont irréconciliables.»

Des deux côtés de l'Atlantique, de multiples études soulignent l'émergence d'un clivage idéologique de plus en plus marqué en fonction des genres. «Les femmes sont plus féministes, et les hommes plus masculinistes, surtout les jeunes», résume Bérangère Couillard, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes, dans son dernier rapport sur l'état du sexisme en France, publié en janvier.

L'étude *Un fossé idéologique grandissant entre jeunes femmes et jeunes hommes*, publiée en mars, souligne que les jeunes hommes sont moins enclins que les femmes à adhérer à des valeurs progressistes en matière d'immigration, de droit des minorités, d'égalité de genre et de redistribution. «Ces trajectoires opposées se traduisent dans les orientations politiques», expliquaient les auteurs dans une tribune au *Monde* en avril. Sept ans après le début de #MeToo, l'hebdomadaire britannique *The Economist* a, lui, fait une compilation des sondages réalisés dans une vingtaine de pays, incluant la Pologne et la Corée du Sud, pour arriver à la même conclusion.

Cette polarisation genrée donne à la vie intime des airs de foire d'empoigne bipartisane. A Séoul, dans une société hautement patriarcale, les Sud-Coréennes ont lancé, en 2019, le mouvement 4B, une forme de féminisme radical qui refuse les relations avec les hommes. L'étiquette fait référence aux piliers traditionnels de la culture du pays que les jeunes femmes récusent : recherche de partenaire romantique, sexe hétérosexuel, mariage et procréation. En France comme aux Etats-Unis, pour nombre de jeunes femmes, il est désormais évident de s'afficher comme misandre. Une aversion assumée pour la gent masculine qui trouve sa source dans le rejet du patriarcat et le dégoût provoqué par les féminicides et les violences sexuelles endémiques dans le monde. Cette polarisation des genres, qui semble signaler un certain essoufflement du mythe de la fluidité, n'est pas sans effet sur les psychés.

Dans le sillage de la série *Adolescence* diffusée sur Netflix, chercheurs et essayistes attirent l'attention sur la santé mentale en berne des jeunes hommes. En mars, le rapport *Lost Boys* («les garçons perdus») du Centre pour la justice sociale, un think tank britannique, soulignait que le siècle dernier a été marqué par «de grandes avancées en matière de droits des femmes», mais qu'aujourd'hui «ce sont les garçons qui sont laissés pour compte».

Avec un rapport plus compliqué aux études et un accès plus chaotique à l'emploi, ces derniers développent un logiciel de pensée réactionnaire. En découle un «fossé grandissant» entre les deux sexes. «Dans une existence de plus en plus en ligne, les garçons et les filles ne suivent plus le même chemin de l'enfance à l'âge adulte, leurs intérêts, leurs valeurs et leurs objectifs de vie étant de plus en plus incompatibles les uns avec les autres», souligne l'étude.

Cette vision du monde assombrie, chez les hommes, se traduit dans leurs interactions sociales. D'après une étude publiée en 2023 par Equimundo, une ONG spécialisée dans la promotion de l'égalité entre les genres et la prévention des violences, la majorité des hommes américains âgés de 18 à 23 ans ne jouissent d'aucune relation amicale significative et ont la sensation que personne ne les comprend. Lorsqu'ils se tournent vers Internet, ils sont rapidement exposés à des contenus violents.

Selon Pauline Ferrari, autrice de l'essai *Formés à la haine des femmes* (JC Lattès, 2023), il suffirait de dix minutes sur TikTok pour qu'un jeune homme identifié comme triste se voie proposer un contenu présentant une vision étriquée de la masculinité et de la féminité. «Pour les plateformes, il n'est pas question d'endiguer le phénomène, puisque ces contenus ouvertement misogynes leur sont très profitables : ils font réagir, engagent l'internaute et permettent aux créateurs de contenu et aux réseaux de capitaliser sur un malaise, en vendant des formations pour apprendre à séduire, à investir dans les cryptomonnaies ou développer sa musculature», précise Alice Apostoly, codirectrice de l'Institut du genre en géopolitique. En d'autres termes, alimenter le sentiment de déclassement masculin pour mieux vendre d'illusoires solutions clés en main ? «Que ce soit à travers les sports de combat ou l'entrepreneuriat, il s'agit de promouvoir la domination masculine, mais aussi l'individualisme. Cela implique une certaine porosité avec les programmes de droite, d'extrême droite et réactionnaires», poursuit Alice Apostoly.

ENQUÊTE

# Les comptes mascus ont tué mon couple

Au début, il avait l'air sympa. Jusqu'à ce qu'il plonge dans la manosphère et se prenne pour un mâle sigma. Pas vraiment ses valeurs à elle, qui a fini par s'en aller. Et si, après des années de discours sur la fluidité des genres, le fossé entre les sexes s'était irrémédiablement creusé ?

Au début, Benjamin se contente de prendre des notes. Désireux de ga-

Pour évoquer ces communautés, des universitaires mentionnent une « intersectionnalité des haines », reprenant la terminologie de Christine Bard. Spécialiste de l'histoire des femmes et du genre, cette historienne note que l'antiféminisme s'accompagne volontiers d'homophobie, de xénophobie et de racisme.

Sur Internet, des clans finissent par se faire face, avec le même sentiment que c'est l'autre qui est allé trop loin et qu'il est temps de réagir. Le journaliste Vincent Cocquebert, qui publie en octobre un ouvrage intitulé *La Guerre de Sécession* (Arkhé), s'interroge : « Et si les sexes n'avaient plus envie de cohabiter ? Et si, après la mixité contrainte, venait le temps d'une séparation consentie ? Une nouvelle ère s'ouvre, sous le signe de la non-mixité, de l'évitement et de la scission. »

Lasse de voir l'insulte « tana » (« pute », « salope », issu de l'argot du rap) envahir la section commentaires des vidéos de tiktokeuses dont le maquillage ou les tenues sont jugés inappropriés par des internautes masculins énervés, la lycéenne Sali Matou appelle, fin 2024, à rallier le Tanaland : un pays virtuel à la géolocalisation floue et au drapeau rose et blanc strictement réservé aux fem-

mes. En quelques jours, des milliers de jeunes filles annoncent boucler leur valise pour rejoindre ce pays imaginaire où les femmes ne se feront pas cyberharceler. Sur les réseaux, des hommes ripostent en lançant Charoland, une terre peuplée de femmes nues envers lesquelles les règles de bienséance les plus élémentaires ne s'appliquent pas.

Une réaction qui a bien fait rire Thibaud (le prénom a été modifié), 29 ans, banquier à Annecy. « Je soutiens les femmes, mais là ça va trop loin », estime-t-il, convaincu qu'il est devenu « très difficile » d'être un homme blanc et hétéro. « Les féministes nous rabâchent toujours les mêmes trucs, nous blâment pour tout. On en vient à culpabiliser en permanence, on finit par craindre de se faire attaquer ou accuser à tort. Et tout ça pour que le monde aille de plus en plus mal. » Sur les conseils d'un contact en ligne, Thibaud s'est procuré le livre *12 règles pour une vie. Un antidote au chaos* (Michel Lafon, 2018), écrit par Jordan Peterson, psychologue clinicien canadien et figure de proche des masculinistes. « Cela m'a ouvert les yeux. »

Studieusement, il épingle également les vidéos de créateurs de contenu

français. D'abord celles du pick-up artist (« artiste de la séduction ») Léo, qui, sur sa chaîne Les Philogynes, met « la psychologie au service de la séduction ». Ensuite, celles de Julien Rochedy, essayiste identitaire et ancien président du Front national jeunesse entre 2012 et 2014, qui sermonne les féministes sur sa chaîne YouTube et y affirme que le « wokisme » détruira l'Occident. « Cela m'a permis de mieux assumer des positions que je n'osais pas vraiment formuler. Comme le fait que ma copine ne correspondait pas à ce que doit être une compagne vraiment féminine », témoigne encore Thibaud.

Même histoire pour Emeric (le prénom a été modifié), 31 ans, qui, « après beaucoup de temps passé en ligne », a choisi de quitter sa petite amie. « Il ne faut pas tomber dans la caricature, je ne suis pas un gros lourd qui rêve d'une tradwife [« épouse traditionnelle »], mais il me semble qu'on gagnerait tous à ce que les femmes redeviennent plus douces, plus lucides sur leur rôle et ce qu'elles peuvent apporter », observe le consultant, heureux qu'Internet procure aux hommes un endroit où exercer leur « droit de réponse ».

« Ce qui est sûr, c'est que, même dans les soirées bobos à Paris, on entend des choses qu'on n'entendait pas avant. Comme quoi il ne serait plus possible de draguer, et qu'on ne pourrait plus rien dire... », observe Leslye Granaud, trentenaire féministe créatrice du podcast « C'est pas toi, c'est moi » et du compte Instagram SPM ta mère. Célibataire depuis cinq ans, elle a fait le choix de ne plus fréquenter d'hommes. A ses yeux, pas de doute, même ceux qui se revendent féministes se nourrissent parfois inconsciemment des théories « incels » (*involuntary celibate*, « célibataire involontaire ») proliférant en ligne.

C'est le cas de Thomas (le prénom a été modifié), médecin que la jeune femme rencontre sur l'application de rencontre Hinge. D'après lui, les hommes seraient programmés pour savoir, dès le premier rapport sexuel, si la femme avec qui ils couchent est, ou non, celle avec qui ils feront leur vie. Une théorie qui circule sur certains forums masculinistes au côté de celle du *body count*, qui stipule que la valeur d'une femme décroît quand le nombre de ses partenaires augmente. « Bref, c'est bien pratique pour passer la nuit avec toi après t'avoir récité les bons

éléments de langage féministes et te "ghoster" [« disparaître sans explication »] ensuite », relève Leslye Granaud.

Un constat partagé par Julie (le prénom a été modifié), 28 ans. Cadre à Paris, elle n'hésite pas à filtrer les profils proposés sur Hinge en fonction de leurs opinions politiques. « Le piège, c'est que beaucoup de mecs se pensent déconstruits. A deux doigts de citer Virginie Despentes, ils se sentent pousser des ailes. Pourtant, leur comportement demeure problématique... Tout le monde est si tendu, il est bien plus difficile qu'à l'époque de nos parents d'être en couple avec une personne qui n'est pas de son bord politique. »

Pour qualifier le phénomène, médias, essayistes et chercheurs parlent souvent de polarisation. Une lecture qui ne convient pas à Alice Apostoly. « Il n'est pas question de polarisation, je trouve même dangereux d'utiliser ce terme. Ici, ce n'est pas deux extrêmes qui créent une fracture, mais la radicalisation des jeunes hommes. On ne peut pas mettre sur le même plan les féministes, qui militent pour leur sécurité et l'égalité des droits, et les masculinistes, qui veulent les dominer. » Une chose est sûre : l'ambiance est polaire.

Que ce soit dans des manifestations ou dans les textes de Chloé Delaume, de Pauline Harmange et d'Alice Coffin, la misandrie est de plus en plus revendiquée par des féministes. Une aversion à l'égard des hommes qui illustre la polarisation des idées, mais peut servir de moteur dans la lutte contre le patriarcat, selon la philosophe Camille Froidevaux-Metterie, directrice de l'ouvrage collectif *Théories féministes*, à paraître en septembre au Seuil.

#### Comment définiriez-vous la misandrie ?

Je crois que, quand on est féministe, on est nécessairement misandre. Ce sentiment renvoie à la détestation du patriarcat tel qu'il a été construit et perpétué par les hommes. Il ne vise pas les individus mâles individuellement, mais le système hiérarchique et oppressif que ceux-ci contribuent à nourrir. La misandrie permet de comprendre que le système patriarcal ne se reproduit pas tout seul, qu'il est défendu par des hommes qui ont intérêt à maintenir la logique de domination qui fonde leurs priviléges. En tant que féministes, nous ne cessons de révéler l'intensité des mécanismes patriarcaux et l'importance de la place qu'y tiennent les hommes. La misandrie est la conséquence de cette mise au jour quotidienne. Comment ne pas haïr cette condition d'infériorité dans laquelle on maintient femmes et personnes féminisées ? Comment ne pas vouloir renverser cet ordre des choses ?

#### Comment la misandrie est-elle née en tant que concept ?

Si elle existait sans doute dès les prémisses du féminisme, au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est dans les années 1970 qu'elle apparaît comme une notion assumée et revendiquée. Elle permet de nommer ce que les féministes ont en commun par-delà leurs divergences : la colère vis-à-vis du patriarcat et la détestation de ceux qui le soutiennent. Mais ce n'est pas seulement un sentiment négatif, c'est aussi une énergie qui donne tout son élan aux luttes et qui porte certaines pratiques, comme les cercles de conscientisation, qu'on



MATHIEU FREAK CITY

## « On peut être misandre et vouloir impliquer les hommes dans les luttes féministes »

appelle aujourd'hui des « groupes de parole en non-mixité ». Et puis, la misandrie s'incarne aussi comme un projet dans le lesbianisme politique qui propose de vivre sans les hommes au sein de communautés séparées, comme celles qui naissent alors en Californie, des enclaves où s'expérimente une vie débarrassée des logiques patriarcales.

**La misandrie est souvent utilisée pour disqualifier, comme lorsque Raphaël Enthoven déclare, en 2022, sur Europe 1, que « le féminisme en France est tellement misandre qu'il sert les intérêts du machisme »...** Cet argument s'inscrit dans la longue histoire des disqualifications adressées aux féministes, que les hommes ont toujours rejetées comme étant des sorcières, des hystériques, des folles. Les masculin-

tes d'aujourd'hui, qui considèrent le féminisme comme une menace, rejettent les femmes du côté de la déraison et des émotions pour mieux les ramener là où elles doivent rester selon eux, à leur place d'objets disponibles et appropriables.

**Certains vont jusqu'à parler de « second sexism » dirigé envers les hommes, à l'instar du philosophe et universitaire sud-africain David Benatar. Pour vous, la misandrie peut-elle être comparée à la misogynie ?**

La différence entre ces deux notions, c'est la violence. On peut citer la formule fameuse de la journaliste et autrice Benoîte Groult [1920-2016] : « Le féminisme n'a jamais tué personne, le machisme tue tous les jours. » La misogynie est une force dirigée contre les femmes, qui vise à les rabaisser, à les exploiter, à les

violenter. Elle est inhérente au système patriarcal, c'est l'huile de son moteur, alors que la misandrie constitue une réponse à ce système, c'est la proposition positive d'un nouveau projet de société fondé sur l'égalité et la liberté de tous.

**Depuis 2020, la misandrie a une place importante dans le débat public. Cela fait notamment suite à la parution de l'essai de Pauline Harmange « Moi les hommes, je les déteste » [Seuil, 2020]. Quelles formes nouvelles prend-elle aujourd'hui ?**

Les féministes de la génération post-#MeToo montrent chaque jour comment les mécanismes patriarcaux agissent dans le fonctionnement le plus ordinaire et le plus intime de nos existences (charge mentale, discriminations au travail, sexualité insatisfaisante, violences

sexistes...). La misandrie contemporaine se nourrit de ce flux permanent de révélations. Mais je pense aussi qu'elle produit quelque chose de joyeux en alimentant une volonté de communauté et de soroitité. En cela, elle renverse le sentiment de honte inoculé aux filles dès la puberté, qui les fait se sentir toujours imparfaites et qui les isole. La misandrie, comme émotion partagée, redonne du pouvoir aux femmes. On en voit de nombreuses manifestations, comme les projets des Babayagas, ces femmes qui inventent des espaces non mixtes pour vieillir ensemble, ou ces personnes qui, comme moi, font le choix de ne lire quasiment que des autrices, non pas par détestation des auteurs, mais pour rééquilibrer le balancier et en terminer avec l'invisibilisation des femmes qui créent. La misandrie se déploie aussi dans la fiction, comme dans le roman de Chloé Delaume, *Phallers* [Points, 2024], où les femmes ont le pouvoir psychique de faire imploser le pénis des hommes pour qu'ils cessent de violer. La fiction permet d'exprimer notre misandrie sans faire de mal à personne.

#### Pour vous, ce débat autour de la misandrie dit-il quelque chose de la polarisation de notre société ?

Je crois qu'on peut être misandre et vouloir impliquer les hommes dans les luttes féministes. Je pense même qu'un homme peut être misandre, c'est-à-dire refuser de jouer le jeu du patriarcat et travailler à essayer de se déconstruire. Partout dans les démocraties occidentales, les programmes conservateurs et antiféministes sont en pleine ascension. Pour éviter la silenciation, il faut que nous acceptions que les hommes participent à nos combats. Mais ils doivent d'abord accepter, eux, de faire l'effort de comprendre en quoi ils sont responsables de la perpétuation du système patriarcal, pour ensuite œuvrer à faire advenir une société féministe. L'enjeu, c'est celui de l'auto-implication des hommes et de l'éducation des garçons aux questions féministes, mais qui en a la volonté ?

Propos recueillis par Célia Laborie



ALE GIORGINI

WORK IN PROGRESS

## Les ravages de la réalité professionnelle alternative

Nicolas Santolaria

S'il ne l'a pas inventée, Trump a mis en lumière cette tendance émergente où ce qui importe est l'omnipotence de votre point de vue sur vous-même et vos capacités laborales

Dépuis sa prise de fonctions, en janvier, Donald Trump a bien du mal à se hisser à hauteur de ses promesses de campagne. La paix en un jour entre la Russie et l'Ukraine ? On en est loin. La grandeur retrouvée de l'Amérique ? « Les signaux envoyés par les indicateurs économiques sont globalement mal orientés en début d'année aux Etats-Unis », soulignait une note de la direction générale du Trésor français, publiée le 11 mars. Le produit intérieur brut américain a ainsi baissé de 0,3 % au premier trimestre. Et l'on ne parle pas des ravages en matière de soft power induits par une politique étrangère aussi illisible que brutale.

Si l'on considère qu'être président des Etats-Unis est un job comme un autre, ou tout au moins un job soumis aux mêmes exigences d'efficacité qu'un autre, on peut en conclure que Trump est loin d'être le grand professionnel annoncé, l'incommensurable « roi du deal ». Signe d'une défiance croissante de l'opinion publique, les sondages en berne sont venus sanctionner ses piétres performances. D'après une étude IFOP pour le site d'informations touristiques NYC.eu publiée fin avril, 56 % des Américains ont honte du locataire de la Maison Blanche et 24 % regrettent d'avoir voté pour lui.

Que fait Trump face à ces données urticantes ? Il s'en est pris aux médias, « ennemis du peuple », insupportables thermomètres lui collant sous le nez ce bilan morose : « Ils sont malades, n'écrivent presque que des articles négatifs à mon sujet, peu importe à quel point je me débrouille bien », s'est-il emporté sur son réseau Truth Social, en avril. S'il ne l'a pas inventée, Trump a mis en lumière une dynamique plus qu'émergente, à la Maison Blanche comme dans l'open space : la réalité professionnelle alternative. Au diable les faits, ce qui compte, c'est l'omnipotence de votre point de vue sur vous-même et vos capacités laborales. Lors du meeting, dans le Michigan, pour fêter les débuts de sa présidence pyrotechnique, le magnat de l'immobilier déclarait, le 29 avril : « Nous sommes ici ce soir au cœur de notre nation pour célébrer les cent premiers jours les plus réussis de toute l'histoire de notre pays selon beaucoup, beaucoup de gens. »

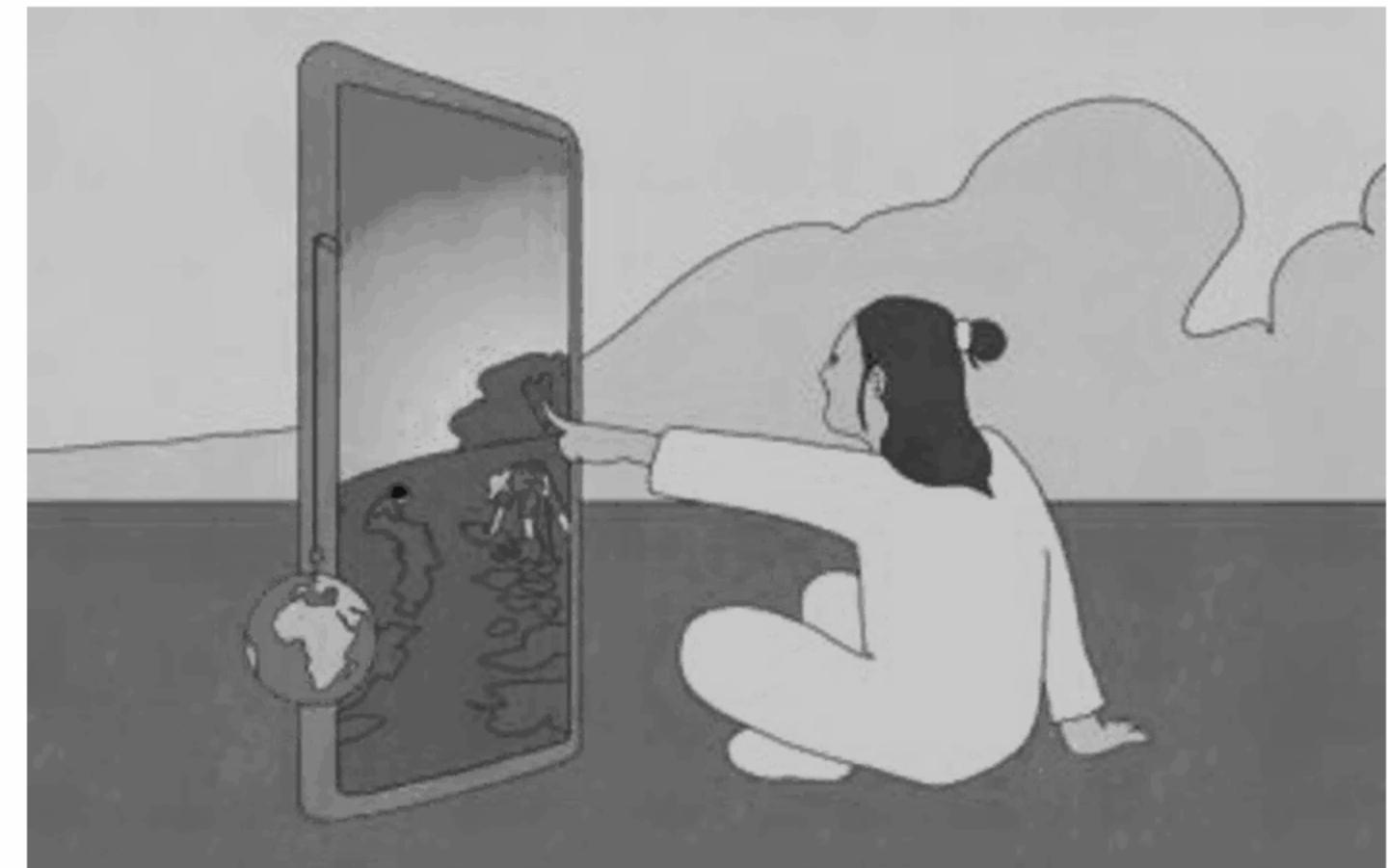
A la réalité alternative, Trump est donc venu ajouter cette dimension propre aux (in)accomplissements professionnels. On trouve de nombreux échos de cette tendance dans la vie « corporate » de tous les jours, où l'importance de ce qui est concrètement réalisé tend à s'effacer derrière le récit qui en est fait et/ou la perception ultra-subjective que l'on en a. Il faut une grue de levage pour faire bouger votre petit doigt, mais, dans votre tête, vous êtes perpétuellement « débordé » ; votre start-up est maintenue à flot par trois stagiaires, mais vous avez l'impression de chevaucher une « future licorne » ; vous êtes à des années-lumière de maîtriser le b.a.-ba de ce qui est attendu de vous, mais hurlez au « harcèlement » à la moindre remarque ; vous répétez à tue-tête que vous avez réussi à « réenchanter » votre rapport au travail, alors que vous êtes coincé entre les parois en tôle d'un food truck au pot d'échappement défectueux : bienvenue dans la réalité professionnelle alternative.

Au cœur de ce monde parallèle, comme il est écrit dans *Hypnoscopie. Trump, Musk et la fabrique du réel*, de l'auteur Jianwei Xun (Philosophie Magazine éditeur, 160 pages, 13 euros), les « mots, répétés à l'infini, deviennent des signifiants vides, dépourvus de sens mais chargés d'un pouvoir hypnotique ». En définitive, personne ne vous croit, mais tout le monde finit d'une manière ou d'une autre par entrer dans la transe.

## Les réseaux sociaux des ados peuvent-ils être écolos ?

Les influenceurs qui cumulent les followers par millions pourraient être de puissants porte-voix de l'écologie... à condition qu'ils changent de modèle économique, estime Cécile Cazenave

CHAUD DEVANT



MARÍA MEDEM

Il y a quelques semaines, à la réunion de préparation de rentrée au collège, le futur principal de ma fille a été clair : « Les smartphones, c'est la plaie. Je vous préviens, les résultats scolaires sont inversement proportionnels au temps passé sur les réseaux sociaux. » Ainsi avertie, je resterai inflexible face aux supplications de ma progéniture, me suis-je promis. Mais force est de constater que je tremble dans mes basques à la veille de livrer bataille.

Tous les ados de mon entourage, à force de pressions diverses, de positions victimes et de chantage affectif, ont fini non seulement par obtenir leur engin numérique, mais aussi par s'émanciper du contrôle parental. Ils surfent allégrement sur une multitude de réseaux sociaux, au gré de ce que les algorithmes leur concoctent. Dans une tentative désespérée de me rassurer à l'avance, je me demande donc si, de cette défaite annoncée que mon cerveau de quinquagénaire considère déjà comme un naufrage, l'écologie peut ne pas être du tout du climat. Les résultats sont surprenants.

Rendons-nous à l'évidence : les réseaux sociaux sont les médias des jeunes. D'après Médiamétrie, 85 % des 15-24 ans, soit 6,6 millions de personnes, se connectent à Internet chaque jour depuis leur téléphone. Les réseaux sociaux représentent 58 % de leur temps quotidien passé sur le Web. Un jeune sur trois y va en premier lieu pour rester en contact avec ses amis et un sur quatre est motivé par l'envie de partager ses centres d'intérêt.

Alice, 15 ans, ne me raconte pas autre chose. Ses parents l'autorisent à scrolller sur TikTok l'année prochaine seulement, quand elle entrera au lycée. Qu'en attend-elle ? « C'est très essentiel, ça permet d'avoir les réf. les trends, les trucs qui bougent, quoi », explique-t-elle. Pour l'instant, elle va sur Instagram, où elle peut « voir le monde entier ». Elle qui ne « cherche pas d'infos », et considère que les plus importantes d'entre elles « passent de toute façon sur les réseaux », affectionne par-dessus tout les « influenceurs ou les youtubers qui racontent leur vie parce que c'est satisfaisant à regarder » et estime que « plus un compte de followers, plus l'info est sûre ».

De climat, il n'est pas question ni dans les discussions de sa vie réelle, ni dans sa vie numérique. Son cousin Marcel, comme les copains de celui-ci Gaspard et Marius, 15 ans eux aussi, naviguent sur les réseaux selon une boussole plus orientée : les résultats de la NBA pour le premier, « les influenceurs de mode » pour le deuxième, « la politique » pour le troisième. La question climatique n'entre pas non plus en compte dans les algorithmes qui les suivent. Pourtant Marcel avoue que ça lui fait « du mal de [s]e dire que peut-être on aura un temps de vie limité dans les générations futures et que des espèces mourront » ; Gaspard estime qu'on a « plus peur qu'avant des incendies quand on part en vacances », et que ses parents « sont assez écolos » – du compost pour la résidence où ils habitent, des déplacements à vélo –, mais que, malgré tout, sur le front du climat, il n'est « pas sûr que ça va s'arranger » puisque « les grandes entreprises qui dominent la planète ne font pas d'efforts ».

Ces jeunes qui ont la tête sur les épau-les ne rencontrent pas de contenus qui leur parlent de transition écologique. Et c'est dommage. Parce que ces formats – posts, réels, courtes vidéos, etc. – intéressent les experts de la question. Laëlia Benoit, pédopsychiatre à l'université Yale, aux Etats-Unis, et ses collègues ont par exemple récemment fait une expérience sur des adolescents recrutés en ligne. Ils leur ont fait visionner trois vidéos « sel-phies » de cent dix secondes chacune, tournées

par une actrice de 16 ans en utilisant les codes des influenceurs, pour mesurer, avant et après, leur niveau d'écoanxiété. Dans la première, l'actrice constate que la planète se réchauffe et que tout le monde – les puissants en particulier – s'en fout ; dans la deuxième, elle fait le même constat, mais explique aussi ce qu'elle fait, à son échelle individuelle et avec un groupe de camarades du lycée, pour y remédier. Dans la troisième, elle parle d'un livre de la série Harry Potter, c'est-à-dire qu'elle ne parle pas du tout du climat. Les résultats

qui nécessitent des budgets importants, mais aussi « beaucoup d'agilité pour diffuser des infos crédibles, étayées, nuancées dans ce type de formats » ? « C'est un métier à part entière », résume-t-elle. Et c'est bien le problème. Aux yeux affûtés, il n'aura pas échappé les mentions « collaboration commerciale » affichées sous les posts ou les « stories » des influenceurs de tout poil qui vantent pèle-mêle des sites d'achat en ligne, des cosmétiques, des marques de vêtements ou de voitures.

« Les plus suivis vivent de leur influence, et leur modèle économique est basé sur le placement de produit ou la publicité, donc la consommation, voire la surconsommation, c'est antithétique avec l'écologie », résume Stéphanie Lukasik, chercheuse en sciences de l'information et de la communication à Aix-Marseille Université et experte sur la responsabilisation des créateurs de contenu au Conseil de l'Europe. Ce modèle rend donc par essence inaudible toute tentative de discours écologique par ces porte-voix pourtant puissants.

C'est pour tenter de peser sur cette contradiction qu'Amélie Deloche a fondé, en 2021, l'association et le compte Paye ton influence, qui interpellent les créateurs de contenu et dialoguent avec eux, avec l'idée que les réseaux sociaux peuvent porter un « enjeu de démocratisation de la question climatique », à condition que les influenceurs réforment leur activité vers « plus d'éthique ».

En trois ans, a-t-elle vu une progression ? A l'écouter, le dialogue aurait amené une ancienne Miss France à regretter de s'être enthousiasmée pour une piste de ski artificielle à Abou Dhabi. Une autre influenceuse mode et beauté aurait peut-être pris conscience que se rendre au Japon pour un temps court et s'en vanter n'est pas franchement bénéfique pour le futur de la planète. Mieux. « Des influenceurs ont questionné leur modèle, et une autre génération arrive avec des modèles économiques plus diversifiés », explique Amélie Deloche, en citant Benjamin Martinie – @globetolter, 168 000 followers sur Instagram –, un influenceur voyage qui a renoncé à l'avion et promeut désormais le train. Ou Charlotte Lemay – @charmellow, 254 000 followers sur Instagram –, une influenceuse engagée sur la mode écoresponsable.

Mais, en matière d'impact, a-t-on un jour une chance d'entendre des stars de l'influence comme Inoxtag – 5,9 millions de followers –, Lena Situations – 4,8 millions – ou Squeezie – 8,7 millions – plaider en faveur de la diminution de la consommation de ressources et d'énergie afin d'arrêter de réchauffer la planète ? « Si, du jour au lendemain, ils parlaient d'écologie tout en continuant leurs partenariats commerciaux, il y a de fortes chances que leurs audiences ne laissent pas passer cette incohérence », parle Amélie Deloche. Si bien que le statu quo est de mise. L'experte propose malgré tout quelques pistes d'activisme numérique pour ne pas déprimer, que les parents pourraient souffler à leurs ados. « Les influenceurs ne sont riches que des personnes qui les suivent », insiste-t-elle. Si vous êtes écologiquement choqués, désabonnez-vous. Ensuite, exprimez-vous ! L'interpellation est utile « de manière bienveillante et constructive ». On sent bien que nos ados n'ont pas fini de scroller, et nous de ramer derrière.

**« Les influenceurs ont un impact considérable sur l'alimentation de leur communauté »**

Manon Dugré,  
chercheuse et formatrice  
en cuisine durable

Les commentaires écrits sous les posts ont été instructifs. « On a conclu que le programme permettait à des followers de se renforcer dans leurs positions, d'avoir plus de confiance dans leurs choix », explique Manon Dugré. Tout en estimant qu'il est complexe de connaître l'impact d'un tel programme sur les modifications réelles de comportements alimentaires, la cheffe croit à la puissance des réseaux sociaux pour « changer les normes et les représentations ». Avec un écueil de taille : comment faire durer dans le temps de tels projets

25-30 ans. Il y a une architecte d'intérieur, une analyste de données, des graphistes, des acteurs, une cascadeuse, principalement des personnes avec des métiers en lien avec l'art et la tech.

Pour un tarif de 15 euros, tout ce petit monde se sent déjà un peu comme les happy few (les «rares privilégiés») d'un événement sur mesure qui promet d'être insolite de par la banalité même du décor : télévision, cheminée, tapis. «C'est seulement en arrivant en bas que j'ai découvert que c'était chez quelqu'un», s'étonne encore Alexandre (les personnes citées par leur prénom ont requis l'anonymat), 29 ans, consultant en assurances, qui s'attendait à tomber sur la devanture d'un comedy club, quand son amie lui a proposé de l'accompagner.

**B**oulevards des Maréchaux, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, à Paris. Cinquième étage, porte gauche d'un petit immeuble en pierre. Le rendez-vous est donné ce 11 mars chez Anas Mennou, qui accueille ce soir un spectacle de stand-up. «Quand on a des enfants, c'est pratique ! Ça permet de "sortir" sans bouger de chez soi», formule le jeune homme, comédien et chargé de figuration, qui a convaincu sa compagne, Leïla Meftah, assistante contractualisation dans une école supérieure, d'ouvrir les portes de leur domicile à des inconnus. «Au début, j'étais réticente, mais l'expérience bossa-nova du mois dernier m'a fait changer d'avis», reconnaît-elle, en disposant soigneusement les feuillets au fromage qu'elle a préparés.

Les premiers spectateurs sont invités à s'installer dans le canapé Chesterfield du salon. A vue d'œil, la pièce n'est pas très grande, 15 mètres carrés tout au plus, mais assez pour contenir vingt personnes. Les derniers arrivés s'assoient par terre, les plus chanceux sur des tabourets. L'âge moyen tourne autour de

Après une première partie assurée par Lucas Garat, «un étudiant slash humoriste qui a raté ses parties», la star de la soirée, le stand-up belge Simon Cortisone, fait une entrée triomphale sous les rires et les applaudissements : «Après l'Olympia, j'enchaîne directement dans le salon d'Anas. L'avantage, c'est que, si ça ne vous plaît pas, on peut faire un Loups-garous.» Placé à cinquante centimètres des premiers regards, il livre tout de ses déconvenues amoureuses, des tics et TOC de ses proches, imite les ondulations d'une méduse... Menée tambour battant sur le parquet glissant, sa danse de l'eczéma relève de la gymnastique acrobatique. La spectatrice qui a eu la fâcheuse idée de s'asseoir en première ligne côté cour (ce n'est pas parce qu'on est chez l'habitant qu'il faut négliger le lexique théâtral) tremble à chaque nouvel entrechat.

Mais le vrai drame se joue dans la pièce d'à côté. Derrière une double porte vitrée, une petite fille sanglotte dans son pyjama lapin, espérant participer à la fête. «Elle n'a pas voulu rester chez la voisine...», regrettent ses parents, condamnés à faire les allers et retours.

Le concept du spectacle à domicile, sans scène et sans filet, n'est pas nouveau et ne cesse de gagner du terrain partout en France. Il y a eu, de 2008 à 2023, les Soirées de Poche de La Blogothèque (2008-2023) – diffusées par Arte Concert –, dont les spectateurs étaient tirés au sort. Aujourd'hui, il y a les associations Le Plancher des chèvres (des pièces

de théâtre à domicile), Döc chez l'habitant (des documentaires) ou Chant'apart (des concerts)... Ou des particuliers qui transforment leurs nids douilletts en galeries d'art. Mais également l'humoriste Jason Brokerss, qui a fait les douze premières dates de son one-man-show dans son salon.

Avec la création d'Hormur, à l'été 2023, c'est la première fois qu'une plateforme met en relation des artistes issus de différentes disciplines, des lieux où se produire et un public. Cela donne un concert dans une grange, de la poésie dans un jardin, des lectures dans une agence immobilière, un spectacle de marionnettes dans une baignoire ou, comme le

## CULTURE

# Ce soir, on joue à domicile

Si le concept des spectacles chez des particuliers n'est pas nouveau, pour la première fois, une application met en relation des artistes de différentes disciplines, des lieux où se produire et un public

Maroussia Dubreuil

ment à hauteur de 1 million d'euros. Un accord avec la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique, obtenu après deux ans de négociation, a résolu la question des droits d'auteur qui s'avèrent souvent trop chers pour une petite jauge. «Avec 34 euros de la billetterie ou 10 % si la soirée dépasse les 300 euros, ils sont payés automatiquement», explique Martin Jeudy.

Lui-même accueille des spectacles chez lui à Romainville (Seine-Saint-Denis). Comme ce 13 février, en pantoufles. Par mimétisme, les convives se déchaussent à l'entrée. Dans le salon, Sumana – qui signifie «esprit pur» – a fini d'installer ses câbles et son enceinte. Des bougies égagent le lieu.

Pendant une heure, l'autrice, compositrice et interprète d'origine indienne livre un concert pop-folk doux et solaire, chante ses textes en français, en anglais et en hindi, reprend *La Javanaise* et *Tous les garçons et les filles*, se confie au public sur son pays d'origine, son installation en France, ce jour où elle a quitté un métier sécurisant dans une grande société à la Défense, près de Paris, pour sui-

« AU DÉPART, JE SUIS UNE MUSICIENNE DE MÉTRO, OÙ LES GENS PASSENT. C'EST HYPERVALORISANT DE SE PRODUIRE ICI. IL Y A UNE ÉCOUTE ATTENTIVE »

Sumana, autrice, compositrice et interprète

vre son rêve musical... «Au départ, je suis une musicienne de métro où les gens passent. C'est hypervalorisant de se produire ici. Il y a une écoute attentive.»

En fin de soirée, les spectateurs rejoignent le buffet préparé par les bons soins de Martin. Axelle, fonctionnaire, est emballée par l'expérience : «une bouffée d'air», après les heures passées dans la file d'attente virtuelle du concert de Beyoncé pour finalement obtenir une place à 107 euros. «Ce soir, c'est simple et direct, dit-elle. Cela me donne envie de recevoir des artistes dans mon jardin à Aulnay-sous-Bois [Seine-Saint-Denis]... Mais pourquoi attendre les beaux jours, je pourrais aussi le faire dans mon salon!» Le concert a également convaincu Hélène, fonctionnaire publique d'Etat, qui au départ doutait des vertus d'une telle initiative.

Les festivités se prolongent, avec cette impression d'avoir été invité à une de ces soirées entre amis qui permettent aussi de rencontrer du monde. Avec une pointe d'inattendu, comme lorsque le colocataire sort de la salle de bains une serviette autour de la taille.



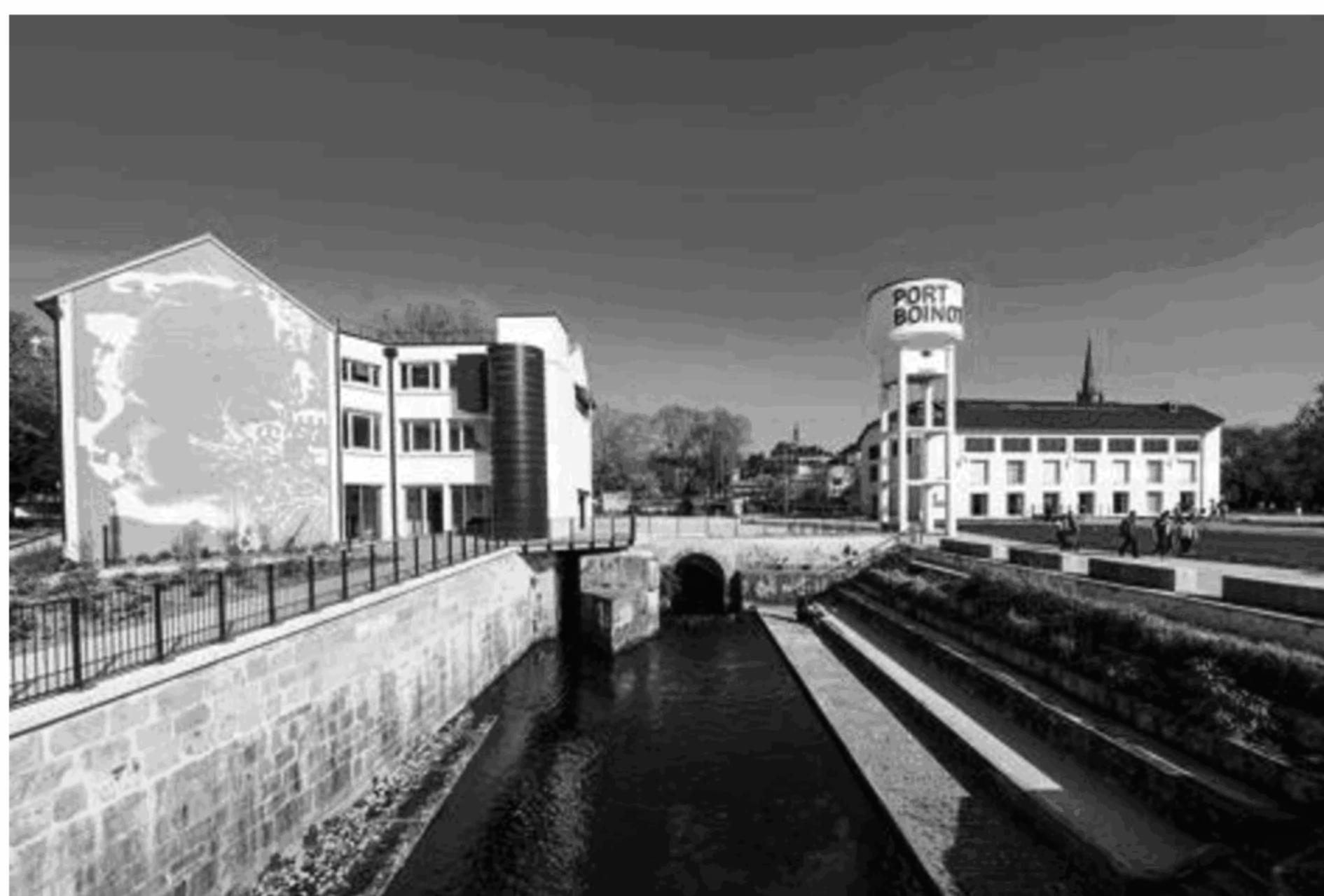
Lors du concert de John-Lucas Williamson, dans l'appartement d'un particulier, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, en février 2024.  
BARTHELEMY THUMERELLE/HORMUR

## ACTU-HAIKU Marbella

Nicolas Santolaria

Composé à partir de la titraillerie de la presse papier, ce cut-up transforme les événements journalistiques en matière poétique. Cette semaine, un poème inspiré par «Society», n° 254, du 24 avril au 7 mai





Patrimoine

## Peau neuve pour l'ancienne chamoiserie

Au moindre rayon de soleil, les Niortais se donnent rendez-vous sur les prairies et les berges réaménagées de Port Boinot. Pour le côté festif, c'est au Magic Flonflon, la guinguette locale installée dans l'un des anciens hangars. Situé entre le canal Saint-Martin et la rive droite de la Vieille-Sèvre, le site de Port Boinot doit son nom aux anciennes usines de chamoiserie et de ganterie de la famille Boinot. «Avant la rénovation, début 2015, c'était une friche industrielle fermée. La chamoiserie a débuté dès le XIII<sup>e</sup> siècle, grâce à la proximité de la Sèvre Niortaise. La famille Boinot a racheté les concurrents au début du XX<sup>e</sup> siècle et perpétué la tradition jusqu'en 2005», explique la chercheuse Stéphanie Tézière. De ce passé, il reste les anciens pélains – bains de lait de chaux où l'on trempait les peaux – transformés en bassins botaniques. L'ancien séchoir, réhabilité en centre d'interprétation, offre une immersion dans l'histoire de Niort, et de la chamoiserie, l'art de fabriquer un cuir très souple.

ESCAPADE

# Niort, ville aux trésors

Entre culture et nature, cinq découvertes à faire en bordure du Marais poitevin

Bénédicte Boucays



Jardin

### Fleurs exotiques et arbres centenaires

Le Jardin des plantes, niché sur le relief entre le Centre Du Guesclin, ancienne caserne du XVII<sup>e</sup> siècle réhabilitée en lieu culturel, et les berges de la Sèvre Niortaise, illustre une présence verdoyante. «Il y a trois ans, nous avons redonné vie à ce jardin du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle laissé à l'abandon. Tout l'espace était enherbé, il ne restait que quelques espèces rares, le petit bassin et le rocallage que nous avons conservé», explique le jardinier paysagiste Mathieu Champy. Passé le portail en fer forgé, on déambule entre les arbres centenaires des zones sauvages et les nouveaux jardins de découverte. Sur ce relief, on découvre quatre scènes évoquant des paysages exotiques, arides, japonisants et alpins. La fontaine imite le ruissellement de l'eau et la palette végétale s'est enrichie de fleurs exotiques.



Architecture

### Maison «gaufrette» et hôtels particuliers

«Cette surprenante maison est restée fermée pendant trente-quatre ans, elle devait être détruite, nous l'avons restauré en 2012 et souhaitons en faire un lieu de gestation artistique», raconte Marie-Pierre Niguès, la nouvelle copropriétaire de la maison «gaufrette». La maison mesure 7,90 mètres de haut pour 1,92 mètre de large. A quelques pas, de la place de la Brèche, on rejoint les halles, de style Baltard, puis les rives de la Sèvre Niortaise, où se situait un port au XIII<sup>e</sup> siècle. La ville s'est très tôt appuyée sur ce port pour jouer un rôle commercial majeur dans le Poitou jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. «Les maisons à pans de bois et en pierre sculptée, les hôtels particuliers de style néoclassique édifiés dans le périmètre restreint du centre-ville témoignent de cette richesse», explique Daniel Courant, coauteur de l'ouvrage *Les Belles Demeures de Niort* (La Geste, 2021).

Art

Eric Surmont propose une visite de street art. Ce passionné d'art urbain organise, depuis 2010, Le 4<sup>e</sup> Mur, festival consacré aux fresques murales. «Les artistes partent des murs d'origine et jouent avec leur texture, selon leur emplacement», explique le directeur artistique, avant de nous montrer la dernière des œuvres réalisées par Vhils sur l'un des bâtiments rénovés de Port Boinot. «Cet artiste a pour habitude de creuser les murs au marteau-piqueur, ce visage de femme anonyme rappelle celui des ouvrières de la chamoiserie.» Trois coups de pédale sur les bords de la Sèvre Niortaise et nous voilà devant *Le Voyage sombre de la planète salée*, de Pascual Arnal. Fresque intrigante par les 3000 petits points réfléchissants formant la Voie lactée. Il y a aussi le mur poétique, à l'angle de la rue des Trois-Coigneaux et de la rue Plantagenêt, *Il est interdit d'interdire*, de l'artiste Hyuro, morte en 2020. Une femme avec ses deux enfants dont on ne distingue pas les visages.



### Une galerie à ciel ouvert

Biodiversité



### Marais mouillé et hérons cendrés

A peine son vélo enfourché, de Port Boinot, on roule le long de la Sèvre Niortaise sur l'ancien chemin de halage bordé de peupliers et d'iris jaunes. C'est dans les paysages maraîchins que le projet de réserve naturelle régionale des marais du Galuchet, de la Plante et des boucles de la Sèvre Niortaise verra le jour en juin. Ce joyau composé de quatre marais, s'étire le long des rives de la Sèvre. Celui du Galuchet offre une mosaïque d'habitats naturels. «On est dans un marais mouillé aménagé par la main de l'homme au XIX<sup>e</sup> siècle. Il existe tout un réseau hydraulique : les voies d'eau, les terrées et les levées [digues de séparation]», explique Odile Cardot, chargée de mission biodiversité à la ville. A quelques mètres de l'avenue, 80 nids de héron cendré ont été dénombrés en 2025 par le Groupe ornithologique des Deux-Sèvres. Le cœur de la réserve ne se visite pas, mais une piste permet de la longer jusqu'au quartier de La Roussille, où l'on peut admirer des frênes têtards centenaires.

**Notre journaliste a organisé son voyage avec l'aide de la ville de Niort et de l'office de tourisme du Marais poitevin**

**U**ne lampe torche, un badge du FBI, un bloc-notes de papier jaune où consigner des indices et un mignon alien aux grands yeux en amande accompagnent la version plastifiée de Fox Mulder, le héros de l'ancienne série *X-Files*. Les « starter packs », ces « kits de démarrage » générés par l'intelligence artificielle (IA), ont envahi il y a quelques semaines les réseaux sociaux, avant de voir l'engouement retomber presque aussi vite qu'il était apparu. On est là dans la tendance « feu de paille » semblable aux collections de la fast-fashion.

Stylisés façon Wes Anderson et Studio Ghibli, les starter packs prennent la forme de vignettes représentant une figurine 3D à l'effigie de l'utilisateur ou d'une personnalité, façon jouet de collection. Proprement emballée dans du plastique, la poupée flanquée de breloques et d'accessoires se doit de capturer avec humour la quintessence de nos alter ego numériques et avatars miniatures. Pour les produire, rien de plus simple. L'affaire est entendue en quelques clics et coups de clavier par le biais de plateformes d'intelligences artificielles génératives telles que ChatGPT, Kapwing ou Imgflip, où il suffira de calquer la feuille de route (un simple prompt), partagée en ligne par de généreux internautes soucieux de répandre la bonne parole.

Là, l'entrepreneur Anthony Bourbon se présente avec un iPhone, des liasses de billets et des compléments alimentaires énergisants. Ici, un ambulancier s'affiche avec une trousse rouge et blanche et un tensiomètre. Tout le monde y est passé, du club de foot à la petite ville méridionale, en passant par le château de Versailles, la marque de cosmétiques Huda Beauty, Philippe Croizon, Elon Musk, Jean Dujardin ou LEC, la marque de glaces du pilote de formule 1 Charles Leclerc.

D'après la plateforme Visibrain, 74 600 internautes et marques dans le monde ont partagé leur starter pack sur les réseaux depuis le début du mois d'avril. C'est sur TikTok qu'il a suscité le plus d'engouement, avec plus de 6 millions de likes. Six millions de trop? Pas pour Nicolas (il a requis l'anonymat), 39 ans, ravi de partager son starter pack sur le groupe WhatsApp familial. Parmi ses indispensables : une bière IPA, un roman de Haruki Murakami, un sac à dos pour la montagne (60 litres). Sa sœur a surenchéri avec son kit : une boule disco, un plateau de sushis et une paire de Converse (taille 39).

Facilement reconnaissable avec sa typographie lâchée et son arrière-plan coloré, le starter pack n'a pas attendu l'IA pour séduire les internautes. Sur Reddit, le forum r/starterpacks publie depuis 2014 des starter packs à destination de situations ou de personnages bien particuliers : le starter pack d'un Noël slovaque, ou celui du PDG d'une entreprise de plateformes pétrolières offshore... Et sur Twitter et Facebook, le compte « Memes décentralisés » présente depuis 2020 des starter packs, de l'habitant de la ville de Rennes à la baroudeuse chic. Mais pourquoi avons-nous tant envie de nous mettre en scène comme des produits sous blister?



Starter pack «Louis XIV», généré par ChatGPT, publié sur les comptes des réseaux sociaux du château de Versailles.  
CAPTURE D'ÉCRAN INSTAGRAM @CHATEAUVERSAILLES

SUR LE FEED

## Les « starter packs » nous ont mis en boîte

Chaque mois, Laure Coromines décrypte les tendances numériques. Ces mèmes représentant une figurine 3D à l'effigie d'une personne accompagnée d'objets censés la caractériser ont envahi, durant quelques semaines, les réseaux sociaux

Dans la lignée de l'ouvrage *Speculative Communities* (University of Chicago Press), écrit en 2022 par le sociologue Aris Komporozos-Athanasiou, le chroniqueur américain Max Read, spécialiste des cultures numériques, a développé dans sa newsletter l'idée de se concevoir à travers la spéculation. Dans un monde de plus en plus précaire et financiarisé, où tout devient matière à spéculer, les individus seraient tacitement encouragés à se transformer en actifs financiers. Pour Daphné B, réalisatrice du pod-

cast « Café Snake », consacré à la politique et à la pop culture, ces actifs prennent une forme bien précise : celle des memecoins, ces cryptoactifs créés à partir d'un GIF, d'un mème ou d'une figure populaire sur Internet. Et tout le monde succombe.

Après des personnalités comme Caitlyn Jenner, Andrew Tate ou Iggy Azalea, au tour de Lorenzo Sewell, le pasteur ayant bénéficié de l'investiture de Donald Trump, de lancer en janvier son propre memecoin. « Plus qu'en produits nous sommes appelés

à nous penser en actifs qui prennent ou perdent de la valeur. On ne se connaît plus seulement comme des petites entreprises à administrer, mais comme des produits financiers sur un marché, dont le cours varie en fonction du nombre de "j'aime", d'abonnés », observe la podcasteuse.

Un marché bien volatil, alors que les phénomènes viraux et les « esthétiques » soigneusement manufacturées (façon « catholico » ou « cryptid-core ») s'enchaînent plus vite que les mises à jour d'iPhone. « Pour s'insérer sur ce marché, il faut se réduire en fonction de critères bien précis, ce que nous sommes habitués à faire à travers l'architecture des plateformes et des applications de rencontre. Celles-ci nous amènent à consommer une version de nous simplifiée et à la faire consommer aux autres, qui vont la liker, la partager », précise Daphné B.

Une chosification à laquelle les internautes ont été très tôt acclimatés. « Il y a une filiation entre le starter pack et les questionnaires sur les goûts personnels que l'on se partageait par chaîne de courriels au début des années 2000. Dans les deux cas, on personnalisé un moule en y entrant des détails qui témoignent de nos goûts, avant de partager le résultat. C'est inhérent aux réseaux : se créer un profil, se choisir une photo, se décrire en une phrase », souligne Mélodie Simard-Houde, professeure de lettres et communication sociale à l'université du Québec à Trois-Rivières.

Autre atout du starter pack : il s'accommode bien de l'ironie infusant nos pratiques en ligne. « Crée ton starter pack peut être un geste empreint d'autodérision. Des artistes et auteurs du numérique travaillent d'ailleurs à détourner ces usages promotionnels et marchands », précise Mélodie Simard-Houde. Tout comme les mèmes, le starter pack peut aussi être politique. « Il comporte d'emblée une composante caricaturale et humoristique. Réduire une personne à quelques traits renferme évidemment un potentiel satirique », rappelle-t-elle. L'humoriste Aymeric Lompert a créé des starter packs à l'effigie de Bruno Retailleau, de François Bayrou et d'Elisabeth Borne.

« Le starter pack est en fait le premier mème réalisé à partir d'intelligence artificielle. Son esthétique très lissée tranche toutefois avec les mèmes un peu moches, brouillons et punk de la première heure. A ce titre, les productions réalisées par IA, massivement adoptées, sont peut-être destinées à connaître le même destin que les GIF, perpétuellement ringards », remarque Albin Wagener, chercheur à l'Université catholique de Lille et auteur de *Mémologie. Théorie postdigitale des mèmes* (UGA Editions, 2022).

Le même, jadis réservé aux explorateurs des tréfonds d'Internet, serait-il en voie de domestication par le grand public? Pas tout à fait. En juin 2024, le média britannique *Dazed* notait qu'à force de juxtaposer jargon absurde et références sibyllines les mèmes étaient devenus si cryptiques qu'ils ne pouvaient être compris par « aucune personne normale ». Comme l'essayiste Kate Lindsay de la newsletter « Embedded », la tendance starter pack pourrait nous donner envie de conclure avec un soupir : « Je crois que je suis trop vieille pour ça. »

ZINZIN

Pétasse





Charlotte Chopin,  
professeure de yoga,  
à la maison  
des associations de Léré  
(Cher), le 13 mai. ANNE-CLaIRE  
HERAUD POUR « LE MONDE »

## Charlotte Chopin, yogi centenaire célèbre du Cher à New Delhi

Depuis qu'elle a été révélée par « La France a un incroyable talent », celle qui donne ses cours à Léré doit répondre à de nombreuses sollicitations médiatiques et politiques

# FIGURE[s]

Par Frédéric Potet

**I**l n'y a pas d'âge requis pour tenir une posture de lotus ou de chien tête en bas. A 102 ans, Charlotte Chopin en est la preuve vivante. Trois fois par semaine, cette professeure de yoga à la souplesse de roseau dispense ses cours à Léré, un village du nord du Cher, aux confins de la Nièvre et du Loiret. Les séances se déroulent dans l'ancienne gendarmerie, transformée en maison des associations. Une moquette usagée tapisse la pièce principale d'à peine 20 mètres carrés, des bancs de méditation sont alignés dans ce qui était autrefois une cellule. « Ici, on souffre en douceur », dit en grimacant Laurence Motje, la présidente de la petite association (25 adhérents) qui chapeaute l'activité. Le yoga près de chez vous, à la campagne.

La modestie des lieux n'empêche pas les grands destins. Celui de Charlotte Chopin sort du commun, et nul en dehors du nord du Berry n'en aurait eu connaissance si cette ancienne secrétaire bilingue n'avait pas crevé l'écran, en novembre 2022, sur le plateau de « La France a un incroyable talent », sur M6. Trois minutes de gloire durant lesquelles elle avait enchaîné une dizaine de postures et déclenché les vivats du public. Cela n'avait pas été suffisant pour se qualifier pour le tour suivant, mais l'essentiel n'était pas là : « Je voulais juste faire une surprise à ma famille en participant à une émission que je ne connaissais pas », rappelle-t-elle. Mère de quatre enfants déjà bien avancés en âge (de 65 à 78 ans), Charlotte Chopin est aussi huit fois grand-mère et neuf fois arrière-grand-mère.

Une pluie de sollicitations avait suivi sa prestation. Médiatiques, d'abord, par le biais de reportages sur cette « mame yogi » aux yeux pétillants. Politiques, ensuite, à travers l'étonnant intérêt que lui a prêté l'Inde du premier ministre Narendra Modi, grand prosélyte du yoga à des fins de soft power et de propagande. Quelle meilleure publicité pour la discipline que cette instructrice défiant les mises en demeure du temps qui passe ?

Sa longévité, Charlotte Chopin estime la devoir autant aux bienfaits physiques du yoga qu'à sa dimension sociale. « Echanger avec des élèves m'apporte un grand bien-être, autant dans la tête que dans le corps », confie-t-elle. Le yoga m'ap-

porte la sérénité, le calme, la paix... et des amis. » Un esprit sain dans un corps sain, la résilience en plus.

Le mystère de l'endurance de Charlotte Chopin se niche-t-il, en effet, dans les replis d'une vie pleine de défis et d'affirmation de soi, commencée en décembre 1922 de l'autre côté du Rhin ? Elle naît à Trèves, sous la République de Weimar, alors en pleine hyperinflation, de père inconnu et de mère allemande. Elle-ci se marie à un Français, le couple habite bientôt Mulhouse (Haut-Rhin), avant que les autorités nazies ne l'expulsent par convoi ferroviaire, en novembre 1940. Direction la zone libre. Mazamet (Tarn), puis Agen, où la jeune Charlotte décroche son premier emploi, à la Croix-Rouge française. Elle se marie, donne naissance à un garçon, divorce peu de temps après, retourne à Mulhouse après la guerre, travaille dans une librairie, puis au Commissariat général des affaires allemandes et autrichiennes, à Baden-Baden (Bade-Wurtemberg), où elle rencontre celui qui deviendra son second mari, Pierre Chopin.

Ancien résistant, ce dernier monte alors une affaire d'import-export. Les Chopin partent vivre au Cameroun, puis au Togo, accueillent deux nouveaux enfants dans leur foyer, puis reviennent en France, près de Tours, en 1959, où naîtra leur dernière fille. Le yoga arrive peu de temps après. Charlotte Chopin a 50 ans quand une amie lui propose de s'y essayer, et quatre ans de plus quand une professeure nourrie aux préceptes d'un grand maître du hatha yoga (« yoga de l'effort »), Bellur Krishnamachar Sundara-

raja Iyengar, lui suggère d'enseigner à son tour. En s'installant à Léré, en 1982, où son mari possède une maison de famille, la jeune retraitée va frapper à la porte de la mairie pour proposer bénévolement un cours. Une salle est mise à sa disposition. Après chaque séance, les élèves sont invités à glisser quelques pièces dans une boîte en carton, pour ses défraiements. Rien n'a vraiment changé depuis.

Quand, quarante ans plus tard, la société de production Fremantle lui propose de participer à « La France a un incroyable talent », Charlotte Chopin en reste coite, avant d'en référer à ses enfants. Décision est prise, collégialement, d'y aller. « Quel âge avez-vous ? », lui demandera la jurée Marianne James pendant l'enregistrement, dans un théâtre de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). « Quatre-vingt-dix-neuf ans et demi », répondra la candidate au sourire de gamine, avant de commencer son minishow postural.

Las, une énorme déception l'attend trois mois plus tard, au moment de la diffusion de l'émission. Charlotte découvre alors les propos d'un autre membre du jury, l'humoriste canadien Sugar Sammy, qu'elle n'avait pas entendus en regagnant les coulisses : « J'ai l'impression d'assister à une autopsie », avait raillé le stand-up sur un ton pince-sans-rire.

« De l'agisme pur et simple. Ma mère est rentrée dans une colère noire. Elle a eu le sentiment d'avoir été trahie », raconte sa fille Catherine Boissin-Chopin, qui ne comprend toujours pas pourquoi ce passage n'a pas été coupé au montage. Outré, l'un de ses petits-enfants, Ronan, s'en

« ÉCHANGER  
AVEC DES ÉLÈVES  
M'APPORTE UN GRAND  
BIEN-ÊTRE, AUTANT  
DANS LA TÊTE QUE  
DANS LE CORPS »

Charlotte Chopin

plaindra par écrit au... président de la République. Lequel, le 11 décembre 2022, le jour de ses 100 ans, enverra à la bisaya une lettre de vœux témoignant de ses « vives félicitations » pour son anniversaire.

La missive signée Emmanuel Macron est rangée dans la maison que Charlotte Chopin habite seule depuis la mort de son mari, il y a cinq ans. Attachée à son autonomie, la vieille dame conduit elle-même sa Twingo électrique pour aller faire ses courses, se prépare à manger, jardine et n'a recours à une femme de ménage qu'une heure trente par semaine. Les seuls médicaments que lui prescrit son médecin corrigeant de minimes problèmes de tension et d'équilibre. « Je me sens en forme », dit-elle. Tellement en forme qu'elle n'a guère hésité quand le gouvernement indien lui a lancé deux invitations.

La première fut ni plus ni moins qu'un tête-à-tête de dix minutes avec Narendra Modi, lors de sa venue à Paris en juillet 2023. « Nous avons parlé de yoga, et de rien d'autre », relate celle qui, ce jour-là, dans un salon de l'Hôtel Plaza Athénée (Paris 8<sup>e</sup>) placé sous haute protection, s'est retrouvée à attendre son tour aux côtés du spationaute Thomas Pesquet et de Leena Nair, la grande patronne de Chanel – excusez du peu. La deuxième invitation a consisté, dix mois plus tard, en un voyage de cinq jours à New Delhi au cours duquel elle s'est vu remettre, des mains de la présidente de la République, Droupadi Murmu, une décoration civile appelée « prix Padma Shri », en compagnie de 130 lauréats s'étant distingués dans leur domaine : sciences, arts, sport... et donc yoga.

L'opportunité de ce déplacement tous frais payés a provoqué de vives tensions au sein de la famille Chopin, eu égard au caractère sulfureux du premier ministre nationaliste indien, décrié notamment pour sa politique discriminatoire à l'encontre des minorités ethniques du pays. La fille cadette, Catherine, aide-soignante à la retraite, était farouchement contre : « J'ai eu beau expliquer à ma mère en long et en large que la politique du gouvernement indien ne correspond pas aux valeurs que défendait son mari, qui fut décoré de la Légion d'honneur pour ses faits de résistance, rien n'y a fait. Elle est certes en bonne santé, mais elle n'a pas toujours le discernement nécessaire pour comprendre ce qui se passe. Elle a clairement été utilisée à des fins politiques. »

Faux, rétorque son frère Claude, ancien kiné, qui a également fait le voyage en Inde : « Ma sœur et mon neveu

Ronan lui ont monté la tête et ont failli la faire renoncer à ce voyage qui n'avait rien d'idéologique. Je ne suis pas naïf sur ce qui se passe en Inde, et cela ne me plaît pas non plus, mais il fallait voir la remise de ce prix comme une manière de gratifier et de remercier notre mère pour sa promotion du yoga à travers une médiation qu'elle n'a pas recherchée. » De ce périple, la pimpante ainée a rapporté deux médailles ainsi qu'un diplôme en hindi qu'elle est incapable de déchiffrer.

De Léré, 1000 habitants, à New Delhi, capitale du pays le plus peuplé du monde, l'improbable trajet de Charlotte Chopin témoignera-t-elle, finalement, d'un ardent désir de reconnaissance ? « On a l'impression, à la voir, qu'elle a toujours été heureuse. Or, sa vie n'a pas été rose », souligne Claude Chopin, en évoquant le jour où sa mère a découvert, à 90 ans passés, au hasard d'un renouvellement d'acte d'état civil, que son père n'était pas son père biologique.

D'autres signes de son refus de l'adversité ont jalonné son existence, insiste, de son côté, sa fille Catherine : son divorce, en 1948, « à une époque où cela ne se faisait presque pas » ; le recours à un médecin accoucheur africain pour donner naissance, à Douala, au Cameroun, à sa première fille, en 1954. « ce qui n'était pas très bien vu » dans le milieu des expatriés ; l'éducation de quatre enfants, alors qu'elle était redevenue femme au foyer lors du retour en France...

La quête de zénitude a joué un rôle non négligeable dans ce parcours au long cours. « Le yoga l'a radoucie, alors qu'elle était assez raide à l'époque où j'étais moi-même adolescente. Il lui a apporté de la souplesse au niveau du corps et de la sagesse au niveau de l'esprit », punctue Catherine Boissin-Chopin. « Je suis contente, à mon âge, de pouvoir encore pratiquer le yoga, même si cela fait longtemps que je ne progresse plus, se satisfait de son côté la coach centenaire. Certaines postures sont devenues impossibles, comme celle qui consiste à se tenir sur la tête. Mon équilibre ne me le permet plus, ça tangue trop. »

Charlotte Chopin met en avant, enfin, une vie simple et inchangée au fil des décennies, sur la base d'une pratique sportive régulière (équitation, gymnastique, tir à l'arc...) et d'une alimentation équilibrée – « beaucoup de légumes, peu de viande et un verre de vin quand les enfants sont là ». La perspective de la mort ne la préoccupe pas. Se recueillir devant le caveau familial où est enterré son mari n'est pas dans ses habitudes. « Je n'aime pas beaucoup les cimetières », dit-elle. On l'aurait deviné.